

حكايا من الامم

Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 14513 - 6 F

JEUDI 26 SEPTEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

Paix en vue au Salvador

ÉTAPE après étape, le gouvernement salvadorien et le guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale cheminent, enfin, vers la paix. Les deux parties s'étaient déjà entendues, en avril dernier, sur le principe de la subordination de la justice et de la police au pouvoir civil, deux institutions jusque-là soumises de facto à l'armée. Elles viennent de conclure à New-York, mardi 24 septembre, les «préliminaires d'un accord» visant à mettre un terme à une guerre civile qui a fait, en onze années, quelque 75 000 morts et provoqué l'exode d'un million de personnes, soit un habitant sur cinq.

Il aura fallu que le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, s'engage personnellement dans ces négociations - à la demande, expresse et conjointe des États-Unis et de l'URSS - pour débloquer un processus engagé en avril 1990 sous l'égide de son organisation, et qui s'était enlisé, alors que les combats n'ont jamais cessé.

Le contenu de cette entente de principe intervenue entre le président Alfredo Cristiani et les dirigeants du FMLN n'a pas été rendu public. Mais il porterait sur le processus d'intégration des combattants dans la nouvelle police nationale et sur la mise en place d'une commission bicéphale chargée de veiller à l'application des futurs accords définitifs. Pour assurer la sécurité de ses combattants, le Front exigeait aussi une sévère épuration de l'armée et la traduction de plusieurs de ses officiers devant les tribunaux, alors que le pouvoir militaire acceptait tout au plus d'envisager une «restructuration» des forces armées.

Résolument optimiste, le président Cristiani a estimé, devant l'Assemblée générale des Nations unies, que seuls des «efforts» restants à régler, et prolongés son séjour à New-York dans l'espoir d'y signer un «accord total». Ses propos ont toutefois été tempérés par ceux des représentants du secrétaire général de l'ONU et du Front Farabundo Martí.

En vérité, les deux parties n'ont d'autre choix que de s'entendre, tôt ou tard. Les affrontements des trois dernières années ont épuisé des réserves qui ne leur permettent plus de mener les moyens de gagner une guerre que la population ne veut plus endurer. L'impuissance sur le terrain est devenue plus manifeste que le précédent. Mais, à l'instar de nombreux autres conflits, le Congrès salvadorien fait dépendre de nombreux progrès de la négociation.

L'effort de médiation, en novembre 1990, du président Cristiani, a permis de lever les obstacles à la signature de l'accord. Mais, à l'heure de la signature, les deux parties ont encore beaucoup à négocier. Le FMLN est arrivé en août dernier au Salvador pour y veiller au respect des droits de l'homme. En outre, la police des huit millions d'habitants de l'Amérique centrale, de six millions de l'université catholique de San Salvador devait se tenir saine.

Après une de ces étapes, la paix semble enfin en vue dans ce pays trop longtemps déchiré.

Lire les informations page 3

0047-0826 0 - 6 00 F



L'intervention franco-belge à Kinshasa après les émeutes

Plusieurs centaines d'étrangers ont été évacués du Zaïre

Après l'arrivée, la veille, de 450 militaires français (dont l'un a été tué), qui devaient être rejoints par des renforts ainsi que par 500 soldats belges, un calme précaire semblait rétabli, mercredi 25 septembre, dans la capitale zaïroise, où les émeutes et les pillages, lundi et mardi, auraient fait au moins trente morts. La situation reste confuse, notamment à Kolwazi et à Lubumbashi. Plusieurs centaines de ressortissants étrangers ont déjà été évacués.

BRAZZAVILLE

de notre envoyée spéciale

L'air un peu hâlé, ils débarquent, par petits groupes, dans le hall du M'bamou Palace à Brazzaville. La plupart arrivent les mains vides, quelques-uns, plus chanceux, ont en le temps de jeter une brassée de vêtements dans un sac de voyage. «La robe que je porte et mon passeport : c'est tout ce qui me reste, je n'ai plus rien», lâche, encore incrédule, une jeune Zaïroise.

Originaire de la région du Kivu, Clémentine travaillait depuis cinq ans comme assistante à l'ambassade américaine à Kinshasa. C'est à ce titre qu'elle a pu embarquer, avec sa fille, sur le bac qui relie Kinshasa et Brazzaville, et grâce auquel les premiers groupes d'Occidentaux ont pu être évacués du Zaïre, mardi 24 septembre, en fin d'après-midi. Les militaires français n'ont pas perdu de temps.

CATHERINE SIMON

Lire la suite et l'article de JEAN DE LA GUÉRIVÈRE page 3



Un projet de loi examiné par le conseil des ministres

Les employeurs de clandestins seront plus sévèrement sanctionnés

M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, a présenté au conseil des ministres, le 25 septembre, un projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la présence d'étrangers en situation irrégulière. Le texte sera soumis à l'Assemblée nationale au cours des premiers jours de la session d'automne. Ce dispositif est l'un des éléments du programme que le premier ministre devait présenter aux parlementaires socialistes le même jour.

En quête d'efficacité

par Alain Lebaube

Pour le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, l'annonce de mesures pour contrer le travail clandestin ou pour lutter contre l'immigration clandestine tombe toujours mal.

Ce fut le cas pour le premier ministre quand elle annonça, le 10 juillet dernier, un renforcement des moyens législatifs (le Monde du 12 juillet). En pleine polémique sur l'«invasion» et le «droit du sang», M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, en fait à son tour l'expérience. Au conseil des ministres, il devrait présenter un projet de loi qui sera ensuite examiné par l'Assemblée nationale au cours des premiers jours de la session d'automne et qui devrait être définitivement adopté avant la fin de 1991.

Sur ce sujet extrêmement sensible, les textes ont fait l'objet de nombreuses

modifications au cours des trois dernières années, au nom de l'efficacité. A chaque fois, la parade trouvée n'a pas été à la hauteur du phénomène, qui n'a cessé de s'amplifier et de tenir, dans le débat national, une place inquiétante. Par exemple, pourquoi faut-il toujours confondre travail clandestin et immigration clandestine, deux dossiers qui ne se recouvrent pas entièrement?

Dans le nouveau projet de M. Sapin, deux dispositions sont principalement appelées à aider les différents services chargés du contrôle et de la répression.

Lire la suite page 29

Les statistiques de l'immigration

Une mise au point commune des dirigeants de l'INED, de l'INSEE et du Haut Conseil à l'intégration.

Lire page 9

Le syndrome yougoslave

De Prague à Moscou, les États d'Europe de l'Est font tout pour éviter la contagion de la balkanisation

par Daniel Vernet

Un spectre hante l'Europe, celui de la balkanisation. De Prague à Moscou, de Riga à Budapest, le syndrome yougoslave a gagné toute l'Europe centrale et orientale, tandis que l'Europe occidentale assiste pratiquement impuissante à l'effondrement des fédérations, confédérations et autres unions qui assuraient un semblant de stabilité au continent.

Alors qu'à l'Ouest celui-ci essaie tant bien que mal de s'unir, à l'Est il ne s'agit plus que d'organiser - si faire se peut - la débâcle.

«La dissociation [de l'URSS] aura lieu, affirme un observateur occidental dans la capitale soviétique. Tout ce que l'on peut faire est d'aider à ce qu'elle se passe dans l'ordre, avec le moins de dégâts possibles, en essayant de sauver ce qui pourra servir à l'avenir.»

Le son de cloche n'est pas très différent à Prague. Au ministère des affaires étrangères, on souhaite, pour l'URSS, «un processus de démocratisation ordonné», tout en craignant le chaos. «Si on aide les Républiques, on encourage la désintégration chaotique, dit un diplomate. Si on

aide le «centre», c'est peine perdue.» Difficile de sortir de ce cercle vicieux.

Les dirigeants tchèques ont en tout cas tiré les leçons de la crise yougoslave.

Lire la suite page 4

Lire aussi

■ Yougoslavie : la bataille pour la terre continue Lire page 4 l'article d'YVES HELLER

■ URSS : la situation dans les Républiques Lire page 5 l'article de JAN KRAUZE

Le «programme Matignon»

M^{me} Edith Cresson voudrait affirmer son autorité sur le gouvernement et convaincre le PS

par Thierry Bréhier

Non, M^{me} Edith Cresson n'est pas seulement le ministre des petits patrons et des apprentis. Comme tout chef de gouvernement, elle veut défendre un programme d'action global et mener une bataille politique.

Si, la semaine dernière, elle a présenté en grande pompe son plan d'aide aux PME, si, mercredi 25 septembre, le conseil des ministres a donné une forme précise à ce qui apparaît comme son obsession depuis qu'elle est arrivée à l'hôtel Matignon, un

nouveau souffle pour l'apprentissage, c'est simplement, dit-elle, parce qu'elle a voulu s'attaquer à des priorités trop longtemps oubliées par ses prédécesseurs.

Les conseillers du premier ministre, une fois passée la pagaille non maîtrisée de l'installation, sont aujourd'hui parfaitement conscients que si M^{me} Cresson veut asseoir son autorité, apparaître comme un chef de guerre crédible pour les socialistes lors des combats des législatives, il lui faut intégrer ces priorités dans un ensemble plus cohérent.

Lire la suite page 10

Un «patron» pour le renseignement militaire

Le général Jean Heinrich nommé à tête de la nouvelle direction page 12

L'affaire des Irlandais de Vincennes

Le préfet Christian Prouteau condamné à quinze mois de prison avec sursis pour «complicité de subordination de témoins» page 12

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

«L'enseignement sous l'œil de l'OCDE» «Délicate mise à flot pour l'université de La Rochelle» «Les éducateurs spécialisés entre théorie et pratique» pages 13 à 15

ARTS ♦ SPECTACLES

Fontevraud, un passé plein d'avenir

Depuis 1983, l'abbaye de Fontevraud a cessé d'être une prison. Les travaux de restauration avancent. Le Centre culturel de l'Ouest, chargé d'animer ce lourd vaisseau, se lance dans une programmation musicale ambitieuse. Lire pages 17 à 28

«Sur la vie» et le sommaire complet se trouvent page 42

Pages 32 à 35 la nouvelle rubrique d'offres d'emplois «Le Monde des carrières»

MICHEL RIO

MICHEL RIO FAUX PAS

ROMAN SEUIL

72 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Brésil, 9 DH ; Tunisie, 760 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 Sch ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; G.R. : 95 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 900 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

L'Etat et la culture

Pas d'œuvre sans pratique

par Roger Chartier

Dans un livre récent, *L'Etat culturel*, dont a rendu compte Bertrand Poirot-Delpech (« le Monde des livres » du 6 septembre), Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, s'en prend à la politique culturelle de M. Jack Lang et de ses prédécesseurs, accusés d'avoir favorisé la diffusion de produits de consommation contraires aux exigences de l'esprit.

« *L'Etat culturel*, écrit-il notamment, c'est l'Etat-loisir, et rien d'autre. Au-delà de leur aspect polémique, les analyses de Marc Fumaroli relancent le débat sur l'opposition entre deux conceptions de la culture, celle qui met l'accent sur la qualité esthétique des œuvres, dont la fréquentation suppose une initiation préalable, et celle qui s'intéresse plus aux habitudes culturelles des gens, dans leur vie quotidienne, qu'à leur goût artistique.

Danièle Sallenave, écrivain, examine ces deux traditions, qu'elle appelle respectivement « républicaine » et « gauchiste libérale », tandis que Roger Chartier, historien, souligne les relations qu'entretiennent les deux significations du mot « culture ». Marc Fumaroli, en réponse à Bertrand Poirot-Delpech, précise quelques-unes de ses critiques.

D'UN côté, les œuvres de l'esprit, propres aux étudiants et aux amateurs – et qui doivent rester. De l'autre, les « mentalités » et les « pratiques » qui relèvent des loisirs de masse et de la sociologie culturelle.

Entre les uns et les autres, une radicale incommensurabilité que tentent de gommer les usages irraisonnés du mot culture, « mot-valise, mot-écran ». Telle est la thèse qui constitue le socle du livre de Marc Fumaroli et d'où tout découle.

Mais les choses sont-elles si simples et l'essentiel n'est-il pas d'élucider les relations réciproques qu'entretiennent les deux significations du terme culture? Celle qui désigne les œuvres et les gestes qui, dans une société donnée, sont justiciables d'une appréciation esthétique ou intellectuelle. Celle qui vise les pratiques ordinaires, « sans qualité », qui expriment la manière dont une communauté – qu'elle qu'en soit l'échelle – vit et réfléchit son rapport au monde, aux autres et à elle-même.

Les œuvres, en effet, n'ont pas de sens stable, universel, figé. Elles sont investies de significations plurielles et mobiles, construites dans la rencontre entre une proposition et une réception, entre leurs formes et leurs motifs et les compétences ou les attentes des différents publics qui les rencontrent et s'en emparent. Certes, les créateurs, ou les autorités, ou les « clercs », aspirent toujours à fixer le sens et à énoncer l'interprétation correcte qui devra contraindre la lecture (ou le regard). Mais, toujours aussi, la réception investit, déplace, distord. Produites dans un ordre spécifique, qui a ses règles, ses conventions, ses hiérarchies, les œuvres s'en échappent et prennent densité en pérégrinant, parfois dans la très longue durée, à travers le monde social. Déchiffrées à partir des schémas mentaux et affectifs qui constituent la « culture » (au sens anthropologique) des communautés qui les reçoivent, elles deviennent, en retour, une ressource précieuse pour penser l'essentiel : la construction du lien social, la subjectivité individuelle, la relation au sacré.

A l'inverse, toute création inscrite dans ses formes et ses thèmes un rapport à la manière dont, en un moment et un site donnés, sont organisés le mode d'exercice du pouvoir, la configuration sociale ou l'économie psychique de la personnalité. Pensé (et se pensant) comme un démiurge, l'artiste ou le philosophe crée, pourtant, dans la dépendance. Dépendance vis-à-vis des règles (du patronage, du mécène, du marché) qui définissent sa condition. Dépendance plus fondamentalement encore vis-à-vis des

déterminations non sues qui habitent l'œuvre et qui font qu'elle est concevable, communicable, déchiffrable.

Considérer ainsi que toute œuvre est ancrée sur les pratiques et les institutions du monde social n'est pas, pour autant, postuler une égalité générale entre toutes les productions de l'esprit. Certaines, mieux que d'autres, n'ont jamais leur force de signification – on a l'habitude de les désigner comme des « chefs-d'œuvre ». Pour le comprendre, il est un peu court d'invoquer l'universalité du beau ou l'unité de la nature humaine. L'essentiel se joue ailleurs : dans les rapports complexes, subtils, mobiles, noués entre les formes propres des œuvres, inégalement ouvertes aux approbations, et les habitudes ou les inquiétudes de leurs différents publics.

Les débats furieux engagés entre la défense crispée d'une culture sûre de ses tris et les enthousiasmes confus qui posent l'équivalence de toutes les créations et de toutes les pratiques ne sont peut-être qu'un théâtre d'ombres. Le défi lancé est tout autre : penser, ensemble, la différence par laquelle toutes les sociétés (en des modalités variables) ont séparé et séparant du quotidien ordinaire un domaine particulier de l'activité humaine, et les dépendances qui inscrivent (de diverses manières) l'invention esthétique et intellectuelle dans ses conditions de possibilité et d'intelligibilité.

Il y a quelque chose de pathétique à vouloir dresser une digue étanche, infranchissable, entre les études et les œuvres dont se délectent « les amateurs », les « pratiques culturelles » du plus grand nombre, alimentées par le marché des loisirs. Le lien qui les unit n'est pas le résultat d'une politique récente, volontariste, absurde et niveleuse. Il réside dans la trajectoire, même qu'elle donne lieu, sans aux œuvres les plus puissantes, construites à partir de la transfiguration esthétique ou réflexive des expériences ordinaires, comprises à partir des pratiques propres à leurs différents publics, massifs ou choisis, studieux ou non.

► Roger Chartier est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et président du conseil scientifique de la Bibliothèque de France.

Assouvissement ou émancipation ?

par Danièle Sallenave

Si la politique culturelle de la gauche au pouvoir suscite tant de débats, de critiques méritées et aussi parfois de malentendus et de reproches injustifiés, c'est qu'elle est l'héritière de deux traditions, de deux courants, de deux philosophies de la culture, qui ne sont malheureusement pas compatibles et qu'elle tente vainement de concilier.

Deux courants, en effet, se partagent, en France, la réflexion de la gauche sur la culture. Le premier, que je dirai républicain, considère la culture comme le lieu de l'arrachement aux pesanteurs de la tradition, comme le lieu de la transmission réfléchie, de la construction de soi (instruire est de même étymologie : il y a le mot bâtir là-dessus). La culture est le chemin, le procès, le passage, qui doit être parcouru si l'on veut entrer en possession de soi, penser, rêver et agir par soi-même.

Cette pensée est une pensée de l'émancipation ; elle pose que les livres et les œuvres sont l'instrument de la liberté ; que l'injustice culturelle n'est pas séparée de l'injustice sociale ; qu'on ne peut les résoudre qu'ensemble. Le signe même de l'abandon social, de la « vie mutilée » (Adorno), c'est d'être privé de livres, et, plus généralement, de ne pas participer à l'élaboration et à la production des richesses culturelles de l'humanité.

Ce courant s'étend à toutes les formes de la vie culturelle : le théâtre populaire de Jean Vilar, l'« élite pour tous » d'Antoine Vitez en font intrinsèquement partie. Cependant, plus que les musées, les bibliothèques et les activités culturelles, le lieu par excellence où il peut être porté remède aux effets culturels de l'injustice sociale est naturellement l'école : car c'est dans et par l'école que peut se réaliser l'accès du plus grand nombre aux œuvres et à l'exercice de la pensée critique. Et son instrument est avant tout le livre : parce qu'il s'adresse à la raison et au cœur, parce qu'il est l'exercice de la logique et de la connaissance de l'autre.

Il faut cependant que cette école soit prise dans toute sa rigueur : la culture est un processus de formation, et non de simple participation. Si l'on veut éviter les ambiguïtés et les bas sentiments. Sinon, on voit bien le danger d'une générosité abstraite et naïve

(dénoncée justement par Sartre) qui fait des œuvres un « ordo » injustement confisqué par un petit nombre. Et de même, en mettant uniquement l'accent sur les conditions strictement économiques d'une plus large diffusion de la culture – abonnements, billets de groupe, théâtre sur le parvis des usines, – on entretient l'illusion dangereuse que c'est aux œuvres de s'ouvrir aux hommes, non aux hommes de se former à elles, et que l'accès aux œuvres se fait naturellement dès lors qu'il est facilité par des dispositions politiques et sociales. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que, pour conserver à cette tradition républicaine toute son exigence, la revendication pour un plus large accès aux œuvres – multiplication des bibliothèques, aménagement des musées, souplesse des horaires – ne peut ni ne doit se passer de l'exigence d'une école républicaine.

Une imposture

A cet ensemble de thèses et à cette tradition, une autre tradition s'oppose que je dirai gauchiste libérale, issue d'une critique radicale du courant républicain. Ces deux traditions sont inconciliables. Pour la seconde, toute politique éducative ou culturelle inscrite du courant précédent est soupçonnée d'élitisme. La thèse suivante laquelle la culture et les œuvres sont un bienfait, une joie, un plaisir, mais aussi le lieu d'exercice de la liberté, et qu'il faut donc en permettre l'accès au plus grand nombre, loin d'être admise, est totalement réfutée. La culture « cultivée », les grandes œuvres, sont dites telles par la classe dominante : elles en sont à la fois le reflet, l'expression et l'instrument de leur domination. Vouloir y faire participer le plus grand nombre est une imposture doublée d'une mystification : on fait des fils d'ouvriers des traitres, des valets de la bourgeoisie ou une future élite, pour des raisons de

Cette thèse du reste se conjugue à une autre qu'elle pervertit : la culture cultivée est constituée sur le déni et dans le refus de la culture populaire. On ne peut nier que la Sorbonne du dix-neuvième siècle n'ait transmis aux enfants de la bonne société une idée conventionnelle de l'art et des œuvres de l'esprit : que les résultats de dix années d'enseignement scolaire

et universitaire n'aient donné trop souvent des œuvres de la littérature et des beaux-arts une image desséchée, empreinte d'un académisme bien-pensant, tandis que dans les campagnes, les villes ouvrières, les quartiers populaires, une authentique culture s'élevait et mourait – tradition orale, poèmes de la mine (1) ou des battements, et jusqu'à un art de vivre, une civilisation que la culture dominante ignorait et méprisait. Et de cette ignorance et de ce mépris, bien des clercs sont coupables.

Etait-il juste, cependant, pour se racheter de cette faute, de baptiser du nom de culture toutes les formes par où s'exprime ou dans quoi se reconnaît la grande masse de ceux qui n'ont accès ni à l'école ni à la culture? La question mérite d'autant plus d'être posée qu'aujourd'hui ce qu'on désigne du nom de culture populaire ou de masse, sur les ruines des « lumières naturelles » du dix-huitième siècle, n'est pas la traduction authentique d'un art et d'un mode de vivre différents de ceux des classes possédantes mais tout aussi légitimes, mais un ensemble d'objets produits par l'industrie planétaire du divertissement, proposés à la même heure à tous les enfants des banlieues, à Manchester, à La Courneuve, à Milan, et désormais à Varsovie et à Prague.

Pour les tenants de l'émancipation par les œuvres, l'injuste accusation d'élitisme dont ils sont victimes témoigne d'un grave malentendu sur la nature même et la définition de la culture. Mais comment la mauvaise conscience de gauche ne voit-elle pas que ce reproche est désormais habilement déformé par les marchands, tels CBS-France disputant effrontément à la SEPT, au nom d'une prétendue « culture jeune », l'attribution d'une fréquence pour sa chaîne musicale, en fait une chaîne de clips à vocation publicitaire?

Au cours des dix dernières années, il n'est pas douteux que la politique culturelle de la gauche française ait été victime d'une équivoque durable et prolongée entre deux définitions antagonistes de la culture. D'un côté, elle a maintenu la tradition républicaine par une politique générale, en faveur des livres et de la lecture publique (prix unique du livre, dotation des bibliothèques), par un aménagement sans précédent des grands musées, etc. Mais, d'un autre côté, elle s'est montrée infidèle à la mission émancipatrice de la culture chaque fois qu'elle a cru devoir légitimer sous ce nom toutes les expressions verbales, visuelles, sonores qui font vivre le marché des loisirs.

Car, encore une fois, affirmer une distinction entre les œuvres, affirmer que l'art n'est pas un produit, ni la culture un bien de consommation, ce n'est pas venir au secours des privilégiés d'une élite menacée : c'est donner au plus grand nombre un instrument pour les abattre.

(1) Lire à ce sujet le très bon livre d'Augustin Vieux *Vieilles de fond* (Pion, coll. « Terre humaine », 1991).

► Danièle Sallenave est écrivain.

Une réplique de Marc Fumaroli

La place de l'esprit dans la cité

M. BERTRAND POIROT-DELPECH reproche à mon essai *L'Etat culturel* ce qu'il peut avoir de véhément. Mais la véhémence est-elle nécessairement aveugle? Elle peut être aussi une méthode pour faire voir ce que l'accoutumance et le conformisme nous voilent. A me prêter trop d'aveuglement, mon reenseur m'attribue des sentiments et des jugements que je ne reconnais pas.

Suis-je un « nostalgique de la III^e République »? Je me suis contenté, dans mon commentaire critique du livre de Joanne Laurent, *la République et les beaux-arts* (1955), de rappeler, avec toute la sympathie qu'il méritait, les principes libéraux du régime, la priorité qu'il a constamment accordée à l'éducation, et sa réserve prudente en matière d'encouragement à la création. Ce sont à mes yeux trois références idéales dans le sujet que je traite, et non pas une réhabilitation de tout ce qui s'est fait entre 1870 et 1940.

Ai-je compté le Front populaire et le Cartel parmi les précédents de la politique culturelle sous la V^e? Tout au contraire. J'ai insisté sur l'indépendance du cartel Jovet-Dullin-Baty-Pitoëff vis-à-vis des pouvoirs publics, et sur la hauteur de vues de Jean Zay, ministre de l'éducation nationale et des beaux-arts de Léon Blum, ainsi que de Léo Lagrange, son secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. La fidélité de ces républicains à la tradition de la III^e, celle de Gambetta et de Ferry, les hissait bien au-dessus des intel-

lectuels postaliens d'alors et d'her.

Suis-je tombé dans une contradiction grossière à propos de télévision? Je fais remarquer bien plutôt la contradiction où s'est enfermée à cet égard l'idéologie culturelle de l'Etat. Sa logique aurait dû l'amener à privilégier la démocratisation des chefs-d'œuvre par voie télévisuelle. Même en temps de monopole, il n'en a rien été. Elle aurait dû passer, à plus forte raison, par l'école, l'histoire de l'art. Qu'est-ce qu'une culture pour tous qui n'existe pas, et qui se concurrençait elle-même par une télévision inculte?

Un alibi pas un modèle

Peut-on enfin me taxer de « militance » de droite? En réalité, ni mes analyses historiques ni mes sages ne sont dictées par un parti-pris politique, même si je suis bien obligé de faire souvent porter la satire sur un parti au pouvoir depuis dix ans. Cette contrainte de l'actualité historique ne m'empêche pas de faire observer à quel point « la droite » embrasse volontiers les slogans de la culture officielle, quand elle n'en rejette pas. Dans mon analyse historique, Vichy aussi bien que Malraux, la technocratie dite « de droite » autant que la démagogie dite « de gauche », sont équitablement décrits parmi les artisans de l'Etat culturel d'aujourd'hui. Ce consensus de fait, dont les racines sont anciennes, m'inquiète. Et je l'écris, il m'inquiète pas pour des raisons de conjoncture partisane. En fil-

grane de cet essai, et explicitement à plusieurs reprises, un principe et les questions qui en découlent soutiennent tout l'édifice. Ce principe, c'est celui qui gouverne les analyses de Tocqueville dans *la Démocratie en Amérique*. On peut le résumer ainsi : un régime politique se juge au sort qu'il réserve à l'esprit.

L'Etat culturel prétend servir l'esprit. Je soutiens qu'il a favorisé surtout une autosatisfaction consummatrice qui compromet à la fois le civisme démocratique et la hauteur de l'esprit français. Il est un alibi, au lieu d'être un modèle. Il encourage l'agitation et la facilité modernes, au lieu de leur opposer de sages contrepoids. On pourra m'opposer une thèse plus rassurante : derrière cet habile rideau de fumée, on sauve quelque part ce qui peut être sauve. Mais, qu'on me conteste ou qu'on m'approuve, le fond du débat et mon anglois se tiennent là. Ils sont donc tout à fait ailleurs que dans une somme polémique de coterie.

[Lire est un métier difficile! Je n'ai parlé dans mon article ni de véhémence ni d'aveuglement. J'approuve M. Fumaroli : le bonheur d'approcher les chefs-d'œuvre se passe toujours d'effort et suppose compétition. Mais les lois du marché et les échecs de l'école faussent ce libre jeu.

Le système français d'aide à la culture rend leurs chances aux œuvres non rentables et aux publics évincés. Il a défendu le livre exigeant contre le best-seller, fait rayonner notre théâtre, et sauve notre cinéma d'une mort à l'italienne. Cela me suffit. B. P.-D.]

Nouveautés «Que Sais-je?»

Les pays baltes, par Pascal Lorot - N°2584.

La Belgique, par G.H. Dumont - N°319.

Bergson, par J.L. Vieillard-Baron - N°2596.

La gestion publique, par A. Giscard d'Estaing - N°2589.

Le grand marché européen de 1993, par A. Bizaguet - N°2517.

Histoire de la littérature française, par R. Balibar - N°2601.

Histoire de la psychanalyse en France, par J. Chemouni - N°2590.

Libre échange et protectionnisme, par P. Salin - N°1032.

Migrants et réfugiés, par J. L. Mathieu - N°2597.

La musique française du XIX^e siècle, par F. Robert - N°1038.

Le vin, par P. Ribereau-Gayon - N°2606.

Chaque volume 128 pages, 34 F.



COLLECTION «QUE SAIS-JE?»
L'encyclopédie au format de poche.

هكذا من الأصل

5021-10-10

ÉTRANGER

Les troubles au Zaïre et l'intervention des troupes françaises et belges

Après les émeutes et pillages des lundi 23 et mardi 24 septembre qui, selon divers témoignages, auraient fait au moins trente morts (l'agence zaïroise de presse AZAP annonçait dix-huit morts mardi après-midi), le chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu, a appelé les militaires à respecter la discipline et à rentrer dans leurs casernes. Dans un discours radiodiffusé dans la nuit de mardi à mercredi, le président zaïrois a confirmé que des émeutes se sont produites dans plusieurs villes du Shaba mais a affirmé que le calme était revenu dans ces villes.

Plusieurs centaines d'étrangers évacués

Suite de la première page

Les premiers arrivés à Brazzaville, dans la nuit de lundi à mardi, ont aussitôt franchi le fleuve et, dans la nuit de mardi à mercredi, ont pris le contrôle de l'aéroport de Kinshasa et à entamer les préparatifs d'évacuation.

Ces troupes françaises, auxquelles devraient se joindre, dès mercredi matin, des renforts militaires belges, ont une lourde tâche. En effet, mardi soir, seuls quelques 300 Occidentaux avaient pu être conduits à Brazzaville. Or, ils sont environ vingt mille résidents au Zaïre - dont 10 500 Belges et près de 4 000 Français.

Malgré la précaire accalmie qui semblait prévaloir, mardi soir, dans le centre de Kinshasa, nul doute que l'immense razzia qui a dévasté la ville auparavant aura peut-être soulevé le glas de la présence étrangère au Zaïre.

Les bandes de pillards, civils et militaires mêlés, qui avaient commencé, lundi, à écumer les magasins du centre, s'en sont pris, mardi, aux villes et aux appartements. « Quand on a entendu, vers 8 h 30, les bruits de la foule et les coups de feu qui se rapprochaient de la maison, on ne s'est pas senti de suite inquiété. On a dit que ça serait comme la veille, qu'ils passeraient devant chez nous pour aller piller des hôtels ou des magasins plus loin... raconte Lucette, une jeune Française âgée de seize ans. Puis, tout d'un coup, on a entendu des coups de feu à proximité. Quelques secondes après, ils défonçaient les portes. Avec ma mère et ma petite sœur, on s'est réfugiée dans les chambres. C'est vrai que beaucoup étaient excités et qu'ils avaient des armes. Un moment, les militaires nous ont brulées avec leurs mitrail-

lètes. Mais, finalement, ils ne nous ont pas fait de mal », poursuit l'aînée.

« Certains nous le disaient d'ailleurs. Ils nous répétaient qu'ils n'allaient rien nous faire, qu'ils voulaient seulement prendre nos affaires », précise-t-elle. Toute la maison sera donc minutieusement mise à sac - ampoules électriques et lavabos compris. « Un petit groupe de civils qui participait au pillage nous a emmenés hors de la maison et conduits à cinquante mètres de là, à l'ambassade du Liban. On les embarrassait plus qu'autre chose... Plus tard, on a pu atteindre la résidence de l'ambassadeur de France où on a passé le reste de la journée, avant d'aller prendre le bus. »

« Un pays fou »

Mais tout ne s'est pas aussi « bien passé » ailleurs. Certains Européens auraient été légèrement blessés lors de l'attaque de leurs résidences et un parachutiste français a été tué par balle en entrant dans la ville. Mais, à en croire les premiers témoignages recueillis auprès des personnes évacuées, le plus surprenant - et le plus rassurant - c'est qu'il n'y avait pas eu d'appareillement d'armements majeurs.

La tornade qui vient de secouer Kinshasa n'aurait pas, semble-t-il, déstabilisé les structures militaires.

Selon la plupart des Occidentaux évacués, les soldats qui se sont mutinés et transformés en pillards n'ont pas tiré sur les civils. « Ils ont tiré en l'air pour faire peur », explique-t-on. Tous les trébuchements de la capitale, en uniforme ou en civil, avec ou sans fusil, se seraient donc ainsi donnés le mot et le livre, de concert, à la razzia.

« A présent que tout est pillé, il va y avoir des problèmes pour l'emploi, il va y avoir de la famine, prédit somberement Clémentine. Même si le calme revient dans les jours qui viennent, j'aurais peur de rentrer à Kinshasa à présent. Tous les étrangers vont partir et, à la prochaine explosion, il n'y aura plus moyen de sortir, on sera tous coincés. C'est un pays fou, vous savez... »

CATHERINE SIMON

d'infanterie de marine, soit quatre cent cinquante hommes, qui étaient en détachement au Tchad et en République centrafricaine, sont arrivés mardi - a contribué à rétablir le calme dans la ville. Mais le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a indiqué à Paris que « la situation au Zaïre est très peu claire ». Mardi, un militaire français, dont le nom et le régiment n'ont pas été révélés, touché selon un témoin par des tirs de mitrailleurs alors qu'il débarquait à Kinshasa, est décédé des suites de ses blessures.

L'amiral Lanxade a annoncé qu'au moins un millier de ressortissants français avaient été rassemblés mardi en vue d'une évacuation et que la France allait renforcer incessamment son dispositif militaire. Celui-ci devait se monter à six cents hommes mercredi et à un millier en fin de semaine. Par ailleurs, cinq cents soldats belges, arrivés mardi soir à Brazzaville en provenance de Bruxelles, devaient traverser le fleuve Zaïre mercredi matin afin de gagner la capitale zaïroise. « L'ordre de mission que le gouvernement a donné à nos parachutistes ne concerne pas seulement

Kinshasa, mais l'ensemble de la problématique du Zaïre », a indiqué le ministre belge de la défense, M. Guy Coens. Par ailleurs, la Grèce et l'Italie ont annoncé l'envoi d'avions au Zaïre afin d'évacuer leurs ressortissants.

M. Roland Dumas a affirmé avoir donné pour instruction à l'ambassadeur de France au Zaïre « de rappeler à l'autorité zaïroise et en particulier au président Mobutu que, indépendamment du souci qu'il doit avoir de la situation économique et sociale de son pays, il paraît convenable de reprendre le processus démocratique ». Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, a affirmé, mercredi 25 septembre, au terme des délibérations du conseil des ministres, que la mission des parachutistes français envoyés au Zaïre était « d'assurer la sécurité des civils et rien d'autre », et qu'il n'était « pas question pour le gouvernement français de s'immiscer dans les affaires africaines ni de décider des régimes constitutionnels qui conviennent aux pays africains ».

De source française autorisée, on a déclaré que l'arrivée des forces françaises à Kinshasa avait eu un

« effet dissuasif » sur les émeutiers. La situation reste mal connue dans les autres villes touchées par les troubles, Kisangani (1 200 km au nord-est de Kinshasa), Kolwezi (1 500 km au sud-est), Lubumbashi (1 800 km au sud-est) et Likasi (1 700 km au sud-est). Selon un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères, « une grande tension » régnait mardi dans ces villes. Un groupe de Français et de Belges, comprenant trois personnes blessées, est arrivé mardi en Afrique du Sud en provenance de Lubumbashi. D'autres évacués, réfugiés à Harare (Zimbabwe), ont fait état de tirs et d'incendies dans la région minière de Kolwezi, ainsi que de l'arrivée de troupes vers Lubumbashi. Le directeur financier de la compagnie minière nationale, Gécamines, a déclaré à l'agence Reuter que le bureau de la mine à Kolwezi était « complètement détruit ». Selon lui, « la situation est très tendue à Lubumbashi ». Les réfugiés ont dit avoir entendu des tirs dans la ville. Les incidents auraient fait deux morts, des personnes qui, semble-t-il, avaient refusé d'obéir aux soldats mutins.

Avant la fin de la semaine

Un contingent français de mille hommes

La France n'a jamais signé d'accord de défense avec le Zaïre, à la différence des traités qu'elle a conclus avec la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Gabon, le Togo, les Comores, Djibouti ou le Cameroun. Mais, elle a signé, le 22 mai 1974, un protocole de coopération militaire technique dont l'essentiel a consisté à mettre en place des assistants techniques (instructeurs et experts) et à former en France ou sur place des personnels militaires zaïrois.

A ce jour, cette mission française de coopération militaire représente un peu moins d'une centaine de cadres (officiers et sous-officiers) qui sont auprès d'une école de blindés et d'une brigade de parachutistes (la 31^e brigade) à Kinshasa même et à Kamina.

C'est donc dans le but - avec l'accord du président Mobutu - de protéger en priorité des ressortissants français, dont la sécurité serait menacée, que le gouvernement a lancé une opération militaire de récupération éventuelle de ses nationaux. Cette action figure, en effet, très nettement dans la liste des missions assignées aux forces françaises dans le préambule de la loi de programmation pluriannuelle.

Si le contingent belge devrait être de quelque cinq cents hommes en cours d'acheminement, l'opération française devrait mobiliser, mercredi 25 septembre, quatre compagnies de Légion étrangère et d'infanterie de marine, soit quelque six cents hommes au total à ce jour. Trois compagnies, réunissant quatre cent cinquante hommes, sont déjà sur place à Kinshasa, et une quatrième, avec cent cinquante hommes, devrait l'être dans la journée du 25 à Lubum-

bashi. Dans un premier temps, ces forces ont été prélevées dans les garnisons que la Force d'action rapide (FAR) entretient en permanence en Afrique et qu'elle pré-positionne en accord avec les gouvernements dans chaque pays. Pour cette action au Zaïre, les unités immédiatement déployées sont venues du Centrafrique, du Tchad et du Congo.

L'armée française procède actuellement, depuis ses bases sur le territoire national, au renforcement de ses garnisons en Afrique qu'elle a dû partiellement dégar-

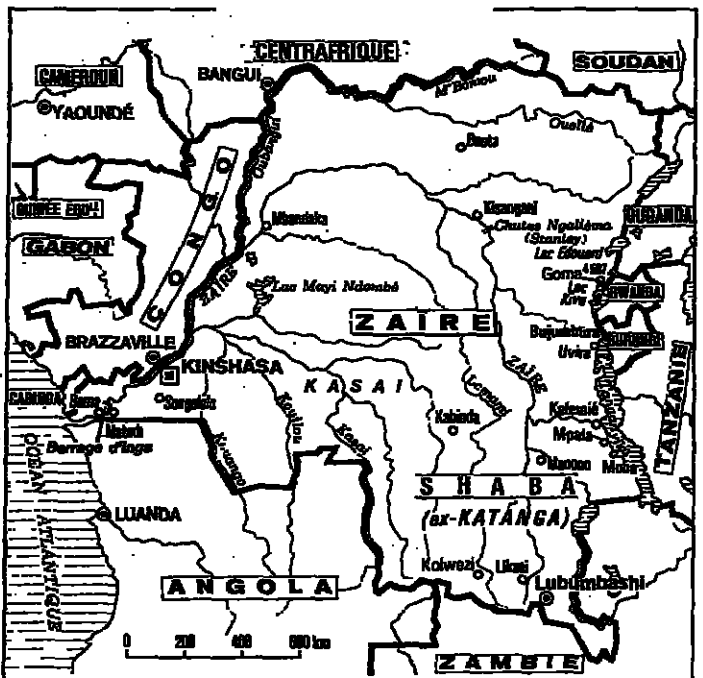
ner pour le Zaïre.

L'aide américaine suspendue

Avant la fin de cette semaine, selon les prévisions dans les états-majors, le contingent français au Zaïre serait fort d'un millier d'hommes. Dans cette hypothèse, on observera que ce déploiement est le plus important jamais réalisé par la France au profit de ses ressortissants au Zaïre puisque la précédente opération de taille baptisée « Bonite », en mai 1978, sur le Shaba, et spécialement sur la ville de Kolwezi, a réuni sept cents hommes du 2^e régiment étranger de parachutistes.

Dans les milieux militaires français, on assure que, pour l'instant, il n'a pas été besoin d'en appeler à la logistique américaine, à la différence de l'opération « Bonite » au profit de laquelle les Etats-Unis avaient engagé leurs appareils de transport lourd. Du reste, on explique, de même source, que les Américains ont suspendu, il y a une semaine environ, leur aide financière - en dollars - à des fins civiles au Zaïre et que cette initiative a probablement contribué au soulèvement d'une partie des soldats zaïrois contre le président Mobutu.

JACQUES ISNARD



Traversé par l'équateur et baigné sur 37 kilomètres par l'océan Atlantique, le Zaïre est le plus vaste pays d'Afrique centrale avec 2 345 000 kilomètres carrés.

Population : estimée à 38 545 000 habitants en 1991. Capitale : Kinshasa (près de 4 millions d'habitants).

Langues : français (officielle), lingala, kikongo, kishwaha, shiluba (nationales).

Religions : 70 % de chrétiens (catholiques et protestants), animistes et musulmans.

Histoire : le roi Léopold de Belgique devient président en 1883 de l'Association internationale du Congo, reconnue l'année suivante comme Etat indépendant. En 1908, une charte fait du Congo une colonie belge. Le pays obtient son indépendance le 30 juin 1960 sous la présidence de Joseph Kasavubu. Peu après, la province du Katanga tente, sous la direction de Moïse Tshombe, une sécession qui sera brisée en 1963 par les forces de l'ONU. Le général Mobutu Sese

Seko s'empare du pouvoir le 24 novembre 1965, puis fonde la République démocratique du Congo, qui devient, le 21 octobre 1971, la République du Zaïre. En 1978, quatre mille rebelles katangais, venus d'Angola, assiègent Kolwezi, où des massacres d'Européens sont commis, ce qui entraîne l'intervention de parachutistes français. En 1980, M. Mobutu autorise le multipartisme après vingt-trois ans de parti unique. Une « Conférence nationale » s'est réunie en 1991, mais ses travaux sont pratiquement restés au point mort.

Economie et ressources : agriculture : manioc, café ; mines : cuivre (340 000 tonnes produites en 1990), cobalt, diamants. PNB : 280 dollars par habitant en 1989. Dette extérieure : 8,8 milliards de dollars en 1989.

Armées : 51 000 hommes (terre : 22 000 ; air : 2 500 ; marine : 1 500 ; gendarmerie : 25 000).

La Belgique ne cautionne plus le régime du président Mobutu

BRUXELLES

de notre correspondant

Si l'opération « Blue beam » (Rayon bleu) l'envoi de cinq cents parachutistes - s'est faite avec le consentement des autorités de Kinshasa, souligne-t-on dans les milieux autorisés, il ne s'agit nullement de cautionner le régime du président Mobutu, dans le sens où cette présence militaire serait de nature à calmer ses adversaires. Cette intervention, insiste-t-on, vise seulement à faciliter l'évacuation des ressortissants belges et

étrangers qui choisissent de partir, comme Bruxelles les y encourage.

Environ dix mille cinq cents Belges résident au Zaïre, dont plus de la moitié à Kinshasa. Il s'agit notamment de religieux dont le dévouement est sans limite et de familles établies depuis longtemps dans l'ancien Congo belge et qui, faute de pouvoir se reconstruire en métropole, se sont cramponnées à leurs biens et à leur situation, quelles qu'aient été les tensions entre Kinshasa et Bruxelles.

Le Maroc avait rapproché le Zaïre et la Belgique en juin 1989, après une énième querelle, particu-

lièrement vive. Mais, cette réconciliation du bout des lèvres ne survécut pas au massacre d'étudiants à Lubumbashi, en mai 1990. Furieux que Bruxelles ait alors demandé que toute la lumière soit faite par une commission d'enquête internationale, le président Mobutu avait renvoyé chez eux les coopérateurs belges. Moins d'un an plus tard, il se ravisa et demandait une réunion de la grande commission mixte.

Après mûre réflexion, le gouvernement belge fit savoir que cette réunion n'était « pas indiquée dans

les circonstances actuelles ». Et - seule ouverture - il évoqua la possibilité d'un retour des organisations non gouvernementales (ONG) si la conférence nationale qui rassemblait les différentes forces politiques locales en « exprimait clairement le désir ».

On en était resté là. Au sein de la coalition gouvernementale, les socialistes francophones tenaient un discours analogue à celui des Flamands, qui sont traditionnellement moins enclins que les Wallons à l'indulgence à l'égard de M. Mobutu. Ces dernières années, la Belgique a été largement supplantée par la France au Zaïre, en partie parce qu'elle était plus soucieuse en matière de respect des droits de l'homme et plus tolérante à l'égard des activités des opposants en exil.

Toutefois, la Société générale de Belgique (SGB), qui contrôlait la quasi-totalité de l'économie zaïroise pendant la période coloniale et qui conserve d'importantes intérêts, a exprimé son opinion sur les événements, mardi 24 septembre, par la voix de M. Etienne Davignon, son PDG. « M. Mobutu a cessé de maîtriser la situation depuis un an, a-t-il déclaré au cours d'un déjeuner de presse. Je pense que la conférence nationale allait le renverser, mais elle a été bloquée par les rivalités entre les différents partis ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les interventions militaires de Paris et Bruxelles en Afrique

La France et la Belgique, qui viennent d'envoyer des militaires au Zaïre, sont intervenues fréquemment en Afrique, au cours des trente dernières années :

- 1960 : Au lendemain de l'indépendance du Congo belge, des militaires belges interviennent pour faciliter l'évacuation des Belges menacés par des soldats mutins.

- 1962 : Des troupes françaises maintiennent l'ordre au Sénégal, après une tentative de coup d'Etat contre le président Senghor.

- 1964 : Des parachutistes belges interviennent au Zaïre afin de libérer deux mille Européens retenus en otages.

Des parachutistes français débarquent au Gabon après l'enlèvement du président M'ba.

- 1968-1972 : A l'appel du président Tombalbaye, des troupes françaises participent, au Tchad, à la lutte contre la rébellion du Tibesti.

- 1977 : Lors de la guerre du Shaba, Paris organise un pont aérien entre Rabat et Kolwezi au Zaïre, pour transporter des troupes marocaines.

- 1978 : A l'appel du gouvernement zaïrois, des parachutistes français sautent sur Kolwezi, lors de la seconde guerre du Shaba. Rejoins par un millier de para-

chutistes belges, ils rapatrient 2 700 Européens.

- Face à la dégradation de la situation intérieure, la France envoie des renforts au Tchad.

- 1979 : Après la déposition de l'empereur Bokassa, la France envoie un détachement militaire à Bangui en Centrafrique, à la demande du nouveau chef de l'Etat.

- 1983 : A l'appel du président Habré, la France déclenche, au Tchad, l'opération « Manta ».

- 1986 : La France intervient, une nouvelle fois, au Tchad, dans le cadre de l'opération « Epervier ».

- 1986 : 150 parachutistes français sont envoyés au Togo à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre le président Eyadéma.

- 1989 : Environ 200 militaires français débarquent aux Comores après l'assassinat du président Abdallah.

- 1990 : Envoyés au Gabon, à la suite de graves émeutes à Libreville et à Port-Gentil, des troupes françaises évacuent quelque 8 000 ressortissants étrangers.

La France et la Belgique envoient des troupes au Rwanda après l'invasion du nord-ouest du pays par des rebelles venus d'Ouganda et évacuent les ressortissants européens. - (AFP)

o ALGERIE : session extraordinaire du Parlement pour la réforme électorale. - L'Assemblée nationale algérienne se réunira le 28 septembre, pour examiner le projet gouvernemental de révision du code électoral, a annoncé, mardi 24 septembre, son président, M. Abdelaziz Belkadem. Le découpage des circonscriptions avait été contesté par le Front islamique du salut (FIS) au cours de manifestations qui ont conduit, en juin, à l'instauration de l'état de siège, à la démission du gouvernement de M. Moudoud Hamrouche et au report des élections législatives. - (AFP)

o CAMEROUN : émeutes à Douala. - Des émeutes ont fait au

moins deux morts, lundi 23 septembre, à Douala, à la suite de nouvelles manifestations de l'opposition, ont rapporté des journalistes locaux. D'autre part, un responsable de l'opposition, M. Samuel Ebohi, a été appréhendé, mardi, à Douala, alors qu'il tentait d'obtenir des informations sur le sort réservé à un autre contestataire, M. Jean-Jacques Ekindi, arrêté la veille. - (AFP, Reuter)

o CENTRAFRIQUE : acquiescement du général Bozize. - Le général François Bozize, qui était jugé pour atteinte à la sûreté de l'Etat, dans le cadre d'une tentative de putsch en mars 1982, a été acquitté, mardi 24 septembre, par

la Haute Cour de justice centrafricaine (Le Monde du 25 septembre). Le général Bozize s'était exilé en France puis au Bénin d'où il avait été extradé vers Bangui. - (Reuter)

o MAROC : décès suspect d'un militant de l'opposition. - Les milieux des autorités. - Le Parti du progrès et du socialisme (PPS), de tendance pro-communiste, a annoncé, mardi 24 septembre, qu'un des ses militants, M. Lemseguem El Hachimi, trente-sept ans, est « décédé entre les mains des autorités », à Casablanca. Selon Al Bayane, le quotidien du PPS, M. El Hachimi avait été arrêté, samedi, lors d'une descente de police. - (AFP)

EUROPE

La crise en Yougoslavie

La Croatie accuse l'armée de violer le cessez-le-feu

Premier signe d'une fragilisation de la trêve conclue entre le gouvernement croate et l'armée : la Croatie a exigé, mardi 24 septembre, le retrait total des forces armées fédérales de son territoire. « C'est une condition préalable à une paix permanente », a déclaré le premier ministre croate, M. Franjo Greguric. Le gouvernement de Zagreb a accusé l'armée fédérale d'avoir commis une grave

violation du cessez-le-feu, « marquant une escalade du conflit », en menant, mardi, un raid aérien contre Vinkovci. Le chef de la police de cette ville, située près de la frontière avec la Serbie, affirme que les avions fédéraux ont attaqué plusieurs quartiers de la cité par vagues pendant huit heures. A Belgrade, le journal *Politika*, considéré comme le porte-parole du gouvernement serbe, a

publié ces derniers jours plusieurs articles contre la trêve. « Pour sauver le peuple serbe épuisé par les batailles », écrivait par exemple le quotidien, il faut que l'armée s'engage beaucoup plus que par un simple débloccage des casernes (...). L'expérience montre que les Croates ne respectent pas les accords mais utilisent les pourparlers pour se donner un répit, reprendre leurs forces avant de repasser

à l'attaque. D'autre part, les Albanais du Kosovo (province du sud-est sous tutelle serbe) ont décidé d'organiser un référendum sur l'indépendance de leur région entre le 26 et le 30 septembre prochain. Les Albanais de souche constituent près de 90 % de la population du Kosovo, forte de deux millions d'habitants. La décision d'organiser cette consultation a été prise par le « Parle-

ment de la République du Kosovo », une institution clandestine fondée par les anciens députés de l'Assemblée provinciale, suspendue sine die par le Parlement de Serbie en juillet 1990. Ce référendum pourrait déclencher une violente riposte de la part de Belgrade, qui a déployé et maintenu ces deux dernières années un imposant dispositif policier dans la province. — (Reuters, AFP.)

La bataille pour la terre continue

Les habitants de Dobrovac, village situé à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb, n'auront connu qu'une trêve de vingt-quatre heures.

DOBROVAC

de notre envoyé spécial

La « bataille des casernes » avait presque éclipsé l'autre bataille menée en Croatie, celle qui a déclenché le conflit et va l'entretenir pour un long moment encore : la bataille pour la terre. Les combats qui ont directement opposé l'armée fédérale à la garde nationale croate pour le contrôle des arsenaux fédéraux en Croatie ont, un temps, relégué au second plan ceux que mènent les irréguliers serbes pour la conquête des territoires qu'ils jugent leurs à partir du moment où des Serbes — même minoritaires — y vivent. Cette « sale guerre » s'est rappelée, mardi 24 septembre, au souvenir des habitants de Dobrovac, qui n'auront connu qu'un peu plus de vingt-quatre heures de trêve.

A Dobrovac, longue enfilade de maisons soigneusement rangées de chaque côté de la route, au pied de collines boisées, cinquante foyers sont serbes sur les deux cents que compte le village, situé à une centaine de kilomètres au sud-est de Zagreb. Autour, des villages serbes encerclent presque complètement Dobrovac. A quelques kilomètres de là, les explosions se succèdent de façon ininterrompue, soulevant de gros nuages de fumée noire. De temps en temps, un obus vient frapper Dobrovac. C'est Lipik et Pakrac, deux localités croates, que les Serbes bombardent depuis le matin.

Un armement hétéroclite

Dans une ferme, au bout du village, des hommes vont et viennent, s'agitent, transportent des caisses de munitions. Deux d'entre eux seule-

ment sont en treillis camouflé, les autres n'ont de militaire que le casque : ce sont des villageois munis d'armes hétéroclites allant du fusil d'assaut Kalachnikov à la carabine de chasse en passant par le fusil à pompe.

Dans la porcherie, des caisses de munitions sont empilées pratiquement jusqu'au plafond. A une trentaine de mètres des bâtiments, une demi-douzaine d'hommes tirent un petit canon antiaérien pour le mettre en batterie. Soudain des coups de feu les font s'éparpiller dans les champs de maïs. De la lisière des bois qui descendent de la colline voisine, des tireurs les fixent à terre. Et toujours ces coups sourds qui assomment Lipik, sans que la moindre riposte se fasse entendre.

Les « terroristes » équipés par l'armée

« Nous resterons ici, nous n'avons nulle part ailleurs où aller. » Marja est une voisine venue servir de « cantinière » aux combattants croates. Debout dans la cour, à l'abri d'un mur, à quelques mètres des caisses de munitions, cette femme à l'air résolu laisse parfois passer des expressions de désespoir. Plus en retrait, dans le village, des vieux, des vieillards et des enfants sont rassemblés en petits groupes sur la route. Ils discutent, se concertent, hésitent, ne savent visiblement pas quelle décision prendre. Beaucoup de maisons sont fermées : tous les Serbes, à l'exception d'une famille, sont partis depuis longtemps. Un homme passe avec son fusil de chasse, il va rejoindre la ferme qui sert de ligne de défense à Dobrovac : il longe une clôture derrière laquelle deux femmes remoncent de l'eau d'un puits. Au volant de sa Fiat 500, un sac de pommes

de terre sur le toit, un automobiliste ralentit et finit par s'arrêter devant un groupe de villageois. Lui aussi hésite, puis fait demi-tour lorsque les tirs de mitrailleuse éclatent.

La nuit précédente, c'est Novska, à 30 kilomètres au sud, le long de l'autoroute Zagreb-Belgrade (tous jours coupée), qui a été bombardée. Selon la municipalité, il ne fait aucun doute que les irréguliers serbes vont profiter de la trêve conclue dimanche par le gouvernement croate du président Franjo Tudjman avec l'armée fédérale pour grignoter encore du terrain. Il est vrai que les autonomistes serbes de Croatie n'ont pas signé le cessez-le-feu. « Là où dans la région il y a l'armée, le cessez-le-feu est respecté, mais là où ils sont, les terroristes (les irréguliers serbes) n'hésitent pas à violer la trêve », assure un membre de la municipalité de Novska, selon laquelle l'armée a fourni aux rebelles serbes de l'artillerie qu'ils utilisent contre les villages. D'autres ici sont plus sceptiques sur la « neutralité » des militaires, et ceux-ci auraient concentré de nouvelles troupes un peu plus au sud, à la frontière de la Bosnie-Herzégovine, avec l'intention de remonter vers le nord.

Les tireurs isolés signalés un peu partout continuent à faire régner la peur. De nouvelles portions de routes et même d'autoroutes sont régulièrement coupées, sans que l'on sache d'où viennent ni qui sont exactement les francs-tireurs. A Novska, on hésite : « militaires infiltrés ou terroristes », on ne sait pas. Ce qui n'empêche pas de prendre des mesures quelque peu expéditives. Des coups de feu ont été tirés de deux maisons vides de cette localité de 8 000 habitants dans la nuit de lundi à mardi. Il a été décidé de les détruire. Toutes deux appartiennent à des Serbes, dont la communauté constitue 21 % de la population de la cité. « La guerre n'est pas finie », constate un habi-



tant de Novska, où passe un blindé de l'armée capturée par les Croates.

Ce spectacle, impensable il y a peu en Croatie, n'étonne plus aujourd'hui : des véhicules blindés de l'armée fédérale avec au volant des gardes nationaux. Caserne après caserne, convoi après convoi, les Croates auraient réussi à se saisir de 140 tonnes d'armes et de munitions appartenant à l'armée, selon le général Andrija Raseta, adjoint au commandant de la V^e région militaire, couvrant la Slovénie et une partie de la Croatie et dont le quartier général se trouve à Zagreb.

YVES HELLER

L'« amiable qu'une guerre civile », dit-on à Prague. Certes, le gouvernement fédéral n'a pas encore baissé les bras, et, pour ne pas favoriser la contagion, il est toujours officiellement partisan d'une solution fédérale pour l'ensemble de la Yougoslavie.

Mais, en même temps, il ne dédaignerait pas aux Tchèques de mettre le gouvernement de Bratislava au pied du mur : l'économie de la Slovaquie est dans un état beaucoup plus délabré que celle de la Bohême et de la Moravie, le taux de chômage y est deux fois plus élevé, l'industrie spécialisée dans les armements a perdu ses clients en URSS et dans le tiers-monde.

Le verdict est sans appel : alors que la Bohême et la Moravie se rapprocheront de l'Europe de l'Ouest, la Slovaquie indépendante risque de basculer du côté des Balkans et de leur instabilité. D'autant plus que l'indépendance de l'Ukraine pourrait réanimer les revendications des nationalistes d'Ukraine occidentale sur une partie de la Slovaquie. Mais si les Slovaques le veulent, on ne les retient pas.

Les Hongrois, eux, sont aux premières loges, avec 500 000 de leurs compatriotes installés dans la région autonome de Voïvodine, gérée de plus en plus directement par Belgrade. Alors que cette minorité, comme celles installées en Slovaquie et en Roumanie, est au centre de toutes les conversations à Budapest, le mot d'ordre officiel est à la sérénité. Malgré quelques faux pas au début des hostilités, les Hongrois ont nié contre toute évidence avoir livré des armes aux Croates, les autorités de Budapest veulent rester à l'écart d'un conflit où elles ont l'impression que les Serbes voudraient les entraîner.

Mais, là encore, la dislocation de l'empire soviétique les inquiète. Ils courent leur voisin ukrainien, avec laquelle ils affirment entretenir les meilleures relations, mais ils ne peuvent masquer les craintes que susciterait une victoire des nationalistes les plus durs et leur volonté de remettre en cause les frontières communes.

La même arrogance

Instruits par l'expérience faite avec les Russes, ils ne seraient qu'à moitié rassurés par un succès des démocrates. Les dirigeants hongrois reprochent en effet, en privé, aux nouveaux maîtres de la Russie de se comporter à l'égard des « petits

peuples » de l'Europe centrale avec une arrogance qui n'a rien à envier à celle de leurs prédécesseurs. Les responsables de la Russie et de Moscou ont par exemple confisqué les biens du Comecon qui se trouvent sur leur territoire, après la disparition de cet organisme de coopération internationale entre les anciens pays socialistes.

Mais les ex-partenaires de l'URSS avaient largement contribué à l'édification des immeubles, bureaux, hôtels, etc., du Comecon, et ils chiffrèrent à plusieurs centaines de millions de dollars la valeur de ces biens, pour lesquels la Hongrie, elle seule, a contribué à hauteur de 10 %. Les Russes sont prêts à leur rembourser... cent fois moins que ce à quoi ils pensent avoir droit.

Ce n'est qu'un aspect presque anecdotique d'une question plus vaste que la diplomatie tchécoslovaque appelle le problème de « l'héritage » : dans quelle mesure les États ou les formations ayant une personnalité en droit international vont-ils reconnaître les engagements et les dettes de feu l'URSS ? Les Soviétiques doivent 5 milliards de dollars à la Tchécoslovaquie (plus de la moitié de sa dette extérieure totale) et 1,7 milliard à la Hongrie. Qui va payer ? Comment les Républiques de l'ex-Union soviétique vont-elles se répartir les remboursements ? Les pays baltes ont déjà annoncé qu'ils ne paieront pas.

Ces incertitudes inquiètent les dirigeants de l'Europe centrale, qui ont conscience de vivre dans « un vide de sécurité ». Non qu'ils aient encore peur d'une attaque soviétique frontale. Ce sont plus les sous-bosses de la décolonisation de l'empire qui risquent d'avoir des répercussions chez eux. Ils se sentent orphelins, ayant liquidé de bon gré le pacte de Varsovie, mais n'ayant pas reçu la part de l'alliance atlantique (totale) et les assurances qu'ils espèrent.

Au moment du putsch de Moscou, les dirigeants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie se sont réunis pour demander d'une part des possibilités d'intervention pour la CSCE et d'autre part un « règlement contractuel » de leurs relations avec l'OTAN. Ils ne demandent pas une participation pleine et entière, mais ils veulent être pris, avec les Occidentaux, dans un réseau de relations multiformes qui garantisse leur sécurité face à l'instabilité moscovite.

« Tout a changé »

A Moscou, on ne nie guère ces risques, même si, officiellement, on se veut apaisant et si on espère qu'un traité de l'Union, dans sa dernière version, sera enfin signé dans les prochaines semaines. Plus que ne le pensent sans doute les Occidentaux, qui continuent de voir en Mikhaïl Gorbatchev l'élément stabilisateur de l'ensemble, on ne croit plus que le « centre » soit en mesure d'imposer sa volonté aux Républiques, et d'abord à la plus puissante d'entre elles, la Russie.

La manifestation du « syndrome yougoslave » a changé de sens : avant le putsch, on craignait que les proclamations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie et les combats qui s'en sont suivis, ne soient un fâcheux précédent pour l'URSS. Depuis le putsch, l'exemple yougoslave est plutôt un repoussoir qui inciterait les dirigeants soviétiques à faire toutes les concessions afin d'éviter des affrontements armés entre les Républiques. Ce qui vaut à Moscou comme à Belgrade.

Comme le faisait remarquer un responsable de la diplomatie soviétique, Moscou n'a jamais révisé sa mise en garde de juillet contre une intervention armée de l'Europe occidentale dans le conflit yougoslave, ni son soutien à l'intégrité des frontières yougoslaves. « C'est avant le putsch. Maintenant, tout a changé. »

DANIEL VERNET

ALLEMAGNE : après s'être rendu à la justice

M. Markus Wolf, ancien responsable de l'espionnage à l'Est, a été incarcéré

Responsable de l'espionnage est-allemand depuis la guerre froide jusqu'en 1987, M. Markus Wolf, soixante-huit ans, a été emprisonné, mardi 24 septembre, à Karlsruhe après s'être rendu à la justice allemande au poste-frontière de Gmain, venant d'Autriche.

BERLIN

de notre correspondant

Markus Wolf s'était réfugié il y a un an en Union soviétique pour éviter le sort réservé à son successeur à la tête des services de renseignement est-allemands, le général Grossmann, arrêté le jour de la réunification allemande sous l'inculpation d'espionnage. Défenseur, dans les dernières années de la RDA, de la politique de réforme gorbatchévienne, il avait joué un rôle important, lors de la chute du régime Honecker, dans les rangs des communistes réformateurs. En août, il avait annoncé sa décision de rentrer en Allemagne et avait gagné l'Autriche pour préparer sa reddition.

Y a-t-il eu tractations entre l'ancien chef des services est-allemands et la justice allemande ? A Bonn, le ministre de la Justice, M. Klaus Kinkel, qui dirige lui-même aujourd'hui les services de renseignement de la RFA, et qui était à ce titre l'adver-

saire direct de M. Wolf, a fait démentir toutes les spéculations concernant un éventuel marché.

On peut imaginer que les informations dont dispose Markus Wolf, responsable pendant la guerre froide de la mise en place du réseau de renseignement est-allemand, pourraient provoquer quelques surprises désagréables si elles venaient à être rendues publiques. Une vaste polémique oppose en ce moment les services de renseignement et la chancellerie à l'opposition sur le saut-conduit offert à l'ancien secrétaire d'Etat au commerce extérieur est-allemand, M. Schalck-Golodkowski, qui était à la tête d'une organisation tentaculaire dont l'objectif était de pourvoir le régime communiste est-allemand en devises, en échange de ses confessions.

L'arrestation de « Micha » Wolf arrive à point nommé pour la justice allemande, accusée de ne poursuivre que les « petits poissons » et d'être incapable d'entreprendre quoi que ce soit contre les véritables responsables de l'ancien régime de RDA. Alors que l'on traque partout les soutiens de l'ancienne police politique, que quatre gardes-frontières comparaissent actuellement devant la justice berlinoise pour avoir tué un fugitif sur le mur de Berlin (en exécutant les ordres qu'ils avaient reçus), la relative impunité dont bénéficient les anciens dirigeants hauts placés suscite un malaise.

Comme il n'était pas question jus-

qu'ici de faire le procès de l'ancien régime communiste — ce qui aurait mis en péril les relations avec l'Union soviétique, — les bases de l'association contre ces ex-dirigeants étaient forcément fragiles. Les seules condamnations prononcées jusqu'ici ont été pour « abus de biens publics ». M. Erich Honecker et son ancien bras droit, M. Erich Mielke, chef de la Stasi, incarcéré à Berlin, sont inculpés pour « meurtres » en raison des fameux ordres de tir à la frontière — qui était celle entre les deux Allemagnes mais aussi entre l'Est et l'Ouest.

Le motif d'inculpation de Markus Wolf pour espionnage « aggravé » fait l'objet d'une controverse juridique. Le tribunal de Berlin, qui avait à juger du cas du successeur de M. Wolf, le général Grossmann, a suspendu les poursuites en estimant qu'il relevait du tribunal constitutionnel de décider s'il était juste de poursuivre les anciens responsables de l'espionnage de l'Est et pas ceux de l'Ouest. La Cour de justice fédérale a tranché elle-même à deux reprises en estimant qu'on ne devait pas mettre sur le même pied ceux qui avaient agi pour la défense d'un Etat démocratique et ceux qui avaient agi pour le compte d'un Etat dictatorial. On n'est pas loin, là, du procès politique que l'on prétend par ailleurs ne pas vouloir — ou pouvoir — faire.

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE

Les mineurs en grève tentent de se rendre à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Après leur « descente » à Bucarest en juin 1990 pour « sauver le gouvernement » contre les contestataires qui réclamaient la démocratie, les mineurs du Jiu tentent aujourd'hui de revenir dans la capitale roumaine, mais cette fois pour manifester contre les autorités.

En grève depuis la veille, des milliers de mineurs se livraient mercredi 25 septembre au matin à « de graves actes de violence » dans la gare de Craiova, (à 300 kilomètres de Bucarest) où ils ont été bloqués par les forces de l'ordre, selon un communiqué du gouvernement. Après de violents incidents dans la nuit de mardi à mercredi à la gare de Petrosani, dans la vallée du Jiu, où des policiers ont été agressés et du matériel détruit, les mineurs s'étaient emparés de trois trains pour se rendre à Bucarest.

Ils ont été bloqués sur ordre des autorités roumaines au nord ferroviaire de Craiova où ils tentaient, mercredi matin, de repartir par la force pour gagner Bucarest. Dans son communiqué, le gouvernement se dit prêt à « rétablir l'ordre par tous les moyens légaux ». En raison des événements, le premier ministre, M. Petre Roman, a reporté une visite officielle en Autriche, qu'il devait entamer mercredi.

J.-B. N.

هكذا من الأصل

سكننا من الازل

EUROPE

URSS : alors que M. Eltsine doit prendre quinze jours de repos

La tension s'aggrave dans plusieurs Républiques

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le président Havel demande un référendum sur l'avenir de la fédération avant la fin de l'année

Le président Václav Havel a souhaité, mardi 24 septembre, la tenue d'un référendum sur l'avenir de la fédération tchécoslovaque, en fixant pour cela une date limite : décembre 1991. « Depuis la révolution démocratique, la situation n'a jamais été aussi grave », a-t-il déclaré à l'ouverture d'une session plénière de l'Assemblée fédérale (Parlement), alors que le Parlement tchèque et slovaque pouraient voter cette semaine une « déclaration de souveraineté ».

« L'existence de notre Etat est réellement menacée », a ajouté M. Havel, en précisant que les « prochains jours » seraient un « test décisif » pour la direction fédérale et que lui-même aurait « à tirer ses conclusions personnelles » si une solution n'était pas trouvée.

Fixer les compétences

Le président fédéral a demandé aux parlementaires d'adopter « dans les meilleurs délais » les textes permettant la mise en œuvre de la loi sur le référendum, votée par l'Assemblée fédérale déjà en juillet dernier. Ces textes, remis au Parlement la semaine dernière, doivent préciser les modalités et les questions du référendum.

Selon le président Havel, il est nécessaire de fixer précisément les compétences d'un futur Etat fédéral, en permettant aux citoyens d'exprimer leur volonté de vivre dans une « fédération démocratique » tchécoslovaque ou dans « deux Etats indépendants » (tchèque et slovaque). Selon les derniers sondages publiés mardi dans la presse tchèque à Prague, seuls 25 % des Slovaques et 14 % des habitants de la République tchèque (Bohême-Moravie) seraient favorables à la création de deux Etats indépendants. - (AFP)

■ SUÈDE : M. Carl Bildt présenterait pour former un gouvernement de coalition de centre-droite. - Le dirigeant du Parti conservateur suédois, M. Carl Bildt, a annoncé, mardi 24 septembre, qu'il avait proposé au président du Riksdag (Parlement) de former un gouvernement de coalition « bourgeois » qui réunirait quatre formations politiques de centre-droite. Ce cabinet minoritaire, dirigé par M. Bildt, comprendrait les conservateurs, les libéraux, les centristes et les chrétiens-démocrates. Ces quatre partis disposent de 170 sièges sur 349 au Riksdag. Pour obtenir la majorité, ils devront donc s'appuyer sur la social-démocratie ou sur les populistes de la Nouvelle Démocratie. - (AFP, Reuters)

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, part en vacances au moment où le cessez-le-feu qu'il venait de négocier dans le Haut-Karabakh est déjà violé. La situation se tend encore en Géorgie, où le président Gamsakhourdia a décrété l'état d'urgence, et au Tadjikistan, où des manifestants ont lancé un appel à l'aide aux démocrates de l'Union.

MOSCOU

de notre correspondant

Sa mission de médiation au Haut-Karabakh terminée sur un succès inattendu, M. Boris Eltsine part en vacances pour quinze jours sur les bords de la mer Noire. En d'autres circonstances, la nouvelle inciterait à l'optimisme. Présentement, elle est surtout inquiétante. D'abord parce que l'accord réalisé entre Arméniens et Azéris (le Monde du 25 septembre) est éminemment fragile. Au moins six Arméniens et un Azerbaïdjanais ont encore été tués lundi, des villages bombardés au canon, des maisons brûlées.

Ensuite, si le président russe prend des vacances (comme tous les autocrates), affirme son porte-parole, alors que tout reste à faire, qu'aucun problème - économique, politique ou ethnique - n'est vraiment réglé, c'est de toute évidence parce que son état de santé le lui impose. Il avait déjà pris quelques jours de repos au début de septembre.

A la conférence sur les droits de l'homme

Moscou accepte le principe d'inspections obligatoires sur son territoire

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Iouri Deriabine, a soutenu, mardi 24 septembre, un système de contrôle du respect des droits de l'homme dans lequel aucun pays signataire de la charte d'Helsinki ne pourrait s'opposer à une inspection sur son territoire. M. Deriabine, co-président de la conférence de la CSCE sur « la dimension humaine » qui se tient à Moscou, a déclaré que la délégation soviétique appuie une proposition allemande - concernant les pays qui se trouvent sous état d'urgence, par exemple à la suite d'un coup d'Etat - qui autoriserait la CSCE à voter à la majorité une inspection que refuserait l'Etat concerné. M. Deriabine a reconnu que cette proposition allemande contredit le principe du consensus qui régit actuellement la CSCE et que l'URSS avait jusqu'à présent vigoureusement défendu. - (UPI)

tembre, et entre-temps il a été affecté par les ennemis cardiaques qui lui sont familiers : même si certains députés russes veulent y voir une « maladie diplomatique », tout indique que M. Eltsine n'est pas en grande forme.

Il laisse derrière lui une situation fort confuse, marquée par une crise de plus en plus aiguë entre l'exécutif et les élus de Russie. La Fédération de Russie n'a d'ailleurs toujours pas de premier ministre, M. Ivan Silaev ayant renoncé à ce poste pour se consacrer entièrement à sa tâche de président du Comité économique provisoire pour l'ensemble de l'Union.

Fusillades à Tbilissi

Les négociations pour l'élaboration d'un traité économique entre les Républiques souveraines se poursuivent, et beaucoup doutent de leur succès, même si le nouveau porte-parole de M. Gorbatchev, André Gratchev, ex-secrétaire du comité central, affirme que tout se passe pour le mieux et qu'un projet pourrait être prêt dès la fin de la semaine.

En attendant, l'économie de la Fédération de Russie, comme celle des autres Républiques, continue à trébucher sous le poids de la désorganisation, des pénuries et de l'incertitude générale. Les seules mesures « concrètes » qui apparais-

sent clairement sont des appels à une « aide massive » de l'étranger, pour reprendre l'expression utilisée à New-York par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine.

Au moins la situation personnelle de M. Eltsine n'est-elle sérieusement menacée par personne, sinon par sa propre santé. Son « collègue » géorgien, le président Zviad Gamsakhourdia, serait, lui, dans l'impossibilité absolue de prendre des vacances : toujours claquemuré dans son Parlement, il multiplie gesticulations guerrières et déclarations inquiétantes à mesure que son domaine se rétrécit sous la pression d'une opposition de plus en plus résolue.

Mardi 24 septembre, M. Gamsakhourdia a annoncé l'instauration de l'état d'urgence - qui ne sera pas accompagné d'un couvre-feu, a précisé le président géorgien au cours d'une conférence de presse, - qui permettra entre autres de « mettre fin aux occupations illégales d'immeubles ».

S'agirait-il donc de lancer l'assaut contre le bâtiment de la télévision, aux mains de l'opposition et protégé par plusieurs milliers de gardes nationaux hostiles au président géorgien ? « Je ne peux donner aucune garantie », s'est borné à dire M. Gamsakhourdia, ajoutant que « cela dépendra du commandant de la ville », c'est-à-dire d'un colonel qu'il vient de nommer à ce

poste... Pendant que M. Gamsakhourdia brandit ses menaces ambiguës, les incidents graves se multiplient. Plusieurs personnes ont été tuées dans la nuit de mardi à mercredi à Tbilissi : selon la version donnée par les partisans du président géorgien, des opposants auraient attaqué une centrale électrique, et les affrontements auraient fait cinq morts. Selon l'opposition, un membre de la garde nationale et sa femme auraient été froidement abattus par des OMON (miliciens) alors qu'ils passaient à proximité de cette centrale. D'autre part, une brève fusillade a éclaté dans la nuit devant le bâtiment de la télévision.

Pas d'ingérence de l'armée

A Douhanbé, où les communistes tadjiks ont imposé eux aussi l'état d'urgence, plusieurs milliers de personnes continuent à manifester dans la soirée de mardi, et d'autres rassemblements étaient signalés en province. L'opposition tadjike a aussi demandé l'aide des démocrates des autres Républiques et réclamé en particulier l'envoi d'un émetteur radio.

En Moldavie, la situation reste bloquée, à l'instar des voies ferrées toujours « occupées » par des femmes de la minorité russe de la région du Dniestr qui exigent la

libération de leurs représentants arrêtés par les autorités de Kichinev. Les responsables de cette République autoproclamée de « Transnistrie » avaient pourtant accepté que le trafic ferroviaire soit rétabli (les Moldaves appliquent des mesures de rétorsion très efficaces) mais « les femmes » ont refusé d'obtempérer.

Au moins les parties en présence, que ce soit en Géorgie, au Tadjikistan, en Moldavie ou ailleurs, ne pourront-elles espérer ou craindre une intervention de l'armée soviétique pour croquer l'abîme : le général Lobov, chef d'état-major des forces armées, a donné ordre aux commandants des régions militaires « de ne pas s'ingérer dans les conflits intérieurs, notamment à caractère ethnique ».

L'armée est certes toujours présente dans le Haut-Karabakh et ailleurs dans le Caucase, mais avec des effectifs réduits. Et le ministre soviétique de la Défense, le maréchal Chapochnikov, venu participer à la dernière phase des négociations qui ont conduit à l'accord de lundi, avait lancé un avertissement aux deux parties : si les affrontements ne cessent pas, les troupes qui servent de tampons entre les belligérants seront retirées au 1^{er} janvier.

JAN KRAUSE

OUVERT, C'EST MIEUX !



La semaine prochaine, tous les décideurs européens comprendront pourquoi.

digital™

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIERES

b

condamné
haziel, en Boudha dort,
comment éviter sa sécularité ?
la légende,
les offrandes,
sont parties !
alors j'ai goûté cette paix
et j'ai trouvé le secret
du sourire thaïlandais.

BANGKOK 3 890 F

VOU ALIER RETOUR, DEPART DE PARIS
PRIV A CERTAINES DATES
PAGE 2 36 15 NE, TELEPHONEZ AU (01) 42 73 10 64

DIPLOMATIE

Le discours de M. Roland Dumas
devant l'Assemblée généraleIl incombe aux Nations unies
de rappeler les Yougoslaves à la raison
déclare le ministre français des affaires étrangères

A chacun ses préoccupations. M. George Bush s'est livré lundi à l'ONU à un violent réquisitoire contre M. Saddam Hussein; c'est à la Yougoslavie que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a consacré mardi 24 septembre une large partie de son discours devant l'Assemblée générale.

NEW-YORK (Nations unies)
de nos correspondants

« Le temps presse », a assuré le ministre, estimant qu'il incombe aux Nations unies « de rappeler les parties à la raison en exigeant le respect du cessez-le-feu, de montrer la voie du dialogue et de la négociation, tracée avec leur accord, par la Communauté européenne, de dire à tous que la paix a des exigences ». La France ne négligera rien pour parvenir à cette fin, a indiqué M. Dumas, faisant allusion à la réunion, le 25 septembre, du Conseil de sécurité en vue d'examiner un projet de résolution sur la Yougoslavie.

Dans ce texte, les Nations unies devraient approuver l'insurrection d'un cessez-le-feu et d'un embargo sur les livraisons d'armes à ce pays, tout en se bornant pour l'instant à soutenir « tous les arrangements (...) notamment d'assistance et d'appui aux observateurs du cessez-le-feu », qui seront conclus et en écartant toute idée d'interposition des « casques bleus » onusiens.

Espoir de paix
pour le Cambodge

Le ministre français a d'autre part évoqué les espoirs que suscite le processus de paix au Cambodge (une résolution devrait être examinée sur ce thème en fin de semaine) et au Proche-Orient où « un règlement de paix global » devrait « consacrer le droit de chacun à vivre en paix dans des

frontières sûres et reconnues, en donnant aux Palestiniens une terre et un Etat ».

Le ministre, qui a confirmé à son homologue syrien, M. Farouk Al Chareh, son intention de se rendre en visite à Damas avant la fin de l'année, a également évoqué le cas du Liban, qui « doit affirmer sa souveraineté sur la totalité de son territoire national, par le désarmement des milices, le départ des troupes étrangères et l'application de la résolution 425 ». Dans un autre registre, il a souhaité un rôle accru de l'ONU et l'adoption d'un code de conduite « affirmant le droit à l'assistance humanitaire chaque fois qu'un peuple est menacé dans son intégrité et dans sa survie ».

M. Pankine et le « virus
du nationalisme »

Le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, dont c'était la première intervention devant une organisation internationale, a exprimé, à propos de la Yougoslavie, ses craintes face au « virus du nationalisme ». Le chef de la diplomatie soviétique a parlé du danger que pouvait constituer « une tentative de diviser les pays, les peuples et les nations sur des bases ethniques ou religieuses » en substitution à l'ancienne « division idéologique du monde ». Les problèmes, actuels, a-t-il souligné, surviennent dans la « zone grise » établie entre la juridiction interne et la responsabilité internationale.

M. Pankine, reprenant l'une des principales idées évoquées la veille par le président américain, a enfin demandé que soit abandonnée la résolution votée en 1975 par l'Assemblée générale (notamment par l'URSS) et qui assimile le sionisme au racisme. M. Pankine a qualifié de « scandaleuse » cette assimilation.

AFSANÉ BASSIR POUR
et SERGE MARTI

PROCHE-ORIENT

IRAK : jugé « inacceptable » par le président Bush

Un nouvel incident grave oppose Bagdad
à des experts de l'ONU

Les incidents qui, depuis quarante-huit heures, envahissent les rapports entre l'Irak et les Nations unies, ont pris une nouvelle dimension lorsque, le 24 septembre, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est heurté à une fin de non-recevoir de l'Irak alors qu'il exigeait la libération de tous les experts de la mission nucléaire de l'ONU, retenus une nouvelle fois contre leur gré par des soldats à Bagdad après avoir découvert des documents prouvant l'existence d'un programme nucléaire irakien à des fins mili-

taires. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a accusé, au cours d'une conférence de presse, le chef de la mission de l'ONU à Bagdad, M. David Kay, d'être « un agent de la CIA ».

« Les documents saisis, a-t-il dit, n'ont aucun rapport avec les équipements nucléaires. Nous avons refusé et nous refusons de les laisser partir, car ils ont été saisis pour être transmis à la CIA et au Mossad, ce qui constitue une menace pour la vie des

employés irakiens. Cela est inacceptable et nous ne le permettrons jamais ».

M. Tarek Aziz a affirmé que les membres de la mission n'étaient pas détenus sur le site et qu'ils pourraient quitter les lieux « dès qu'ils auront rendu les documents et les photographies concernant les dossiers administratifs du personnel. Ils peuvent rester sur le site pour examiner les documents, mais nous ne les laisserons pas les photographier ou les prendre par la force ».

NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

Mercredi matin, les quarante-huit experts étaient toujours enfermés dans un bâtiment où ils avaient pu filmer et saisir des documents relatifs à ce programme nucléaire clandestin.

Refusant de quitter les lieux sans emporter les documents qu'ils estimaient indispensables à leur mission, ces inspecteurs mandatés par les Nations unies ont passé la nuit sur place, toujours sous la surveillance de l'armée irakienne, qui, d'après des sources diplomatiques à New-York, « a fourni de l'eau et de la nourriture aux experts, lesquels pouvaient continuer à communiquer avec l'extérieur grâce à leur téléphone cellulaire ».

Interrogé sur cet incident durant une réunion de consultations du Conseil de sécurité, M. Ralph Eiland, le président de la Commission spéciale, a indiqué qu'il n'avait pas encore connaissance du contenu exact des documents saisis par les experts sur place mais qu'à première vue ils lui semblaient « valables pour comprendre la structure de la filière nucléaire militaire irakienne et que la Commission en avait besoin pour remplir sa mission ». D'autre part, il paraît acquis que certaines pièces concernaient « des achats d'équipements effectués à l'étranger » pour le compte

de l'Irak, des documents que Bagdad considère sans doute compromettants pour des pays tiers.

Dans une lettre officielle remise par le représentant irakien à l'ambassadeur français et président du Conseil de sécurité, M. Jean-Bernard Mérimée, avant son entrée en séance, Bagdad s'insurge des « agissements de l'équipe d'inspection présente dans la capitale irakienne et conduite par M. David Kay, laquelle a outrepassé son mandat initial en photographiant les dossiers personnels des employés de l'industrie et de la métallurgie, ce qui ne relève pas de ses compétences et qui met en péril la sécurité de ces employés et de leurs familles ».

D'après Bagdad, les dossiers saisis contiennent des informations sur la vie privée, les adresses personnelles et d'autres détails concernant ces personnes, ce qui n'est aucun rapport avec les résolutions des Nations unies.

Un mauvais calcul
de Saddam Hussein ?

Réagissant à cette lettre, le Conseil a exigé « la libération immédiate des experts de l'ONU et l'autorisation de partir avec les documents en leur possession ». Dans l'intervalle, sur un autre point de friction entre l'Irak et l'ONU, celui des hélicoptères destinés à surveiller l'application des mesures de destruction des armes non

conventionnelles irakiennes, l'ambassadeur El Anbar a remis au président du Conseil un texte plus conciliant dans lequel Bagdad donne son accord pour que les hélicoptères en question « entrent dans l'espace aérien irakien et soient accueillis par les autorités irakiennes compétentes ».

Ultré par les comportements de Bagdad qu'il juge « inacceptables », M. Bush, qui se trouvait encore à New-York, a toutefois écarté l'idée d'un ultimatum, le délai de quarante-huit heures évoqué précédemment de source proche de l'administration pour faire plier Bagdad n'étant que l'une des hypothèses envisagées.

Le président américain, qui s'est entretenu mardi avec son homologue français sur la suite à donner à ces affaires, a réaffirmé à plusieurs reprises qu'il s'agissait d'une « affaire très, très grave », estimant qu'il ne faudrait pas que « Saddam Hussein fasse à nouveau un mauvais calcul » à propos de la capacité de réaction tant des Etats-Unis que de la communauté internationale.

A Washington, on estime qu'un cran de plus vient d'être franchi dans la « guerre des nerfs » avec M. Saddam Hussein. Peu après l'annonce du nouvel incident entre les observateurs de l'ONU et les autorités irakiennes, le Pentagone avait fait savoir que des renforts en personnel et matériel militaires allaient être dépêchés mercredi en Arabie saoudite à partir de l'Al-

magne. Il s'agit de batteries de missiles antimissiles Patriot (une centaine d'engins) et de leurs servants (plus de mille hommes).

Dès la semaine dernière, les Etats-Unis avaient annoncé qu'ils s'approprieraient à mesure leur présence militaire dans la région, où ils disposent déjà de près de 40 000 hommes et de deux porte-avions. Plusieurs unités auraient été placées en état de prêt à l'emploi. L'opération la plus couramment envisagée consisterait à placer les observateurs de l'ONU à bord d'hélicoptères de l'armée américaine lesquels seraient escortés par des avions britanniques, français et américains.

Si cela ne devait pas suffire à assurer le libre-mouvement des missions des Nations unies, des bombardements aériens de certaines cibles - repérées depuis pas mal de temps déjà - pourraient avoir lieu. Les Etats-Unis et leurs alliés estiment qu'ils n'ont pas besoin de nouvelle résolution du Conseil pour utiliser la force afin de faire respecter les textes que l'Irak n'applique pas. Intervenant sur toutes les chaînes de télévision grâce à un téléphone portable, le chef de la mission d'observation de l'ONU à Bagdad, l'Américain David Kay, a souligné qu'il était le plus sûr des observateurs devant les accusations portées contre lui par le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz. Expert auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Kay a expliqué qu'il était essentiel que les observateurs puissent accéder à tous les documents et équipements du site sans être inquiétés par les autorités irakiennes.

A ce stade des informations de la presse américaine, ces documents comprennent un organigramme du personnel et des diverses organisations du programme nucléaire militaire irakien; ils détailleraient aussi certaines commandes à l'étranger de matériel ultra-sensible. En somme, pour reprendre l'expression d'un diplomate de l'ONU, ce serait une « mine d'or » établissant le plus clairement possible que l'Irak était bien sur la voie de devenir une puissance militaire nucléaire. De nombreux experts à Washington ont cependant estimé que les bombardements qui ont eu lieu durant la guerre ont sans doute détruit l'essentiel des capacités nucléaires de l'Irak. S'il reste un potentiel, il doit être réduit à peu de chose.

On s'interroge à Washington sur le comportement de M. Saddam Hussein. On spéculait sur les motifs qui poussaient à multiplier les provocations et, peut-être, à chercher l'affrontement. Pour certains, l'affaire relève d'un problème intérieur irakien. Pour d'autres, M. Saddam Hussein est convaincu que les Etats-Unis n'ont pas le cœur à s'engager de nouveau dans la région à l'heure où ils s'efforcent de convoquer une conférence de paix sur le conflit israélo-arabe. Les pays arabes membres de la coalition anti-irakienne durant la guerre ne seraient pas favorables à la reprise d'opérations militaires contre l'Irak. Un des alliés des Etats-Unis dans la région, l'Egypte, n'aurait-il pas récemment à « normaliser » les relations avec le régime irakien maintenant que celui-ci a été sanctionné et chassé du Koweït ?

ALAIN FRACHON
et SERGE MARTI

ASIE

HONGKONG : pour ne pas compromettre le processus de rétrocession de sa colonie à la Chine

La Grande-Bretagne a nommé
des représentants apolitiques au Conseil législatif

A la suite de l'entrée dans l'arène politique de Hongkong de plusieurs personnalités réservées à l'égard de la Chine populaire, le gouverneur, Sir David Wilson, a nommé, samedi 21 septembre, un groupe de représentants des milieux professionnels, au profil apolitique pour siéger au Conseil législatif, en remplacement de conservateurs pro-Pékin notoires.

HONGKONG

de notre envoyé spécial

Si la situation où se retrouve Hongkong à mi-parcours du processus de rétrocession à la Chine ne manque pas d'ironie, ce n'est pas Sir David qui risque de la goûter : à l'heure où le monde occidental célèbre la mort du totalitarisme communiste, la Grande-Bretagne, mère de la démocratie parlementaire, est dans la délicate position de devoir tempérer autant que possible une poussée de fièvre démocratique sans précédent dans la colonie, quelles qu'en soient les limites. La solution alternative - accéder trop franchement à l'exigence de démocratie - provoquerait la colère de Pékin et risquerait, du point de vue de Londres, de compromettre la « transition en douceur » promise à la quatrième place financière du monde.

C'est pourquoi le gouverneur de Hongkong n'a pas donné suite à la demande formulée par les démocrates de l'opposition de voir la part des soixante sièges du Conseil législatif qu'il lui revient de nommer, refléter les résultats du scrutin du 15 septembre. Sur les dix-sept membres qu'il a désignés, deux seulement, des universitaires, sont connus pour des positions critiques envers le gouvernement, mais sur une base purement technique comme la politique économique, et non pas sur la question cruciale des relations avec la Chine communiste.

Sir David a certes effectué une concession tacite envers le lobby libéral en écartant du Conseil tous les « poids lourds » du milieu ouver-

tement partisans de la plus grande cohabitation envers Pékin. Mais, fait remarquer l'opposition, le gouvernement colonial devrait pouvoir compter sur une majorité quasi automatique dans la nouvelle chambre législative, constituée pour quatre ans.

Complicité inavouée
sino-britannique

En tout état de cause, cette chambre dispose de pouvoirs limités. La réalité du pouvoir est entre les mains du gouverneur, nommé par Londres, et du Conseil exécutif, qui régit par consensus et dont les délibérations sont secrètes. Les appels des opposants pour entrer dans cette instance supérieure ont fort peu de chances d'être entendus, la présence d'un seul d'entre eux étant suffisante pour compromettre le *modus operandi* sino-britannique qui repose désormais sur une complicité insoufflée dans la gestion de la colonie.

La presse locale a révélé que l'un des représentants officiels de Pékin à Hongkong s'était, dès les résultats du scrutin du 15 septembre connus, empressé de rappeler cette réalité à Sir David. Un commentateur en

vue, Frank Ching, a estimé que devant cette volonté marquée de la Chine de réaffirmer en un tel moment l'autorité qu'elle s'est d'ores et déjà acquise à Hongkong, bien avant la rétrocession fixée au 1^{er} juillet 1997, tout dépend maintenant de la « sincérité » des hommes au pouvoir à Pékin dans leur promesse de laisser Hongkong continuer à faire ses affaires sous souveraineté communiste.

Par ses relais dans la colonie, la Chine populaire cherche à semer le doute dans les esprits sur l'intégrité morale des libéraux élus au Conseil législatif, en les dénonçant par exemple pour le fait que certains d'entre eux disposent d'un passeport « étranger » (c'est-à-dire occidental). Les intéressés ont fait savoir qu'ils étaient prêts à renoncer à cette « police d'assurance » pour l'après-1997.

Mais « Pékin n'a pas l'air d'avoir pleinement compris ce qui s'est passé ici » lors des élections de la mi-septembre, estime un banquier occidental. Le régime communiste, de fait, ne semble pas avoir arrêté de stratégie précise pour contrer le vote pro-démocratique de la population.

FRANCIS DERON

■ CAMBODGE : M. Bush préoccupé par les Khmers rouges. - Le président George Bush a exprimé, mardi 24 septembre, au prince Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS) cambodgien, son souci que les Khmers rouges n'aient pas de nouveau un rôle dominant au Cambodge après la signature des accords qui doivent mettre fin le 31 octobre à la guerre civile dans ce pays. Rencontrant le prince à New-York, en marge des débats de l'ONU, M. Bush a exprimé sa « préoccupation permanente concernant les Khmers rouges » et son « souci qu'ils ne reviennent pas pour dominer la scène politique cambodgienne ». Le prince a répondu que « le sentiment populaire était tel qu'il estimait que la force prédominante serait M. Hun Sen », le premier ministre cambodgien soutenu par le Vietnam. - (AFP)

L'ÉTAT DU MONDE
1992

Annuaire économique et géopolitique mondial



Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde. Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

270 articles inédits rédigés par 130 spécialistes, 43 pages de cartes, 75 pages de tableaux statistiques, 90 bibliographies, présentant plus de 800 références, 14 chronologies thématiques, un index de plus de 3000 entrées, des dessins de Plantu...

Le dossier de l'année :
"Le fait national en question".

LA DÉCOUVERTE

مكتبة من الأصل

هكذا من الاجل

• Le Monde • Jeudi 26 septembre 1991 31

ÉCONOMIE

• Le Monde • Jeudi 26 septembre 1991 7

Orient

ive oppose Bagdad
de l'ONU



Plus besoin d'être un poisson pour boire de l'eau de mer !

Quand on sait que 70 % de la surface du globe sont recouverts d'eau, on ne peut s'empêcher de penser à une tragique ironie : 400 millions d'hommes vivent en bordure de mer et manquent d'eau potable. En association avec les spécialistes et les autorités, les chercheurs de Du Pont de Nemours ont réussi à transformer l'eau de mer en eau potable. La solution : le filtre

PERMASEP*, une fibre creuse et ultra-fine pour le dessalement des eaux de mer ou saumâtres. Chaque jour, ce sont ainsi deux milliards de litres d'eau potable qui sont produits dans plus de quarante pays !

Du Pont de Nemours fournit à des millions d'êtres humains ce qu'ils désirent le plus : un verre d'eau fraîche.

Du Pont et la vie.

PERMASEP fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde. Une étroite collaboration

avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie, permet aux hommes de Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information concernant Du Pont de Nemours, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137, rue de l'Université, 75334 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours

De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

LA DÉCONOMIE
DES CHANGEMENTS FLOTTANTS
30 ANS DE THÉORIE
DU DÉVELOPPEMENT

PROCHE-ORIENT

LIBAN : la libération de M. Jack Mann

Damas réaffirme sa volonté de clore le dossier des otages

BEYROUTH

de notre correspondant

Libéré à Beyrouth mardi soir 24 septembre, l'otage britannique Jack Mann a fait son apparition à Damas, selon un scénario devenu classique. Pourtant, c'est au Beau Rivage, qui, plus qu'un hôtel, est devenu depuis des années le siège des services de renseignement syrien, dans le secteur musulman de la capitale libanaise, à quelques mètres du siège «provisoire» de la présidence de la République, que M. Mann avait été «livré» à 20 heures par ses

ravisseurs de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) à des officiers syriens. Aussitôt emmené à Damas en voiture sans que personne ne l'ait approché à Beyrouth, l'otage était présenté à la presse deux heures plus tard, entouré du vice-ministre syrien des affaires étrangères, M. Nasser Kaddour, et de l'ambassadeur de Grande-Bretagne en Syrie, M. Andrew Fleming Green. Agé de soixante-dix-sept ans, malade au moment de son enlèvement, l'ex-otage de la RAF qu'est M. Mann était livide, les traits creusés, mais sou-

levé d'une voix cassée étaient ému-

vants : «Ma voix s'est éteinte a-t-il expliqué au cours des deux années que j'ai vécues enchaîné. Je (les ravisseurs) ne disaient : «Fais ceci, ne fais pas ça, ne parle pas, reste silencieux. Alors, j'ai perdu la voix». M. Mann, qui, enlevé le 12 mai 1989, avait passé deux ans et quatre mois en détention, a déclaré ne rien savoir du tout concernant les autres otages encore au Liban.

Puis, séquence également devenue classique, le représentant du gouvernement syrien a exprimé la ferme volonté de son pays de clore le dossier des otages occidentaux au Liban. Quant à l'ambassadeur britannique, il a remercié le secrétaire général de l'ONU, la Syrie, l'Iran, ajoutant cette fois Israël. Ce qui, combiné à un passage du dernier communiqué de l'OJR annonçant la restitution de l'otage dans les quarante-huit heures, indique que l'Etat hébreu devrait de son côté procéder prochainement à l'élargissement de prisonniers libanais, incluant ou non le cheikh Obeid M. Mann, en compagnie de son épouse Sunny, soixante-dix-neuf ans, qui l'attendait à Beyrouth et l'a rejoint à Damas, à pris dans la nuit un avion de la RAF pour la Grande-Bretagne où il a atterri à l'aube sur une base militaire.

M. Perez de Cuellar, qui poursuit depuis deux mois une négociation ardue au sujet des otages, a souligné en s'adressant au président libanais, M. Elias Hraoui, actuellement aux Nations unies : «Dans l'affaire des otages, le plus grand otage est le Liban». Ce qui rejoint les thèses libanaises.

LUCIEN GEORGE

Neuf Occidentaux toujours détenus

Voici la liste des neuf otages occidentaux toujours détenus au Liban :

Cinq Américains :

Terry Anderson, quarante-trois ans, directeur régional de l'agence de presse Associated Press, enlevé le 16 mars 1985 ; Thomas Sutherland, soixante ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'AUB (université américaine de Beyrouth), enlevé le 9 juin 1985 ; Joseph Cicippio, soixante et un ans, comptable à l'université de Beyrouth (AUB), enlevé le 12 septembre 1986 ; Jesse Turner, quarante-quatre ans, et Alann Steen, cinquante-deux ans, deux enseignants du BUC (Beirut University College),

parmi les trois enlevés le 24 janvier 1987.

Un Britannique :

Terry Waite, cinquante-deux ans, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry et principal médiateur dans l'affaire des otages. Enlevé le 20 janvier 1987 lors d'une mission à Beyrouth.

Deux Allemands :

Heinrich Strubbig, cinquante ans, et Thomas Kempfner, trente ans, disparus le 16 mai 1989. Membres d'une organisation caritative basée en Allemagne, ASME-Humanitas.

Un Italien :

Alberto Molinari, soixante et onze ans. Disparu le 11 septembre 1985.

AMÉRIQUES

SALVADOR : vers un accord de paix

Onze années de guerre civile

Voici les principaux épisodes de la guerre civile au Salvador qui, en onze ans, a fait environ 75 000 morts :

1980

- 24 mars : assassinat, à San Salvador, de l'archevêque, Mgr Oscar Romero.

1981

- janvier : le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) lance une «offensive générale» dans tout le pays : plus de 1 000 morts en un mois.

1984

- 6 mai : Napoléon Duarte, leader de la démocratie chrétienne, est élu président de la République.

- 15 octobre : le président Duarte et les dirigeants du FMLN se rencontrent pour la première fois en présence de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

1989

- 19 mars : M. Alfredo Cristiani, candidat de l'extrême droite remporte l'élection présidentielle.

- 13/14 septembre : «accord de Mexico» entre le gouvernement salvadorien et la guérilla. Les parties conviennent de mettre fin à la guerre civile dans «les plus brefs délais».

- 11 novembre : en attaquant la garde nationale à San-Salvador, le FMLN lance une nouvelle offensive qui fera plusieurs milliers de victimes en deux mois.



1990

- 4 avril : après trois mois de combats sporadiques dans tout le pays, le gouvernement et la guérilla s'engagent à ouvrir des négociations sous l'égide de l'ONU.

- 15 août : offensive de la guérilla contre différentes positions de l'armée, au moins 47 morts.

1991

- 18 février : un commando du FMLN attaque le siège de l'état-major de l'armée à San-Salvador faisant un mort et des dégâts importants.

- 2 mars : l'attaque par la guérilla d'un barrage électrique dans le centre du pays prive la capitale d'une grande partie de son approvisionnement en électricité.

- 7/18 mars : les combats entre la guérilla et l'armée font plusieurs dizaines de morts à travers le pays.

- 18 mars : le FMLN propose

un plan de paix en trois points : reconstruction de l'armée salvadorienne, réforme de la Constitution et cessez-le-feu. Le président Cristiani qualifie cette proposition de «propagandiste».

- 10-14 juillet : la guérilla lance une vaste offensive à travers tout le pays.

- Fin juillet : plusieurs dizaines de morts ou de blessés dans des affrontements dans l'est du pays. - 22-23 août : discussions à un haut niveau entre le gouvernement et la guérilla sur les moyens de rétablir la paix au Salvador.

- 11 septembre : le FMLN décrète une trêve à compter du 13 septembre pour faciliter le déroulement d'une réunion entre la guérilla et le gouvernement sous l'égide de l'ONU.

- 24 septembre : mise au point d'un accord de paix entre le gouvernement et la guérilla.

□ Découverte du cadavre d'un dirigeant syndical. - Le corps d'un dirigeant syndical, Miguel Angel Martinez, vingt-cinq ans, a été découvert, mardi 24 septembre, dans une rue de San Salvador, portant deux traces de balles et de profondes marques de torture. Des syndicalistes proches de M. Martinez, leader du Syndicat du bâtiment, ont attribué cet assassinat à un des escadrons de la Mort qui sévissent dans le pays. - (AFP)

CHILI

Mystérieux enlèvement du fils d'un magnat de la presse

SANTIAGO

de notre correspondant

Le fils de M. Agustín Edwards, important homme d'affaires et propriétaire de l'influent quotidien conservateur *El Mercurio*, ainsi que de plusieurs journaux à grand tirage, a été enlevé le 10 septembre, la veille du jour anniversaire du coup d'Etat militaire de 1973, et n'a toujours pas été libéré. Un arrêt judiciaire, qui interdisait à la presse d'informer sur la «situation affectant M. Cristian Edwards» n'a été levé que le mardi 24 septembre.

Faute de renseignements précis - la famille et la police se refusant à toute information - les rumeurs vont bon train. Les mystérieux ravisseurs n'ont pas revendiqué leur action. S'agit-il d'un groupe d'extrême gauche, comme pour-

raient le suggérer la date de l'enlèvement et le choix de leur victime ? M. Agustín Edwards, qui est à la tête d'une des plus grandes et plus anciennes fortunes du Chili, s'oppose dès les premiers jours au régime du président socialiste Salvador Allende (il se rendit à Washington après l'élection de ce dernier pour prier MM. Nixon et Kissinger de préparer son renversement), avant d'appuyer inconsciemment la dictature du général Pinochet (1973-1990). Son fils Cristian, âgé de trente-trois ans, occupe un poste administratif au *Mercurio*.

De nombreux journalistes estiment qu'un contact a été établi entre les ravisseurs et la famille de la victime à travers une œuvre de charité de l'Eglise, le «Foyer du Christ». Ainsi interprètent-ils la publication récente d'une photo,

en première page de la section d'informations nationales du *Mercurio*, qui illustre aucun article et où l'on voit M. Edwards en compagnie du Père Renato Poblete, le responsable de l'organisation religieuse.

Un silence de quinze jours

Or, l'homme d'affaires, dont la discrétion est la règle, n'a guère l'habitude de s'afficher dans les colonnes de ses journaux. La photo aurait donc pu être insérée à l'adresse des ravisseurs. S'il est discret, M. Edwards est en tout cas suffisamment puissant pour avoir obtenu de la justice qu'elle impose le silence au gouvernement et à la presse pendant quinze jours.

GILLES BAUDIN

Un héros de la bataille d'Angleterre

LONDRES

de notre correspondant

La photo de Jack Mann, le plus âgé des otages occidentaux détenus à Beyrouth, apparaît en première page de tous les journaux de la presse britannique : c'est celle d'un homme visiblement très marqué. Les chaînes de télévision, qui ont consacré l'essentiel de leurs bulletins d'information à la conférence de presse organisée, mardi soir, à Damas, au ministère syrien des affaires étrangères, ont encore accentué cette impression. Jack Mann, âgé de soixante-dix-sept ans, était hagard, et s'exprimait d'une voix à peine audible, visiblement choqué par ses 865 jours de captivité.

Le premier ministre, M. John Major, s'est déclaré ravi par l'annonce de la libération de l'ancien pilote de la RAF, mais s'est inquiété du sort d'un autre otage

britannique, Terry Waite, l'envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry, toujours détenu à Beyrouth : «Nous ne serons pas satisfaits tant que Terry Waite ne sera pas également de retour», a-t-il insisté. La presse britannique estime que la libération de M. Mann fait naître l'espoir de nouvelles libérations dans des délais assez brefs, notamment celle d'un otage américain, M. Joseph Cicippio, l'un des neuf otages occidentaux encore détenus au Liban. Jack Mann a toujours fait preuve de courage depuis qu'il s'est installé à Beyrouth, il y a quarante-deux ans. Avec sa femme Sunny, il était une «figure» de la capitale libanaise, une ville qu'il aime et qu'il a toujours refusé de quitter, y compris lorsque les bombardements étaient quasi quotidiens, ainsi qu'en 1982, au moment de l'invasion israélienne. Persuadé qu'il était «trop âgé et trop pau-

vre» pour être enlevé, il n'avait jamais cessé de poursuivre ses occupations habituelles.

Cette tranquillité d'esprit lui venait sans doute de son passé d'ancien combattant de la dernière guerre, et de héros de la bataille d'Angleterre. Ancien pilote de chasse, Jack Mann a été abattu à six reprises à bord d'avions de chasse Spitfire.

Inscrit au Liban à la fin de la guerre, il avait continué à piloter quelques années avant de prendre sa retraite en 1960. De santé fragile au moment de son enlèvement, l'ancien otage devra probablement passer par une longue convalescence après une dépression qui, d'après ses premières déclarations, a été extrêmement pénible, notamment sur le plan psychologique. Avec son épouse Sunny, Jack Mann a apparemment l'intention de s'établir à Chypre.

LAURENT ZECCHINI

ISRAËL : posant la première pierre de la ville nouvelle de Tsur-Yigal

M. Shamir a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de la colonisation dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«Les territoires appartiennent à Israël. (...) Les Juifs s'implanteront partout sur notre terre, jusqu'au bout de l'horizon.» Telle est la réponse, donnée mardi 24 septembre par M. Shamir, le chef du gouvernement israélien, aux vœux exprimés à la fois par l'administration américaine et par le «Parlement» palestinien, de favoriser la paix en arrêtant la colonisation juive des territoires arabes occupés.

La veille, M. Moshe Arens, ministre de la défense, avait déjà réitéré la position traditionnelle de son gouvernement : contrairement à ce que demande la Maison Blanche, «Israël ne gèrera à aucun prix» les implantations dans les territoires conquis en 1967, même s'il lui faut pour cela se passer des garanties bancaires américaines que l'Etat hébreu réclame de Washington pour emprunter 10 milliards de dollars.

La ville nouvelle de Tsur-Yigal, dont M. Shamir avait accepté mardi de poser la première pierre en compagnie de son turbulent ministre du logement, M. Ariel Sharon, n'est pas, à proprement parler, une nouvelle colonie juive en terre arabe. Située au nord-est de Tel-Aviv, la future cité, qui comptera, dans un premier temps, mille cinq cents logements, est située à 50 mètres exactement à l'ouest de la fameuse «ligne verte» qui sépare le territoire d'Israël, ver-

sion armistice 1949, de la Cisjordanie conquise en 1967. Cinquante mètres, certains commentateurs, seraient d'accord pour la colonisation, de manière à créer le maximum de faits accomplis avant un éventuel changement de conjoncture qui obligerait l'Etat juif à de lourdes concessions territoriales. En attendant, comme on dit chez les travailleurs, «le gouvernement s'emploie à effacer peu à peu la fameuse «ligne verte», une ligne dont M. Shamir a d'ailleurs répété lundi à Jérusalem que «pour ce qui [le] concerne, elle n'existe plus».

Cette affirmation d'une stratégie vieille comme le Likoud - le parti du premier ministre - n'est évidemment pas de nature à apaiser les débats entre Jérusalem et Washington. Le gouvernement avait certes approuvé à sa juste valeur l'appel lancé la veille aux Nations unies par M. Bush en faveur de l'abrogation d'une vieille résolution anti-israélienne qui faisait du sionisme une idéologie raciste.

Mais comme l'avait dit alors M. Shamir, qui s'était par ailleurs déclaré «touché par cet éloquent et significatif discours», ces belles paroles n'avaient rien à voir avec les développements politiques en cours. En clair, le discours de M. Bush, même s'il est probable qu'il sera suivi d'un accord dans l'enceinte internationale, ne peut en aucun cas changer la position du cabinet israélien sur les problèmes de fond, comme celui des implantations.

PATRICE CLAUDE

Les assises d'Alger

Vif débat entre «radicaux» et «réalistes» au Conseil national palestinien

La gravité des décisions à prendre a donné lieu, mardi 24 septembre, à un large débat au Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil), où

tout à tour les orateurs sont venus exprimer leurs convictions ou leurs doutes sur la participation - ou non - au processus de paix actuel, que chacun ressent comme déterminant pour la cause palestinienne.

ALGER

de notre envoyée spéciale

Ouvrant le débat, le secrétaire général du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), M. Georges Habbache, a adjoint le CNP de «refuser catégoriquement, globalement et totalement de participer» à la conférence de paix telle qu'elle est prévue par les Etats-Unis. Le projet américain, a-t-il affirmé, «dit non au droit au retour, non à l'Etat palestinien, non à l'autodétermination et non à l'OLP». S'adressant à M. Yasser Arafat, «président du premier Etat de Palestine», M. Habbache, ovationné à plusieurs reprises, s'est écrié en évoquant l'Arabie : «Les enfants de la pierre veulent un Etat indépendant et souverain, un hymne national, un drapeau, un passeport, un siège aux Nations unies. La révolution palestinienne n'a pas sacrifié soixante-quinze mille de ses meilleurs fils pour une autonomie. Je sais les

pressions qui s'exercent sur nous, et qui les exercent», a-t-il poursuivi, proposant de renforcer le refus par «un programme de lutes» qui puisse convaincre Israël que l'occupation est une affaire éternelle. Israël, a-t-il ajouté, «s'accrochera à chaque pouce de ce qu'il considère être son territoire et ne s'en retirera que forcé, à la suite de pertes économiques, matérielles et humaines».

Intervenant après le leader du FPLP, M. Nayef Hawatmeh, chef du FDLP (Front démocratique de libération de la Palestine), a lui aussi invité le CNP à «rejeter la formule de conférence de paix telle que proposée par les Etats-Unis» et à «maintenir l'attachement à une conférence de paix fondée sur les résolutions de l'ONU».

M. Hawatmeh a appelé à la lutte armée «contre les forces israéliennes dans les territoires occupés à l'intérieur d'Israël et à partir des frontières des Etats arabes», affirmant à cet égard : «Nous ne permettrons jamais aux armées arabes d'être les gardes-frontières d'Israël». Le chef du FDLP a fondé son refus sur la «non-reconnaissance par les Etats-Unis de la notion du peuple palestinien de laquelle, a-t-il déclaré, découle le droit à l'autodétermination».

Les interventions des chefs des deux principales fractions de l'OLP avec le Path de Yasser Arafat ont incontestablement renoué les espoirs, même si certains participants soulignent le «caractère nominal» des revendications «justes» mais «irréalistes» face à la situation internationale actuelle. A l'étonnement de

nombre de délégués, M. Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'OLP et connu pour ses positions radicales, avait, à la fin de son rapport politique, dressé un constat amer, sans doute, mais sans équivoque de cette situation internationale en affirmant en quelques mots : les choses sont désormais claires, le monde (dominé par les Etats-Unis) est tel qu'il est, ou nous faisons partie du jeu ou nous disparaissions. En conséquence, avait-il souligné, «Nous amorçons une étape qui exige (...) de nous préparer à la possibilité d'entamer des négociations difficiles avec un ennemi implacable passé maître dans l'art de gagner du temps pour arriver à ses fins».

Selon qu'ils étaient plutôt pour ou plutôt contre la participation, les intervenants ont insisté sur les bénéfices ou les pertes d'un choix imposé mais qui ne satisfait vraiment personne. Mais l'essentiel de cette journée réside sans doute dans ce débat public et ouvert, au cours duquel les Palestiniens, quels que soient leurs sentiments, ont montré que rien ne pouvait se faire sans eux et qu'il était vain de croire que l'on pouvait distinguer entre ceux de l'intérieur et ceux de la diaspora.

La bataille va, en attendant, se dérouler à l'intérieur de l'organisation pour l'élaboration des résolutions de ce CNP, à partir desquelles la direction de la centrale palestinienne pourra conduire la politique exigée par l'évolution du processus de paix engagé par les Etats-Unis.

FRANÇOISE CHIPAUX

هكذا بن الأصل

5021-10-10

POLITIQUE

La polémique sur l'immigration

« Je n'accepte ni la déformation ni les invectives »

déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a consacré l'essentiel de son propos à justifier, mardi 24 septembre, devant les députés UDF réunis à Nîmes, l'analyse qu'il avait développée, trois jours auparavant, dans un article publié par le Figaro-Magazine, à propos de l'immigration. Après avoir laissé le soin à son entourage de contenir le malaise de nombre de députés UDF, l'ancien chef de l'Etat a affirmé, dans une déclaration solennelle, qu'il n'acceptait « ni la déformation ni les invectives » et qu'il était « attaché à la liberté d'expression » sur « tous les grands sujets de notre vie nationale ».

NIMES

de notre envoyé spécial

Comment a-t-on pu en arriver là ? Dans la très belle chapelle des jésuites, à Nîmes, quelques dizaines de députés UDF sont en train de débattre, mardi 24 septembre, de l'aménagement du territoire et de l'égalité des chances. C'est un débat fort sérieux, et précis est fait à la gauche de n'avoir pas mené jusqu'à son terme la décentralisation. Alors pourquoi, au même moment, les journalistes préféraient-ils attendre, le nez au vent, dans la cour voisine ?

C'est que, dès 10 heures, ce jour-là, le service de presse de l'UDF, qui se confond avec celui de M. Giscard d'Estaing, est venu en éclaireur. Et, devant le malaise exprimé, la veille, par bon nombre de députés du groupe, il a entrepris, sans plus tarder, une véritable campagne de « lobbying ». « On est en plein délire lorsqu'on évoque l'UDF », nous assure-t-on. Non, mais vous avez lu son texte ? Oui, il va un peu plus loin que Villepin (1), mais à peine... En tout cas, une clarification sera nécessaire, lors des prochaines réunions des instances de l'UDF... Car cela est clair, désormais : Létourneau a choisi de bâtir son fonds de commerce sur l'antigiscardisme. Les contre-feux sont allumés.

Le premier l'est par M. Alain Madelin. « Je ne comprends rien à cette agitation politico-médiatique », explique-t-il aux journalistes. Valéry Giscard d'Estaing a totalement raison. D'ailleurs, le commandant Cousteau et l'abbé Pierre ont déjà parlé d'invasion. Alors, pourquoi l'ancien président de la République aurait-il le devoir de pratiquer la politique de l'autruche ? La nationalité française, ce n'est pas la carte orange. On ne doit pas l'obtenir à un distributeur automatique.

Le secrétaire général des clubs Perspectives et réalités, M. Pierre Lequillier, député des Yvelines, profite alors du petit attroupement pour distribuer un communiqué manuscrit : « Il n'est plus admissible que des étrangers deviennent français sans le savoir. » Un peu plus loin, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, qui, la veille, avait pris certaines distances avec la dernière initiative de M. Giscard d'Estaing, est en train de se faire sermonner. Il pointe le doigt, comme pour se ficher, puis lève les bras au ciel, vaincu. On le retrouve, peu après, « consterné, très mécontent de la façon dont l'opposition est en train de gâcher ses chances ». On avait pu croire qu'il dénonçait ceux qui réservent des « propos importants aux magazines », M. Longuet n'était pas vraiment d'accord avec M. Giscard d'Estaing. Mais le temps a fait son office : le député de la Meuse précise qu'il n'avait alors voulu que réaffirmer les règles de la procédure.

Méthodiquement, les émissaires du président continuent de présenter leurs offres de services. Du grand art. « M. Moreau trouve qu'il n'y a que pour les hommes. Vous voulez l'entendre ? Solidarité féminine, sans doute, deux concours se déroulent. « Le président a soutenu un vrai problème », affirme le maire de Mandelieu-la-Napoule, non sans rappeler ses états de service d'ancienne résistante : « J'ai fait la guerre, j'ai lutté contre le racisme. » Et la tribune de M. François Létourneau ? « Il a voté pour François Mitterrand. » La condamnation ne saurait être plus claire.

Opération contre-feux

Mais, pendant ce temps, dans la chapelle, les députés « de base » commencent à s'impatienter devant ce défilé permanent de quelques-uns des leurs devant les caméras. A l'heure du déjeuner, la cause sera entendue : toute cette agitation n'est que qu'aux médias. (Écoutez en diable, le président du groupe UDF, M. Charles Millon, lui-même un peu agacé de voir ses journaux parlementaires piratés par les deux principaux dirigeants de sa propre formation, s'agresse aux journalistes : « Vous devriez faire deux colonnes, l'une pour les vrais problèmes, l'autre pour les petites phrases. Comme ça, le lecteur pourrait choisir. »)

Pourtant, lorsque arrive l'ancien président de la République, les députés, qui, hier encore, avaient

peu goûté la manœuvre, se présentent à ses côtés. Deux députés des Alpes-Maritimes, MM. Charles Ehrmann et Rudy Salles, lui font grand compliment de ses propositions, parce que, explique l'un d'eux, « j'ai plus de quatre mille HLM dans ma circonscription ». « Si ça peut vous rendre service, tant mieux », répond discrètement le président.

Bien conscient du trouble qu'il a pu causer, M. Giscard d'Estaing s'en excuse en ces termes : « Je ne souhaite pas du tout que les comptes-rendus de vos travaux soient réduits à la réaction de tel ou tel. » Il est venu parler de l'Europe, et c'est vraiment parce qu'on le lui a demandé qu'il consentira une petite digression sur le débat qu'il a lancé. Sa déclaration est aussitôt distribuée. Il s'agit de sept pages dactylographiées, qui ont été retravaillées jusqu'à la dernière minute. L'opération contre-feux est terminée. Les députés applaudissent longuement, à une exception près : le président du principal parti de l'UDF, M. Gérard Létourneau, qui disait, quelques heures plus tôt, pour expliquer l'inconfort de sa situation personnelle : « L'avantage, c'est que personne ne veut ma place. »

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Du nom des états généraux de l'opposition réunis à Villepin (Seine-Saint-Denis) en mars 1990 sur le thème de l'immigration.

La « déclaration » de l'ancien président de la République

Dans sa déclaration en forme de mise au point sur le débat suscité par son article dans le Figaro-Magazine, M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « Je n'accepte ni la déformation ni les invectives. Je veux que les Français puissent parler librement, calmement, sans intolérance, des grands problèmes qui les concernent. Je suis attaché à la liberté d'expression, sans déformation, ni intolérance, sur tous les grands sujets de notre vie nationale. »

Après avoir cité cinq exemples de déformations, tels que le fait de citer un mot sans citer l'ensemble de la phrase ou celui de confondre l'acquisition de la nationalité et le racisme, l'ancien président de la République a insisté sur la nécessité de se préparer à faire face à « des mouvements de population de grande ampleur » et de « réduire le nombre des cas d'acquisition automatique de la nationalité (...) en privilégiant la prise en compte de la nationalité des parents, c'est-à-dire le droit de filiation ». Puis il a demandé l'inscription, à l'ordre du jour de la prochaine session du Parlement, d'une discussion et d'un vote sur les recommandations de la commission Marceau Long sur la réforme du code de la nationalité.

Enfin, M. Giscard d'Estaing a insisté sur « le devoir d'intégration des jeunes Français d'origine étrangère » et sur « l'augmentation de notre aide en direction de pays de départ ».

M. Le Gallou invite l'ancien président de la République à adhérer au Front national. — Dans son édition du mardi 25 septembre, le quotidien d'extrême droite Présent publie un point de vue de M. Jean-Yves Le Gallou, ancien membre du Parti républicain, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, qui invite M. Giscard d'Estaing à rallier M. Jean-Marie Le Pen. « J'ai l'impression que vous êtes en train d'adopter la démarche que j'ai suivie en 1983-1985, écrit notamment M. Le Gallou. Après avoir étudié en profondeur la question de l'immigration (...), j'ai rejoint le mouvement lepéniste. Parti comme vous êtes, monsieur le Président, je suis convaincu que vous arriverez aux mêmes conclusions. (...) Quand allez-vous solliciter votre adhésion au Front national ? »

Une mise au point commune des dirigeants de l'INED, de l'INSEE et du Haut Conseil à l'intégration

Pour la première fois, les dirigeants de l'INED (Institut national d'études démographiques), de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) et du Haut Conseil à l'intégration publient un texte commun à propos de la polémique sur l'immigration. Nous publions ci-dessous cette mise au point de MM. Calot, Long et Milleron, qui est accompagnée d'un tableau chiffré.

Un sondage d'opinion récent et les commentaires qui l'accompagnent sur l'attitude des Français vis-à-vis de l'immigration risquent d'induire en erreur l'opinion et de jeter le discrédit sur le système d'information statistique public.

Une confusion manifeste apparaît en effet entre le concept d'étranger et celui d'immigré. Le concept retenu dans les recensements de la population en France est celui de la nationalité. Sont comptés comme « étrangers » les personnes qui ont leur résidence permanente en France à l'époque du recensement et qui déclarent n'avoir pas la nationalité française. Il est bien vrai que le nombre des étrangers est stable : c'est un des résultats importants qu'apporte le dépouillement de recensement de mars 1990.

En revanche, il faut soigneusement éviter d'extrapoler cette observation au cas des immigrés qui constituent une population différente. Pour l'INSEE, ont été classées comme immigrées les personnes nées hors de France, étrangères ou françaises par acquisition (voir tableau). Il existe, faut-il y insister, des étrangers, nés en

France, qui ne sont pas des immigrés.

Au total et avec cette définition, le nombre des immigrés aurait augmenté d'une centaine de mille entre les recensements de 1982 et de 1990. Naturellement, cette population s'est renouvelée par décès, naturalisation et mouvements migratoires (seraient entrés depuis 1982 environ quatre cent cinquante mille étrangers nés hors de France de plus qu'il n'en est parti).

Enfin, et pour éviter tout malentendu, on ne peut pas confondre la notion de personne d'origine étrangère avec celle d'immigré ou d'étranger.

En effet, il s'agit selon la définition de l'INED d'une « personne née en France d'un parent ou d'un grand-parent ayant immigré en France ». Dix millions de personnes sont dans ce cas. Comme l'indique le rapport de 1990 du Haut Conseil à l'intégration « le grand intérêt de la prise en compte de cette troisième catégorie est double : sur le plan sociologique il correspond à une réalité qui est assez aisément perceptible ; sur le plan de la compréhension du processus dynamique de l'intégration, il permet de mettre en valeur l'effet du temps, non seulement en

Français, étrangers et immigrés résidant en France métropolitaine (chiffres des recensements de 1982 et de 1990)

	Français de naissance et Français par acquisition nés en France		Ensemble des Français : 53 millions en 1990 (50,6 millions en 1982)
	1990	1982	
Ensemble des immigrés : 4,1 millions en 1990 (4 millions en 1982)	Français par acquisition nés hors de France		Ensemble des étrangers : 3,6 millions en 1990 (3,7 millions en 1982)
	1,29 million en 1990 (1,17 million en 1982)		
	Étrangers nés hors de France		
	2,84 millions en 1990 (2,85 millions en 1982)		
	Étrangers nés en France		
	0,74 million en 1990 (0,83 million en 1982)		

Population totale : 56,6 millions en 1990 (54,3 millions en 1982)

termes de durée du séjour mais aussi en termes de succession de générations.

Le Haut Conseil à l'intégration rend public, ainsi qu'il en a recueilli, avant la fin du mois d'octobre, un nouveau rapport sur les données statistiques relatives à la « connaissance de l'immigration et de l'intégration » établi sur la base des données statistiques collectées par les administrations françaises concernées et réunies au sein d'un groupe de travail statistique créé auprès de lui.

Du fait des responsabilités qui leur incombent, les cosignataires de la présente note ont tenu à formuler cette mise au point afin d'aider toute personne — bonne foi à ne pas se laisser impressionner par des arguments techniquement inconsistants.

GERARD CALOT, directeur de l'INED
MARCEAU LONG, président du Haut Conseil à l'intégration
CLAUDE MILLERON, directeur général de l'INSEE.

RECTIFICATIFS. — Une erreur de transmission a altéré les propos de M. Etienne Garrier, cités dans nos dernières éditions, du 24 septembre, après la victoire de M. Claude Evin à l'élection législative partielle de Saint-Nazaire. Le candidat du RPR a déclaré que l'opposition avait « plus de fraîcheur pour convaincre d'ici aux élections législatives ». D'autre part, aux Journées parlementaires de l'UDF, M. Gérard Longuet a souhaité la mise en place d'un secrétariat permanent de l'UPF (Union pour la France), et non pas de l'UDF, comme l'indiquait par erreur un des deux articles consacrés à ces journées dans le Monde du 25 septembre.

Sur décision de la cour d'appel de Lyon

Une information judiciaire est ouverte sur l'affaire de Port-Fréjus

Interrogé au sujet d'informations diffusées sur les développements de l'affaire de Port-Fréjus, mardi 24 septembre, par l'agence Reuter et l'AFP, M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. François Létourneau, a confirmé, le même jour, qu'une information judiciaire était ouverte, depuis la fin du mois de juillet, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, suite à la plainte déposée le 22 mai 1990 par M. René Espagnol, le promoteur immobilier de Fréjus qui accuse d'ingérence, corruption ou trafic d'influences le maire de la ville, en tant que président de la SEMAF (Société d'économie mixte d'aménagement de l'aire de Fréjus), et plusieurs autres administrateurs de celle-ci.

M. Varaut a toutefois précisé

que M. Létourneau « n'a pu être entendu » et que les personnes visées par la plainte « ont déjà été entendues par la chambre d'accusation ». M. Létourneau a déposé à leur tour plainte de diffamation contre ceux qui se seraient égarés dans des calomnies.

Le président de la chambre d'accusation a délégué une commission rogatoire à la police judiciaire de Marseille. Au terme des enquêtes en cours, l'éventualité d'une inculpation de M. Létourneau et des autres administrateurs de la SEMAF impliqués dans cette affaire n'est pas exclue, mais en tant que député le maire de Fréjus bénéficie de l'immunité parlementaire pendant toute la durée des sessions de l'Assemblée nationale.

En Nouvelle-Calédonie

M. Lafleur (RPCR) est inquiet pour l'application des accords de Matignon

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Lafleur, député RPR, a exprimé son inquiétude, mardi 24 septembre, à Nouméa, sur l'application des accords de Matignon concernant l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. « J'ai l'impression, depuis quelque temps, a-t-il dit à la presse, à propos de la prochaine réunion du « comité de suivi » de ces accords, prévue les 17 et 18 octobre à Paris, que nous avons perdu un partenaire en route. Nous étions trois à signer les accords de Matignon, le gouvernement, les

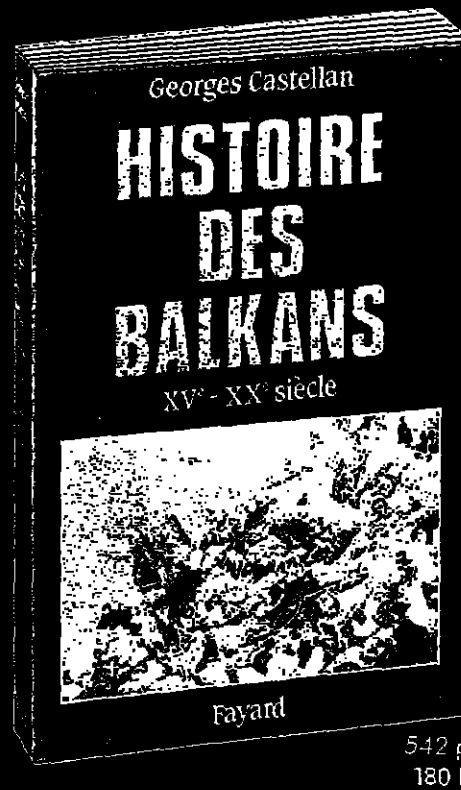
indépendantistes et le RNC, mais aujourd'hui, j'ai le sentiment que seuls restent en piste les indépendantistes et le RPCR. »

« Je crois, a ajouté M. Lafleur, que nous avons perdu en route le haut-commissaire (M. Alain Christnacht). Il y a une espèce de manie du pouvoir et du secret qui fait qu'aujourd'hui l'entente demeure entre les élus, mais ils ne savent pas ce que fait, de son côté, le délégué du gouvernement, qui prend des initiatives qui reviennent aux élus. Ce n'est pas grave, mais cela risque de compliquer la situation. »

ORIGINES ET ACTUALITÉ DES BALKANS

Rien de plus roboratif que cette non conformiste « Histoire des Balkans » publiée par Georges Castellan. L'auteur, dont la maîtrise force l'estime, renverse lieux communs et idées reçues avec jubilation.

Eric Roussel, Le Figaro



Le mérite majeur de cet ouvrage est de montrer à quelles profondeurs plongent les racines des conflits qui ensanglantent aujourd'hui la Yougoslavie, mais aussi les antagonismes entre Turcs et Bulgares, les tensions persistantes en Transylvanie, l'antisémitisme latent en Roumanie, les revendications des Albanais du Kosovo, l'irrésistible mouvement qui annonce le détachement des Moldaves de l'ex-Union soviétique. Bref, l'essentiel de ce qui fait aujourd'hui l'actualité des Balkans.

Alain Jacob, Le Monde

FAYARD

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Un entretien avec M. Julien Dray

Le chef de file de la Gauche socialiste veut être candidat contre M. Le Pen dans les Alpes-Maritimes

Député (PS) de l'Essonne, chef de file - avec M. Jean-Luc Mélenchon et M. Marie-Noëlle Liemann - de la Gauche socialiste, ancien vice-président de SOS-Racisme, M. Julien Dray se propose de conduire la bataille du Parti socialiste contre M. Jean-Marie Le Pen aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes, l'un des départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur où le PS n'a pas encore désigné de tête de liste. Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« L'ancien parrain » de SOS-Racisme, M. Pierre Bergé, invitait récemment le PS à se ressaisir face à M. Bernard Tapie. Allez-vous répondre à son appel ?

— Il y a eu un débat, qui a permis de crever certains abcès, mais l'heure n'est pas aux querelles dans la majorité. M. Tapie a été investi par le PS pour mener la bataille dans la région. Le pari des socialistes est qu'il parvienne à rassembler au-delà des frontières électorales traditionnelles. Pour battre M. Le Pen, il faut mettre en place des locomotives dans chaque département. La fédération socialiste des Alpes-Maritimes a demandé à être renforcée dans son combat. J'ai fait acte de candidature auprès de cette fédération et du premier secrétaire du PS pour

être tête de liste dans les Alpes-Maritimes.

— Il va y avoir dans cette région un rassemblement exceptionnel de notoriétés « roses ». N'est-ce pas un formidable cadeau fait à M. Le Pen ?

— Si nous ne sommes pas là, on nous reprochera de ne pas l'avoir combattu. Nous nous devons d'être là dans notre diversité, avec tout ce qui fait, aujourd'hui, la majorité présidentielle. Si c'est un combat de « starsystem », ce ne sera pas la meilleure manière de faire reculer l'influence du Front national. Si nous venons défendre des idées, des valeurs, des propositions concrètes pour cette région et ces départements, si nous le faisons sans démagogie et en toute fidélité à ce que nous sommes, nous favoriserons un débat démocratique dont la société française a besoin. Quelle France ? Dans quelle Europe ? Quelles relations avec la Méditerranée ? Comment favoriser l'industrialisation ? Et puis cette région vit le drame d'une spéculation foncière sordide, engendrant un bétonnage insupportable, sans parler du chômage et du désastre social qui en découle. Nous devons forcer M. Le Pen et M. Gaudin à en débattre.

— Ne peut-on pas vous opposer que vous êtes minoritaire dans votre parti qui vous a sanctionné lors de la guerre du Golfe et que vous n'êtes pas le mieux placé pour porter

ses couleurs face à M. Le Pen ?

— Contre M. Le Pen, les socialistes qualifiés sont ceux qui veulent se battre. Dans ce contexte, les clivages entre socialistes n'ont pas leur place. Finalement, c'est le Parti socialiste qui décidera. Moi, je suis prêt et disponible. Dans cette bataille, il n'y a que des coups à prendre. L'assomoir, c'est compliqué. Ce n'est pas ce qu'a été mon engagement militant, depuis tant d'années, contre le racisme et pour une vraie intégration, je ne pouvais pas me contenter de commenter le match.

— L'électorat du département des Alpes-Maritimes ne ressemble pas à celui de votre circonscription de l'Essonne...

— Les Alpes-Maritimes sont un département jeune : il n'est entré dans la communauté nationale qu'il y a un peu plus d'un siècle. Adhérent au pacte français, il a brassé beaucoup de populations et offre un bel exemple d'intégration réussie. Il y a tout intérêt à mener le débat, face à M. Le Pen, en fonction de cette histoire, de cette ouverture sur la Méditerranée.

« Il est bon que le PS soit clairement identifié »

« Vous pensez-vous de la stratégie de M. Tapie, qui se soucie davantage de détacher des pans de la droite plutôt que de rassembler la gauche ?

— Il faut une stratégie de rassemblement. Chacun doit avoir sa place. Le PS doit avoir toute la sienne, au côté d'autres, parce qu'il a ses propres idées et qu'il se doit de les défendre. Dans la bataille qui va avoir lieu, et afin qu'il n'y ait aucun soupçon de manipulation que la droite puisse exploiter, il est bon que le Parti socialiste soit clairement identifié et qu'il assume sa part de responsabilité, plus particulièrement dans ce département où M. Le Pen a choisi de se présenter. Ainsi, on ne pourra pas dire qu'il choisit l'esquive.

« La droite gouverne cette région avec le Front national. Elle veut continuer à le faire. Nous devons proposer autre chose, d'autant plus qu'elle gère mal : ce qui s'est passé ces dernières années dans les Alpes-Maritimes n'est pas vraiment exemplaire, et ce département vaut mieux que l'image donnée de lui par M. Médacin. Dans cette région, il est temps de rendre à chacun le sens de sa dignité et l'espoir des lendemains. En ce sens, toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

Les Verts refusent toute liste d'union avec Génération Ecologie

Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a annoncé, mardi 24 septembre, que le collège exécutif de son mouvement rejetait la proposition de M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement et président de Génération Ecologie, de constituer des listes d'union à l'occasion des prochaines échéances électorales.

La « guéguerre » entre les frères ennemis de l'écologie ne faiblit pas. M. Waechter s'est à nouveau livré, mardi 24 septembre, à une attaque en règle contre ses rivaux de Génération Ecologie, mouvement qu'il a qualifié d'« entreprise à base de capitaux socialistes et à l'enseigne de M. Lalonde », selon M. Waechter, est « une structure sans démocratie interne » dirigée par « un guide suprême » et ne disposant d'« aucune doctrine ».

A l'égard de M. Jacques Chirac, qui avait, lors de la journée de réflexion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, le 18 septembre, évoqué la perspective de « travailler, au plan national, avec des représentants des mouvements écologistes », M. Waechter laisse la porte grande ouverte. « Nous n'avons jamais écarté, a-t-il indiqué, la possibilité d'accéder à des responsabilités gouvernementales » sur la base d'« un contrat programmatique » et sous réserve de disposer « préalablement d'élus à l'Assemblée nationale », cette condition impliquant une « modification du scrutin au bénéfice de la proportionnelle ».

F. B.

Le « programme Matignon »

Suite de la première page

D'où l'émergence dans ses discours publics, depuis celui de Bordeaux, lundi 16 septembre, de l'expression « le programme Matignon ».

C'est ce programme qu'elle va présenter mercredi après-midi aux parlementaires socialistes. Il s'articule autour de cinq thèmes : la lutte contre le chômage ; le développement industriel ; la protection de la cohésion sociale ; la sauvegarde de l'environnement et de l'espace rural ; la préparation au grand marché européen.

Pour chacun d'eux, le premier ministre veut à la fois dessiner un plan pour les quinze mois à venir et annoncer des mesures immédiates à effet concret. Dans son esprit, leur annonce devrait suffire pour convaincre ses interlocuteurs que son plan est aussi de mettre le PS en meilleure position qu'aujourd'hui pour affronter le jugement des électeurs au printemps 1993.

Encore faut-il que M. Cresson ait les moyens de cette ambition. L'été a été utilisé pour remettre de l'ordre dans son cabinet. Aujourd'hui elle peut espérer que la réorganisation à laquelle ont procédé M. Abel Farnoux, plus que jamais renforcé dans son rôle de conseiller privilégié, et M. Gérard Moine, le directeur de son cabinet, la dote d'une équipe en état de marche. Il lui reste - et la tâche est autrement plus difficile - à faire comprendre aux ministres qu'elle est le chef du gouvernement et que c'est à elle de décider de la politique à suivre dans le cadre des orientations fixées par le président de

la République. Ce n'est pas dévoiler un secret que de constater que le successeur de M. Michel Rocard n'a pas constitué le gouvernement de ses rêves. Pour une Martine Aubry avec qui elle est en parfaite symbiose, combien d'autres ministres lui ont été imposés, par la volonté de M. François Mitterrand, par le jeu des équilibres internes au PS, par leur refus d'abandonner leur portefeuille ? Particulièrement délicats sont ses rapports avec les deux hommes qui contrôlent les administrations essentielles pour le succès de son programme : MM. Lionel Jospin et Pierre Bérégovoy.

La bataille de l'apprentissage a été sévère avec le premier. M. Cresson rêve d'aller plus loin et d'instaurer la décentralisation dans la lourde machine de l'éducation nationale. Mais elle sait que ce sera une œuvre de très longue haleine et tient aujourd'hui à poser quelques cailloux pour indiquer la direction à suivre. D'où sa satisfaction discrète d'avoir pu annoncer, jeudi 19 septembre, devant les patrons des industries métallurgiques et minières, que 30 % du programme pédagogique des CAP seraient dorénavant fixés localement.

Au ministère de l'Économie et des finances il a fallu faire comprendre que l'extension de ses compétences, qu'il avait attachée lors de la composition du gouvernement, ne faisait pas de lui le vice-premier ministre. Le moins que l'on puisse dire est que l'hôtel Matignon n'apprécie pas du tout l'art de M. Bérégovoy de faire passer son message par la presse et de présenter comme étant ses décisions ce qui n'est, selon Matignon,

par Jérôme Jaffré

Cinq élections législatives partielles ont eu lieu au cours de l'année 1991. Trois en janvier à la suite des démissions de MM. Noir, Dubernard et de M. Barzach, deux après le changement de gouvernement pour permettre à MM. Chevènement et Evén de retrouver leur siège. S'il ne faut pas oublier les limites inhérentes au petit nombre de cas étudiés et aux contextes locaux, ces cinq scrutins témoignent du bouleversement profond de notre système politique.

1) La désaffection des électeurs. — Pour ces cinq élections, le taux d'abstention au premier tour de scrutin s'établit à 62,1 % des inscrits. En janvier, on avait pu expliquer le phénomène par la guerre du Golfe mais en juin on a enregistré 47,4 % d'abstentions dans le Territoire de Belfort et en septembre 62,3 % en Loire-Atlantique. Sur l'ensemble des seize partielles qui ont eu lieu depuis janvier 1988, la huitième circonscription de Loire-Atlantique, loin d'établir un record, ne vient qu'en sixième position au tableau noir de la démobilisation. Phénomène classique, dira-t-on, les législatives partielles n'ont jamais fait recette. Mais, en réalité, le phénomène a changé de nature : jusqu'alors sous la V^e République, le taux moyen d'abstention pour les soixante-treize élections partielles organisées en France métropolitaine entre 1958 et 1986 était de 37,5 %

des inscrits, variant de 30 % dans la législature 1967-1968 à un maximum de 40 % dans les législatures 1958-1962 et 1968-1973 (tableau 1). Pour la période 1988-1991, il s'établit à 56,4 %, soit une progression de 19 points !

Il y a là un changement du comportement politique en France où l'abstention a changé de dimension. On avait déjà pu le constater entre juin 1988 et juin 1989 où, à chaque occasion, le record d'abstention de l'après-guerre avait été battu pour tous les types de consultations (législatives, cantonales, référendum, municipales, européennes). Un tel niveau ne

permet pas d'écarter que, dans des élections législatives générales, l'abstention puisse dépasser le seuil des 35 % alors que la moyenne de la V^e République est de 23,7 %.

2) La confirmation électorale. — Les partielles confirment l'installation des écologistes à un haut niveau électoral. Plus frappant, ils semblent progresser d'élection en election : 6 % des suffrages exprimés en moyenne en janvier, 10,6 % à Belfort, 16 % en Loire-Atlantique. Le mouvement Génération Ecologie, de Brice Lalonde, concurrence sérieusement les Verts en recueillant, lorsqu'il est effectivement présent, 40 % du total des voix obtenues contre 60 % à la formation d'Antoine Waechter.

3) La montée limitée du Front national. — L'extrême droite enregistre de nouveaux progrès mais seulement par rapport aux suffrages exprimés. Il reste que, contrairement aux idées qui ont cours, il y a progrès mais en aucune façon percée : stabilité à Paris en janvier, gain de 3 points dans le Rhône, de 1 point à Belfort, de 3,5 points en Loire-Atlantique. Tout se passe comme si, pour l'heure, Jean-Marie Le Pen conquiert davantage les esprits que les urnes.

4) L'affaiblissement des « partis de gouvernement ». — Le Parti socialiste et, à un moindre degré, l'UDF et le RPR pâtissent de l'évolution politique. L'électeur français paraît aujourd'hui affecté par un double mécanisme d'indifférence et de volatilité. A la lecture du tableau 2, le phénomène est bien sûr grossi par les résultats de M. Barzach, MM. Noir et Dubernard qui sont désormais comptabilisés en « divers droite », mais, à Belfort, le candidat d'union, M. Jean Rossetot, ne gagne au premier tour que 0,2 point en pourcentage par rapport à 1988 et, en Loire-Atlantique, le candidat RPR-UDF, M. Etienne Garnier, en perd 1,4. Ajouté aux portés abyssales du Parti socialiste, le phénomène signifie que les trois « partis de gouvernement » (PS, UDF, RPR), en y adjoignant même les divers droite, n'ont recueilli dans ces cinq circonscriptions que 25 % des électeurs inscrits, au lieu de 49 % en juin 1988, 67,5 % des suffrages exprimés au lieu de 80 %.

5) La perte de capacité de rassemblement du PS. — Le recul de M. Claude Evén au premier tour de l'élection partielle de Loire-Atlantique (- 19,7 points par rapport à 1988) a beaucoup frappé les observateurs. Mais il est, en réalité, très proche du recul moyen observé dans les cinq élections de l'année (- 17,5 points) et était déjà annoncé par le recul socialiste aux européennes de 1989 (- 13,6 points). Le PS est la première victime de l'émergence du phénomène écologiste à un haut niveau.

Cependant, les socialistes s'accoutument au phénomène en tablant sur leur capacité de rassemblement des différents électeurs au second tour des scrutins. Le PS paraît de plus en plus rassembler au Parti radical de l'entre-deux-guerres : faible dans les premiers tours, fort dans les seconds. Ce raisonnement a perdu beaucoup de sa justesse. A Belfort, alors que le total gauche + écologie du premier tour était de 58,2 % des suffrages exprimés, l'ancien ministre de la défense ne l'a emporté au second qu'avec 52,1 % des voix. A Saint-Nazaire, le phénomène s'est amplifié puisque sur un capital théorique gauche + écologie de 66,3 % des voix, M. Evén n'a été élu qu'avec 50,7 %.

Ces résultats sont d'autant plus inquiétants pour le PS que ces deux circonscriptions figurent parmi les plus à gauche du pays. En 1988, la huitième circonscription de Loire-Atlantique venait en quatorzième position sur les deux cent soixante-douze revenant au PS, et la deuxième circonscription du territoire de Belfort en soixante-huitième. A en juger par ces résultats, dans une extrapolation à l'évidence abusive, cent quatre-vingt à deux cents députés socialistes pourraient nourrir des inquiétudes sur leur propre réélection ! De surcroît, les deux candidats réélus de justesse offrent la palette des évolutions politiques possibles : une ligne de gauche incarnée par le maire de Belfort, une ligne rocardienne à l'écoute des Français « représentée » par l'ancien ministre de la solidarité. L'une et l'autre sortent affaiblies de ces deux scrutins.

► Jérôme Jaffré est directeur des études politiques de la SOFRES.

Tableau 1

La moyenne des abstentions aux législatives partielles sous la Cinquième République en France métropolitaine

Législature	Nombre de partielles	Moyenne des abstentions
1958-62	6	40,4
1962-67	8	38,1
1967-68	5	30,3
1968-73	15	40,1
1973-78	18	34,9
1978-81	13	39,4
1981-86	8	37,8
1988-91	16	56,4

N.B. - La législature 1986-1988 ne figure pas dans ce tableau. Le mode d'élection étant départemental et à la représentation proportionnelle, seules deux élections partielles ont eu lieu après l'annulation des élections de mars (en Haute-Garonne et Haute-Corse).

Tableau 2

L'évolution politique dans les cinq législatives partielles de 1991

	LÉGISLATIVES GÉNÉRALES 1988 (1 ^{er} tour)		LÉGISLATIVES PARTIELLES 1991 (1 ^{er} tour)	
	% inscrits	% exprimés	% inscrits	% exprimés
Abstentions	37,7	—	62,1	—
Blancs et nuls	1,0	—	1,5	—
Parti communiste	4,8	7,8	2,5	7,0
Extrême-gauche	0,8	1,2	0,7	1,8
Parti socialiste	23,8	36,8	7,8	21,2
Divers gauche	—	—	0,2	0,6
TOTAL GAUCHE	29,4	47,8	11,2	30,7
Génération Ecologie	—	—	1,0	2,9
Verts-Ecologie	0,3	0,5	2,3	6,4
Inclassables	—	—	0,2	0,6
TOTAL HORS GAUCHE/DROITE	0,3	0,5	3,5	9,9
UDF-RPR	24,9	40,7	9,1	25,0
Divers droite	0,2	0,3	7,7	21,2
Front national	6,6	10,8	4,8	13,3
TOTAL DROITE	31,7	51,8	21,6	59,5

que le fruit d'arbitrages rendus par le premier ministre, parfois contre le ministre d'Etat lui-même. Depuis la fin août, Matignon a voulu montrer à Bercy, à travers une bataille d'échecs, que M. Cresson était capable de rendre coup pour coup.

M. Cresson a obtenu de M. Mitterrand que ce soit elle qui gère directement le dossier de la vente d'une partie du capital des entreprises publiques. Le groupe de travail qui suivra ce dossier s'est déjà réuni une fois. Il regroupe, autour du Premier ministre, M. Abel Farnoux, M. Moine, M. François Lamoureux, directeur adjoint du cabinet, M. Hanoun, directeur du cabinet de M. Bérégovoy, et M. Anne Lauvergeon, secrétaire générale adjointe de l'Elysée.

Eviter la défaite

Reste au chef du gouvernement impo- sé par le président de la République à faire comprendre aux socialistes que tout cela est fait dans leur intérêt. Or, là encore, M. Cresson se heurte aux hommes qui tiennent l'appareil partiel. Elle ne s'entend guère, comme nul ne l'ignore, avec les chefs d'écologie du PS, pas plus avec M. Rocard qu'avec M. Jospin ou avec M. Fabius. Elle ne comprend pas leur mode de pensée. Elle n'accepte guère leurs moyens d'action.

Mais si son entourage est persuadé que sa réussite à Matignon lui permettra de casser les rapports de forces actuels et de porter complètement le jeu, elle veut faire comprendre aux militants qu'elle n'est pas en conflit avec les socialistes. D'où son souci, à chacun de ses déplacements en province, de les rencontrer au cours de ce que son programme officiel appelle pudiquement une « visite privée ».

Depuis la semaine dernière, le premier ministre va même au-delà. Elle a décidé - et elle a commencé le

hundi 23 septembre - de rencontrer les députés socialistes de base, par petits groupes. Elle va aussi recevoir, à Matignon, pour un entretien à bâtons rompus autour d'un buffet froid, les animateurs des fédérations départementales du PS.

Les premiers secrétaires sont priés de composer une délégation qui soit représentative de l'ensemble du parti et non pas réduite aux appareils fédéraux, aux grands maires et aux parlementaires. Pour bien montrer qu'il ne s'agit pas, malgré cela, d'une déclaration de guerre aux dirigeants nationaux, la première délégation reçue a été, la semaine dernière, celle du Nord, celle de M. Pierre Mauroy, et a été suivie par celle de la Loire, celle de M. Jean Auroux, le président fédéral du groupe PS à l'Assemblée nationale.

A tous ses interlocuteurs, M. Cresson rappelle qu'elle est un des leurs, qu'elle n'a jamais hésité à passer ses dimanches dans les Fêtes de la Rose. Elle explique que, si elle aide les entreprises, c'est pour l'emploi.

Elle affirme qu'elle est bien décidée à remplir son rôle de chef de la majorité et donc à faire le nécessaire pour éviter la défaite aux prochaines législatives. Pour cela, elle n'exclut pas une modification de la loi électorale, et cherche à satisfaire les électeurs attirés par l'écologie.

Mais elle sait aussi que les socialistes seront d'abord jugés sur le niveau du chômage. D'où l'attention qu'elle porte au plan que doit présenter M. Aubry au début du mois d'octobre, d'où son désir de dégonfler les listes de chômeurs, certes en faisant naître ceux qui n'ont pas de raison d'être inscrits, mais aussi en incitant ceux qui peuvent obtenir un travail déclaré à l'accepter, et en modifiant le fonctionnement de l'ANPE.

THIERRY BRÉHIER

ENGLISH

L'ANGLAIS DE LA BBC

1 livre + 2 audiocassettes

199 F *

Renseignements gratuits sur demande

ÉDITIONS DISQUES BBC (M)

8, rue de Berri, Paris 8^e

45-62-44-24

* PLUS PORT

مكتبة من الأصل

حکومتی اداروں کے لئے

COMMUNICATION

Malgré les difficultés des périodiques économiques

Le groupe Prisma-Presse lance le mensuel « Capital »

Le groupe Prisma-Presse, fort de ses succès récents, s'attaque au domaine de l'information économique en lançant, le 25 septembre, le mensuel Capital. Les réactions de ses principaux concurrents ne se sont pas fait attendre.

Le goût du secret engendre la psychose mais éveille aussi l'intérêt. Depuis presque un an, la presse économique, loin d'échapper à cette règle et de s'abriter derrière la rigueur des chiffres pourtant chers aux managers, bruit de différentes rumeurs concernant le lancement d'un nouveau mensuel, Capital, et des dégâts qu'il pourrait occasionner dans un secteur déjà ébranlé par la crise et la récession publicitaire.

Il est vrai que son maître d'œuvre, M. Axel Ganz, a de quoi inquiéter le microcosme. Le patron de Prisma-Presse, filiale française du géant de la presse magazine d'entre-Rhin Grüner und Jahr (groupe Bertelsmann), a dirigé depuis 1979 un groupe diversifié dans la presse (hebdomadaire *Prima*, *Femme actuelle*, *Voilà*), la presse de loisirs (*Géo*, *Ca m'intéresse*) et de programmes de télévision (*Télé-Loisirs*), avec lequel il faut dorénavant compter : plusieurs de ces titres dépassent le million d'exemplaires diffusés.

Aussi, lorsque, en octobre dernier, un séminaire de réflexion sur un futur projet de magazine économique réunissait quelques journalistes autour de M. Ganz, au siège parisien du groupe Prisma, le tout-Paris de la presse économique éprouve des sueurs froides. Mais le secret dont s'entoure l'équipe de Capital a été bien gardé. Même si des notes et des informations diverses sur l'avancée du projet s'accumulent au fil des mois sur le bureau des directeurs des autres magazines économiques, même si des yeux destinés aux kiosquiers et révélant certains aspects de la maquette ou du sommaire du futur journal étaient subrepticement recueillis par des confrères curieux, la version définitive de Capital ne devait être

connue que le 25 septembre. Entre-temps, une vingtaine de journalistes sur trente-deux salariés ont été débouchés des rédactions de titres concurrents (*L'Expansion*, *Le Nouvel Economiste*, *A pour affaires*) ou de quotidiens (*Libération*, *les Echos*, *la Tribune de l'Expansion*) ; deux numéros zéro ont été réalisés et une batterie de tests a été proposée à des groupes de lecteurs.

Enfin, à la mi-juillet, agences publicitaires et annonceurs ont pu avoir accès à Capital, dont la date de parution a été fixée à la fin du mois de septembre, plutôt qu'en novembre ou au début 1992. « Nous arrivons au bon moment : le groupe Prisma se porte bien, tous ses titres sont équilibrés, souligne M. Rémy Desserts, rédacteur en chef du nouveau magazine. En outre, la création de Capital correspond à une insatisfaction vis-à-vis de ce qui se fait en matière de presse économique en France, à la fois de la part de M. Axel Ganz et des lecteurs que nous avons interrogés. Il répond aussi à un besoin. Trop de magazines économiques ont été « bricolés » avec des rédactions réduites et une information approximative, ce qui frustrait lecteurs et annonceurs. Enfin, la récession ne va pas durer éternellement, et le secteur de la presse économique, avec son cortège de restructurations, va entrer dans sa maturité. » Capital existe depuis 1962 en Allemagne, pays où il se vend à 250 000 exemplaires et séduit 1,3 million de lecteurs.

Un investissement de 110 millions de francs

Mais le magazine de Prisma-Presse n'est pas un décalage de son homologue germanique. Avec son sous-titre *L'Essentiel de l'économie*, le nouveau journal entend traiter sur 110 pages à la fois de conjoncture économique - dans un cahier central de couleur saumon - de grands dossiers d'actualité (le premier est consacré au défi de l'industrie automobile européenne face aux Japonais), de portraits intégrant à la fois les réussites et les échecs d'en-

trepreneurs, de pages à vocation plus « consumériste » (du costume du financier aux plateaux-repas) ainsi que de rubriques plus classiques (placements, carrières, vie de l'entreprise, etc.).

Capital, qui s'est penché avec un soin jaloux sur la finition de la maquette et de l'illustration, sera vendu au prix attractif de 15 francs. Car le journal table surtout sur une vente en kiosques, la politique d'abonnement devant suivre après « qu'on aura été testés les réactions du lectorat ». Le tirage du premier numéro est de plus de 200 000 exemplaires et la vente espérée de l'ordre de 80 000 exemplaires. Ce chiffre, qui peut sembler faible, ne constitue qu'une première étape. A terme, le magazine de Prisma-Presse voudrait devenir leader des magazines économiques et dépasser rapidement le seuil des 100 000 exemplaires. 10 millions de francs ont été investis dans la première année d'existence du titre, mais le groupe a provisionné 100 millions de francs afin d'atteindre ses objectifs.

Une telle mobilisation financière et stratégique a de quoi inquiéter les autres titres économiques. Car Capital, même s'il s'efforce d'expliquer qu'il s'intéresse d'abord aux 45 % de cadres qui, en France, ne lisent pas de magazine économique, va mordre sur le lectorat de ses principaux rivaux, *L'Expansion*, *l'Entreprise* et *le Nouvel Economiste*. Or, à des degrés divers, la presse magazine économique peine depuis quelques années.

La vague porteuse de l'entreprise et de la Bourse dans les années 1980, grossie par le flot des privatisations de 1987, est retombée. La diffusion stagne ou régresse. Et la récession publicitaire fait souffrir ces journaux qui tirent 60 % à 75 % de leurs ressources de la publicité. Au premier semestre, les magazines économiques généralistes ont perdu 18,1 % de leur volume publicitaire, selon la SECODIP. En un an, les titres économiques généralistes qui s'étaient lancés dans les dernières années ont subi les coups de boutoir de la crise : *Fortune*, le mensuel

des groupes Hachette-Filipacchi et *Tize*, est arrêté. *A pour affaires* a été vendu par CEF-communication au groupe Expansion pour fusionner avec *l'Entreprise*, tandis que *le Nouvel Economiste* traverse une phase financière difficile, son actionnaire principal, Hachette, semblant vouloir rompre avec la logique de son directeur, Michel Tardieu. Quant à *Dynasteurs*, le magazine économique du groupe Les Echos, il n'est pas non plus épargné.

Le repli, voire la restructuration, du secteur de cette presse économique généraliste ainsi que l'arrivée de Capital n'empêchent pas les contre-attaques. Au début de cette semaine, tout en démentant tout lien avec la simultanéité de parution du titre de Prisma-Presse, le bimensuel *L'Expansion* a annoncé une nouvelle formule, prévue début janvier 1992. « Il est temps de renouveler la presse économique », reconnaît M. Jean Boissonnat, directeur des rédactions du groupe Expansion, qui va lancer une étude sur la spécificité des lecteurs de ce secteur.

D'ici là, *L'Expansion* (155 012 exemplaires diffusés en 1990 selon l'Office de justification de la diffusion) entend bien rester leader du marché, devant *le Nouvel Economiste*, en offrant une maquette entièrement renouvelée, de grandes enquêtes, un renforcement de l'information économique internationale, un traitement développé de l'entreprise et de « grands documents » qui donneront une coloration prospective au titre-phare du groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber. La rédaction s'est efforcée, mais il n'est pas question, actuellement, d'augmenter le prix de vente (25 francs) : le journal, traditionnellement riche en abonnements, entend fidéliser cet acquis. « Nous ne sommes pas sûrs d'être sur le même terrain que Capital, qui serait plutôt un Que choisir ? du cadre moyen », précise M. Dominique Bernard, directeur général adjoint des magazines du groupe Expansion. Cette formule assassine laisse prévoir une véritable bataille entre les deux magazines.

YVES-MARIE LABÉ

Lancement d'un journal francophone en Suisse

« Le Nouveau Quotidien » entend dépasser les frontières cantonales

BERNE

de notre correspondant

Avec l'automne, le quotidien nouveau est arrivé. Lancé avec grand tapage publicitaire, le petit dernier de la presse helvétique de langue française, *le Nouveau Quotidien*, est paru mardi 24 septembre après plusieurs mois de suspense soigneusement entretenu (*le Monde* du 19 octobre 1990).

Propriété à 70 % de la société Edipresse de Lausanne, il se définit comme un journal romand venant s'ajouter aux deux autres titres du groupe, *le Matin*, à vocation populaire, et *24 Heures*, à caractère régional vaudois. L'éditeur allemand Ringier tient 30 % du capital, et 10 % ont été cédés au quotidien français *Libération*, en échange d'une collaboration rédactionnelle (*le Monde* du 8 mai).

Dans le panorama actuel assez morose de la presse, la création d'un nouveau journal peut sembler une gageure. Avec moins de 1,5 million d'habitants, la Suisse francophone dispose déjà de dix-huit quotidiens et son marché n'est pas extensible. Comme ailleurs, la baisse des recettes publicitaires se fait aussi cruellement sentir et la tendance est plutôt aux regroupements, voire à la disparition de titres. Dernier exemple en date : l'absorption de *la Gazette de Lausanne* par *le Journal de Genève*.

Pourtant, le groupe Edipresse estime avoir les reins suffisamment solides pour tenter l'expérience. Ainsi les promoteurs n'ont-ils pas

hésité à investir 30 millions de francs suisses - soit un peu moins de 120 millions de francs - dans *le Nouveau Quotidien*. Ils se sont donné cinq ans pour assurer la réussite de leur nouveau titre.

Tiré à 40 000 exemplaires sur vingt-quatre pages en semaine sauf le lundi, il montera à 50 000 exemplaires le dimanche (sur trente-deux pages) et compte bien trouver 30 000 acheteurs par jour pour devenir rentable. Se prévalant du succès du magazine *l'Hebdo* qu'il a dirigé pendant dix ans, le rédacteur en chef du *Nouveau Quotidien*, Jacques Pilet, entend bien relever le défi. Le nouveau venu ne prétend pas se substituer aux journaux régionaux mais veut en être complémentaire et cherche à se faire une place sur un marché suisse où 600 000 exemplaires de journaux francophones sont vendus quotidiennement.

Aspirant à jouer un rôle analogue à celui de la presse nationale en France, *le Nouveau Quotidien* souhaite proposer « un contenu différent de l'actualité, celle-ci n'étant plus découpée géographiquement mais par thèmes », écrit son rédacteur en chef. Se présentant comme un journal d'ouverture et de réflexion, il entend dépasser les frontières cantonales en donnant la priorité aux problèmes romands, suisses, européens et internationaux. La rédaction comprend quarante-deux journalistes, dont des correspondants à Bruxelles et à Paris.

JEAN-CLAUDE BUHRER



LES ELEMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS

Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, noyer, maitre ou laqué.

CAPELOU

37 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL 45 57 46 35 METRO PARENTIER

L'AUTRE JOURNAL

La formule : Mensuel, 128 pages, 30 F. 80 000 exemplaires vendus chaque mois.

Le directeur : « Nous voulons faire le plus beau journal du monde. »

(Michel Butel à Frédéric Mitterrand, Etoile-Etoiles, A2, le 17 décembre 1990).

L'équipe : 17 personnes. Directeur : Michel Butel. Rédacteur en chef : Marc Laimé. Photographe : Laurence Reynaert. Direction artistique : Sophie-Anne Delhomme, Eric Mouton. Maquette : Giuliana Poletto. Photographie : Maria Bianchini. Rédactrice en chef technique : Marie-Rose Lefèvre. Secrétaires de rédaction : Monique Blandin, Françoise Moussu. Révision : Lyse Maginot. Secrétaire générale : Dominique Meurice. Comptabilité : Renée Clévy. Attachée de promotion : Isabelle Ladas. Accueil : Isabelle Mury, Nathalie De Spirt. Coursier : Emmanuel Barrault.

Les collaborateurs réguliers : Christian Bobin, Michel Cressole, Paola De Luca, Delfeil de Ton, Philippe Jaenada, Sabine Laran, Thierry Lévy, Francis Marmande, Marianne Merleau-Ponty, Paul Pavlowitch, Sélim Nassib, Reporters sans frontières, Catherine Véglio.

Le genre : « Il ne se passera cinq ans que l'ensemble de la jeunesse française ne parle de révolution. » (Michel Butel, n° 16 de *L'Autre Journal*).

Le numéro 16 : Putsch à Moscou. Le polar de l'année. Aucun indice. Coupable inconnu de tous (en tout cas de tous les médias français). Solution : dans *L'Autre Journal* du mois de septembre.

L'Autre Journal.
Mensuel n°16.
Septembre 1991.

À SES RÈVES
CONVIENT
DES ROTONDS
DE THÈME
LOPPMENT

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire des Irlandais de Vincennes

Le préfet Christian Prouteau est condamné à quinze mois de prison avec sursis pour « complicité de subornation de témoins »

Le préfet Christian Prouteau, quarante-sept ans, a été condamné mardi 24 septembre, à quinze mois de prison avec sursis, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui l'a déclaré coupable de « complicité de subornation de témoins » pour avoir participé à l'élaboration des mensonges destinés à couvrir les irrégularités commises lors de l'arrestation de trois Irlandais à Vincennes le 28 août 1982. La même peine a été infligée à M. Jean-Michel Beau, quarante-sept ans, ancien lieutenant-colonel de gendarmerie, juridiquement considéré comme l'auteur principal de la subornation de témoins. Son adjoint à la brigade de recherches de Vincennes, le major José Windels, cinquante-sept ans, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis. Enfin, dans un jugement distinct, Bernard Jegat, quarante-deux ans, informateur de l'ancien capitaine Paul Barril, a été condamné à quinze mois de prison avec sursis pour « détention d'armes et de munitions ».

« C'est la condamnation de la raison d'Etat », déclare aussitôt après le jugement, M. Antoine Comte, conseil des trois Irlandais, alors que le préfet Prouteau, visiblement stupéfait, portait son regard dans tous les sens comme pour qu'on lui fasse un signe. M. Comte avait tout lieu d'être satisfait. Près de dix ans après les faits, une certaine vérité a émergé : même si le délit retenu de « subornation de témoins » peut sembler dérisoire.

Ce 28 août 1982, les gendarmes du GIGN, sous la direction du capitaine Paul Barril, procédaient, dans un immeuble de Vincennes, à l'arrestation de Michael Plunkett, Mary Red et Stephen King. L'arrestation était annoncée par un communiqué de l'Elysée, qui présentait les trois Irlandais comme des terroristes internationaux. Pourtant, on devait apprendre rapidement que cette arrestation n'avait pas l'importance qui lui avait été attribuée, mais que pour faire « tenir » un succès obtenu par la cellule anti-terroriste de l'Elysée, de nouvelles mensonges avaient été commises.

Certaines étaient de pure forme. Ainsi, la perquisition avait été menée par le commandant Jean-Michel Beau et le capitaine Paul Barril alors que ces deux officiers n'avaient pas l'habilitation pour accomplir des actes de police judiciaire. Mais, surtout, la perquisition avait eu lieu en l'absence des personnes interpellées, et il est maintenant établi que des armes et des explosifs avaient été « apportés » sur place pour renforcer la coloration terroriste des suspects.

Le feu vert de la cellule élyséenne

Enfin, pour cacher ce « montage » à la justice, le commandant Jean-Michel Beau avait organisé le 15 novembre 1982 une réunion avec les gendarmes ayant participé à l'opération afin de « mettre au point » les dépositions de chacun devant le juge d'instruction. Mais la procédure judiciaire suit parfois des chemins tortueux et c'est seulement ce dernier comportement qui a été poursuivi sous la qualification de subornation de témoins.

Limitée à ce délit, la poursuite ne semblait pouvoir concerner que des officiers subalternes qui ont d'ailleurs reconnu les faits. Aussi, à propos du commandant Beau, le jugement déclare : « Le fait, pour le commandant d'une unité de gendarmerie, d'avoir donné l'ordre à ses subordonnés de faire des dépositions mensongères devant un juge d'instruction constitue incontestablement, eu égard aux relations hiérarchiques existant entre ces militaires, l'acte matériel caractéristique du délit de subornation de témoins. »

Son adjoint, le major Windels, avait invoqué le fait qu'il ait été contraint d'obéir à son chef. Mais les juges remarquent : « Ce moyen de défense doit être rejeté, l'obéissance aux ordres illégaux d'un supérieur hiérarchique n'étant ni un fait justificatif ni une excuse et pouvant seulement justifier l'octroi du fonctionnaire de circonstances atténuantes. »

L'affaire aurait pu s'arrêter à ce niveau si le commandant Beau n'avait pas eu le sentiment d'être abandonné par sa hiérarchie. Le 16 mai 1984, il mettait en cause Christian Prouteau qui exerçait, au moment des faits, les fonctions de conseiller technique auprès du président de la République, chargé de la centralisation et de la coordina-

tion en matière de terrorisme. Selon le commandant Beau, M. Prouteau aurait été le véritable maître d'œuvre, avec Paul Barril, de l'ensemble de l'affaire de Vincennes. Inculpé de complicité de subornation de témoins, M. Prouteau s'était défendu d'avoir joué un rôle actif dans l'arrestation, et encore moins dans les dissimulations qui ont suivi.



Application sévère de la loi pénale

Le tribunal, présidé par M. Alain Lacabarats, a particulièrement développé cette partie d'un jugement. Il est tout d'abord observé : « Contrairement à ce qu'il prétend, Christian Prouteau avait conservé, malgré sa nomination auprès du président de la République, le commandement du GIGN. » Après avoir démontré cette autorité, confirmée par plusieurs témoignages, les magistrats ajoutent : « Même si l'on peut considérer, comme l'a précisé le général Boyer, que l'instigateur de l'opération du 28 août 1982 a été Paul Barril (...), Christian Prouteau n'a pas été un simple spectateur des événements qui se sont alors produits. » Et le jugement souligne plusieurs dépositions attestant que M. Prouteau était tenu informé et a même

été suivie à un niveau hiérarchique autre que celui du commandant Beau et du capitaine Barril et Christian Prouteau ne peut sérieusement prétendre être totalement étranger à sa préparation. » Les juges déclarent donc : « Il résulte ainsi de l'information et des débats que, contrairement à ce qu'il prétend, Christian Prouteau a été personnellement impliqué dans la préparation et l'exécution de l'opération. »

Le rôle tenu par M. Prouteau à ce stade permet aux magistrats d'amorcer une logique en écrivant : « Ces circonstances sont incontestablement de nature à démontrer que M. Prouteau pouvait avoir un intérêt à ce que les irrégularités de la procédure ne soient pas révélées. » L'argument serait insuffisant. Le tribunal s'est donc penché sur les nombreuses visites faites à l'Elysée par le commandant Beau, dont certaines coïncident étrangement avec l'audition de gendarmes par le juge. Le jugement constate aussi : « Il convient de souligner que les mêmes propos mensongers relatifs au déroulement de la perquisition effectuée au domicile de M. Plunkett ont été tenus, non seulement par les gendarmes dépendant du commandant Beau, mais aussi par d'autres intervenants, sans

rapport hiérarchique avec lui, et liés au contraire, au responsable de la cellule élyséenne de lutte anti-terroriste. »

Mais surtout les magistrats relèvent que les procès verbaux des interrogatoires ont été transmis au commandant Beau pendant toute la durée de l'instruction, en observant qu'un gendarme détaché à l'Elysée par le GIGN apportait régulièrement des papiers à M. Beau de la part de M. Prouteau. Il s'agit pour les juges « de présomptions graves, précises et concordantes » sur l'implication de M. Prouteau.

Le tribunal résume donc l'affaire par cette phrase : « Pour préserver la crédibilité du service de centralisation et de coordination en matière de terrorisme dont un officier de gendarmerie venait de prendre la tête et sauvegarder la réputation des unités de cette arme impliquée pour la première fois de manière prépondérante dans la lutte contre le terrorisme, les prévenus ont caché au juge d'instruction les vices affectant le déroulement de la procédure menée le 28 août 1982. »

« Ces faits sont graves : par les mensonges qu'ils ont ordonnés ou facilités, les prévenus ont cherché à égarer la justice et contribué au maintien en détention provisoire d'inculpés (...). Il y a lieu en conséquence de faire une application sévère de la loi pénale. »

Le mot « sévère » pour une condamnation avec sursis surprendra. Cependant, il s'agit bien là de sanctions graves si l'on considère l'ancienneté des faits et la qualité des personnes poursuivies. Embarrassé, le parquet avait demandé des peines de un an de prison avec sursis contre MM. Beau et Windels, laissant au tribunal le soin d'apprécier le degré de culpabilité de M. Prouteau. Les juges sont allés au-delà, franchissant le seuil de l'emprisonnement qui est d'un an. Pour M. Prouteau, une telle condamnation est incompatible avec l'appartenance au corps préfectoral (1). Aussi, son défenseur, M. Yves Baudouin, a-t-il indiqué immédiatement son intention de faire appel.

Témoin à ce procès, mis en cause dans le jugement, l'ancien capitaine Barril a bénéficié des effets de la prescription de trois ans. Mais son nom figure aussi dans le jugement condamnant Bernard Jegat pour détention d'armes. Ce sympathisant de la cause irlandaise affirmait avoir remis au capitaine Barril des armes et des explosifs que M. Plunkett lui aurait confiés en 1979. Ce sont ces mêmes armes qui ont été « découvertes » à Vincennes.

MAURICE PEYROT

(1) M. Prouteau est actuellement chargé de la sécurité au sein de la délégation interministérielle aux Jeux olympiques d'hiver.

Touchant vingt-sept établissements

Le mouvement des surveillants de prison s'étend

Le mouvement de protestation des surveillants de prison, lancé par les autonomes de l'UFAF (35 % des surveillants aux élections professionnelles de janvier 1991), s'étend : selon le ministère de la justice, il touchait, mardi 24 septembre vingt-sept établissements français. Dans ces prisons, les surveillants, qui demandent la création de mille emplois, une amélioration des systèmes de retraite et une augmentation des primes, ont bloqué les portes et parfois supprimé les parloirs accordés aux familles. Les détenus ont commencé à protester mardi : à la prison de Fleury-Mérogis

(Essonne), environ deux cents détenus ont refusé de regagner leurs cellules après la promenade, et au centre pénitentiaire de Nantes, un mouvement similaire a touché quatre-vingts détenus. Force ouvrière (32,48 % des surveillants en 1991) menace de rentrer dans le mouvement jeudi si les primes et indemnités du personnel pénitentiaire ne sont pas revalorisées. Le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Claude Karsenty, devait recevoir une délégation de syndicat autonome, l'UFAF, mercredi dans la matinée.

Par décision du juge des enfants

Le petit Yoann ne retournera pas en Inde

RENNES

de notre correspondant

Le petit Yoann, aujourd'hui âgé de huit ans, ne retournera pas en Inde, à Dharamsala, dans l'école où, d'avril 1990 à mai 1991, ses parents, adeptes du Sahaja Yoga, l'avaient envoyé suivre l'enseignement de Shri Mataji, « mère divine », « éminence spirituelle mondiale ». Dans un jugement rendu lundi 23 septembre, le juge des enfants de Rennes, M. Michel Huyette, a ordonné le maintien de Yoann et de sa sœur Karina, âgée de quinze mois, sous l'autorité de leurs parents, en imposant leur résidence au domicile familial.

Le juge a ainsi maintenu la mesure d'assistance éducative, prononcée le 11 juin, au bénéfice des deux enfants. Le jugement rappelle

que « les enfants peuvent être instruits par leurs parents ou par des tiers désignés par eux, mais à condition de suivre les programmes scolaires officiels ». Il fait observer qu'on ignore tout de la qualité de l'enseignement dispensé, en anglais, à des jeunes Européens dans l'école de Dharamsala, où « les enfants vivent en vase clos, sans ouverture sur l'extérieur, sans contact avec d'autres familles, avec d'autres enfants d'autres écoles ».

Yoann, qui était devenu Yogesh, et Karina, que ses parents appellent Shalini, devront donc rester en France, ainsi que l'avaient souhaité leurs grands-parents maternels qui avaient saisi la justice en mai 1991. Le délai d'appel des parents est de quinze jours.

Ch. T.

FAITS DIVERS

Paroles d'après-coma

La 4^{ème} nuit dernière, M. Gilbert Le Flohic tombait dans le coma, à la suite d'une blessure par balle à la tête. « C'est un accident », avait déclaré à l'époque Colette Le Flohic, pour expliquer la blessure. Selon elle, son mari essayait de faire fonctionner une carabine, dans le bar tenu par le couple à Loyat (Morbihan), et le coup était parti tout seul.

Hospitalisé, Gilbert Le Flohic n'a recouvré l'usage de la parole que près de quatre mois plus tard, pour donner sa ver-

sion du prétendu accident. Sa femme aurait acheté la carabine la veille et lui aurait tiré dans la nuque alors qu'il faisait les comptes.

Colette Le Flohic a été inculpée, lundi 23 septembre, de tentative d'assassinat et d'écroulée à Vannes. Elle a indiqué qu'elle ne voulait pas que son mari découvre le survenement de la famille, et qu'elle avait décidé de le tuer quand il s'est penché sur leur comptabilité, dont elle s'occupait seule.

DÉFENSE

Ancien « patron » des opérations à la DGSE

Le général Heinrich est chargé de mettre en place la nouvelle direction du renseignement militaire

A la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le général de brigade Jean Heinrich vient de quitter la Direction des opérations au sein des services secrets et il a été chargé, à la requête de M. Pierre Joxe, d'installer, au ministère de la défense, la nouvelle Direction du renseignement militaire (DRM) pour le printemps prochain.

C'est sur la base d'un rapport du général d'armée aérienne François Mermat, un ancien « patron » de la DGSE, auquel M. Jean-Pierre Chevènement avait demandé en 1989 de réfléchir à la nécessité de moderniser et de « muscler » le renseignement français, que se met en place cette nouvelle organisation.

Au début de cette année (le Monde du 8 mai), M. Joxe en reprenait l'idée dont il ébauchait les modalités devant les stagiaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), en préconisant la constitution d'une véritable « arme » spécialisée en matière et la création d'un organisme central dénommé Direction du renseignement militaire.

Le projet consiste à réunir et à concentrer sous une même autorité divers moyens qui sont, aujourd'hui, répartis sous le contrôle de responsables plus concurrents que complémentaires au sein du ministère de la défense et des états-majors.

C'est le cas du Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), qui relève du chef d'état-major des armées ; de ce qu'il est convenu d'appeler les « deuxièmes bureaux » dans chaque état-major ; de la Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD), qui est l'ancienne Sécurité militaire relevant directement du ministre de la défense ; des services d'analyse et d'expertise de la Délégation générale pour l'armement, sans oublier les moyens techniques (écoutes et interceptions) de la DGSE dont le travail habituel est loin de se limiter au seul domaine militaire même si elle est, elle aussi, rattachée au ministère de la défense.

Une chaîne du recueil de l'information

Or, la technologie moderne, qui se met en place en France avec l'arrivée de nouveaux équipements, condamne ces différents organismes de renseignement à

œuvrer désormais en bonne entente.

Toute une chaîne du recueil de l'information est en passe d'être bientôt opérationnelle. Le renseignement électronique et électromagnétique se renforce progressivement avec la mise en service des avions-radar AWACS à Avord (Cher). Bientôt, des satellites d'observation Helios fourniront des renseignements avec une précision à quelques mètres près. Il existe déjà - certains ont opéré dans le Golfe - des avions de guerre électronique DC-8 Sargine et C-160 Transall-Gabriel, ainsi qu'un bâtiment d'écoute-interceptions et d'intelligence électronique (le Berry). Des avions Mirage-FI CR sont aptes à la reconnaissance et des balises automatiques de renseignement peuvent être larguées dans la profondeur d'un territoire. Des projets d'un hélicoptère-radar Horizon et d'un engin sans pilote, équipé de caméras pour la surveillance, sont dans les cartons des industriels et ils pourraient être retenus dans le cadre de la programmation militaire soumise, l'an prochain, au Parlement.

D'où l'idée de M. Chevènement, qui en est à l'origine, puis de M. Joxe qui met toute son énergie à l'appliquer depuis que la guerre contre l'Irak a démontré la carence

française en la matière, de disposer d'une Direction du renseignement militaire capable de centraliser l'exploitation de ces différents moyens.

Il y a une quinzaine de jours, le général Heinrich a reçu du ministre de la défense une lettre de mission qui lui assigne la tâche de proposer, pour mai prochain, les structures et le schéma de fonctionnement de la nouvelle DRM à installer en France. Agé de cinquante et un ans et ancien officier de la légion étrangère, Jean Heinrich est général de brigade depuis février 1989. Il a appartenu au cabinet militaire de plusieurs ministres de la défense avant d'entrer en septembre 1987 à la DGSE où il a d'abord dirigé le service « action » et où, depuis la nomination de M. Claude Silberzahn à la tête des services secrets en mars 1989, il était directeur des opérations au sein d'un « collège » de direction mêlant civils et militaires.

Actuellement, le général Heinrich constitue, dans le cadre de la lettre ministérielle qui lui fixe sa mission, l'équipe interarmées de collaborateurs à partir de laquelle il doit faire ses propositions d'organisation de la DRM en mai 1992.

Le choix du général Heinrich

s'explique, semble-t-il, par le fait qu'il est l'un des rares officiers généraux en activité à avoir réussi à accumuler autant d'expérience professionnelle au sein de structures civilo-militaires qui cherchent - ou qui sont censées le faire - à décloisonner le renseignement.

Car la DRM ne se substituera pas à la DGSE dont les missions sont désormais encore plus diversifiées et touchent aux aspects politico-stratégiques, économiques, scientifiques, technologiques, industriels, financiers ou bancaires pour l'ensemble des besoins gouvernementaux. A terme, le ministère de la défense gèrera deux organismes de renseignement complémentaires : la DRM et la DGSE, qui devront éviter de fonctionner dans le même espace de responsabilités et qui devront avoir appris à dialoguer entre eux.

Pour prendre la direction des opérations de la DGSE après le départ du général Heinrich, le nom le plus souvent avancé est celui du colonel Pierre-Jacques Costedoat. Agé de quarante-neuf ans, ancien officier d'artillerie, le colonel Costedoat commande actuellement le service « action » et il serait, dit-on, « généralisable » l'an prochain.

JACQUES ISNARD

مكتبة من الأصل

سكنا من الاصل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

L'enseignement sous l'œil de l'OCDE

Des experts du monde entier se sont mis d'accord pour publier prochainement des indicateurs sur les performances des systèmes éducatifs

LUGANO

de notre envoyé spécial

Les chiffres font peur. Par leur rigueur, et bien plus encore par leur utilisation à des fins politiques. Cependant, depuis une dizaine d'années, la tentation est grande, pour les pays développés, de mesurer, baliser, évaluer leur propre système éducatif et, dans le même temps, de pouvoir le comparer à celui de leurs voisins. L'évaluation ainsi souhaitée dépasse le simple cadre de la collecte de données brutes. Il s'agit, par conséquent, et recoupements de chiffres, d'ausculter les rouages d'un système, d'en soupeser l'efficacité, d'en comprendre les travers. L'examen doit pouvoir être fait dans le temps, quels que soit les aléas conjoncturels, politiques notamment. Comme cela se fait, somme toute, depuis vingt ans en économie.

Certains, en la matière, ont déjà acquis une certaine expérience. Depuis 1986, les États-Unis élaborent chaque année deux séries d'une trentaine d'indicateurs concernant, l'un, la scolarité primaire et secondaire, l'autre, l'enseignement supérieur. Quant au Québec, il publie cette année sa sixième brochure grand public annuelle, contenant une bonne vingtaine d'indicateurs, comparables à ceux de son voisin de l'Ontario ou des États-Unis.

Une photographie pour 1992

En France, M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, vient de donner son feu vert pour la constitution d'une banque de trente indicateurs « internes », sur lesquels travaillerait désormais la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP). Destinés non à devenir un outil de pilotage ministériel mais à fournir les bases d'un nouveau langage « adapté à l'analyse du système éducatif français, ces trente indicateurs statistiques s'adresseront non seulement aux politiques, mais aussi à tous les acteurs de l'éducation, enseignants, parents, etc. L'objectif est clairement annoncé : avoir la possibilité de se faire une idée nette, actualisée dans le temps, du système

et de « sortir des traditionnels clichés réducteurs » : taux de réussite au baccalauréat, ratio enseignants/élèves, par exemple, dont les données, expliquent les statisticiens, « ne veulent rien dire in abstracto ». La publication de ces indicateurs permanents est prévue pour le premier trimestre 1992.

La DEP ne pouvait donc rester insensible aux travaux menés depuis bientôt quatre ans au plan international par les experts de l'OCDE. Deux conférences, en 1987 et 1988, avaient déjà jeté les bases de la réflexion. Réunis du 16 au 18 septembre à Lugano (Suisse), sous la houlette du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) de l'OCDE, chercheurs et statisticiens ont franchi une nouvelle étape et peaufiné une première liste de vingt-six indicateurs, consignés dans un document encore confidentiel dont la publication est prévue pour janvier 1992.

Fruit d'un long travail de consultations techniques et d'efforts diplomatiques, ce document, intitulé *Coup d'œil sur l'éducation*, montre ce que peut être cette photographie instantanée des systèmes éducatifs. Il recense des indicateurs liés au contexte démographique (niveau général de formation, part de PIB dévolue aux jeunes), aux cursus scolaires et aux processus éducatifs (dépenses publiques d'éducation rapportées aux dépenses publiques totales, répartition et analyse de ces dépenses, coût d'un élève, taux de scolarisation avant et après le seuil obligatoire de scolarité, taux d'entrée dans le supérieur, autonomie des établissements, etc.).

Le premier travail des experts, s'il doit encore être utilisé avec prudence, est déjà très instructif. Il révèle, notamment, les disparités dans le niveau général de formation de la population des pays de l'OCDE. (1) Si la quasi-totalité des quinze-soixante-quatre ans a effectivement été scolarisée dans le primaire et le



secondaire, la part de la population ayant atteint un niveau d'études supérieures, en revanche, est relativement faible et variée : de 4 % pour l'Italie à 31 % pour les États-Unis (10 % pour la France). Les pays anglo-saxons (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis) se taillent, en ce domaine, la part du lion.

Les systèmes décentralisés plus dépensiers

Par ailleurs, bien que dépensant légèrement plus pour l'éducation (en % du PIB) que la moyenne, la France serait l'un des pays qui dépenserait le moins en proportion de ses dépenses publiques totales, loin derrière la Suisse, le Canada, l'Australie, les États-Unis, la Norvège, mais devant l'Italie et la Suède. L'analyse montre également que pour la France, qui consacrerait, en proportion de son budget, deux fois moins de crédits à l'enseignement supérieur que le Canada ou l'Australie.

Un indicateur expérimental en revanche prouverait que l'« espé-

rance de vie universitaire » (la proportion de ceux qui arrivent à obtenir un diplôme par rapport à ceux qui sont entrés dans l'enseignement universitaire) n'est pas si faible qu'on le déplore souvent en France : elle avoisine les 60 %, soit un taux moins élevé qu'au Japon, aux États-Unis, en Allemagne ou aux Pays-Bas, mais supérieur au Danemark, à l'Autriche, l'Espagne ou l'Italie.

Moins qu'un minutieux inventaire chiffré destiné à de périlleux classements, ces premières maquettes présentent surtout l'intérêt de dresser un constat global sur les systèmes d'enseignement : ainsi, il apparaît que la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation serait plus élevée dans les pays où le système éducatif est décentralisé par opposition à ceux où il est centralisé. Les taux de réussite en fin de second cycle et les taux d'entrée dans l'enseignement supérieur semblent plus élevés dans les pays ayant un modèle d'école unique tout au long du secondaire (comme au Japon et aux États-Unis) que ceux des pays ayant des systèmes d'enseignement plus différenciés (comme en

France, où l'on distingue collège et lycée).

La publication, officielle, de ces premières projections a provoqué de sérieuses turbulences. Outre la gêne à comparer pour la première fois ses résultats avec ceux du voisin, certains pays se sont plaints de la « précipitation » avec laquelle le CERI souhaitait divulguer ses travaux.

Qualitatif contre quantitatif

Ainsi le Royaume-Uni, où le poids du corps d'inspection est important, a fait part de ses réticences. Dans une étude, publiée récemment, concernant le système d'indicateurs en vigueur aux États-Unis, les inspecteurs britanniques, pragmatiques, suggèrent que soient associés aux chiffres des éléments d'évaluation externe, plus qualitatifs et moins réducteurs. D'une manière générale, les statisticiens, puristes, soulignent les difficultés méthodologiques ou terminologiques liées à l'établissement d'indicateurs globaux. La notion d'enseignement, par exemple, peut faire l'objet de débats infinis.

Ils ont également pointé l'une des grosses ombres au tableau noir des experts : l'absence d'indicateurs concernant les acquis des élèves. « À quoi sert de produire des indicateurs sur des systèmes d'enseignement, s'est interrogé un expert canadien, si l'on ne peut mesurer l'efficacité de ces systèmes en termes d'apprentissage ? » Le groupe de travail sur les indicateurs d'acquis scolaire, bien qu'ayant mené une intéressante étude comparative sur les systèmes d'évaluation de dix-sept pays de l'OCDE (tests, examens, évaluation type CE 2-6 en France...), n'a pu définir clairement, faute de comparabilité, un panel d'indicateurs spécifiques. Au contraire, il a pu mettre à jour les différences d'exigence en la matière selon les pays : l'expression écrite « à la française », par exemple, étant quasi absente du cursus scolaire américain, avant l'enseignement supérieur.

JEAN-MICHEL DUMAY
Lire la suite page 14

(1) Les premiers indicateurs ont été élaborés par l'OCDE sur la base de données 1988.

Les socialistes corrigent leur copie

Depuis le « grand service public unifié et laïc » jusqu'à l'apprentissage en passant par « l'édifice républicain », les socialistes ont tout tenté, en une dizaine d'années, pour sortir du guêpier de l'éducation nationale. Au risque de donner le tournis à une gauche déboussolée. C'est tout l'intérêt du document de travail élaboré par le secrétariat national à l'éducation et qui vient nourrir la réflexion menée par le PS pour élaborer son « projet ». L'exercice pourra paraître vain aux blasés. Il est pourtant révélateur du chemin parcouru.

L'ambition est triple : faire de l'éducation un « passeport pour l'emploi », réussir une « nouvelle décentralisation », enfin construire, par l'école, la « citoyenneté de l'an 2000 ». Ainsi, pour qualifier tous les jeunes, le document de travail du PS note carrément que l'enseignement technique ne pourra assumer seul l'effort nécessaire ; il recommande la création, au même niveau que la CAP, d'un nouveau diplôme moins spécialisé, le « brevet de formation générale ».

De même, « l'obligation de résultats » à laquelle est désormais conduit le système suppose de casser sans ménagement la « rigidité des rythmes scolaires », de créer dans chaque académie des « médiateurs scolaires » pour assurer l'égalité des chances devant l'information et l'orientation, enfin de ne plus se contenter d'un simple rapprochement entre école et entreprise. Les lycées techniques pourraient ainsi devenir des « centres de formation technique associant des formations initiales et des formations continues autour de réseaux d'entreprises » et fonctionnant en cogestion avec les milieux professionnels.

Quant à la décentralisation, elle doit être relancée avec vigueur. Mais les experts du PS préfèrent modifier en profondeur la gestion de l'ensemble du service public d'enseignement plutôt que d'accentuer la responsabilité des collectivités locales. Le renforcement vital de l'autonomie des établissements devrait, à leurs yeux, s'inscrire dans le cadre de « contrats éducatifs locaux » négociés pour trois ans. Les pistes tracées, on le voit, ne manquent pas de hardiesse.

GÉRARD COURTOIS

Délicate mise à flot pour l'université de La Rochelle

Annoncée au printemps dernier, la création d'un pôle universitaire fort en Charente-Maritime soulève bien des réticences

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

L'annonce de la création de la future université de La Rochelle sera intermédiaire entre celle de la femme et celle de l'été. En 1993 au plus tard, la préfecture de la Charente-Maritime sera propulsée, si le bébé est viable, au rang de ville universitaire. Un titre que beaucoup convoitaient jusqu'à la présentation, le 7 mai dernier, par le ministre de l'éducation nationale, du schéma Université 2000. La création de sept nouvelles universités fut alors programmée, quatre en Ile-de-France, deux dans le Nord-Pas-de-Calais, la petite dernière, enfin, dans la cité dont Michel Crépeau est le maire.

L'annonce de cette naissance inattendue a provoqué remous et tempêtes. Chez les candidats rochelais, bien sûr, enclins à soupçonner le gouvernement d'avoir choisi ce site pour des raisons politiques. Mais aussi dans bien des grandes villes, qui espéraient pouvoir, grâce à de nouveaux établissements, désengorger leurs universités. Toutefois, la salve la plus étonnante fut tirée par des Poitevins. Si la région Poitou-Charentes obtenait ainsi une seconde université, la capitale régionale, qui avait tout fait pour éviter cette partition, s'est sentie directement menacée. Elle craignait de voir émerger un nouvel établissement au détriment de ses propres formations, de perdre

toute singularité et, pis encore, de voir son prestige de ville universitaire depuis plus de cinq siècles éclipsé par ce petit nouveau turbulent.

« Décision politique », « jalouse d'antirégionalisme », « projet démesuré », « exhalation de noblesse », les amabilités échangées, avant l'été, entre les deux villes distantes de 140 kilomètres ont fait croire à une renaissance des guerres picrocholines. De piques en querelles, de débats en bouderies, la hache de guerre est aujourd'hui enterrée au motif de la raison. En octobre, près de trois cents nouveaux étudiants, attirés par l'annonce et l'environnement, viendront suivre des cours à La Rochelle.

Profil scientifique

Mais la querelle sous-tend encore le processus de création. Sa mise en orbite est confiée, jusqu'à la fin de la période probatoire, à l'université de Poitiers, que certains Rochelais soupçonnent de pulsions infantiles.

L'enjeu est de taille. La future université pourrait bien être le reflet de la capacité du système éducatif à répondre à des besoins sans la contrainte du passé, à l'aménagement du territoire et à la coopération entre trois acteurs fort différents : l'État, les universitaires et les élus locaux. Quelques indices démontrent qu'il n'est pas si simple de passer les obstacles.

Ainsi, le profil scientifique

marqué de ce nouvel établissement apparaît autant comme une réponse à un besoin que comme la conséquence de querelles entre universitaires. En effet, le taux de poursuite des études après le baccalauréat dans le « secteur » de La Rochelle, qui compte près de la moitié des bacheliers de l'académie de Poitiers, est l'un des plus faibles de France, 81,2 %, pour une moyenne nationale de 91 %.

Alors que les diplômés de filières scientifiques sont plus nombreux à continuer leurs études, La Rochelle ne parvient à fixer sur place que ceux qui intègrent l'IUT (institut universitaire de technologie) installé depuis plus de vingt ans. La situation est d'autant plus préoccupante que Bordeaux, submergé par la croissance de ses effectifs, a décidé de n'accepter en priorité que les étudiants originaires de son académie. Ce constat a entraîné, cette année, la mise en place d'une maîtrise de sciences et techniques (MST) en génie informatique. Elle a attiré quatre cents dossiers d'inscriptions pour vingt-sept places.

Il n'est pas surprenant, par conséquent, que les scientifiques poitevins se soient lancés à bras-le-corps dans la construction de l'université. De façon symptomatique, c'est M. Guy Renault, doyen de la faculté de sciences, qui a été nommé coordinateur du projet rochelais par le président de l'université de Poitiers. Pour la rentrée 1991, en vue d'un enseignement plus complet dans

les années à venir, des DEUG de sciences sont mis en place. Signe de sa motivation, la faculté de sciences a demandé trente-quatre postes fléchés sur La Rochelle. En attendant de les obtenir, l'enseignement sera assuré par des volontaires de Poitiers, de l'IUT et des agrégés du secondaire déjà sur place. Pour le futur, les scientifiques fournissent d'idées : MST (maîtrise de sciences et techniques) en matériaux composites ou en génie alimentaire, par exemple, qui ne sont pas présents à Poitiers.

Mais il n'est pas moins évident que le caractère scientifique de La Rochelle est aussi dû au... manque d'enthousiasme des juristes poitevins. Bien qu'ils dirigent un premier cycle de droit sur le site depuis 1974, ils sont extrêmement réservés quant à la création d'une université de plein exercice. Ils n'ont d'ailleurs demandé que quatre postes fléchés sur La Rochelle pour 1992, un nombre ridiculement bas par rapport aux besoins. « Un enseignement de qualité est incompatible avec une dispersion des moyens », martèle M. Dominique Breillat, premier assesseur à Poitiers. Devant aujourd'hui composer avec le statut d'université pour le site délocalisé, il précise que les juristes n'envisagent pas de développer de deuxième cycle académique à La Rochelle, « pour ne pas faire doublement avec Poitiers ».

Cette théorie de la complémentarité entre les deux villes, si elle

est séduisante, est aussi la grande hantise des Rochelais. « L'université ne doit pas être cantonnée dans des créneaux trop étroits comme les sciences de la mer, le tourisme ou le tourisme », rappelle M. Crépeau, qui refuse aussi le schéma d'un « enseignement secondaire prolongé qui n'aurait de supérieur que le nom ». D'où la nécessité d'instaurer rapidement des deuxième et troisième cycles d'attirer les enseignants-chercheurs de bon niveau pour donner à l'université les moyens d'exister par elle-même.

Le financement dépasse les clivages politiques

Le financement du projet a été, paradoxalement, l'occasion de panser les plaies. La volonté conjointe de la mairie de La Rochelle et du conseil général de la Charente-Maritime, dépassant les clivages politiques, a entraîné l'adhésion. Le plan de financement prévoit, au total, 240 millions de francs pour le développement du pôle universitaire, dont 90 millions versés par l'État, 30 au titre du FEDER (Fonds européen de développement régional), 30 pour la région Poitou-Charentes, le reste étant à la charge de la commune et du département. La ville de La Rochelle fournira une partie de sa quote-part en offrant des terrains situés sur le site des Minimes, à quelques centaines de mètres du centre-ville.

Certains crédits sont déjà affectés entre les différentes filières et

la création de nouveaux bâtiments. A terme, en l'an 2000, les services de la préfecture de la Charente-Maritime prévoient d'accueillir près de dix mille étudiants. Si, dans le cadre du contrat de plan Etat-région signé en 1989, l'Etat a construit un bâtiment pour les DEUG de droit, les premiers cycles de sciences seront, pour les deux années à venir, installés dans des locaux provisoires. Un deuxième restaurant universitaire devrait être mis en service au printemps de 1992, et l'office municipal de HLM va aménager et gérer quatre cents logements étudiants, ce qui permettra de doubler la capacité d'accueil sur le site.

La signature du schéma de développement de l'université, prévue le 3 octobre, devrait permettre de passer un cap. En effet, tant que la programmation n'est pas effectuée précisément, les services du rectorat, les universitaires de Poitiers et les élus ne peuvent passer totalement à la phase de mise en œuvre. Mi-septembre, les différentes parties en présence déploreraient unanimement l'absence de chargé de mission pour la nouvelle université. Sa nomination, imminente, devrait lever une première hypothèque.

MICHELLE AULAGNON

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

BOURSES. Environ 255 000 étudiants bénéficient d'une bourse universitaire attribuée sur critères sociaux. L'arrêté du 18 juillet 1991, publié au JO du 18 septembre, fixe les nouveaux montants de ces bourses. Elles augmentent en moyenne de 4,9 % mais les bourses aux taux les plus faibles, en passant de 4 680 francs à 6 210 francs, augmentent de près de 33 %. Près de 50 % des étudiants boursiers bénéficient d'une bourse au taux le plus élevé. Les bourses du dernier échelon passent de 16 236 francs à 16 740 francs (soit une augmentation de 3 %).

ESSEC. M. Jean-Pierre Boisvion, directeur général du groupe ESSEC, a nommé, le 1^{er} septembre 1991, M. André-Paul Weber au poste de directeur de l'ESSEC (École supérieure des sciences économiques et commerciales) en remplacement de M. Jean-Claude de Schieters.

[Professeur à l'ESSEC, M. André-Paul Weber a été chargé de cours à l'université de Reims entre 1970 et 1973, et chargé de la prévision au ministère de l'économie et des finances. Depuis 1987, il exerce les fonctions de rapporteur général adjoint au Conseil de la concurrence.]

FRANCO-ESPAGNOL. L'institut d'administration des entreprises de l'université de Bordeaux-I vient de mettre sur pied, pour la rentrée, un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) consacré au commerce et au management franco-espagnol. L'objectif est de former des commerciaux et des gestionnaires pour des entreprises implantées en Espagne. La formation se déroulera sur deux ans et comprendra deux trimestres d'études et un stage de six mois en Espagne.

PRÊTS ÉTUDIANTS. La MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) et trois des neuf SMER (sociétés mutualistes étudiantes régionales de Rhône-Alpes, du Centre-Ouest et de Bourgogne-Franche-Comté) viennent de créer une Association mutuelle de responsabilité et de financement (AMRF) destinée à améliorer le

fonctionnement du système de prêts aux étudiants lancé au printemps par le gouvernement. Ce plan social étudiant, mis en place par le ministère de l'éducation nationale, prévoit en effet un système de prêts bancaires, attribués sur critères sociaux et garantis à hauteur de 25 % par l'État et de 25 % par l'étudiant lui-même. Grâce au concours financier de collectivités locales, l'Association mutuelle pourra apporter une garantie complémentaire de 20 % aux étudiants qui remplissent les conditions d'obtention mais qui se seraient vu refuser un prêt par l'une des quatre banques partenaires du système (Crédit Lyonnais, BNP, Crédit agricole, Crédit municipal).

► Les dossiers de demande sont à adresser, par les étudiants, à l'AMRF, BP 66, 47, rue Paul-Vaillant-Couturier, 94252 Gentilly.

UNIVERSITÉS 2000. Les premiers schémas régionaux de développement universitaire, négociés entre l'État et les collectivités territoriales dans le cadre du plan Université 2000, devraient être entérinés lors d'un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), probablement le 3 octobre. Mais compte tenu de l'état d'avancement des travaux, très inégal dans les vingt-deux régions, on n'espère guère, au ministère de l'éducation nationale comme à la DATAR, pouvoir adopter, dès ce premier CIAT, plus d'une dizaine de schémas régionaux.

VIE LYCÉENNE. Le décret relatif à la création des conseils académiques de la vie lycéenne a été publié le 16 septembre (Journal officiel du 17 septembre). Présidés par les recteurs, ces conseils sont composés au maximum de quarante membres, dont la moitié sont des lycéens élus appartenant aux conseils de délégués des élèves des établissements de l'académie. Le conseil académique de la vie lycéenne formule des avis sur l'organisation de la vie et du travail scolaire. Il se réunit au moins trois fois par année scolaire.

Les juristes gardent le cap

Face aux projets de réforme des premiers cycles universitaires, le droit maintient sa spécificité

Le droit a résisté. La réforme annoncée des DEUG, visant à dispenser durant les deux premières années de cycle universitaire des formations élargies afin de permettre aux étudiants une éventuelle réorientation, s'est arrêtée aux frontières des sciences juridiques.

Ce n'est pas pour méconnaître le milieu universitaire qui avait largement œuvré en ce sens. L'idée que l'enseignement juridique constitue un corpus à part est, en effet, une idée largement mise en avant par les enseignants de droit.

Doté d'un nombre d'étudiants impressionnant — plus de 155 000 étudiants inscrits et plus de 400 thèses soutenues pour la seule année 1989-90 — cet enseignement tend depuis quelques années, avec les nombreux débouchés en entreprise, à se professionnaliser de plus en plus. PME, PMI et surtout banques et compagnies d'assurances ont toutes leur « juriste » quand ce n'est pas leur « service juridique » (1).

Savoir ou esprit critique ?

Nombre d'enseignants ont alors beau jeu d'arguer qu'il n'est pas trop de quatre années pour enseigner aux étudiants l'essentiel de ce qu'ils doivent savoir pour être de bons juristes. « *Chez nous, nous faisons des études juridiques pures* », affirme Georges Durry, président de l'université Paris-II (Assas). *Pas seulement par attachement à la chose, mais parce que seule une solide formation préparera les étudiants à leurs futures tâches. Et il n'est pas trop de quatre années pour dispenser cette formation.* »

La réforme était jugée d'autant moins nécessaire que nombre d'enseignants considèrent que la moitié des enseignements de première année est déjà généraliste avec des cours d'histoire du droit, de sciences économiques et de sciences politiques.

Les défenseurs de la réforme objectent, quant à eux, que ces enseignements n'ont rien à voir

avec les besoins nouveaux créés par l'évolution du droit. Avec le développement technologique, et, notamment, celui de l'informatique, avec un droit de plus en plus international et communautaire, il devient aujourd'hui, à leurs yeux, impossible au jeune juriste de connaître le droit dans toutes les composantes. En revanche, il apparaît de plus en plus nécessaire que les diplômés aient acquis des bases solides de comptabilité, d'informatique et d'anglais.

« *À l'époque où nous étions étudiants, le droit était le droit national et constituait un ensemble stable* », affirme Brigitte Stern, professeur à Paris-X. *Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le droit s'est complexifié. Il est plus important de développer l'esprit critique, l'esprit d'analyse juridique plutôt que de déverser un savoir par rapport auquel les étudiants ne prennent aucun recul. Il faut leur donner les acquis juridiques nécessaires mais il faut aussi leur donner autre chose. Les enseignants qui sont contre la réforme voient le droit comme une technique au lieu de le voir comme une méthode de réflexion.* »

Un raisonnement qui n'a pas convaincu le ministère et qui n'ébranle pas les certitudes des adversaires de la réforme. Ceux-ci, en effet, font valoir que cet « autre

chose » en plus que les juristes doivent aujourd'hui connaître est acquis lors de leur(s) année(s) de spécialisation, au cours d'un DEA, d'un DESS ou d'un magistère.

Un transfert très difficile

Reste la question des modules. Les professeurs de droit n'y semblent pas davantage favorables. Ceux qui ne seraient pas tout à fait hostiles au principe soulignent cependant les énormes problèmes d'organisation matérielle que leur mise en place susciterait. « *Nous avons des effectifs pléthoriques de 3 000 à 4 000 étudiants* », explique Yves Jegouzo, directeur du département de droit de Paris-I. *Nous ne pouvons pas fonctionner comme une grande école qui a des effectifs réduits. Les examens font déjà perdre un temps fou, notamment, à cause de la deuxième session, nous ne commençons les cours que le 15 octobre. Vous pouvez imaginer le désordre si, en plus, chacun allait à une vitesse différente des autres !* »

Surtout, la plupart des enseignants soulignent que leur clientèle est très peu concernée par les problèmes de réorientation qui peuvent exister dans d'autres disciplines. Les étudiants qui choisissent des études de droit ne manifestent pratiquement jamais l'envie de

changer pour un DEUG de sciences économiques, soulignent-ils. Le niveau de mathématiques exigé en sciences économiques rendrait, de toute façon, le transfert très difficile. « *Chez nous, ce cas de figure n'existe pas* », affirme Georges Durry. *Il y a chez les étudiants d'AES (administration économique et sociale) quelques étudiants qui, après deux mois, sont rebutés par le niveau de mathématiques exigé et voudraient aller vers le droit. Ces cas posent un réel problème car il est impossible, en l'état actuel, de les accueillir en droit après deux mois. Mais leur nombre est infime.* »

Autant de raisons grâce auxquelles le droit aura réussi à faire entendre la différence, à maintenir sa spécificité, voire sa raideur.

VERONIQUE MAUMUSSON.

(1) A noter, à cet égard, la publication, dans la collection « Vos études » du Monde Éditions, d'un guide des formations juridiques qui analyse l'évolution de cette discipline, l'augmentation de ses effectifs et de ses débouchés et sa nécessaire adaptation aux attentes des employeurs et en particulier des entreprises. Cet ouvrage présente également l'ensemble des filières de formation, en France et en Europe. Le Droit, par Jean-Paul Meyroun et Claire Vital-Marille, Le Monde Éditions, 132 p., 79 F.

Les éducateurs spécialisés entre théorie et pratique

La grève qui touche le centre de formation d'Evry pose le problème de la promotion des travailleurs sociaux

« **J**e suis en grève par solidarité, pour que le centre de formation continue d'exister et que d'autres puissent, comme moi, en profiter. » Yves Milcent, trente-trois ans, occupe depuis le 16 septembre, avec quelques camarades et des formateurs, les locaux du centre de formation d'éducateurs spécialisés d'Evry (CFE). Elève de deuxième année, il a commencé sa carrière d'éducateur en 1980, dans un quartier de Dreux (Eure-et-Loir), avec en poche... un BEP de comptabilité. Au fil des années, il a multiplié les remplacements dans différents centres spécialisés. « *Je n'avais pas de diplôme mais je faisais le même travail et j'avais les mêmes responsabilités qu'un éducateur spécialisé* », précise t-il. Car en France le quart des postes d'éducateurs spécialisés sont tenus par des non-diplômés comme Yves Milcent. Il y a deux ans, ce dernier décide de postuler au CFE, alors ouvert aux éducateurs non titulaires du baccalauréat. « *La pratique, je l'avais mais pas le recul théorique. J'avais aussi besoin de prouver que je pouvais surmonter mon échec scolaire.* »

A l'origine de la grève qui perturbe la reprise des cours se trouve la réforme mise en place, en juillet 1990, par le ministère des affaires sociales et de l'intégration. Elle rend dorénavant obligatoire le baccalauréat ou l'obtention de l'examen de culture générale organisé par les directions régionales de l'action sanitaire et sociale (DRASS), pour tout candidat voulant accéder à la formation préparant au diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé. Bien qu'elle soit en désaccord avec cette réforme, l'Association de gestion du centre — l'AGCSSAE — décide de se conformer au texte pour la rentrée 1991 mais elle demande une dérogation lui permettant d'accueillir les non-bacheliers.

Coup de théâtre début septembre : à quelques jours de la rentrée, le ministère lui retire son agrément, mettant en péril l'existence même de l'école. « *Le projet pédagogique proposé par l'association de gestion n'était pas conforme avec les nouveaux textes réglementaires entrés en vigueur cette année* », déclare M. Michel Thierry, directeur de l'action sociale au ministère des affaires sociales.

Toutefois, pour éviter toute rupture de l'enseignement, la direction de l'action sociale donne son agrément à un organisme concurrent, l'Association gestionnaire de l'institut de recherche et de formation à l'action sociale de l'Essonne (AGIRFAS), qui prend en charge le CFE. Présidé par M. Jacques Rigaudat, conseiller référendaire à la Cour des comptes, elle est composée de représentants des pouvoirs publics et des collectivités territoriales

comme le conseil général de l'Essonne ou la ville d'Evry, d'institutions sociales et de gros employeurs locaux.

M. Bernard Pidal, président de l'AGCSSAE, qui continue à défendre l'accès de l'école aux non-bacheliers, est soutenu par des personnalités comme le pédopsychiatre Tony Lainé, le sociologue Pierre Bourdieu, ou Julien Dray, député de l'Essonne. Il s'interroge sur les motivations du ministère. « *À l'heure où le président de la République, comme l'ensemble des forces politiques et syndicales, considère la formation comme un atout pour la France, cette décision institue une véritable sélection par le niveau scolaire* ». Selon lui, elle exclut près de huit mille éducateurs non diplômés. Pour l'AGCSSAE, toute l'œuvre de promotion sociale défendue jusqu'à maintenant par le CFE est remise en cause.

CATHERINE DELISLE

Sous l'œil de l'OCDE

Suite de la page 13

En outre, l'idée même d'évaluation des acquis des élèves n'est pas la même outre-Atlantique et en Europe. Ainsi les Américains attachés depuis toujours au système des QCM (questionnaire à choix multiples), en reviennent depuis quelques années.

Quant aux Européens, à l'instar des projets envisagés en Suède, ils s'efforcent aujourd'hui d'élargir le champ d'évaluation des élèves en y introduisant des critères extra-scolaires.

A défaut de données propres, l'OCDE devrait vraisemblablement être amené à collaborer avec divers organismes privés, comme Education Testing Service (ETS), association privée travaillant pour le compte du gouvernement américain. ETS a en effet

mené cette année dans une vingtaine de pays une étude portant sur les sciences et les mathématiques, dont les résultats sont attendus d'ici à la fin de l'année. Ce qui compléterait ainsi le

Qui décide, et comment ?

Où et comment sont prises les décisions dans un système éducatif ? Pour tenter de comprendre les liens qui unissent décideurs et acteurs de l'éducation, un groupe de travail franco-suisse a été chargé, par l'OCDE, de décrire les systèmes de décision dans les établissements secondaires de onze pays (1).

Le premier constat est sans surprise : lorsque l'Etat a du poids, les niveaux intermédiaires en ont peu et réciproquement. Plus étonnant en revanche, les systèmes décentralisés ne sont pas forcément ceux où les établissements disposent de la plus grande marge de responsabilité. Les résultats de l'étude établissent notamment que, parmi les cinq pays les plus centralisés (Italie, Portugal, Norvège, France et Pays-Bas), trois d'entre eux sont parmi ceux dont les établissements jouissent de beaucoup d'autonomie (Pays-Bas, Portugal, et France). « *L'existence d'une pluralité de modèles, notent les experts de l'OCDE, semble bien devoir invalider l'opposition simpliste souvent mise en avant entre les systèmes centralisés, où l'Etat central décide de tout, et les systèmes décentralisés, réputés laisser davantage de libertés aux divers acteurs du système.* »

L'absence de concertation

L'étude confirme, pour la plupart des pays, le poids très important de l'établissement en matière pédagogique. En revanche, les compétences de l'Etat sont plus diversifiées : la France, la Belgique, la Finlande, le Portugal mettant l'accent sur la gestion du personnel. Les

Pays-Bas et l'Italie sur la gestion des ressources, la Norvège sur la planification.

Par ailleurs, les experts soulignent la diversité des systèmes de prise de décision : soit en pleine autonomie, soit par le biais de la concertation, soit encore dans un cadre réglementaire rigide. Il apparaît que l'autonomie et le cadre réglementaire constituent les modes de décision les plus courants, la concertation demeurant le parent pauvre des systèmes étudiés. En France, par exemple, plus de 50 % des décisions prises dans l'enseignement primaire et secondaire s'inscrivent dans un cadre fixé par l'administration centrale. Aux Pays-Bas, en revanche — exception à la règle — près de 40 % des décisions sont le résultat de la concertation.

D'où cette conclusion réaliste des experts face à l'hétérogénéité des systèmes éducatifs : « *La grande diversité des structures de décisions selon le niveau (primaire, secondaire, supérieur) semble indiquer que l'organisation des systèmes éducatifs n'obéit pas à des considérations d'efficacité, mais procède davantage de l'histoire, plus précisément du poids que l'histoire ou les politiques actuelles confèrent à telle ou telle collectivité régionale ou locale.* »

J.-M. Dy.

(1) Belgique, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV)
FORMATION CONTINUE
COURS D'ESPAGNOL
PORTUGAIS DU BRÉSIL
Initiation et perfectionnement.
Pratique de la langue orale.
Le soir à partir de 18h30.
INSTITUT D'ETUDES IBERIQUES
et latino-américaines
31, rue Gay-Lussac
75005 PARIS
40.51.25.13 de 17h30 à 18h30

MUSEOLOGIE
Nouvelle Option
du DEA de « Didactique
des disciplines scientifiques »
Envoyer lettre candidature
avant
le 10 octobre 1991
au LAMRUAL, 401 C,
Université Lyon I
69622 Villeurbanne
Tél. : 72-44-82-72

Ecole d'Architecture de Paris La Villette
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
D.E.A.
Diplôme d'Etudes Approfondies
Jardins Paysages Territoires
Responsable : Bernard LASSUS
Augustin Berque, Lucien Chabason, Michel Conan,
Pierre Donadieu, Alain Roger
Renseignements : R.A.P.L.V. 144, rue de Flandre, 75019 Paris. Tél. : 40-36-79-70, poste 41
R.E.S.S. 34, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 49-54-23-21.

TOUT POUR REUSSIR en
MEDECINE ou PHARMACIE
Classes préparatoire d'un an après le bac D ou C. Renforcement scientifique
approfondi et étude du programme de 1ère année "à la main".
70% à 80% de réussite au 1er concours!
CEPES 57, rue Charles Laffitte 92200 Neuilly 47 45 09 19

Le Monde
L'EDUCATION
SEPTEMBRE 1991
ENQUÊTE
ÉCOLE PRIMAIRE
LA GRANDE RÉFORME
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الأصل

هكذا من الالاحل

EDUCATION • CAMPUS

SOURCES

POINT DE VUE

A quoi sert l'école ?

par Jean-Pierre Obin

DEPUIS la Libération et le développement d'un enseignement technique professionnel, le système éducatif français poursuit trois finalités, qui ont été de nouveau affirmées par la loi d'orientation de juillet 1989 : la transmission du patrimoine scientifique et culturel (former l'homme) ; la préparation à l'insertion professionnelle (former le travailleur) ; la socialisation et l'éducation civique (former le citoyen). Certes, depuis les travaux de la commission Langevin-Wallon, de nouvelles analyses ont surgi. Mais, surtout, l'histoire s'est accélérée, à partir des années 70, avec l'arrivée dans les premiers, puis dans les seconds cycles, de l'ensemble des jeunes d'une classe d'âge, faisant apparaître de nouveaux problèmes, pédagogiques et sociaux, difficilement prévisibles à la Libération.

Bien que les structures aient été modifiées (suppression des filières de premier et de second degrés, création du collège et du lycée, intégration de l'enseignement technique long...), les finalités assignées dans l'ancien système aux différentes catégories d'établissements n'ont pas été, quant à elles, profondément remaniées. La répartition des rôles est restée en effet sensiblement identique : à l'école primaire incombent - outre les apprentissages fondamentaux - la socialisation des enfants et la formation du citoyen ; au centre d'apprentissage devenu lycée professionnel échoit la formation des travailleurs ; et à l'enseignement secondaire (collèges et lycées) sont dévolues la transmission de l'héritage culturel, la formation de l'homme et le destin des études universitaires.

L'arrivée progressive dans le second degré, entre 1965 et 1975, de l'ensemble des enfants de 11 à 16 ans, puis la fusion des lycées et des lycées techniques et la suppression des filières des collèges en 1975-1977, n'ont pas déstabilisé profondément ce partage des tâches. En revanche, l'arrivée, plus rapide qu'il y a vingt ans pour le premier cycle, de la quasi-totalité des classes d'âge dans le second cycle modifie de manière plus profonde les conditions du maintien de cette ancienne « division du travail ».

La décalage des valeurs

D'abord parce qu'on ne peut repousser une nouvelle fois (vers où ? vers l'enseignement supérieur ?) l'orientation des élèves, et prolonger la durée de la scolarité des jeunes qui occupent un emploi de niveau V ou IV et qui ont besoin pour cela d'un CAP ou d'un baccalauréat professionnel. Pour autant, ces jeunes ne peuvent continuer à être exclus d'un accès à la culture générale et technique, sans laquelle leur formation leur apparaît de plus en plus comme purement instrumentale et socialement dévalorisée.

Ensuite parce que l'arrivée dans les lycées et dans les lycées professionnels des jeunes qui en étaient jusqu'alors exclus - et qui ont de 16 à 22 ans - fait entrer dans des établissements scolaires qui ne sont aucunement préparés à les traiter leurs problèmes, c'est-à-dire l'effet du décalage croissant entre le système de normes, de valeurs, de représentations et de comportement de ces jeunes et celui de l'institution.

Autant dire qu'un système basé sur la communauté de références culturelles entre jeunes et adultes, et qui fondait depuis toujours la relative harmonie des relations de travail dans les lycées et les lycées professionnels, vole en éclats dans

ceux d'entre eux dont la sociologie du recrutement s'est profondément modifiée. Pour ces jeunes - les « nouveaux lycéens » - la « socialisation », la « formation du citoyen » restent largement à construire. Hier cette question ne se posait même pas : les familles des « anciens lycéens » présentaient efficacement en charge ces tâches. Dans les lycées professionnels, la communauté d'appartenance culturelle des élèves et des professeurs (originairement les uns et les autres de l'« aristocratie ouvrière ») facilitait bien les choses et constituait le point d'appui d'une véritable fonction « réparatrice », c'est-à-dire socialisatrice.

L'évolution nécessaire est donc considérable : il s'agit en effet de passer d'une répartition à une intégration des finalités. On peut dès à présent, et notamment grâce à la crise de novembre dernier, en distinguer trois séries de conséquences.

Le rôle-clé des IUFM

D'abord progresse l'idée que la formation culturelle ne peut plus être réservée à une élite. Que tous les jeunes y ont droit. Alors, plus d'impasse, ni sur la philosophie, la littérature, les arts, l'histoire et une langue étrangère pour les uns, ni sur la culture technique pour les autres. Etre formé sur ces fins ne signifie pas que les moyens d'y parvenir sont évidents. C'est justement là qu'intervient le rôle éminent de la pédagogie : comment en effet enseigner convenablement - par exemple - la philosophie aux élèves de baccalauréat professionnel ? Le collège international devrait dès aujourd'hui se pencher sur cette question.

Ensuite, il s'avère nécessaire de « construire » la formation professionnelle en la préparant dès l'école et le collège par l'enseignement de la technologie, en la poursuivant par l'engagement des enseignants dans la construction progressive d'une orientation positive, et en l'achevant par la préparation d'un diplôme professionnel.

Enfin, la nécessité d'une formation civique continue suppose non seulement l'acquisition de connaissances et de valeurs communes, mais aussi l'apprentissage et la pratique de la démocratie, en particulier dans la classe et dans l'établissement scolaire. Tous les professeurs sont-ils aptes aujourd'hui à répondre à toutes les questions posées par les élèves, sur leur avenir, leur place dans la société, les valeurs ? A se comporter non seulement comme des adultes « professants », mais également comme des adultes « instituant », c'est-à-dire les « établissant » progressivement dans le jeu social en assumant pleinement, dans leur discours et leur comportement professionnels, les valeurs, les règles et les implications institutionnelles de l'idéal démocratique ?

On mesure combien une véritable intégration des finalités dévolues à l'école nécessiterait de nouvelles compétences pour tous les maîtres. Voilà selon moi la justification principale de la création de centres de formation communs à tous les enseignants que sont les nouveaux IUFM : former des maîtres qui sauront - en tenant compte, bien entendu, de la diversité des niveaux, des situations et des élèves - assumer l'ensemble des composantes de la mission éducative : former l'homme, le travailleur et le citoyen.

► Jean-Pierre Obin est inspecteur général de l'éducation nationale, ancien conseiller technique de Robert Chapuis.

COURRIER

Fenêtres sur la ville

Les brevets d'enseignement professionnel (BEP) sont passés, corrigés. J'ai surveillé au lycée professionnel de Bondy l'épreuve de français (texte d'Yves Simon : *Le Voyageur magnétique*) : « Que représente la ville pour vous : le territoire des possibles ou un espace de solitude ? » J'ai eu le coup de foudre pour cette copie d'une élève de Bondy, M^{lle} Amara Kalai. Avec son accord, je vous l'adresse. Mieux qu'un article de nos spécialistes (ou au moins aussi intéressants) mais provenant d'une fille de la ville :

« Des bouillons, des saris, des jeans, des djellababs, des épices, des odeurs de couscous, frites, cuisines asiatiques, des langues aux consonances aussi nombreuses que variées... Formidable brassage humain, ethnique, la ville repré-

sente autant de fenêtres ouvertes que nous laissons se refermer sans bruit, que nous ignorons, trop souvent.

« On n'ose pas aller vers les autres, quelque chose qui d'ailleurs n'existe peut-être pas, nous fige dans l'anonymat, nous stoppe net dans notre élan de communication. La peur d'être ridicules ? Pris pour fou ? Ou ignore ? Un peu d'audace de notre part suffirait à briser cet espace de solitude qu'est la ville, suffirait à lui redonner un visage plus "humain".

« On ne devrait plus attendre que le hasard fasse les choses pour nous, on devrait aller vers les autres. Nous avons tout à notre disposition pour faire d'une ville quelque chose d'agréable, de gai, et nous n'en profitons pas. Nous nous murons dans notre silence et la ville, dans son espace de solitude, se tait aussi. »

ERIC GARNIER
professeur de lettres en lycée professionnel

Feu les « hussards noirs »

SANS fleurs ni couronnes, le rentrée 1991 est marquée par le mort d'un mythe profondément ancré dans l'incantation républicaine des Français : et qui a nourri, depuis près de deux siècles, les grandes heures de l'histoire de l'éducation en France. Dans toutes les académies, en effet, l'ouverture des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) entraîne la disparition des écoles normales primaires, qui ont formé, façonné même, des générations d'instituteurs, ces « hussards noirs » de l'école de Jules Ferry.

Le mythe fut si fort qu'on avait presque fini par croire ces « séminaires laïques » sortis tout armés de la III^e République naissante, à la fin du dix-neuvième siècle. C'est tout l'intérêt de l'ouvrage que M. Christian Nique vient de leur consacrer : à l'écarter d'une hagiographie nostalgique, ces anciens élèves de l'école normale de Laon, aujourd'hui conseiller technique auprès du président de la République - notamment pour les questions d'éducation - retrace tous les avatars d'une ambition née dans le tumulte de la révolution française, et qui mit un siècle à triompher puis un siècle encore à s'effacer.

C'est le 20 janvier 1795 que voit le jour la première école normale française, hébergée tant bien que mal dans l'amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle, à Paris. Plus d'un millier de candidats se sont pressés de toute la France pour écouter les « lumières » dis-

pensées par les plus grands savants du moment : Lagrange, Voiney, Berthollet, Monge, Garat, Lakanal. Les besoins sont immenses, dans une France où l'analphabétisme touche plus de 90 % de la population. L'enthousiasme pour le projet ne l'est pas moins. La désillusion sera d'autant plus brutale : en quelques semaines, « l'école normale » de Paris butte sur mille difficultés, et le rêve s'écroule, avec, en guise d'épilogue, ce verdict lancé à la Convention, le 7 floréal de la même année : « Cette école n'a point pris la direction que vous aviez cru lui prescrire et les cours ont plus offert jusqu'ici un enseignement direct des sciences qu'une exposition des méthodes qu'il faut suivre en les enseignant. » Étonnante permanence des débats pédagogiques sur la formation des maîtres...

Gouverner les esprits

Dès lors, pendant un siècle, le débat rebondira de crises politiques en changements de cap, du Directoire à la Restauration, de la monarchie de Juillet au second Empire, de la II^e à la III^e République, rythmé par les flux et reflux des libéraux, soucieux de développer l'instruction du peuple et de former des instituteurs de qualité, et les conservateurs de tout poil, attachés à maintenir la tutelle de l'Église sur l'éducation. Aux grandes lois de Guizot, qui décide, en 1833, de créer, sur le

modèle quasi monacal, une école normale dans chaque département, répond la reprise en main par la loi Falloux (1851) de ces dangereuses « pépinières socialistes » que seraient devenues les écoles normales.

Pour Christian Nique, cependant, l'ambition, des décennies durant, reste constante : au-delà de la conquête progressive du droit à l'instruction pour tous, chacun entend faire des écoles normales un levier pour « gouverner les esprits », selon l'expression de Guizot. « Tout au long du dix-neuvième siècle, les écoles normales ont été au cœur des débats politiques. Sous tous les régimes, on a pensé qu'elles pourraient constituer un excellent outil de direction de l'opinion », souligne M. Nique. Et les écoles normales atteignent leur « âge d'or » avec les grandes lois scolaires de la III^e République, qui font de ces établissements le pilier de l'enseignement primaire, conçu « pour instruire et éduquer le peuple ». Jamais, ajoute-t-il, les écoles normales n'ont été « aussi nécessaires à l'accomplissement d'un programme politique ».

Il faudra près d'un siècle encore, au prix de bien des déchirements et des débats, pour renverser l'ordre des priorités, pour concevoir les écoles normales comme des lieux de formation à un métier, plutôt que comme des centres de diffusion de valeurs et de comportements. Le premier rapport officiel proposant leur suppression et leur

remplacement par des instituts de formation professionnelle recrutant après le baccalauréat date... de 1904 ! C'était, en filigrane et l'Université en moins, tracer la voie aux IUFM qui viennent d'ouvrir leurs portes. La lenteur de cette mutation démontre, s'il était besoin, la force des enjeux pédagogiques et idéologiques qui sous-tendent l'histoire de la formation des enseignants.

G. C.

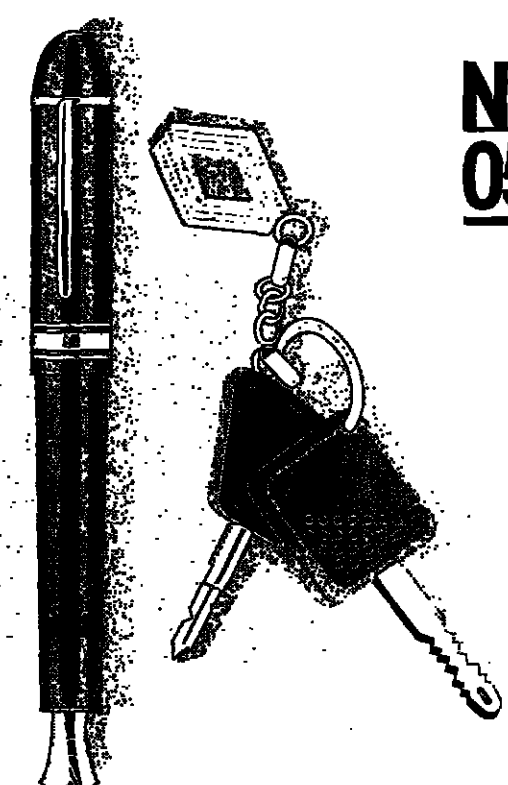
► L'impossible gouvernement des esprits, histoire politique des écoles normales primaires, par Christian Nique, Nathan, 200 p.

◻ A l'école, l'intégration. - Zones d'éducation prioritaires (ZEP), classes d'accueil pour les enfants non francophones, soutien scolaire hors l'école : la politique de « discrimination positive » menée par l'éducation nationale à l'égard des enfants issus de l'immigration est à un tournant. En collaboration avec la revue *Hommes et Migrations*, les Cahiers pédagogiques dressent le bilan de vingt ans de réflexion et d'expériences sur le terrain. N° 296, septembre 1991.

◻ Evaluer les acquis des élèves. - Au moment où a lieu, pour la troisième année consécutive, une évaluation nationale des acquis des élèves de CE2 et de sixième en français et en mathématiques, la revue *Éducation et Formations* de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale tire les leçons de deux années d'expérience. N° 27-28, août 1991.

LOCATION LONGUE DUREE

Pourquoi préférer Renault ?



Numéro Vert
05 05 20 01
APPEL GRATUIT

■ Pour votre entreprise, le parc automobile est un authentique outil de travail. La location longue durée constitue aujourd'hui la solution la plus simple et la plus complète pour gérer cet outil avec rigueur tout en maîtrisant les coûts. Chez Renault, des spécialistes de la location

longue durée et de la vente sont là pour vous conseiller. Ils sauront apporter à vos exigences les réponses les mieux adaptées : choix de véhicules, financement, assistance, sans oublier l'accueil, le service et la qualité ■

Direction Regionale Paris-Ile de France
330, Bureaux de la colline. 92213 Saint Cloud

Je souhaite recevoir :

☐ Votre dossier Location Longue Durée

☐ La visite de l'un de vos conseillers

Société : _____

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Tél : _____

Fonction : _____

Nombre de véhicules du parc : _____

POUR REUSSIR
DECINE DU PHARMACE

EDUCATION
ENQUETE
ECOLE PRIMAIRE
A GRANDE REFORME

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Avec un projet de budget en progression de 7 %

La recherche est confirmée comme une « priorité majeure »

Avec un projet de budget de 51,1 milliards de francs en 1992, en progression de 7 % par rapport à 1991, le domaine de la recherche civile et du développement technologique est confirmé comme « priorité majeure » des crédits de l'Etat, dont le total devait croître d'un peu moins de 3 % en 1992 (le Monde du 26 juillet). Selon les estimations présentées mardi 24 septembre par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, la dépense de recherche et développement devrait atteindre, en 1992, 2,44 % du produit intérieur brut (PIB), contre 2,41 % en 1991. La France se maintient ainsi au quatrième rang pour l'effort de recherche, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon.

« En maintenant le cap des budgets antérieurs dans un environnement international et économique difficile, la progression du BCRD (budget civil de la recherche et du développement technologique) confirme que la recherche est une des principales priorités de l'action gouvernementale », a affirmé M. Curien. La progression de 7 % annoncée par le ministre pour 1992 est comparable, certes, à celle de 1989 (7,6 %) et de 1990 (7,1 %), ainsi qu'à celle prévue pour le budget 1991 (+ 7,3 %).

Elle oublie cependant les directives budgétaires du 10 mars 1991, qui avaient entraîné une réduction du BCRD de 48,7 milliards à 47,7 milliards. Rapporté effectivement au budget 1991, amputé de près de 1 milliard, le BCRD 1992 connaît donc une progression réelle de 7 %, alors que, par rapport au budget initial de l'an dernier, cette progression n'est en fait que de 5 %.

Consenti pour 55 % (28 milliards) par le ministère de la recherche, ce budget se répartit en trois secteurs : 27,9 milliards de francs sont attribués aux organismes publics et à la recherche universitaire, soit une progression de 8,5 % (+ 9 % pour les dépenses ordinaires de salaires et de formation, + 5,5 % pour le soutien des programmes et le fonctionnement des laboratoires, + 9,7 % pour les autres dépenses d'investissement) ; 17,1 milliards (+ 1,9 %) vont aux grands programmes technologiques (espace, nucléaire, aéronautique) et 6,1 milliards (+ 15,7 %) à la recherche industrielle.

Le respect des engagements européens

Les crédits d'intervention en faveur de la recherche industrielle augmentent ainsi, par rapport à 1991 (+ 9,6 %), une progression marquée. « Malgré une augmentation de l'effort des entreprises de l'ordre de 10 % par an, les sommes qu'elles consacrent au financement des dépenses de recherche sont encore insuffisantes », a précisé M. Curien.

Le renforcement des mesures incitatives, qui vise notamment à respecter « les engagements en matière de programmes européens (TVHD, programme européen Eurka), s'adresse pour une large part aux PME-PMI, par l'intermédiaire de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), dont les crédits, portés à 1 140 MF, progressent de 21 %. Une tendance que confirme également l'évolution du crédit d'impôt-recherche, dont le montant, estimé à 4,5 milliards pour 1992 (+ 9,7 %), devrait bénéficier à 8 800 entreprises, soit 800 de plus qu'en 1991.

L'espace d'abord

En comparaison, l'effort accordé aux grands programmes technologiques s'inscrit dans la continuité. D'un montant de 6 273 MF (6 254 MF en 1991), la dotation budgétaire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est reconduite, avec une légère diminution en francs constants. L'enveloppe de 8 600 MF attribuée au Centre national d'études spatiales (CNES), calculée au plus strict pour couvrir les besoins nationaux et européens du programme spatial, augmente de 8 % (+ 13 % en 1991). Les crédits consentis à l'aéronautique civile, soit 2 290 MF (- 12,7 %), assurent essentiellement la poursuite du soutien aux programmes en cours (Airbus A-330-340) ou lancés en 1991 (Falcon

2000, moteur d'hélicoptère Ariel 2).

Sur les 27,9 milliards attribués aux organismes publics et à la recherche universitaire, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) se voit attribuer 11 832 MF (+ 8,1 %), l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) 2 908 MF (+ 9,2 %), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) 2 156 MF (+ 8,5 %). Dans l'ensemble des établissements publics, scientifiques et techniques, la politique de relance de l'emploi scientifique sera poursuivie avec six cents créations d'emplois, réparties pour moitié entre chercheurs et ingénieurs, techniciens et personnels administratifs.

Faisant le bilan, par grands objectifs, de l'évolution des crédits de la recherche au cours des quatre dernières années, M. Curien a rappelé que les moyens d'engagement de son budget, hors recherche industrielle, étaient passés de 35,6 milliards en 1988 à 45 milliards en 1992, soit une progression d'ensemble de 26,3 %. Le programme spatial en fut le premier bénéficiaire (+ 56,7 %), principalement au titre du développement du lanceur Ariane 5, des nouveaux programmes ERS-2 (satellite d'observation de la Terre) et DRTM (télécommunications entre infrastructure orbitale et sol) et de la phase préparatoire aux programmes européens Hermès et Columbus.

Dans le même temps, l'ensemble des recherches de base, la recherche universitaire et les grands équipements scientifiques ont enregistré une augmentation budgétaire de 27,3 %. Les recherches relatives à la santé (+ 35,8 %) et à l'agriculture (+ 31,3 %) ont fait l'objet d'une croissance prioritaire, au détriment des technologies industrielles (+ 5,1 %) et de l'énergie (- 8,7 %).

CATHERINE VINCENT

MÉDECINE

Dans l'attente de l'examen du texte par le Parlement

Une majorité de conseillers ordinaires se prononcent contre le projet de réforme de l'ordre des médecins

L'assemblée générale de l'ordre des médecins qui s'est tenue le 21 septembre à Paris a pris position contre le projet de réforme de l'institution ordinaire qui doit être examiné lors de la session parlementaire d'automne.

On ne réforme pas sans mal ni difficultés une institution cinquantenaire qui fut longtemps dirigée par quelques-uns des membres les plus conservateurs de la profession médicale. Telle est l'évidence à laquelle sont confrontés depuis plusieurs mois déjà ceux qui, à la tête du conseil national de l'ordre des médecins, souhaitent faire évoluer l'institution ordinaire afin que celle-ci ne soit plus, comme ce fut trop longtemps le cas, critiquée, ignorée ou méprisée par une majorité de praticiens. Dernière pièce versée à ce dossier : les conclusions de l'assemblée générale de l'ordre tenue le 21 septembre qui viennent d'être rendues publiques.

À la suite de l'opposition déchaînée de quelques-uns de leurs confrères parmi les plus réactionnaires, les docteurs Louis René et Bernard Glorion, respectivement président et vice-président du conseil national de l'ordre des médecins, avaient décidé en juin dernier la constitution d'un « groupe de travail ». Ce groupe, dont les membres ont été élus, devait chercher à prendre le pouls de l'institution ordinaire au vu du rapport rédigé par le docteur Jean Terquem (le Monde du 11 janvier) et de la note d'orientation rédigée sur le même thème par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Après avoir entendu un nombre important de représentants de la profession, le groupe relevait que le problème de la limitation des mandats ordinaires posait le plus de problèmes. « L'amertume ressentie par certains conseillers à la simple idée d'une limitation du

temps ou du nombre de leurs mandats tient plus de la passion avec laquelle ils ont accompli leur tâche que d'un désir inavoué de s'accrocher à un siège ou à une responsabilité », lisait-on dans son rapport.

Une question du docteur Savy

Ce point de vue devait pourtant être battu en brèche lors de l'assemblée générale tenue le 21 septembre dernier au siège du conseil de l'ordre. Cette assemblée, qui réunissait notamment l'ensemble des présidents et des secrétaires généraux des conseils départementaux et régionaux, avait notamment repoussé par 194 voix contre 62, la limitation prévue de la durée des mandats.

Mais cette même assemblée eut à répondre de manière plus tendue à une question du docteur Bernard C. Savy, ancien député (apparenté RPR) de la Nièvre, président de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine

(UNAM) et bien connu dans la profession médicale pour ses positions extrêmes : « Considérez-vous préférable de refuser le texte actuel de réforme ordinaire du gouvernement ? (1) » Une nette majorité devait alors — non sans paradoxe, au vu des travaux précédents — répondre par l'affirmative. Compte tenu du poids consultatif important de l'assemblée générale, les responsables du conseil national de l'ordre des médecins hésiteront sans doute dans les semaines qui viennent à établir de nouvelles relations officielles avec leur autorité ministérielle de tutelle. Pour autant, on assure auprès de ces mêmes instances ordinaires que la réforme de cette institution sera, quoi qu'il advienne, examinée par le Parlement lors de la prochaine session d'automne.

JEAN-YVES NAU

(1) Il s'agit là de la note d'orientation proposée par le cabinet du ministre délégué à la santé en avril dernier (le Monde du 22 juin).

ARCHÉOLOGIE

Découvert en Autriche

L'énigmatique homme des glaces

Le corps desséché d'un homme, trouvé la semaine dernière à environ 3 000 mètres d'altitude sur le glacier autrichien de Similaun (tout près de la frontière italienne), plonge les spécialistes dans la perplexité. D'après un premier examen des objets trouvés avec le corps (une hache, des silex à faire du feu, notamment), l'homme aurait pu vivre à l'âge du bronze, c'est-à-dire il y a quelque quatre mille ans. Si cette hypothèse est confirmée, ce serait la première fois que le corps d'un homme de cette époque est découvert en si bon état de conservation et avec des vêtements. L'homme portait, entre autres, des chaussures de cuir bourrées de paille pour isoler ses pieds du froid.

La réapparition de corps congelés dans un glacier se produit de temps à autre. Dans la plupart des cas, il s'agit de cadavres qui ont été engloutis et conservés dans la glace, et qui sont descendus en quelques décennies jusqu'à la langue terminale du glacier. Dans le cas de « l'homme de Similaun », il s'agit, soit d'une calotte glaciaire qui, de par sa situation et sa forme, ne bouge pas beaucoup, soit d'un lobe de glace morte isolé depuis longtemps de son glacier d'origine, coincé dans un creux de la topographie et donc pratiquement immobile. Quoi qu'il en soit, la chaleur des quatre derniers étés explique que la glace superficielle a fondu au point de déloger le corps.

Dans la banlieue de Rome

La basilique du pape Marc aurait été mise au jour

Marie-Claude Decamps a été nommée correspondante du Monde à Rome en remplacement de Patrice Claude. Nous publions ci-dessous son premier article.

ROME

de notre correspondante

L'endroit, un lieu dit dans la banlieue de Rome, situé entre la via Appia Antica et la via Ardeatina, près des catacombes de Saint-Calixte, s'appelle « Quo Vadis ? ». C'est là que, dit-on, saint Pierre, décidé à quitter la ville parce que déçu par les persécutions contre les chrétiens, aurait vu le Christ lui demander « Où vas-tu ? » (« Quo vadis ? ») et aurait rebroussé chemin, allant ainsi vers son martyre.

La zone, mille fois ratissée par les archéologues, semblait ne plus offrir de surprises. Pourtant, au début du mois, en soignant, pour le compte des Pères salesiens tout proches, des plantes médicinales maigrissées par la sécheresse, Tarcisio Gazzola a remarqué que l'herbe, plus rare par endroits, dessinait d'étranges courbes sur le sol. Sans s'en douter, il venait de faire une découverte archéologique de première importance. Celle d'une basilique paléochrétienne de l'époque de l'empereur Constantin.

Après quelques moments de surprise et d'incertitude, le 10 septembre, le géomètre appelé sur les lieux levait les derniers doutes : à 1,20 mètre sous terre, suivant exactement le tracé dessiné sur la surface herbeuse, il relevait le plan d'une basilique de forme particulièrement rare, dite « à déambulatoire » ou en forme de cirque romain. L'édifice, dont les murs ont 90 centimètres d'épaisseur, est long de 66 mètres et large de 27. Il a la particularité de posséder des nef latérales qui tournent autour de l'abside.

Il n'existe, pour le moment, que cinq basiliques de ce type recensées

aux abords de la ville, dont la basilique Saint-Sébastien sur la via Appia, Saint-Marcellin et Saint-Pierre sur la Labicana ou encore, plus connue, Sainte-Agnès sur la Nomentana. Toutes datent de l'époque de Constantin et, semble-t-il, étaient « couplées » avec des catacombes.

La fonction de la basilique était essentiellement d'offrir un espace à la liturgie eucharistique liée aux cérémonies funéraires ainsi qu'au culte des martyrs auxquels elle est très souvent dédiée et dont elle jouxte les tombes.

Les basiliques à déambulatoire sont toutes datées entre 313 et 337, soit durant le règne de Constantin. Trois d'entre elles seraient même dues à son initiative personnelle ou à celle des membres de la famille impériale. Encore fallait-il identifier les ruines de « Quo Vadis ? ». Ce serait chose faite, d'après Vincenzo Ficchi Nicolai, l'inspecteur de la commission pontificale d'archéologie sacrée qui a mené l'enquête et l'a d'ailleurs racontée par le menu sur une pleine page de l'« Osservatore Romano » de la semaine dernière.

Il s'agirait ainsi, explique M. Nicolai, de la basilique du pape Marc, que ce dernier fit construire en 336 avant d'y être enterré. Là encore, selon certains textes anciens certifiés, l'empereur Constantin aurait fait une donation pour la construction de l'édifice. Celui-ci devait rester en service jusque vers le Haut Moyen Âge. On perd ensuite sa trace.

Reste à confirmer ces hypothèses. Dans les prochains mois, la commission pontificale d'archéologie sacrée va entreprendre des fouilles destinées à prouver l'existence de la nécropole souterraine adjacente, dont on suppose la présence, et à montrer qu'il s'agit bien, enfin, de la fameuse basilique du pape Marc.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
630 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M.-Gandou
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. : 64-62-72-72
Yéléc. : 64-62-72-72. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE / LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

Une « banque de sperme » non autorisée

Le préfet des Bouches-du-Rhône ordonne la cessation d'activité de Nature et Fertilité

Après avoir constaté, mardi 24 septembre, au cours d'un contrôle effectué par des médecins de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales des Bouches-du-Rhône, que l'association marseillaise Nature et Fertilité se livrait à une activité de banque de sperme sans en avoir l'autorisation administrative, le préfet du département, M. Claude Bussière, a demandé la cessation immédiate de ses activités.

Dans un communiqué rendu public mardi 24 septembre, le directeur général de la santé, le professeur Jean-François Girard, indiquait que le cas particulier de l'association Nature et Fertilité était connu de l'administration. « Cette association, précise-t-il, n'a pas reçu l'agrément d'exercer des activités biologiques de procréation médicalement assistée et n'a pas sollicité l'autorisation administrative prévue par l'article 757 du Code de la santé publique. (...) Son directeur technique ne peut plus se prévaloir de l'agrément régulièrement obtenu en 1990 lorsqu'il exerçait dans un laboratoire d'analyses médicales localisé à la même adresse que pour les activités de procréation médicalement assistée exercées dans ce laboratoire ».

Le docteur Jean-Pierre Defretin et les autres responsables de Nature et Fertilité risquent, en vertu de l'article L. 761-17 du Code de la santé publique, une peine de deux mois à un an de prison, ainsi qu'une amende de 2 000 à 40 000 F.

Les suites de la polémique concernant la découverte du virus

M. Curien envisage une modification de l'accord franco-américain sur le sida

Un membre du gouvernement, en l'occurrence M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a envisagé publiquement pour la première fois, mardi 24 septembre, la nécessité d'une renégociation de l'accord franco-américain sur le sida (le Monde du 20 septembre). M. Curien, en effet, a déclaré qu'« une part de vérité nouvelle vient d'être mise au jour (NDLR : par les déclarations d'un des adjoints du professeur Robert Gallo, le docteur Mikulas Popovic). Notre sentiment est que, ce nouveau constat des faits étant bien différent des faits connus au moment de la signature de l'accord franco-américain, nous devons, sans doute, tout naturellement, envisager une révision de cet accord ». M. Curien a également déclaré qu'« une part de vérité nouvelle vient d'être mise au jour (NDLR : par les déclarations d'un des adjoints du professeur Robert Gallo, le docteur Mikulas Popovic). Notre sentiment est que, ce nouveau constat des faits étant bien différent des faits connus au moment de la signature de l'accord franco-américain, nous devons, sans doute, tout naturellement, envisager une révision de cet accord ».

M. Mikulas Popovic, qui était en 1984 chef virologue dans le laboratoire du professeur Gallo, a déclaré aux enquêteurs du National Institute of Health (NIH) avoir été contraint de modifier, à la demande de son patron, le texte initial de l'article annonçant la découverte du « virus américain » du sida (le Monde du 18 septembre). Le professeur Gallo lui aurait demandé à cette occasion de ne pas faire référence au virus du sida envoyé quelques mois plus tôt au NIH par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris).

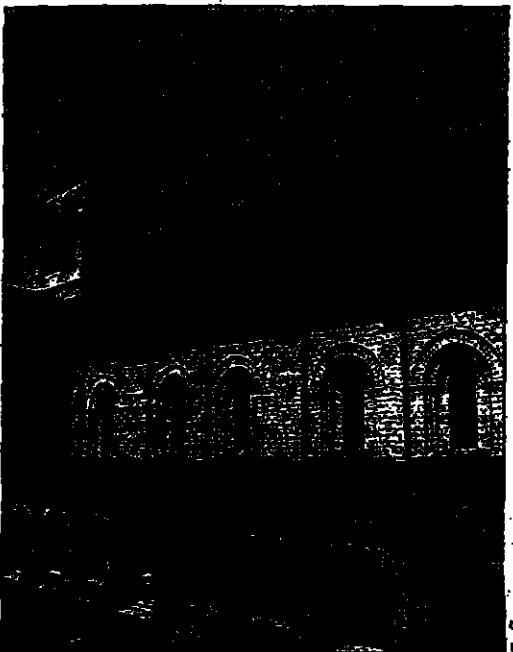
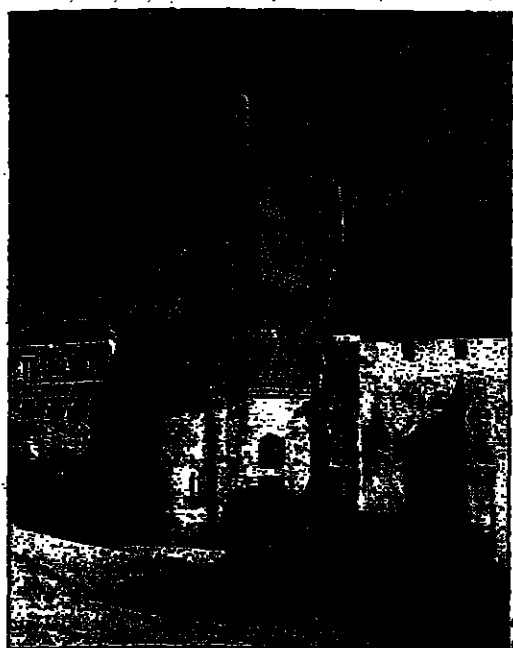
LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

200 QUESTIONS A MON AVOCAT
SERVICES LES ÉDITIONS

مكتبة الأصل

ARTS • SPECTACLES

Fontevraud, patrimoine et musique



« Pourquoi installer des Disneylands en France alors que nous avons des monuments historiques ? », demandait naguère un homme politique. « Le patrimoine, c'est notre pétrole », affirmait-il encore. Jack Lang célébrait, le temps d'un colloque à la Sorbonne, le mariage de la culture et de l'économie. Les élus locaux ont retenu ce discours. Cela nous a valu quelques projets intéressants. Le Conseil général du Gard envisageait de transformer les abords de son célèbre Pont en centre « gallo-romain », avec villas « d'époque ». Celui du Lot-et-Cher voulait édifier lui aussi son centre — mais consacré à la Renaissance — aux portes de Chambord. La municipalité du Mont Saint-Michel — 70 habitants, 70 commerçants — se bat pour faire couler aux pieds du Mont un flot de bitume histoire d'atténuer la fatigue des visiteurs qui pourraient ainsi garer leurs véhicules sous les remparts.

Ces projets sont restés dans les cartons mais ne demandent qu'à ressortir sous une autre forme. Si la culture est en passe de devenir une composante de l'économie, le tourisme en est depuis longtemps un chapitre et les monuments historiques, pour trop de collectivités territoriales, ne sont toujours que les faire-valoir de l'hôtellerie.

Pourtant, c'est vrai, la restauration et l'entretien de notre patrimoine ne peuvent être entrepris sans contreparties. Il faut trouver une affectation aux bâtiments rénovés souvent à grand frais, une adéquation entre la forme, l'histoire, l'esprit du lieu et une activité qui ne peut être quelconque. A Fontevraud, dans le Maine-et-Loire, après quelques tâtonnements, la solution semble trouvée. La vieille abbaye se prête magnifiquement à une promenade à travers huit siècles d'architecture.

Les classes du patrimoine sont déjà ici de fréquents séjours. La multiplicité de ses salles, maintenant équipées, la présence d'un hôtel dans ses murs, permettent la tenue de colloques et de séminaires. Fin novembre, les « Entretiens du patrimoine » s'y dérouleront. L'an prochain, le prince de Galles devrait y organiser des rencontres autour de l'architecture. Enfin, une programmation ambitieuse doit transformer l'abbaye en centre musical ouvert toute l'année. L'étonnante variété de ses volumes et de ses espaces autorise des concerts de toutes sortes, de la polyphonie médiévale aux expériences les plus contemporaines.

Le ministre de la culture va d'ailleurs tenter ici une expérience qui pourrait être exemplaire. Dans quelques semaines, Jack Lang doit signer une convention avec le Centre culturel de l'Ouest, une association de droit privé financée par la région des Pays-de-Loire. Au terme de celle-ci, l'Etat continuera d'assurer la restauration des bâtiments et confiera la gestion de l'abbaye à l'association. A elle de trouver les moyens de redonner vie aux couvents.

Mais il ne s'agit pas, ici comme ailleurs, d'adapter le patrimoine culturel de notre pays aux besoins des touristes et aux stratégies hôtelières, de répondre aux défis de Disneyland en remplaçant Mickey par Astérix. Le nouveau destin de l'abbaye de Fontevraud sera particulièrement suivi. Cette expérience, qui mêle financements publics et gestion privée sur fond de décentralisation appliquée à un monument historique, est peut-être la réponse attendue par les responsables du Patrimoine.

E. de R.



Un passé plein d'avenir

L'abbaye de Fontevraud fut fondée dans les premières années du douzième siècle par Robert d'Arbrissel. Elle s'agrandit au fil des siècles. Prison de 1894 à 1963, elle est aujourd'hui en cours de restauration. Mais l'affectation de ces énormes bâtiments est un problème. L'Etat va signer une convention en vertu de laquelle sa gestion sera confiée à une association privée. Une première en France.

PARFOIS, l'excessive richesse patrimoniale d'une région n'est pas loin de ressembler à une malédiction. Restaurer les vieilles pierres passe encore, mais il faut ensuite les entretenir et leur donner une affectation, souvent hasardeuse, génératrice de gouffres financiers. Cette menace planait sur l'abbaye de Fontevraud, cité monastique fondée par Robert d'Arbrissel vers 1100, située en Maine-et-Loire, à proximité de Saumur. Alors que ses « sœurs » de Clitoux et Chny ont presque totalement disparu sous la pioche des démolisseurs, que Clairvaux est toujours occupée par une prison qui a dévoré ses murs, Fontevraud est à ce jour le plus grand ensemble conventuel français encore debout : une enceinte de 14 hectares, 3 hectares de toitures, près de 100 000 mètres carrés de planchers.

La première mission de l'Etat français, propriétaire des lieux, est donc de préserver, mais surtout de restaurer, cette suite de bâtiments qui ont classiquement souffert des soubresauts de la Révolution et de leur transformation, dès le premier Empire, en centrale pénitentiaire — ce qui leur évita d'être transformés en carrières de pierres. Restauration longue et coûteuse : depuis 1963, date du retour de l'abbaye à la vie civile, celle-ci est en chantier. Tous les ans, depuis 1984, le ministère de la culture lui affecte 8 millions de francs,

budget complété par 2 millions versés par les collectivités territoriales (essentiellement la région des Pays de la Loire). A ce rythme, Fontevraud devrait être entièrement rénovée d'ici vingt-cinq ou trente ans.

Déjà, de larges parties sont ouvertes au public : l'église abbatiale, chef-d'œuvre de l'architecture romane avec les gigantesques souverains Plantagenêt, plusieurs cloîtres et dortoirs, la salle capitulaire, le chauffoir et la monumentale cuisine. Par ailleurs, les fouilles archéologiques vont bon train. Elles ont permis la découverte, sous le cloître Saint-Lazare, d'un retable dont il ne manque qu'un tiers et de fragments importants d'un Jugement dernier de style roman.

La Caisse nationale des monuments historiques a la charge de gérer ce patrimoine aujourd'hui visité, chaque année, par cent quarante mille personnes. La simple promenade à travers des salles vides — si belles soient-elles — lui a semblé insuffisante. Aussi le Centre culturel de l'Ouest, association de droit privé dont le président est Olivier Guichard, président du conseil régional, s'y est-il installé, avec l'ambition d'animer ces pierres. Ses parrains en sont les trois régions avoisinantes (Pays de la Loire, Centre, Poitou-Charentes), le département de Maine-et-Loire et les communes de Saumur et de Fontevraud.

Aujourd'hui, un contrat est sur le point d'être signé entre le ministère de la culture et l'association. Une première en France. Le premier va déléguer à la seconde la gestion des bâtiments, la responsabilité de l'accueil des visiteurs, l'animation et la promotion de l'ensemble de l'abbaye. L'équipement (mobiliers, chauffage, fluides, etc.) — de l'ordre de 3 millions de francs par an — est pris en charge par la région. L'Etat continuera d'assurer la rénovation, la conservation et la sécurité de l'abbaye.

L'association a trois buts. Le premier est d'initier le public à l'architecture, ce qui est relativement aisé puisque la construction des bâtiments s'étale du onzième au dix-neuvième siècle inclus. Les élèves des classes du patrimoine peuvent être logés sur place pour de courts séjours. Le deuxième est d'accueillir les chercheurs : la diversité des espaces autorise toutes les configurations de séminaires et de colloques, de quelques dizaines de

personnes à plusieurs centaines. Et, pour abriter les congressistes, le cloître Saint-Lazare, entièrement rénové, a été converti en hôtel — cinquante-deux chambres sobriement meublées, un restaurant, des salons et une salle d'exposition. Cet hôtel, affermé à la Société de tourisme internationale, est désormais ouvert au commun des touristes (STI).

Faire de Fontevraud un centre musical est la dernière ambition de l'association. Fort des qualités acoustiques variées offertes par les différentes salles de l'abbaye, René Martin, responsable des festivals de La Roque-d'Anthéron et de la Grange de Meslay, a accepté de prendre en charge sa programmation musicale (lire l'entretien avec René Martin page 19).

Ces transformations à vue n'ont pas manqué de soulever quelques problèmes entre les mille deux cents habitants de Fontevraud et les responsables de l'abbaye. Certains résidents sont encore traumatisés par la fermeture de la prison, qui a fait perdre deux cents emplois au bourg. Beaucoup de Fontevrauds désignent encore l'abbaye sous le nom de « la Centrale ». Elle les faisait vivre alors que les nouvelles activités du centre n'ont guère de retombées directes sur leur ville, une vingtaine d'emplois tout au plus. Lorsqu'il a été question de réhabiliter le vaste jardin, jadis à la française, séparé de l'abbaye par la largeur d'une rue encaissée, le maire, Dominique Dauge, a mis son veto au projet de passerelle qui devait relier l'abbaye à ses anciennes dépendances. Il craignait que le circuit d'entrée ne soit modifié à la faveur de cette liaison et que les touristes n'évitent ainsi le centre-ville, donc les commerces. La création d'une hôtellerie au sein du cloître Saint-Lazare fit aussi grincer quelques dents. Aujourd'hui, la position du maire a évolué, comme celle de ses administrés. « Notre commune n'est pas agricole, estime-t-il, l'industrie y est inexistante, nous abritons encore une petite garnison, un régiment de chasseurs et un régiment de chars de combat, le 307^e, celui du général de Gaulle, mais ce n'est pas suffisant. Nous devons résolument nous tourner vers le tourisme. L'abbaye est devenue un atout essentiel pour le développement de notre communauté. »

EMMANUEL DE ROUX
(Lire nos articles pages 18 et 19.)

ARTS 20 et 21
« Rembrandt » à Berlin
« Pop Art » à Londres

DISQUES 27
Joan Sutherland,
la voix du siècle

DANSE 28
Octobre en Normandie,
festival régionaliste,
chorégraphique et musical

Lire pages 22 à 26 la sélection
des rendez-vous de la semaine

LOUVRE
Auditorium

Premières à Paris

Cycle de concerts le mercredi à 20 h 30

Automne 1991

2 octobre
Thomas Hampson, baryton
Graham Johnson, piano

9 octobre
Peter Jablonski, piano

20 novembre
Melvyn Tan, pianoforte

27 novembre
Elizabeth Laurence, mezzo-
soprano
Quatuor Cherubini

réservation : (1) 40 26 52 29
information : 36 15 Louvre

QUESTIONS AUTOUR D'UNE RESTAURATION

Le cloître ou la cellule

Fontevraud est en chantier. Un chantier qui dure depuis huit siècles. Ici tous les styles s'affrontent, se chevauchent, du roman le plus pur au néoclassicisme du dix-neuvième siècle. Un casse-tête pour les architectes des Monuments historiques chargés de suivre la restauration de l'abbaye.

EN 1101, Robert d'Arbrissel, prêtre remuant, érudite intermittent, prêcheur contestataire, encombré d'une troupe bigarrée de disciples que la hiérarchie ecclésiastique trouve peu recommandable, se fixe à Fontevraud, un vallon désert à la limite de l'Anjou et du Poitou. Quinze ans plus tard, avant de mourir, il place sa communauté sous l'autorité d'une abbesse. Jusqu'à sa dissolution, l'ordre mixte qu'il a fondé sera ainsi soumis à une femme. Les premiers bâtiments, élevés au douzième siècle, strictement séparés les uns des autres, reflètent la division de l'ordre. Chacun a son cloître : le Grand Moutier pour les nonnes, la Madeleine pour les « femmes repenties », Saint-Jean-de-l'Habit pour les hommes, Saint-Lazare pour les lépreux. En 1119, le pape Calixte II consacre l'église abbatiale. Les Plantagenêts, dynastie angevine qui contrôlera bientôt l'Angleterre et tout l'ouest de la France, comblent l'abbaye de faveurs. Une soixantaine de prières se rattachent à Fontevraud, qui compte cinq cents moniales et une centaine d'hommes. Henri II et sa femme, Aliénor d'Aquitaine, seront enterrés dans l'abbatiale. Leur fils Richard Cœur de Lion également.

Après la crise de la guerre de Cent Ans, l'ordre est réformé par Marie de Bretagne (1457-1477). Ce qui entraîne des modifications architecturales nombreuses. Embellissements et campagnes de construction se succèdent aux seizième et dix-septième siècles. Sous la houlette d'abbesses issues bien souvent de la famille de Bourbon, l'abbaye connaît une période particulièrement faste. Au début du dix-huitième siècle, l'arrivée des filles de Louis XV est l'occasion d'ultimes travaux. La Révolution fait disparaître le cloître des hommes et démantèle en partie la Madeleine. Mais l'administration pénitentiaire, à partir de 1804, entreprend des travaux importants pour transformer l'abbaye en prison (lire l'encadré ci-dessous). Vers 1840, Mérimée fait classer l'abbatiale et la cuisine. Celles-ci sont rénovées dans les premières années du vingtième siècle alors que la centrale fonctionne encore. Pendant huit siècles, on a donc, pratiquement sans relâche, construit, transformé et aménagé l'abbaye de Fontevraud.

Quand, en 1963, le ministre de la justice transfère sa propriété à celui de la culture, des questions se posent : que va-t-on restaurer et comment ? Les bâtiments doivent-ils retrouver leur état d'origine, mais dans ce cas, lequel privilégier ? Une certitude pour les monuments historiques, à cette époque : le souvenir de la prison doit disparaître. Effectivement, les bâtiments parasites sont presque tous mis à bas. Le quartier cellulaire en particulier, avec ses étroites cours en éventail. Les lourdes portes des cellules sont détruites, les graffiti laissés par des générations de détenus sont effacés. Seules subsistent la banale caserne qui masque l'abbatiale, l'impressionnante

porte ornée de pointes de diamant et ses deux pavillons, construits par Charles Normand dans les premières années du dix-neuvième siècle – bel exemple de l'architecture néoclassique, – une aile du cloître Saint-Lazare et quelques appartements imbriqués au cloître de la Madeleine.

Certains regrettent aujourd'hui cette hâte. La prison fut un moment important de l'histoire de l'abbaye, il importait que des traces en soient conservées. On a récupéré ici ou là, dans des décharges, de rares éléments mobiliers de cette période. Quelques cellules disciplinaires sont encore en place. C'est tout. Pierre Prunet, l'architecte des Monuments historiques qui suit les travaux, avoue d'ailleurs sa répugnance à perpétuer des éléments de l'ère pénitentiaire. Le grand cloître, par exemple, est surmonté d'une galerie couverte, percée de fenêtres en demi-lune, construite pour les besoins de la prison. Elle devra disparaître. « Cette structure alourdit considérablement le cloître et, de plus, occasionne des désordres architecturaux au bâtiment tout entier », affirme Pierre Prunet, suivi par la majorité de la commission des monuments historiques. Bruno Foucard, qui avec Alain Erlande-Brandenburg, Georges Duby et Léon Pressouyre fait partie du comité scientifique de Fontevraud, le déplore. En revanche, l'architecte veut respecter scrupuleusement les différentes étapes de la construction. Tâche parfois difficile quand les époques se chevauchent. Le chauffoir du Grand Moutier a retrouvé son état du seizième siècle, mais dans la porte romane conservée une « fenêtre » permet de voir les trois niveaux successifs occupés par la salle depuis sa construction au douzième siècle.

D'autres incriminent une restauration trop poussée, proche de la « reconstitution ». Les pierres trop abîmées sont effectivement changées : « Nous n'avons pas d'autres solutions que de remplacer les pierres décolorées. Nous utilisons le même tuffeau, un matériau très tendre et donc fragile, pour les parties visibles. Mais une pierre de Charente plus dure pour ce qui n'est pas visible », explique Pierre Prunet. Les archéologues, enfin, accompagnent le chantier de restauration. En explorant les sous-sols de l'abbatiale, ils ont découvert des traces d'églises plus anciennes, des gisants en morceaux – celui de Raymond VII de Toulouse ? –, ailleurs, des réseaux complexes de canalisations, des éléments lapidaires sculptés, une grande quantité d'ossements et des vestiges innombrables de la vie quotidienne de la communauté. Leur ambition était de laisser une partie de ces fouilles ouvertes. Ce qui est difficilement compatible avec la vie du Centre culturel de l'Ouest.

Les archéologues se sont donc repliés sur la Madeleine, où ils entreposent leurs matériaux avec l'espoir de faire ici un musée archéologique. Mais, dans l'abbatiale, une crypte permettra aux visiteurs de parcourir le dédale des fouilles restées ouvertes. Le sol de l'église sera rétabli. Les quatre gisants Plantagenêt, dont la présentation avait fait l'objet d'une intense polémique, retrouveront alors leur place originelle. Pour le plus grand bonheur des Britanniques, choqués par le traitement que la France réservait à leurs anciens souverains.

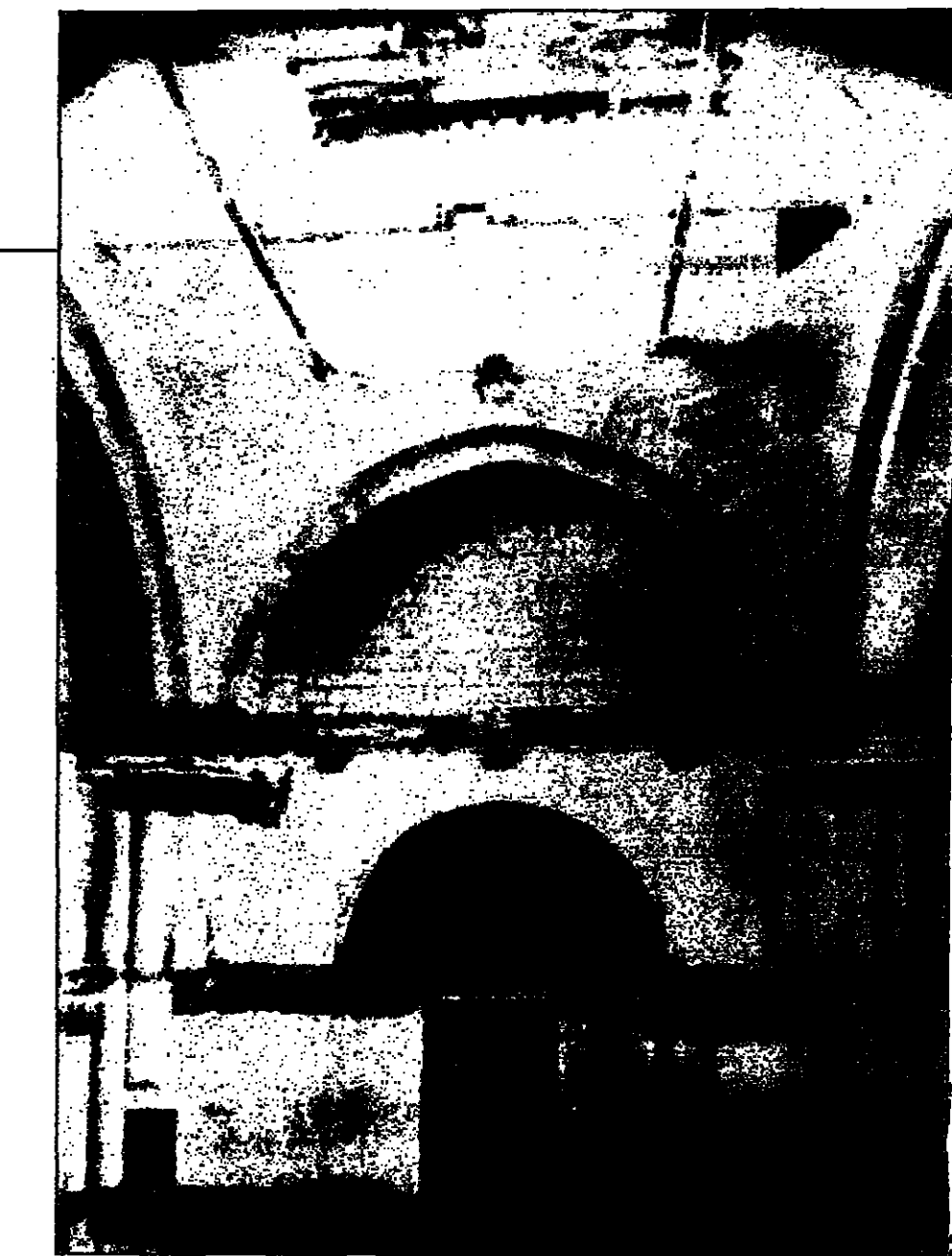
E. de R.

Derrière

« **D** E toutes les centrales de France, Fontevraud est la plus troublante. C'est celle qui m'a donné la plus forte impression de détresse et de désolation, et je sais que les détenus qui ont connu d'autres prisons ont éprouvé, à l'entendre nommer même, une émotion, une souffrance, comparables aux miennes. Je ne chercherai pas à démêler l'essence de sa puissance sur nous : qu'elle la tienne de son passé, de ses abbesses filles de France, de son aspect, de ses murs, de son terre, du passage de ses bagnards partant pour Cayenne, des détenus plus méchants qu'ailleurs, de son nom, il n'importe (...). » Jean Genet ouvre par ces lignes son *Miracle de la rose*, roman dédié à la figure mythique d'un condamné à mort – Marcamone – qui vit là ses derniers jours.

Roman, car il semble bien que l'auteur qui a connu bien des geôles au cours de son existence n'ait jamais été interné à Fontevraud. Albert Dichy et Pascal Fouché, qui ont épluché sa biographie et consulté les archives de l'administration pénitentiaire, n'ont trouvé aucune trace d'un passage de l'écrivain dans la centrale du Val-de-Loire (1). En revanche, on sait qu'il passa une bonne partie de sa jeunesse à Mettray, colonie pénitentiaire située à quelques kilomètres de là. Et la centrale toute proche était, selon Genet, « le sanctuaire vers quoi montaient les rêves de notre enfance ». Cette fascination adolescente explique sans doute l'hommage rendu plus tard à l'abbaye carcérale.

C'est en 1804 que cette affectation fut trouvée à Fontevraud. Le couvent était vide depuis l'expulsion des nonnes en 1792. Les bâtiments, trop vastes, n'avaient pas trouvé d'acquéreur. Déjà un cloître, celui de Saint-Jean-de-l'Habit, avait été rasé. Les habitants du bourg réclamaient au gouvernement central l'installation dans ces murs d'un hospice pour les nécessiteux. On décida d'y loger une prison. Celle-ci se peupla lentement. En 1814, elle accueillait 469 détenus – hommes, femmes et enfants. Dix ans plus tard, elle faisait la pleine. Sa population



La nef de l'abbatiale fut divisée pendant tout le vingtième siècle pour loger les détenus

carcérale oscilla de mille cinq cents et mille huit cents personnes jusqu'au début de la III^e République. Les femmes quitteront la centrale en 1850.

A cette époque, 75 % des détenus sont des délinquants – surtout d'origine rurale – condamnés pour des petits délits. La durée moyenne de la détention est de trois ans environ. Faute de place, on a entresolés les bâtiments. La nef de l'abbatiale est divisée en trois niveaux pour loger dortoirs et ateliers. Des apprentis poussent un peu partout. Un mur d'enceinte est élevé, sommé de miradors. Une aile est ajoutée au cloître Saint-Lazare. Celui de la Madeleine est profondément remanié. Une caserne est édifée

en face de la cour d'entrée, un quartier cellulaire pousse dans le dos du Grand moutier.

La discipline est sévère. Les détenus travaillent en silence, douze heures de rang, dans les ateliers (filature, tissage). La nourriture est plus que médiocre, la mortalité élevée. Après 1890, le nombre des détenus baisse sensiblement pour se fixer autour de huit cents, leur condition s'améliore. Cependant les « cages à poules », cellules individuelles assez proches des « fillettes » de Louis XI, servent toujours à enfermer les « fortes têtes ». Certaines sont encore visibles. « La centrale vivait comme une cathédrale un minuit de Noël », écrit Jean Genet dont les sources sont quand même sûres. Nous continuons la tra-

les barreaux

dition des moines s'activant la nuit, en silence. Nous appartenions au Moyen Âge. »

Plus loin, il note la routine quotidienne : « Lever à six heures. Un gâfe ouvrait la porte, nous allions chercher dans le couloir dallé de pierre les fringues posées la veille avant d'aller se coucher. On s'habillait. Cinq minutes au lavabo. Au réfectoire, on buvait un bouillon, et on partait pour l'atelier. Travail jusqu'à midi. On revenait au réfectoire jusqu'à une heure et demie. A l'atelier encore. A six heures, à la soupe. A sept heures, au dortoir (...). Le dimanche, nous restions aux ateliers, inactifs, à lire quelques fois la nomenclature des abbesses nommées par décret royal, qui régnaient sur Fontevraud. Et pour aller au réfectoire à midi, nous traversions des cours d'une tristesse infinie, tristes par le fait déjà de l'abandon qui voue à la mort des façades d'une Renaissance admirable. »

Le séjour du narrateur se déroule pendant l'Occupation. On peut le dater à quelques notations : les détenus confectionnent des filets de camouflage pour l'armée allemande. A cette époque, quelques dizaines de « politiques » – des résistants rafés dans la région – sont internés dans l'abbaye. Ils bénéficient d'un régime spécial et un brassard les distingue des droits communs. Auguste Blanqui, embastillé dans ces murs sous la monarchie de Juillet, avait eu droit lui aussi à un régime particulier. Après la Libération, quelques collaborateurs connurent à leur tour les cellules de Fontevraud. Le plus illustre d'entre eux fut Charles Maurras, fondateur de l'Action française, qui y resta de 1945 à 1952.

En 1963, la centrale fut fermée. L'administration pénitentiaire maintint quelques années une vingtaine de détenus dans l'ancien cloître de la Madeleine. Ils furent en partie chargés du démantèlement de la prison. Le cauchemar des « matons » se réalisait soudain sous leurs yeux : des prisonniers arrachaient les grilles des fenêtres, faisaient sauter les murs d'enceintes et les cloisons des cellules.

E. de R.

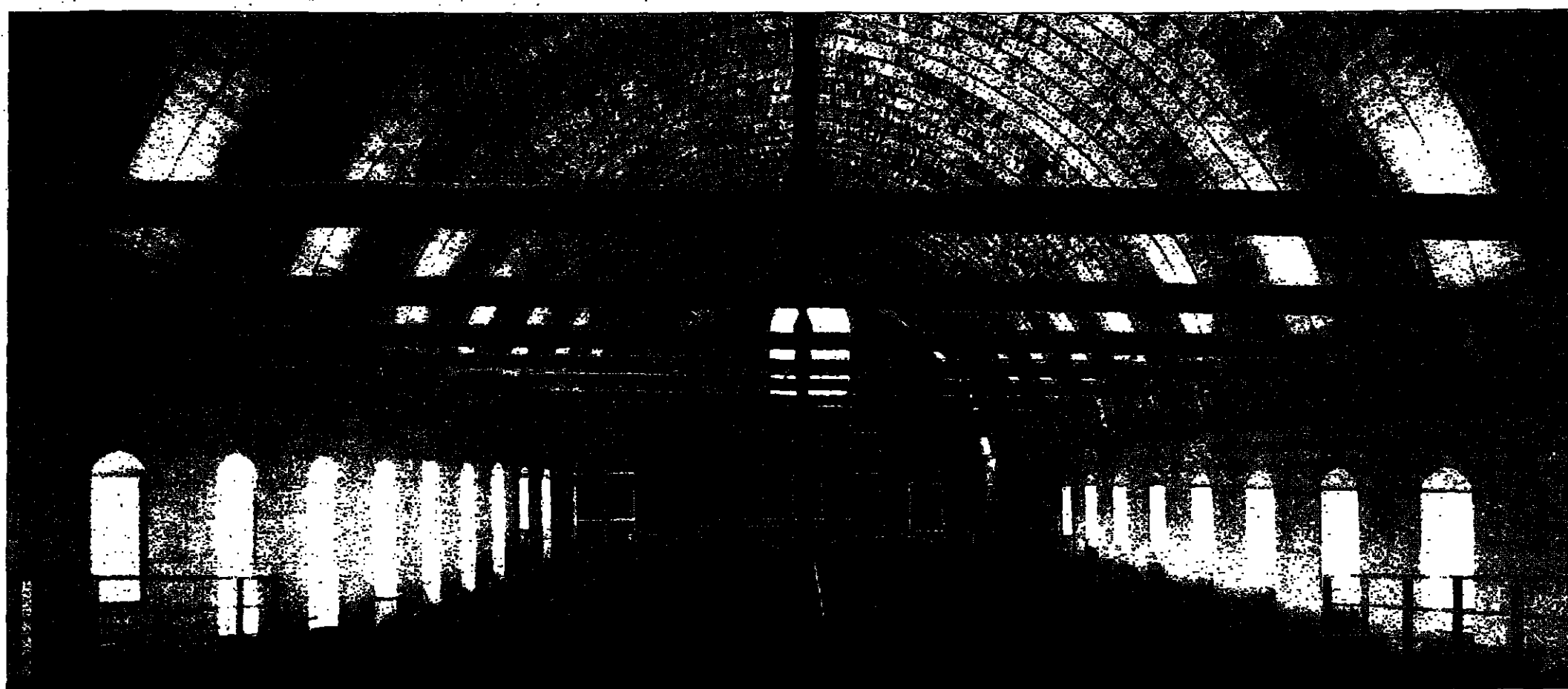
(1) Jean Genet, *essai de chronologie (1910-1944)*, Bibliothèque de littérature française contemporaine.

مكتبة الأصل

PATRIMOINE

LA PREMIÈRE SAISON MUSICALE DE FONTEVRAUD

La pierre qui chante



Le haut-dortoir, aujourd'hui transformé en salle de concerts et de séminaires

D. R.

Organiser des concerts est un métier que certains font mieux que d'autres. En dix ans, le CREA de Nantes peut s'enorgueillir d'avoir contribué à désenclaver la vie musicale en province. René Martin, son directeur, prend en charge la programmation musicale de Fontevraud, à la demande du Centre culturel de l'Ouest.

RENÉ Martin avait vingt-cinq ans lorsqu'il a organisé son premier concert, à Nantes. C'était en 1976. Son invité ? Le pianiste Wilhelm Kempff. Voilà qui oblige à l'excellence pour le reste de vos jours. Depuis, il a lancé un prestigieux festival de piano, à La Roche-d'Anthéron, invité les plus grandes pointures de la musique à Nantes, organisé des tournées prétendument impossibles qui furent des triomphes publics (*Via Crucis* de Liszt, par la Chapelle royale et Philippe Herreweghe dans des villages de l'arrière-pays nantais : il fallait oser), inventé les déficients week-ends musicaux de La Baule, baigné de musique dans un grand hôtel pour un prix défiant toute concurrence (*le Monde* du 27 mai 1986), repris en main la programmation du Festival de la grange de Meslay à la demande du pianiste Sviatoslav Richter qui lui a, en passant, confié l'exclusivité de l'organisation de ses récitals en France.

Les responsables du Centre culturel de l'Ouest lui demandent depuis quelque temps d'organiser une saison musicale à Fontevraud. Pas un festival, mais une vraie saison qui se déroulerait tout au long de l'année et ferait rayonner l'un des monuments français les plus

méconnus, bien que situé dans l'une des régions de France les plus visitées (le château d'Azay-le-Rideau est à un jet de pierre).

L'an dernier, Martin a discrètement lancé des ballons d'essais en organisant quelques concerts ; il a fait venir un acousticien et des musiciens pour évaluer la faisabilité du projet. Le public est venu, et l'acoustique de certaines salles s'est révélée si bonne que les interprètes-cobayes ont aussitôt demandé à enregistrer à Fontevraud. Ainsi Gérard Lesne et Il Seminario Musicale, l'Ensemble Organum de Marcel Pérès, les pianistes Philippe Cassard et Henri Barda ont déjà mis des disques en boîte pour Harmonia Mundi et Harmonic Records ; le violoncelliste Luis Claret, les pianistes Alain Planes et Nelson Freire s'apprêtent à le faire, pour Harmonia Mundi et Lyrica ; Elisabeth Leonskaia plaide cette idée au près de Teldec, en Allemagne ; Erato est déjà convaincu. D'autres éditeurs sont sur les rangs et viendront, dès l'année prochaine, produire des disques et des vidéo-disques à Fontevraud.

« Si j'ai accepté de mettre sur pied une programmation à Fontevraud, dit René Martin, c'est parce que cette abbaye chargée d'histoire offre une multitude de lieux pour donner des concerts, organiser des séminaires musicaux, mettre sur pied un centre de chant grégorien et bien d'autres choses qui restent à imaginer. Dès que sa restauration sera achevée, l'abbatiale pourra accueillir plus de deux mille auditeurs pour la récitation de grands mystères du Moyen Âge. D'autres salles, en revanche, sont de dimensions si humbles qu'elles sont idéales pour donner des récitals de clavecin, ou de luth, devant quatre-vingts, voire trente personnes, ou des récitals de piano pour quatre cents auditeurs. Tout est possible. Et même de donner des concerts en plein air ! A Fontevraud, il est une cour fermée par de hautes façades qui offre des conditions acoustiques exceptionnelles. Pourquoi ne pas y monter Richard Cœur de Lion de Haendel lorsque l'abbaye jetera l'un de ses

protecteurs qui est enterré ici ? Des lieux si divers qu'ils vont nous permettre de balayer tout le répertoire, du Moyen Âge à la musique contemporaine. Imaginez ce que pourrait donner un concert de musique électroacoustique dans le grand cloître, dont les galeries pourraient être sonorisées ? Il ne nous manque qu'un orgue pour boucler la boucle. Je ne veux pas me laisser enfermer dans le répertoire pour piano ou la musique de chambre, ou ne donner que de la musique religieuse européenne, parce que Fontevraud est le plus grand ensemble monastique de l'Occident chrétien. Les moniales ont fait représenter Racine, ici, ne l'oublions pas. Il n'est pas dans mes intentions de refaire ce que je fais ailleurs. Cela n'aurait aucun intérêt. Comme il n'y a aucun intérêt à pérenniser des séries de concerts, des festivals qui s'essouffent faute d'idées aptes à en renouveler la programmation. Une programmation qui n'est d'ailleurs viable que si elle prend en compte l'esprit du lieu qu'elle doit investir, que si elle s'inspire, que si elle se renouvelle constamment. Les respon-

sables du Centre culturel de l'Ouest, M. Olivier Guichard, son président, M. Jean-Claude Grohsens, son vice-président, et M. Jean-Paul Chastus, son directeur, qui vit ici à Fontevraud, ont parfaitement saisi le sens de cette démarche : offrir le meilleur au public, dans les lieux les plus adaptés, pour les prix les plus bas possible. »

La renaissance de Fontevraud est en marche. A ceux qui s'étonneraient que le Centre culturel de l'Ouest ait fait appel au Centre de réalisation et d'études artistiques (CREA) de René Martin, à un organisateur extérieur donc, pour mettre sur pied une saison musicale (*lire les programmes ci-dessous*), il faut opposer l'avis des artistes. A les en croire, si davantage d'organismes travaillaient de la même façon que René Martin, notre paysage musical changerait radicalement. Tout en ne ruinant ni l'Etat ni les collectivités locales, serions-nous tenté d'ajouter : le budget de la saison de Fontevraud ne dépasse pas 800 000 francs, pour vingt-sept manifestations.

ALAIN LOMPECH

Rendez-vous

Offices des moniales dans les abbayes au Moyen-Âge

Samedi 28 septembre : salle capitulaire, 18 heures, le graduel d'Alain de Bretagne, témoin de la réforme de la notation musicale du treizième siècle, conférence par Marcel Pérès, directeur de l'Ensemble Organum ; 19 heures : inauguration de l'exposition Beauté et Vérité unique, toiles et dessins de Mère Geneviève, moniale bénédictine ; église abbatiale, 20 h 45 : procession dans le cloître du grand moulin et office du graduel de Fontevraud pour voix de femmes, par l'Ensemble Organum. **Dimanche 29** : chapelle Saint-Lazare, 11 heures, office du codex de l'abbaye bénédictine espagnole de Las Huelgas pour voix de femmes, par l'ensemble Discantus, Brigitte Lesne (direction) ; 16 heures, textes d'Hildegarde von Bingen extraits des *Yaux intérieurs*, par Claudine Hunault, comédienne ; 17 heures, extraits de la *Symphonie de l'harmonie céleste* et de l'*Ordo Virtutum*, d'Hildegarde von Bingen, par l'Ensemble Sequentia, Barbara Thornton (direction).

L'Orient et le sacré

Samedi 9 novembre : cuisines de l'abbaye, 18 heures découverte de la musique traditionnelle kurde (conférence-dialogue) ; haut dortoir, 21 heures, Shahab Bahi Khan et son ensemble (musique sacrée kurde) et Nusrat Fateh Ali Khan et son ensemble (musique qawwali des soufis du Pakistan). **Dimanche 10** : haut dortoir, 11 heures, Shahab Bahi Khan et son ensemble ; 17 heures, Nusrat Fateh Ali Khan et son ensemble.

Regards sur la Nativité

Dimanche 8 décembre : grand réfectoire, 21 heures, Jean-Sébastien Bach, *Oratorio de Noël*, par l'Orchestre de chambre de Poméranie, l'Orchestre de l'Académie musicale de Varsovie, Włodzimierz Szymanski. **Dimanche 5 janvier 1992** : haut dortoir, 16 heures, Olivier Messiaen, *Vingt regards sur l'Enfant Jésus*, par Pierre-Laurent Aimard.

L'influence de Byzance

Samedi 9 février : grand réfectoire, 21 heures, liturgie du mont Athos, par le Chœur byzantin de Grèce, Lycourgos Angelopoulos (direction). **Dimanche 9 février** : grand réfectoire, 17 heures, chants religieux et rituels des

fermes d'Ukraine, traditions des Carpates orientales, du sud et de Volhynie, par les ensembles de Medelka, de Tishki, le Trio vocal de Stepanka et les Solistes de Voin et de Vidriht ; grand réfectoire, 21 heures, musique sacrée orthodoxe russe, par le Chœur orthodoxe des moines du monastère de Zagorsk, N. V. Matfiei (direction).

La Semaine sainte à Fontevraud

Mardi 15 avril : grand réfectoire, 21 heures, Coupe-rin, *Trois Leçons de ténèbres pour le mercredi saint*, par Jill Feldman et Isabelle Poulard (soprano), Philippe Pierlot (viola da gamba), et Davitt Moroney (orgue). **Jeudi 16 avril** : grand réfectoire, 21 heures, Charpentier, *Trois Leçons de ténèbres pour le jeudi saint*, par Gérard Lesne (alto) et l'ensemble Il Seminario Musicale. **Vendredi 17 avril** : grand réfectoire, 21 heures, Haydn, *Les Sept Dernières Paroles du Christ*, par le Quatuor Mosaiques. **Samedi 18 avril** : grand réfectoire, 21 heures, *Répons et Lamentations sur le samedi saint*, par l'Ensemble Jacques Moderne, Jean-Pierre Ouvrad (direction).

Piano

Samedi 12 octobre 1991 : haut dortoir, 21 heures, Bach, Brahms, Tchaïkovski et Moussorgski, par Radu Lupu. **Samedi 23 novembre** : haut dortoir, 21 heures, Mozart, Beethoven, Prokofiev, Chopin, par Nelson Freire. **Samedi 11 juillet 1992** : haut dortoir, 21 heures, Chopin et Debussy, par Ivan Moravec.

Musique de chambre

Vendredi 13 mars 1992 : haut dortoir, 21 heures, Brahms, par Gérard Caussé et le Trio Schubert de Vienne. **Samedi 6, dimanche 7 et lundi 8 juin** : haut dortoir, 20 heures, 11 heures, 20 heures et 14 heures, musique de chambre de Brahms par Dmitry Shklovsky et Boris Garfinkel (violin), Ron Ephrat (alto), Tzvi Mork et Leo Winland (violoncelle), Pierre Moragues (cor), Alain Planes et Michel Dalberto (piano).

* Centre culturel de l'Ouest, abbaye royale de Fontevraud, 49590 Fontevraud-l'Abbaye. Tél. : 41-53-73-52, 80P et 100F. Entrée libre aux conférences, à l'exposition et à la lecture des textes d'Hildegarde von Bingen.



GISELLE

Les Etoiles, les Premiers Danseurs
et le Ballet de l'Opéra de Paris
Orchestre National de l'Opéra de Paris
Direction David Coleman

1, 3, 4, 5 (m et s), 6 (m) octobre

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de
l'Opéra de Paris Garnier. Prix des places : de 30 F. à 350 F.
Tarif spécial le 5 octobre à 14h30 : de 25 F. à 245 F.

« REMBRANDT, LE MAÎTRE ET SON ATELIER » A BERLIN

L'œuvre et ses chantiers

Que reste-t-il de Rembrandt aujourd'hui ? On peut, après tout, se le demander, quand l'œuvre du maître hollandais se voit d'année en année amputée d'un très grand nombre de tableaux, dont certains étaient jusqu'à une date très récente considérés parmi les plus beaux signes de son génie : par exemple *l'Homme au casque d'or*, désormais en quête d'auteur. L'exposition « Rembrandt, le maître et son atelier », qui commence à Berlin et ira à Amsterdam puis à Londres, essaie de répondre scientifiquement à la question.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

DEPUIS une dizaine d'années, très régulièrement, en fait à l'occasion de la publication du corpus des peintures de Rembrandt par un groupe d'experts internationaux, on apprend que des tableaux célèbres du maître hollandais, conservés dans des collections non moins célèbres, ne sont pas de lui. Ainsi de *l'Homme au casque d'or* de la Gemaldegalerie de Berlin-Dahlem, du *David et Saül* et du *Repos pendant la fuite en Égypte*, tous deux au Mauritshuis de La Haye, ou du *Cavalier polonais* de la Frick Collection à New-York. A vrai dire, aucun musée n'est épargné, ni le Rijksmuseum d'Amsterdam, ni le « Met », ni la National Gallery de Londres, ni le Louvre.

En fait, de l'implacable travail mené depuis vingt ans par le Rembrandt Research Project, qui publie le Corpus, il ressort pour le moment qu'environ quatre cents peintures sont à coup sûr de la main de Rembrandt, alors qu'à la fin des années 60 l'historien d'art Horst Gerson en dénombrait six cents et qu'au début du siècle on en répertoriait un bon millier. Et le couperet n'a pas fini de tomber : le corpus est en effet établi seulement jusqu'à la date de 1642, alors que Rembrandt a été actif jusqu'à sa mort, en 1669. D'ici à l'an 2000, quelque cent autres tableaux risquent de lui être retirés. Et des centaines de dessins.

Pareille purge, rassurons-nous, ne veut pas dire que les Rembrandt désattribués sont des produits de faussaires. Elle est apparue nécessaire en raison de l'amalgame qui a été fait entre les œuvres de Rembrandt et celles de ses élèves, en particulier à la fin du siècle dernier, où un regain d'intérêt pour le maître, du clair-obscur à la constitution de collections ont incité les « connaisseurs » qui couraient les caves et les greniers d'Europe à reconnaître sa patte à vue de nez. En oubliant que la grande figure singulière dont ils recherchaient les œuvres avait un atelier très productif, et que dans cet atelier il pouvait y avoir des élèves peut-être moins doués que le maître mais capables, à l'occasion, de faire aussi bien que lui en imitant sa manière. En oubliant donc les conditions de la production artistique à Amsterdam au XVII^e siècle, où copier, reprendre les modèles fournis par le patron était une façon d'apprendre le métier ; où, on le sait, il est arrivé à Rembrandt de signer et vendre sous son nom, à son profit, des œuvres réalisées par ses élèves. De là la nécessité de revoir aussi le corpus de l'œuvre des

élèves, assistants et compagnons d'atelier. Aujourd'hui, l'histoire de l'art ne se satisfait plus d'approximations. Et même si, en fin de compte, bien des attributions tiennent du flair et de la subjectivité, on minimise la marge d'erreur en s'appuyant sur un appareil scientifique, des recherches, une documentation. Il arrive même qu'on confronte les points de vue. On n'opère pas autrement au sein du Rembrandt Research Project, qui bénéficie de techniques d'investigation ultra-sophistiquées et coûteuses. Comme l'autoradiographie à activation par neutrons, qui fait apparaître les différentes phases de la réalisation d'une peinture. Elle a été utilisée au « Met » et à Berlin, mais ne saurait se répandre largement : elle nécessite un passage de l'œuvre pendant de longs mois dans un réacteur nucléaire adapté.

La science au service de l'œuvre présumé de Rembrandt a permis de reconnaître une part du matériel utilisé dans l'atelier (supports, pigments), d'en cerner les pratiques. Elle renseigne aussi sur la façon de travailler de Rembrandt : sans esquisse préparatoire, abordant le tableau par une ébauche monochrome, puis répartissant sommairement les zones claires et les zones foncées, ce qui confirme que la lumière jouait un rôle primordial dans la définition de la composition. Ce n'est donc pas sans arguments qu'on a procédé au jeu de désattribution.

Si ces remises en cause ont provoqué et provoquent toujours stupeur et consternation dans les rangs des amateurs, si des pseudo-exégètes et experts du maître hollandais continuent de crier au scandale, les historiens de l'art et les conservateurs tendent de plus en plus à les prendre au sérieux. A preuve l'exposition « Rembrandt, le maître et son atelier », organisée conjointement par la Gemaldegalerie de Berlin-Dahlem (où d'ailleurs est conservé *l'Homme au casque d'or*), le Rijksmuseum d'Amsterdam et la National Gallery de Londres. Cette exposition cautionne la démarche du Rembrandt Research Project : dans une première partie, elle ne réunit que des tableaux de Rembrandt donnés comme authentiques dans le corpus ; dans une deuxième partie, elle en présente qui lui ont été récemment enlevés, placés chacun entre deux autres réalisés à coup sûr par un élève, assistant ou épigone de Rembrandt. Si polémiques et débats il devrait y avoir autour de l'exposition, ce serait probablement plus sur ces propositions de réattribution.

Autant le dire, l'exposition n'a pas été conçue à l'intention du grand public. Mais Rembrandt oblige : le grand public viendra. Il y vient déjà. Dès le premier jour, on faisait la queue dans l'île aux Musées, à la porte de l'Alte Museum fraîchement rénové. Et on risque d'être plus que troublé de la lecture décapée (dans tous les sens du terme : décapé les *Syndics de la guilde des drapiers*, pour la circonstance) de Rembrandt qui est proposée. Une cinquantaine de tableaux, à peu près un par an de 1626 à 1669, choisis de façon à montrer la diversité des sujets abordés et toute la gamme des talents du peintre, nous promettent de la « manière fine » des débuts à Leyde, à la « manière brute » des derniers portraits. Ils nous invitent à reconnaître, dans la multiplicité des styles, ce qui en fait l'unité : cette texture souple, non homogène, grumeleuse, si profondément auscultée par les experts (lire dans le catalogue l'article d'Ernst Van de Wetering : « La technique au service de l'illusion », qui a permis de séparer le bon grain de l'ivraie. Les tableaux sont protégés par des verres, qui ne sont pas des verres antireflets. Et l'on risque d'y perdre son Rembrandt, à le voir conjugué à tous les temps, donné comme un champion de l'éclectisme. Ce dont on peut aussi se réjouir, estimant que la vision romantico-symbo-



listo-impressionniste, avec cuivres luisant dans la pénombre d'humides intérieurs à la Victor Hugo, a décidément fait son temps.

Rembrandt est mort, vive Rembrandt ! Le Rembrandt capable de nous surprendre par sa discipline de l'indiscipliné, sa maîtrise des matières autant que des lumières, ses blancs et ses noirs inversés, ses cols amidonnés qui n'ont rien de superflu, ses turbans et ses chaires, ses gueux et ses notables, ses saints et ses femmes, son baroque et son réalisme. Se promener chez lui aujourd'hui, c'est visiter toute l'humanité, nue sous les costumes, qui ne sont pas toujours d'époque, datent parfois du siècle précédent, ou bien nous entraînent vers l'Orient. Un Orient qui commence et s'arrête à Venise, du côté de chez le vieux Tibien. On ne voit pas Rembrandt aujourd'hui sans ses bagages. Le génie solitaire, l'inspiré, l'illuminé conjuguant les références, comme les métaux et les tissus. Regardait autour de lui, connaissait la vie et la peinture des autres, puisant, par exemple, des modèles de composition chez Lastman l'italianisant, qui lui avait appris à peindre.

L'exposition ne simplifie rien, elle est elliptique, et dense. Et Rembrandt plus que jamais y apparaît comme un grand moderne, dont la trajectoire capricieuse, avec retour et avancées et manières différentes presque simultanées, y compris dans les dernières années, ne cesse d'étonner. Comme s'il fallait absolument que le peintre dise la chose et son contraire. Comme le turban serré du *Noble Oriental* (1632, Metropolitan Museum), finement travaillé en pleine lumière, et son vaste manteau, inconsistant, sombre, broché large. En matière d'invention des matières et de leur équilibre dans la lumière, le peintre s'y entend. On peut s'amuser à les répertorier, ces matières. C'est une piste d'approche possible. Il y en a d'autres, au choix. L'œuvre est ouverte, en chantier.

On peut par exemple suivre la piste des portraits aux chairs ridées qui sont d'abord associées aux fibres des tissus et du papier. Elle commencerait par un grand morceau de bravoure : *Le Changeur* (1627, Berlin), une œuvre de jeunesse dans la manière fine alors commune à Rembrandt et à Lievens, le compagnon d'atelier à Leyde. Le vieil homme à lunettes, assis, une main sur la bougie, est submergé de paperasses dont l'envolée est l'occasion de montrer un savoir-faire d'une incomparable précision. Cette piste finirait sur les autoportraits des années 1660 (vers 1665, Keewood ; 1669, La Haye), traités larges : le souci de différencier les tissus a disparu, les grands traits vigoureux du pinceau gorgé de pâte structurent le visage un peu boursoufflé, hurlant de présence. Dès 1634, le *Portrait de la vieille femme de quatre-vingt-trois ans* (Londres), tout cerné du blanc de la coiffe et de la fraise, préparait la mutation.

Une autre piste pourrait être celle de la peinture d'histoire, des sujets bibliques ou mythologiques. Elle est plus compliquée à suivre, qui en appelle aux jeux des références : Rubens peut-être dans *l'Érection de la croix* (vers

1633, Munich) ; l'Italie ou les carnavalesques d'Utrecht dans *la Sainte Famille* (1634, Munich), ronde comme un tondo ou un miroir sorcier ; Lastman dans *le Sacrifice d'Abraham*, sa composition en oblique, sa théâtralité presque baroque (1635, Saint-Petersbourg) ; l'Italie encore, Véronèse et Tintoret dans *le Festin de Balhazar* (vers 1635, Londres), où Rembrandt exploite la veine des émotions violentes, par le geste du roi qui fait tout basculer plus que par les grimaces d'effroi. On croiserait aussi l'étonnant *Enlèvement de Ganymède* (1635, Dresde), où le bébé crier qui se débat dans les griffes de l'aigle, très réalistement, fait pipi.

Piste évidente : celle des portraits de commande, stricts, austères, dans les années 1630. En buste, en pied, en noir et blanc, et souvent en pendant pour satisfaire les époux. Qui débouchent sur le portrait collectif, ou corporatiste, des drapiers atablés, chapeautés, sans complaisance dentellière, ni psychologique. Bonne piste : la femme. De *Saskia en Flore* (1635, Londres), charnelle et épanouie comme un Rubens dans ses atours brodées, à *la Femme devant la porte ouverte* (1656-1657, Berlin), probablement Hendrickje Stoffels, la dernière compagne du peintre, qui pour un peu ferait penser à quelque courtisane de Courbet, on mesure les plus grands écarts de langage que Rembrandt s'est autorisés. Ce chemin-là, intime, passe par une *Suzanne* plus surprise par le peintre que par les vieillards et par l'avenante *Jeune Femme au lit* (vers 1645, Edimbourg), dans une lumière crue, un coude appuyé sur l'oreiller, l'autre bras soulevant le rideau rouge ; la *Béthsabée pensive* du Louvre (1654), un nu monumental ; et le réjouissant petit tableau de la *Femme se baignant dans une rivière* (1654, Londres), qui, chemise retroussée jusqu'aux hanches, jubile, et nous fait jubiler de constater que cette chemise retroussée est traitée à l'emporte-pièce, avec tant de désinvolture qu'on n'y voit pas de différence avec un coup de pinceau d'aujourd'hui.

Les œuvres de l'exposition sont remarquables, bien que d'inégale importance et pas nécessairement connues. On voudrait les citer toutes, sans oublier *le Porte-Drapeau* (1636, Paris), qui pose fièrement, ni le jeune *Tissot à son pupitre* (1646, Rotterdam), qui rêve. Ni le *Peintre dans son atelier*, vers 1629. Un autoportrait à distance, dont le sujet est la peinture : le tableau sur le chevalet est au centre, on ne le voit pas, mais il est éclairé par une lumière en oblique qui vient de la gauche. On peut supposer aussi que cette lumière émane du tableau, et éblouit le jeune peintre, tout petit. Une leçon ? A méditer.

GENEVIEVE BREERET

* « Rembrandt, le maître et son atelier ». Avec le soutien d'American Express. Alte Museum, Berlin, jusqu'au 10 novembre. Rijksmuseum, Amsterdam, du 4 décembre au 1^{er} mars 1992. National Gallery, Londres, du 26 mars au 24 mai. Catalogue en français à paraître en octobre, éditions Flammarion.



Ci-dessus : *Saint Jérôme au tronc d'arbre*, eau-forte et pointe sèche.

Ci-contre : *Etudes de trois têtes de femme (Saskia)*, eau-forte et pointe sèche.

Parallèlement à l'exposition des peintures, et dans le même esprit, Berlin et Amsterdam présentent une sélection de dessins et de gravures. Tandis que Londres fera le point sur l'œuvre dessinée (British Museum, du 26 mars au 4 août 1992).

هكذا من الأصل

« POP ART » A LONDRES

Leçon d'ironie à Burlington House

Révolution à la Royal Academy de Londres : en racontant l'histoire du pop art, une exposition monumentale rend justice aux peintres britanniques des années 50 et 60. Ils en valent la peine.

LONDRES

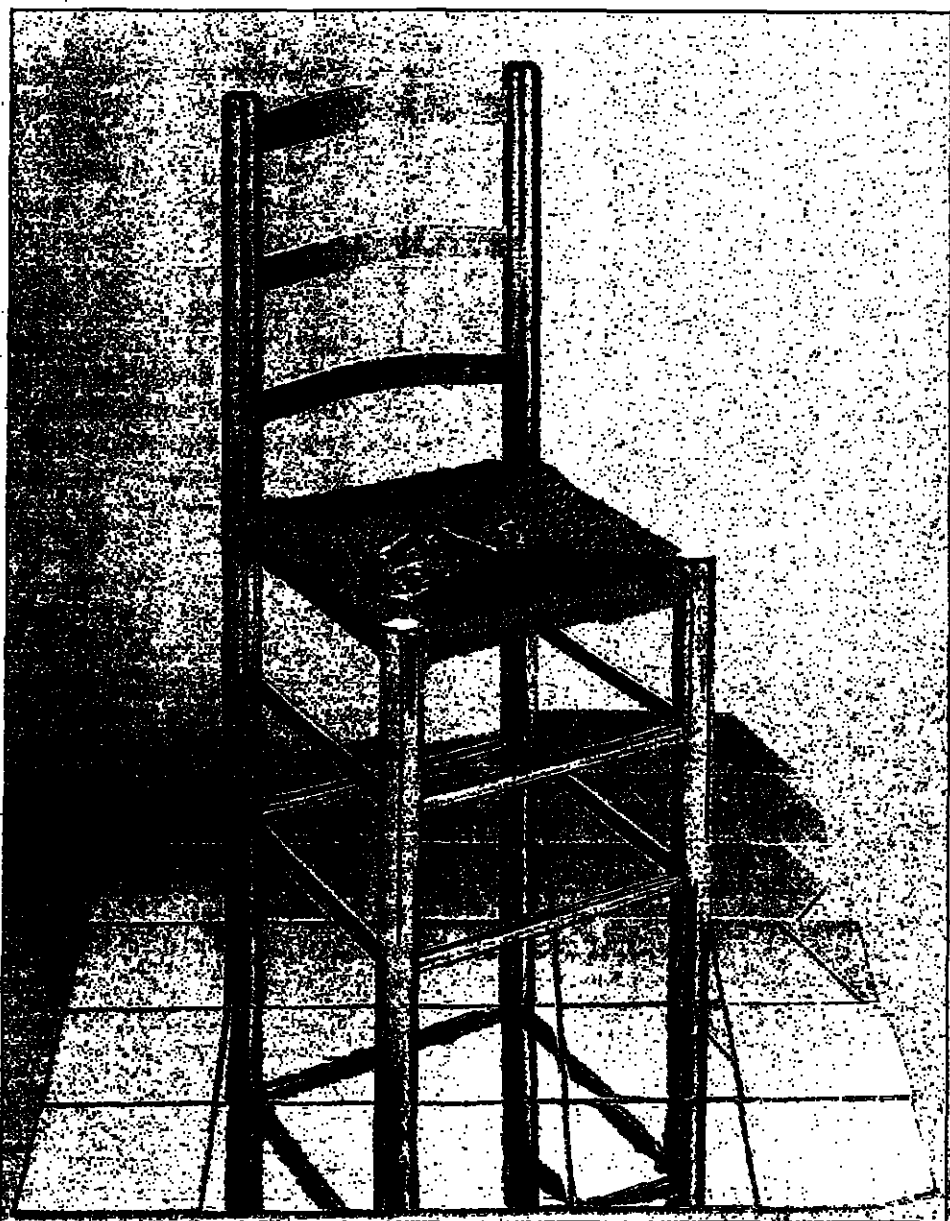
de notre envoyé spécial

A NEW-YORK, l'an dernier, une exposition pédagogiquement dénommée « High and Low » prétendait décrire les rapports entre objets de consommation et mouvements artistiques au vingtième siècle. Elle était proprement disposée et parfaitement conventionnelle. A Paris, l'an dernier, une autre exposition, rivale de la précédente, s'efforçait d'analyser les relations entre Art et pub. Elle était aussi conventionnelle, quoique plus mal accrochée. Toutes deux, naturellement, traitaient en abondance du pop art et énuméraient les mêmes artistes, tous américains. Il y avait là, placés sous l'autorité posthume d'Andy Warhol, MM. Rauschenberg, Johns, Wesselmann, Lichtenstein. Nulle surprise là-dedans, encore moins de nouveauté.

A Londres, dans les salles dédicace ornées de marbres et de moulures de la Royal Academy, le propos est plus simplement historique, comme l'annonce le titre, « Pop Art » tout court. Simplicité d'apparence, cependant. Car « Pop Art » suscite plus d'étonnement et remédie à plus d'ignorances qu'« High and Low » et « Art et pub » réunis. A cela une raison de méthode : l'exposition compose une galerie d'artistes et d'œuvres infiniment variés et cosmopolites où les New-Yorkais consacrés depuis un quart de siècle côtoient leurs contemporains californiens et européens. A ceci encore, une raison plus sentimentale : il ne déplait sans doute pas à la Royal Academy de rendre hommage à ces négligés de l'histoire contemporaine que sont les peintres anglais.

MM. Rauschenberg et Johns sont donc honorés dès la première salle ainsi que l'exige la réalité des faits et des dates. Les assemblages dégingnés et maculés de couleur du premier font face aux drapeaux et aux cartes des États-Unis du second, encadrées, luisantes, appliquées – un peu moines à vrai dire. Lichtenstein, Wesselmann, Oldenburg, Rosenquist, Segal et Warhol, le meilleur de tous, reçoivent également leur part d'honneur. Ils sont représentés par des pièces de qualité, la plupart peu montrées en Europe, mises en scène avec un beau souci du spectacle.

Mais ils ne font pas toute l'exposition, parce que la même réalité historique exige aussi que Jim Dine ait sa part de salle, et que les Britanniques en occupent deux. Ces ressuscités ont nom Richard Hamilton, Peter Blake, Peter Phillips, Richard Smith, Clive Barker ou Joe Tilson. Ils sont satisfaits de Birmingham, du Kent, du Devonshire ou de Londres. Et leurs œuvres, exécutées dès la fin des années 50, tableaux avec calendriers de Chrysler, bandes dessinées collées, collections de débris variés et photomontages borsés, convainquent par leur qualité et leur intelligence.



Ci-dessus, Clive Barker : *Van Gogh's Chair* (La Chaise de Van Gogh), 1966. Ci-dessous, à gauche, Allen Jones : *Bara Me* (Dénudés-moi), 1972. A droite, David Hockney : *Domestic Scene, Broadchalke Wilts.* (Scène d'intérieur), 1963.

Ils y démontrent une dextérité et une science de la dérision si précises que, par comparaison, Lichtenstein paraît rudimentaire. *On the Balcony* (sur le balcon) de Peter Blake témoigne de ce savoir-moquer avec élégance. Le fond est vert orné d'une fausse moulure, hérité des natures mortes post-cubistes de Picasso. Sur ce vert billard, Blake a peint quatre figures, deux jeunes gens blonds et deux styletées à Cambridge et *God save the Queen* et un couple aux cheveux noirs. Elle, vilaine petite hydrocéphale, ose fumer en public. Un badge annonce sur sa poitrine : « I love Elvis ». Mais un autre badge figure le drapeau britannique. Tout le reste du tableau est jonché dans un désordre très calculé de photographies de la famille royale, de publicités de magazines et de pastiches d'œuvres illustres, le *Balcon* de Manet à gauche, le *Carré noir* de Malevitch au centre. Comme vue synthétique d'une époque éclectique où les œuvres et références se réduisent à des signes élimés et des slogans, *On the Balcony* tient du chef-d'œuvre.

Dans un genre différent, plus violent, plus agressivement moderne, Peter Phillips rivalise avec Wesselmann. Des bandes obliques d'orange et d'écarlate rangées en chevrons imitent la signalétique urbaine. Au-dessus, des pin-up dans des étoiles bleues se contorsionnent avec obstination pour sembler languoureuses. Colin Self n'est pas mal non plus. Sa femme de profil à chignon aro-en-ciel absorbant un sandwich, perchée sur un tabouret chromé, mérite de demeurer comme l'un des archétypes du pop. Quant à son *Bombardier nucléaire* de 1963 et à la *Chaise de Van Gogh* de Clive Barker, ils annoncent avec vingt-cinq ans d'avance les objets nichés et argentés que Jeff Koons a depuis peu mis à la mode. Qu'en déduire ? Que le marché et la mode sont amnésiques. Koons n'est qu'un médiocre pasticheur profitant de l'ignorance, voilà tout.

De reste, si le marché et la mode ne s'affolaient sans cesse et au hasard, ils placeraient très haut dans la hiérarchie des célébrités contemporaines celui qui apparaît comme le triomphateur de l'exposition, David Hockney, natif de Bradford et membre de la Royal Academy depuis cette année. En six œuvres, il montre la diversité de son talent. Quand il parodie Dubuffet, il se fait plus incisif et comique que son modèle. Quand il peint deux amateurs discutant de sculpture sur un canapé aux motifs floraux, il prend place parmi les très bons portraitistes du vingtième siècle – qui n'en compte pas beaucoup. Quand il tourne en dérision l'exotisme et le primitivisme, fétiches du modernisme officiel, il touche à l'essentiel de son époque, et c'est sans pesanteur ni prétention, dans une composition azé-quo-hollywoodienne traitée à la manière d'un Matisse et dénommée délicieusement *Montagnes Rocheuses et Indiens fatigués*. Une chaise métallique à garniture bleu électrique y fait équilibre à un aigle de pierre fausement précolombien. Voilà le meilleur du pop, celui qui ne cède pas à la fascination de l'objet manufacturé, celui qui ne se satisfait pas de reproduire son apparence méticuleusement ou, plus brutalement, de l'introduire tel quel au musée, mais celui, infini-

ment plus pervers et meurtrier, qui met en images les mythes du moment afin de leur faire avouer leur vacuité. « Pop Art » est une exposition très réussie précisément parce qu'elle suggère de procéder à une telle distinction. La juxtaposition des Américains et des Anglais rend éclatante cette différence, différence de style et de conception à la fois. Un Oldenburg, un Wesselmann métamorphosent en bas-reliefs et en sculptures très propres et neutres une serviette de bain et un tube de dentifrice. Sature ? Sans doute, mais fondée seulement sur l'hypertrophie et le trompe-l'œil, sans grand souci de construction ni de finesse. Sans grand art de la composition en somme.

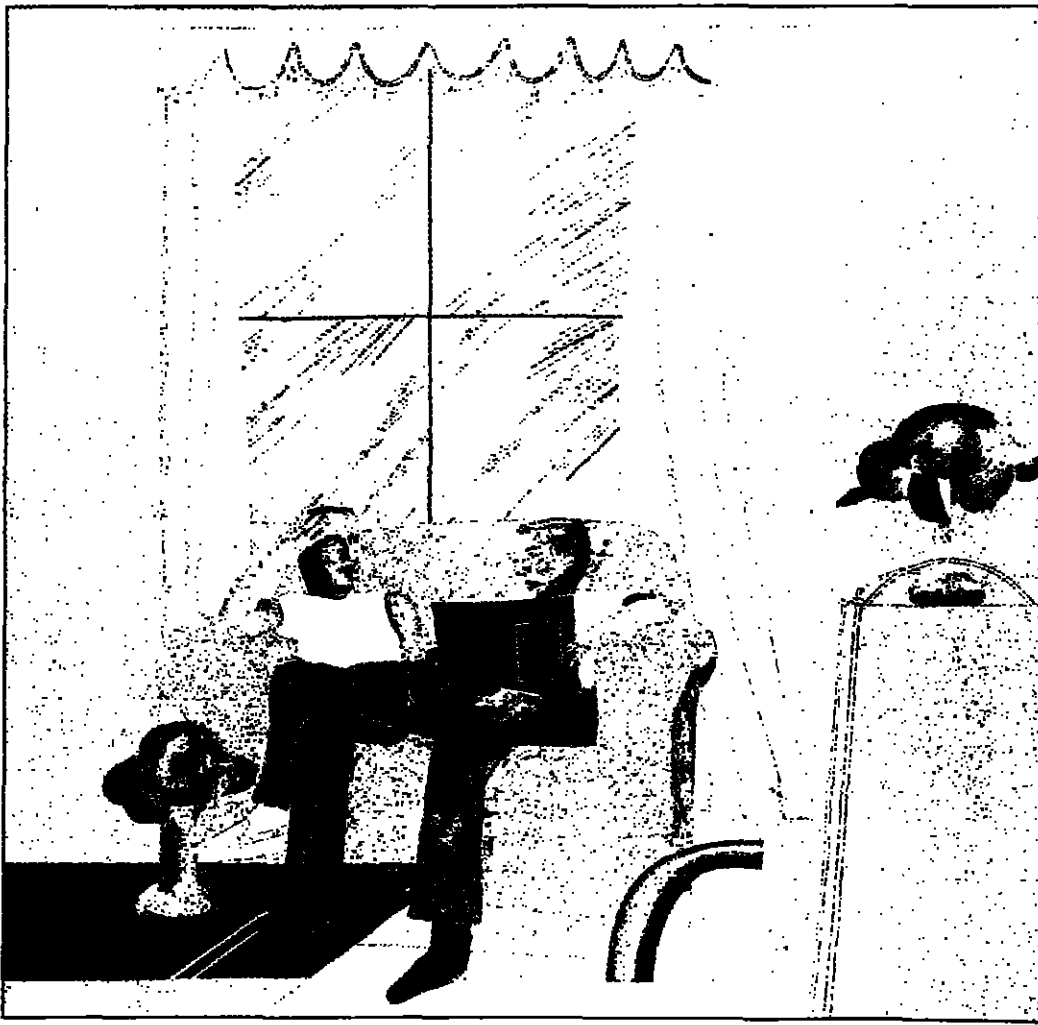
Hockney, à l'inverse, compose. Il élabore un système de références et d'allusions de telle sorte qu'elles s'annulent et qu'un effet de vide s'obtient par le trop-plein. Loin de s'en tenir à l'illustration démesurée de la consommation, il s'en prend à ce mixte d'un peu n'importe quoi dans n'importe quel ordre – le plus obscur de préférence – que l'on dénomme de nos jours « culture ». Il pénètre plus avant dans la mécanique de la société du spectacle, en bon héritier de la tradition satirique anglaise. Hockney procède tout à la fois d'Hogarth, dont il a la méchanceté et la désinvolture, et d'Oscar Wilde, provocant et dandy autant que lui. Aussi ne voit-on guère que Warhol, autre cynique, autre dandy, pour avoir mené l'analyse aussi loin à New-York. Les autres, tous les autres, si illustres soient-ils, ne sont à côté d'eux que d'aimables décorateurs.

Pertinente, instructive autant que séduisante, l'exposition a néanmoins une faiblesse. Les deux salles consacrées à l'Europe continentale, nouveaux réalistes français d'une part, pop allemand de l'autre, ne se recommandent ni par la qualité des pièces ni par la justesse des choix. Le César et les Arman sont médiocres, le Tinguely minuscule, le Spoerri sans inspiration. On aurait préféré voir à leur place des Raysses plus nombreux, car, de l'équipe rassemblée et entraînée par Pierre Restany, Martial Rayssa est le seul véritablement inventif et puissant, le seul à pouvoir se tenir à hauteur d'un David Hockney. Autre lacune, inexplicable et inexcusable : il n'y a à Londres aucune des grandes compositions exécutées par Hervé Télémaque autour de 1960. De retour de New-York, les comme ses contemporains des gesticulations de l'expressionnisme abstrait promu peinture officielle, il réussit alors des assemblages de signes dans lesquels les « enzymes gloutons » des paquets de lessive dévoreraient le « dripping » pollockien et le « zip » vertical à la New-man. Le constat était incontestable, l'expression féroce et très adroitement syncopée.

Ainsi complétée, l'exposition aurait été exemplaire. Telle qu'elle se voit à Londres, avant de se montrer à Cologne et à Madrid – mais pas à Paris bien évidemment... –, elle n'en demeure pas moins l'une des plus brillantes qui aient été consacrées à l'évolution récente des beaux-arts. Leçon d'histoire justement balancée, leçon d'ironie très efficace, elle aiguise l'œil et l'esprit.

PHILIPPE DAGEN

« Pop Art », Royal Academy of Arts, Burlington House, Piccadilly, Londres. Tél. : 1-439-74-38. Jusqu'au 15 décembre. A Cologne, Museum Ludwig, du 23 janvier au 19 avril 1992. A Madrid, Centro de Arte Reina Sofia, du 16 juin au 14 septembre 1992.



CINEMA

Tous les films nouveaux

Ay Carmela !

de Carlos Saura, avec Carmen Maura, Andres Pajares, Gabino Diego, Maurizio di Raza. Espagnol (1 h 45).

Sur fond de guerre civile espagnole, une comédie amère consacrée à la place des gens de spectacle dans les périodes troubles. Et Carmen Maura, bien loin d'Almodovar.

VO : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Latina, 4 (42-78-47-88) ; Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

Backdraft

de Ron Howard, avec Kurt Russell, William Baldwin, Scott Glenn, Jennifer Jason Leigh, Donald Sutherland, Robert De Niro. Américain (2 h 18).

Fils de pompier (héroïque), pompier eux-mêmes (toujours aussi héroïque), deux frères ennemis vont se retrouver dans un grand embrasement de sentiments et une débâcle de flammes, d'explosions et de manœuvres politiques.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-59-47) ; Bretagne, 10 (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-59-19-08) ; George V, THX, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 3 (47-42-80-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

Barton Fink

de Joel et Ethan Coen, avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney. Américain (1 h 58).

Lorsque l'angoisse de la page blanche saisit un jeune scénariste, il glisse peu à peu des bizarreries d'Hollywood à un cauchemar baroque. L'invention visuelle des frères Coen leur a rapporté une moisson de récompenses au dernier Festival de Cannes, dont la Palme d'Or.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3 (42-71-28-12) ; U.G.C. Danton, dolby, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, dolby, 8 (45-62-41-46) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Esorial, dolby, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, dolby, 14 (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9 (45-74-84-84) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Les Parnassiens, 14 (43-35-30-40).

52-36) ; U.G.C. Danton, dolby, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, dolby, 8 (45-62-41-46) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9 (48-24-88-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Esorial, dolby, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, dolby, 14 (43-35-30-40) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08) ; U.G.C. Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9 (45-74-84-84) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; Les Parnassiens, 14 (43-35-30-40).

La Mort d'un maître de thé

de Kai Kumai, avec Eiji Okuda, Toshio Mifune, Kinoshita Yozuya. Japonais (1 h 47).

A travers la vie et le suicide d'un grand maître de la cérémonie du thé, Kumai compose une représentation des rites traditionnels japonais et de leurs significations.

VO : Espace Saint-Michel, 5 (43-25-59-47).

Troubles

de Wolfgang Petersen, avec Tom Berenger, Bob Hoskins, Greti Scacchi, Joanne Whalley-Kilmer. Américain (1 h 39).

Mystères et pot au noir chez les yuppie californiens, c'est une sombre histoire d'ambies truffée de fausses pistes, de créatures lascives et d'accidents spectaculaires.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-28-12) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6 (42-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 3 (47-42-80-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelines, handicapés, dolby, 13 (45-61-45-61) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3 (42-71-28-12) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6 (42-25-59-47) ; Gaumont Ambassade, 14 (43-59-19-08) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; VF : Rex, 2 (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 3 (47-42-80-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelines, handicapés, dolby, 13 (45-61-45-61) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01).

Urga

de Nikita Mikhalkov, avec Badema, Bayaertu, Vladimir Gostukhin, Babouchka, Larissa Kuznetsova. Franco-soviétique (2 h).

Gombo le pasteur mongol abandonne la youtte familiale et s'en va à la ville acheter des préservatifs. De cette mince anecdote, Mikhalkov tire un très beau poème visuel, rempli de citations d'œuvres humoristiques et de morceaux de bravoure oniriques ou sentimentaux, récompensé par un Lion d'or au récent Festival de Venise.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-96).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11 (43-07-48-00) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (48-22-42-27) ; Pathé Wexler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta

سكننا من الازل

ECONOMIE

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Le Grand Cahier

d'Agota Kristof, mise en scène de Jeanne Champagne, avec Zaira Benbadia, Françoise Berthe, Philippe Blanc, Manuel Blanc, Gilles David, Pascal Decolland, Anne Levy, Thibault de Montalembert et John Wright. Une histoire de deux enfants pris dans la tourmente de la guerre. L'histoire de leur résistance, et la Hongrie entre 1939 et 1945.

Mourir ou les Marins dans l'arène

de Geneviève de Kermabon, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Louise Cabrol, Cyril Carmouze, Sandrine Dumes, Jade Duvieux, Philippe Gaillard, Valérie Garçon, Marc-Michel Georges, Jean-Claude Grenier, Marie-Hélène, Virginie Lavalée, Olivier Lefevre, Christophe Le Meune, Corinne Locantore, Peco Portero, Michel Simeoni et Michel Smolagoff. Un port, des marins, des entraîneuses, des souvenirs de mer, de tempête et de mutinerie. Après son formidable *Freuhs*, Gisèle de Kermabon raconte comment un homme peut devenir un assassin. Un monstre.

POUR SALLES VOIR PROGRAMMES

JOHN TRAVOLTA
LES YEUX D'UN ANGE
un film de ROBERT HARMON

CINE BEAUBOURG LES HALLES - 3 BALZAC - 3 LUXEMBOURG - LES 7 PARNASSIENS

libération
Un film réjouissant dont il est urgent de colporter la bonne nouvelle, un film heureux sur le bonheur.
En sortant de la projection, contaminé par la belle santé du film, on avait envie d'embrasser ses pires ennemis.
GERARD LEFORT

Oncle Vania

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Debauche, avec Marianne Basler, Daniel Benoin, Françoise Bertin, Paul Charlier, Jean-Claude Drouot, Carole Got et Odette Simonnet. La petite musique de Tchekov sera sans doute bien servie par des comédiens routés au verbe du dramaturge russe.

Pleins Feux

de Didier Kaminka, d'après Mary Orr, mise en scène d'Eric Chouan, avec Line Renaud, Véronique Jannot, Patrick Raynal, Nicole Jamet, Sheila O'Connor, Pierre Maguelon, en alternance Jeremy Kaminka, Jean-Baptiste Pannes et Pierre Frejak. Une vedette au sommet de sa gloire se fait dépasser par une jeunesse. On pense à Eve, de Mankiewicz. Mis en scène façon boulevard.

Michodière, 4 bis, rue de la Michodière, 2. A partir du 25 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 47-42-95-23. De 50 F à 250 F.

Smalin

Les amoureux publics font la rentrée et, avec eux, Smalin, qui fait désormais presque figure de vieux routier dans un monde où les nouveaux visages sont légion.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. A partir du 1^{er} octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 48-78-22-00. De 130 F à 180 F.

Sélection Paris

L'annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-Pierre Bagot, Béatrice Delavau, Alain Macé, Jacques Gamblin, Hugues Kloguè, Hélène Laplante et Annie Marlin. Reprise d'un spectacle salué unanimement la saison passée par la critique et le public. Retour en forme du metteur en scène fantasque Philippe Adrien et réunion d'acteurs exigeants pour cette mise en scène de l'un des textes importants de Claudel.

Cartoucherie Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. 80 F et 110 F.

Buffo

de Howard Buten, avec Howard Buten. Nouvelle version du spectacle bricolé-clownesque d'un auteur-acteur perdu dans ses rêves et canchémars d'enfant. De la poésie.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 19. Du

mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 120 F à 180 F.

Cinzano et l'Anniversaire de Smirnova

de Lioudmila Petrouchevskaja, mise en scène de Stéphane Maldag, avec Yves Beneytout, François Gamard, Jérôme La Paulmier, Françoise Nicolas, Françoise Rigal et Pauline Taron. Un auteur russe, novelliste d'importance, dont le théâtre fut longtemps brisé par la censure communiste avant d'être révélé par Efremov au Théâtre d'art de Moscou au milieu des années 70. La mise en scène est signée par le directeur du très bon Théâtre La Bruyère qui, dans le secteur privé, a choisi la qualité et la création contemporaine. Une distribution solide et cohérente.

Théâtre 13, 24, rue Duval, 13. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-85-82-22. Durée : 2 heures. 70 F et 100 F.

Cuisine et Dépendance

de Jean-Pierre Bacri et Agnès Jaoui, mise en scène de Stéphane Maldag, avec Zabou, Jean-Pierre Bacri, Jean-Pierre Darroussin, Agnès Jaoui et Sam Karmann. On connaît bien Jean-Pierre Bacri, acteur, second rôle solide, amical, tendre aussi. On connaît moins Bacri auteur qui signe pourtant la son sixième texte qui s'en va esquisser quelques recettes sur les rapports amoureux. Un spectacle où l'on retrouve Zabou au sein d'un quintette d'acteurs réjouissants.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-78-58. De 55 F à 180 F.

Ecrit sur l'eau

de Niels Arstrup et écriture d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Niels Arstrup, avec Niels Arstrup, Passias Diop, Eva Ionesco, John Arnold, Karim Troussi, Tomoko Yokoyama et Bettina Becker. En compagnie d'une poignée de jeunes acteurs expérimentés pour la plupart, Niels Arstrup en pleine forme interprète et met en scène ce court conte philosophique écrit par un nouveau venu sur les planches. Un spectacle qui ne ressemble à aucun autre et qui marque l'intrusion sur une scène privée d'un genre qui ne lui est pas familier, le « world theatre », comme on dit la world music. Avec la musique de Jean-Jacques Lemêtre (*Les Aïdes* d'Ariane Mnouchkine) et la chorégraphie de Karine Saporta. Une découverte surprenante.

Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-08-18-50. De 70 F à 180 F.

Les Enfants Tanner

de Robert Walser, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demarle, Marie-Françoise, Virginie Michaud, Michel Raskine, Christian Ruché, Yvette Théraluz et David Warlio. Sous le label du Festival d'automne, ce succès de l'édition 90 justament repris. Intelligence de l'adaptation signée Joël

Jouanneau et Jean Launay d'un texte grave et poétique de Robert Walser, finesse d'une mise en scène lumineuse et fouillée, justesse d'une interprétation servie par des acteurs impeccables.

T.J.S., 26, place Jean-Jaurès, 93000 Montreuil. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-59-83-53. 70 F et 90 F.

L'Eté

de Romain Weingarten, mise en scène de Gilles Bourdet, avec Loïc Houdré, Daniel Langlet, Isabelle Nazin et Dominique Pinon. Reprise d'une œuvre créée en 1966 et resuscitée l'an passé par Gilles Bourdet, ex-directeur de la Salamandre de Lille où lui a succédé le bouillant Mesguich. Dans ce spectacle en liberté, revigorant, deux enfants et deux chats jouent et s'affrontent pour une comédie du sentiment amoureux.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Mahe-Bron, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. Durée : 2 heures. 110 F et 140 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casile, Alain Pralon, Gérard Giroudon, Richard Fontana, Muriel Mayette, Jean-François Rémi, Jean-Baptiste Malartre, Christophe Lidon et Béatrice Demachy. Pour sa première mise en scène en habits d'administrateur général de la Comédie-Française, Jacques Lassalle offre une vision cynique et soignée de *La Fausse Suivante*, avec des comédiens impeccables dans ce jeu cruel de masques. Un marivaudage de haute volée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les mercredi, samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Je suis

de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec André Marcon, Laurence Mayor, Aude Briant, Roseline Goldstein, Michel Baudinat, Daniel Znyk, Emmanuelle Touilly-Strom-Wasser, Claire Fargier-Lagrange et Marie Saint-Loubert. Valère Novarina est l'un de nos écrivains les plus hardis, dans la forme principalement, comme dans le fond. Faisant feu de toute littérature, toute émotion, tout fait divers ou fait

majeur, il conçoit méticuleusement des œuvres puis des spectacles résolument différents. Une « troupe » constante l'y aide, emmenée par Laurence Mayor, rejointe aujourd'hui par un jeune espoir, Roseline Goldstein, Aude Briant, et par le serviteur inspiré de ses monologues, André Marcon.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Légerement sanglant

de Jean-Michel Rabreau, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Manuela Gourary, Jacques Mazera et Emmanuelle Terpis. Une comédie libertine, selon son auteur et metteur en scène, qui lui a inspiré un précédent travail sur *La Fausse Suivante*, de Marivaux. Rabreau veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent. Claude Degliame.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 19 h 30. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 90 F.

Mot de passe

de Jean-Paul Cailis, avec Jean-Paul Cailis, Henri Ogier et Philippe Lacombe. La nouvelle production de l'un des spécialistes européens du théâtre visuel, sans paroles donc, et pourtant extrêmement expressif tant les corps, les décors et les sons sont ordinairement soignés et beaux.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue George-Gautier, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. 70 F et 100 F.

Pierre Palmade

Venu à la scène par Sylvie Joly, Pierre Palmade a connu ses premiers succès grâce à Muriel Robin pour qui il collectionne des textes à sa mesure et un passage remarqué au Palais des glaces. Le voici seul sur la scène de la consécration.

Olympia, 28, bd des Capucines, 9. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F. Dernière représentation le 29 septembre.

Putzi

de Francis Huster, mise en scène de

l'auteur, avec Francis Huster, Alexandra Mercouff, Christiane Rauli, Didier Bravo, Michael Cohen, Bruno Guillot et Maurice Levy.

Francis Huster n'a jamais été effrayé par les grands ouvrages du répertoire non plus que par les grands personnages auxquels il s'identifie souvent sans complexe. En compagnie de l'Orchestre national de Lille, il s'attaque ces jours-ci à la vie de Gustav Mahler en trois mouvements, allegro, scherzo et adagietto.

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-76-58. De 80 F à 250 F.

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Gasse, avec Laurent Terzieff, Michel Etcheverry, Isabelle Thomas, Pascale de Boysson, Marianne Levanowski, C. Bataillon, L. Bataillon, V. de Bourard, M. Brunhes, S. Cassard, M. Chaigneau, M. Chalmieu, S. Florent, J. Gouley, S. Guaderes, R. Hermantier, F.-X. Hoffmann et P. Laudenbach.

Emmenée par l'une des éminences les plus élégantes et les plus passionnées du théâtre hexagonal, Laurent Terzieff, cette visite chez Shakespeare par la biais de l'une de ses œuvres de jeunesse, quelquefois maladroite, mais de ces maladroites qui ont fait son génie.

Atelier, 1, place Charles-Dufin, 18. Du mardi au samedi à 15 h 30. Matinée dimanche à 12 h 30. Tél. : 46-08-49-24. De 120 F à 240 F.

La Ronde, Père Ubu

d'Arthur Schnitzler, mise en scène de Borislaw Tachkiriou, avec les comédiens du théâtre « Derrière le canal de Sophie ».

Suite de la quinzaine bulgare organisée par le Centre Georges-Pompidou avec le Théâtre derrière le canal. Cette troupe frondeuse, insolente appartient à la nouvelle génération du théâtre bulgare et présente, deux pièces grinçantes, comme par hasard : *La Ronde* et *Père Ubu*, en bulgare. Mais il ne faut pas se décourager pour autant : les comédiens - musiciens à leurs heures - sont suffisamment clownesques et épatants pour faire le spectacle.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-96-12-27. 85 F.

CINÉ-MÉMOIRE
FILMS RETROUVÉS, FILMS RESTAURÉS
1er FESTIVAL INTERNATIONAL
4-11 OCTOBRE 1991
11 LIEUX - 150 FILMS
OPERA DE PARIS BASTILLE vendredi 4 Octobre 1991
PLAYTIME Jacques TATI
THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE samedi 5 Octobre 1991
LUCKY STAR Frank BORZAGE
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES dimanche 6 Octobre 1991
RAPSDIA SATANICA Nino OXILIA
UN CHIEN ANDALOU Luis BUNUEL
Musique écrite et dirigée par Mauricio KAGEI
OPERA PARIS GARNIER lundi 7 Octobre 1991
SALAMBO Pierre MARODON
VIDEOTHEQUE DE PARIS mardi 8 Octobre 1991
A PROPOS DE NICE Jean VIGO
ZERO DE CONDUITE Jean VIGO
PALAIS DE TOKYO mardi 8 Octobre 1991
MAUDITE SOIT LA GUERRE Alfred MACHIN
THE TOLL OF THE SEA Chester M. FRANKLIN
THEATRE DES CHAMPS ELYSEES mercredi 9 Octobre 1991
"UNE SOIREE AU GAUMONT PALACE"
THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE jeudi 10 Octobre 1991
MICHEL STROGOFF Viatcheslav TOURJANSKY
LE GRAND REX vendredi 11 Octobre 1991
WINGS William WELLMAN
MEET ME IN ST LOUIS Vincent MINNELLI
MUSEE D'ORSAY MUSEE DU LOUVRE
PLACES de 20F à 100F
PROGRAMME - RENSEIGNEMENTS - RESERVATIONS
40 70 00 71
PALAIS DE TOKYO - 13, avenue du Président Wilson 75116 PARIS

La Tragédie du roi Christophe

d'Alain Césaire, mise en scène d'Idrissa Ouedraogo, avec Catherine Samie, Alain Pralon, Dominique Rozan, Roland Bertin, Marcel Buzmet, Jean-François Béni, Louis Abesque, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hancisse, Michel Favory, Jean-Pierre Michéa, Isabelle Gardien, Olivier Dautrey, Toto Bissainthe et Marianne Marchais.

Quand le Français s'ouvre à un pan de l'histoire de la francophonie et du théâtre contemporain, il le fête par une mise en scène simple, lente, cérémonieuse d'un cinéaste africain parmi les plus considérables, Idrissa Ouedraogo.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Les mardi et jeudi à 20 h 30, les mercredi et samedi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-16. De 45 F à 195 F.

Valérie Lemerrier

Retour en scène de la découverte la plus récente et la plus fracassante du one-woman-show à la française avec un spectacle qui lui a valu le mollière de sa catégorie la saison dernière.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1^{er}. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-97-59-81. Durée : 1 h 30. De 30 F à 210 F.

Volière Dromesko

Quand l'homme veut voler et crée des machines insensées et fantasques, mais si dérisoires, si vaines. Le monde enchanté d'un cirque qui n'en est pas un. Un spectacle créé il y a longtemps déjà à Lausanne, chez Mathias Langhoff, et qui n'en finit pas de séduire, ce n'est que justice, un public nombreux.

Parc de La Villette (sous chapiteau trans-lucide), 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-03-39-03. 120 F et 140 F.

Volpone

de Jules Romains, mise en scène de Robert Fortuna, avec Guy Tréjan, Francis Perrin, Rachid Akal, Cécile Bois, Olivier Codron, Albert Delpey, Jacques Giraud, Jacques Harlin, Marcel Khalid, Jacques Lalande, Jacques Le Carpentier, Lucien Paset, Magali Renard, Gérard Curbillon et Ramon de Herrera.

Cela fait longtemps que Jules Romains n'avait pas connu pareil hommage. Une production de qualité pour cette œuvre majeure où l'on retrouve avec bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte-Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 16 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 95 F à 240 F.

Régions

Limoges

Drôles de zèbres
Festival International

avec des artistes d'Algérie, de la communauté française de Belgique, du Congo, d'Haïti, de Côte-d'Ivoire, de France, du Guinée, du Mali, de Mauritanie, de Martinique, de la Réunion, du Niger, du Québec, du Togo et du Zaïre.

Ils viennent de partout, d'Algérie, de Belgique, du Congo ou d'Haïti, de Côte-d'Ivoire, du Mali ou de la Martinique, pour ce festival très porté sur le

loufoque, mais où l'on oublie pas de réfléchir sur le théâtre francophone au cours de tables rondes, de colloques et d'expositions.

Château des francophones de Limoges, Jardin d'Orsay, 87000 Limoges. Tél. : 55-32-32-66. 85 F et 100 F.

Strasbourg

L'Exercice de la bataille

d'Anne Torras, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Cribaz, Jérôme Kircher, Grégoire Ostermann, Mohamed Rouabhi et les musiciens d'Are Nova.

En 1588, la plus grande armée du monde, l'Invincible Armada, quitte l'Espagne pour aller envahir la perle d'Albion et détruire Elisabeth pour rétablir le catholicisme. A chacun des combattants est promis le paradis. Réflexion sur des fous de dieu.

Le Maillon, 13, place André-Mauvois, 67000 Strasbourg. Les lundi et mardi à 20 h 30. Tél. : 88-27-81-81. 80 F et 100 F.

Brest

La Maison du géomètre

de Wladyslaw Zorko, mise en scène de l'auteur, avec Damien Bouvet et Antonella Amintano.

Le nouveau spectacle d'un jeune homme qui, lors de sa création précédente, avait séduit par son talent pour la construction d'images sombres et envoûtantes. La solitude, le silence, l'errance sont les ingrédients de ce poète résolument contemporain, sorte de Bob Wilson de la rock culture radicale.

Le Quartz, 2-4, av. Clemenceau, 29000 Brest. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 75 F et 100 F.

Charleville-Mézières

Neuvième Festival mondial des théâtres de marionnettes

L'Avignon de la marionnette, en clair le festival de cet art en plein boom le plus important au monde. Pour son trentième anniversaire, cette manifestation attend plus de 75 000 spectateurs qui pourront voir les dernières créations de cent onze compagnies venues de trente-sept pays. Un rendez-vous exceptionnel et passionnant.

Festival mondial des théâtres de marionnettes, 08000 Charleville-Mézières. Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 10 heures. Tél. : 24-59-04-04. De 80 F à 120 F.

Reims

Rosel

de Harald Mueller, mise en scène de Christian Schiavetti, avec Agathe Akeda.

Le nouveau et talentueux directeur de la Comédie de Reims reprend un spectacle sombrissime interprété par l'indiscutable Agathe Alexis. Malgré la difficulté de son sujet, dont on ne dévoilera rien, un moment de théâtre rare, à faire peur.

Comédie de Reims, 3, chaussée Bocquaine, 51000 Reims. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 26-40-45-45. 50 F.

Dernière représentation le 28 septembre.

Montpellier

Sik-Sik, le maître de magie et le Haut-de-forme.

d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichet, avec Jean-Claude Frissung, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Mérimo, Isabelle Candelier, François Jourmalone, Dominique Parrot, Chantal Neuwirth, Eric Auvant et Jean-Paul Roussillon.

De la location au squat au travers de vingt-deux pièces en un acte écrites par un auteur napolitain plus qu'italien, briseur de ménage vaudevillesque et grinçant.

Théâtre des Treize-Vents, opéra municipal, bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 87-52-72-91. De 95 F à 98 F.

DANSE

Lucinda Childs
Dance Company

Rhythm Plus

Dance

Suite de l'offensive américaine sur Paris, dans le cadre du Festival d'automne : la belle Lucinda Childs propose une création, *Rhythm*, sur des pages de Ligeti et de Luc Ferrari jouées en scène par la clavicembaliste Elisabeth Chojnacka, et une reprise de son célèbre *Dance*, conçu en collaboration avec Phil Glass pour la musique et Sol LeWitt pour le film/décor, qui crée de fascinants rapports entre la danse et ses images.

Théâtre de la Ville, jusqu'au 28 septembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

Compagnie De Hexe/
Mathilde Monnier

Face Nord

La dernière pièce de Monnier, créée cet été au Festival de Châteauneuf. Huit danseurs dans une jungle de roseaux, métaphore de la vie où il faut sans cesse frayer son chemin.

Théâtre de la Ville, du 1^{er} au 5 octobre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 80 F et 130 F.

La sélection « Théâtre »
est établie par
Olivier Schmitt
« Danse »
par Sylvie de Nussac.

MUSIQUE

Paris

Mercredi 25 septembre

Mozart

Idoménée

Inga Nielsen, Carol Vanos, Nuccio Focile, Sylvia McVair (soprano), Thomas Moser, Keith Lewis, Donald Kessch, Marcus Haddock (ténor), Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction), Jean-Pierre Miquel (mise en scène).

Le drame du roi de Crète, contraint par un fusteur sement à sacrifier son fils, ne nagera-t-il pas quelque peu sur la scène de la Bastille ? Après la *Fidèle* de Robert Wilson, les opéras de Mozart se succèdent sans se ressembler : gageons que Jean-Pierre Miquel, directeur du Conservatoire d'art dramatique, et donc, quoi qu'il en soit, représentant d'une certaine tradition, ne se lancera pas dans des costumes à la Thierry Mugler et des rétroscènes électrisées. Mais comme il s'agit de sa première mise en scène d'opéra, comment savoir ?

Opéra de la Bastille, 19 h 30 (+ le 26). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 580 F.

Jeudi 26

Mozart

Le Finta Gardiniera, version de concert

Charlotte Margiono, Catherine Duboc, Renée Fleming (soprano), Lari Poulton (mezzo-soprano), Bruno Lazzarini, Kurt Smet (ténor), Michèle Fauriol (baryton), Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction).

Groupement hommage et anniversaire, l'Orchestre de Paris salue par le même concert, redonné trois fois, la mémoire de son fondateur Charles Munch et celle du petit Mozart. Pas si petit que cela : le Salzbourgeois avait dix-huit

ans lorsqu'il composa cette farce au livret embrouillé mais à la musique ambitieuse et déliée. Cette *Finta Gardiniera* avait révélé Semyon Bychkov au Festival d'Aix.

Salle Pleyel (les 26 et 28, 19 h 30 : le 29, 19 heures). Tél. : 45-53-07-86. De 70 F à 270 F.

Mozart

Cassation KV 99
Diverzimento KV 136
Symphonie n° 29

Haendel

Airs pour alto

Vivaldi

Motet

James Bowman (haute-contre), Academy of Saint Martin in the Fields, Kenneth Sillito (direction).

Ne parlons plus de Bowman comme d'un vétéran, même s'il fut avec Alfred Deller fondateur d'une école d'interprétation qui réhabilita les hautes-contre et tout un répertoire, dans la foulée. Le colosse anglais n'était-il pas le plus jeune des Obéron, est-il, dans le *Songe d'une nuit d'été* à Aix ?

Eglise Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30. Location FIAC, 100 F.

Vendredi 27

Mozart

Messe KV 427

Mendelssohn

Psautre 42

Christiane Iz, Roly Verabica (soprano), Christoph Prégardien (ténor), Peter Kooy (basse), La Chapelle royale, Collegium Vocale de Gand, Orchestre des Champs-Élysées, Philippe Harnweghe (direction).

Encore Mozart, mais la messe K. 427, la dernière, inachevée, datée de 1783. Et Mendelssohn, dont Herreweghe, élargissant ses horizons baroques, s'est fait une spécialité, enregistrant déjà des Psautres (Harmonia Mundi), mais pas ce *Wie der Hirsch schreit*, ce qui ne saurait tarder.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Berg

Lulu

Patricia Wlas (soprano), Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano), Wolfgang Schöne (baryton), Graham Clark (ténor), Orchestra national de France, Jeffrey Tate (direction), Adolf Dresen (mise en scène).

Une passionnante discographie complétée du dernier opéra de Berg est parue en septembre dans la revue *Opéra*

international. L'enregistrement de Boulez n'arrive pas en tête, mais presque. Et c'est dans la descendance boultzienne directe que se situe le spectacle donné six fois cet automne au Châtelet : Jeffrey Tate, qui dirige pour l'occasion l'Orchestre national, était l'assistant du patron de l'IRCAM quand ce dernier fit découvrir aux Parisiens la version de *Lulu* achevée par Friedrich Cebra, achèvement qui avait à l'époque provoqué une vive polémique. Les esprits sont, depuis, apaisés puisque Tate a déjà annoncé, sans faire hurler personne, qu'il effectuerait des coupes et quelques « omissions » dans la version Cebra. Malgré son livret finalement assez proche d'un roman-fantastique ou d'un drame à sensation, *Lulu* reste une œuvre étonnante « choquante ». Quatre conférences de Dominique Jameux (les 1^{er}, 3, 7 et 8 octobre) faciliteront l'accoutumance.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (+ le 30). Tél. : 40-28-28-40. De 150 F à 440 F.

Donizetti

La Favorite

Katherine Ciesinski, Constance Fae (mezzo-soprano), Justin Lavender, Noël Velasco, Guy Fischer (ténor), Jason Howard, Monty Kaston (baryton), Jeffrey Wells, William Powers (baryton-basse), Lydia Mayo (soprano), Chœurs de l'Opéra comique, Orchestre des Concerts Colonne, Arturo Tamayo, David Robertson (direction), Pierre-Jean Benoit (mise en scène).

Remonté à sa langue originale, le français, repris pour la première fois à Paris depuis 73 ans, cette *Favorite* vaut presque autant par ce qu'on en fait que par elle-même et la double distribution réunie à l'Opéra fait peu à peu oublier certaines insuffisances. Les chœurs gagneraient à être plus ensemble et la direction d'Arturo Tamayo borne ses exigences au vite fait bien fait.

Opéra-Comique. Salle Favart (le 27, 19 h 30 ; le 29, 17 heures). Tél. : 42-96-88-83. De 40 F à 120 F.

Samedi 28

Mozart

Diverzimento KV 439
Sérénade KV 361

Orchestre du XVIII^e siècle, Frans Bruggen (direction).

Le bicentenaire de Mozart nous aura tout de même réservé de grandes joies : le week-end Versailles du Centre de musique baroque naquera (*Le Monde* du 17 septembre) et, presque comp sur comp, trois grands concerts

COMMUNE

saison 91.92

15 octobre - 27 octobre
La Nuit de Figaro
Tanneguy Williams
Brigitte Jacques
avec la Comédie-Française

20 novembre - 15 décembre
Des Siècles de paix
Olivier Perrier

21 janvier - 23 février
La Place royale
Cornelle
Brigitte Jacques

5 février - 28 février
Entretiens avec
Pierre Cornelle
Brigitte Jacques

10 mars - 12 avril
La Mort de Pompée
Cornelle
Brigitte Jacques

7 avril - 26 avril
Le Régiment
de Sambre et Meuse
Eric Vigner

23 avril - 30 avril
Modeste proposition
concernant les enfants
des classes pauvres
Jonathan Swift
David Gabison
Emmanuelle Stochi

48 34 67 67

Envoi gratuit du programme sur demande

abonnez-vous

TJS

THEATRE DES JEUNES SPECTATEURS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
11, rue de la Harpe - 75004 PARIS

SAISON 91-92

Abonnez-vous!

LES ENFANTS TANNER
Festival d'automne
Théâtre de Châteauneuf
du 21 septembre au 5 octobre

MONSIEUR LEON
L'œuvre de l'opéra
du 19 au 20 octobre

VOLTIGE CREATION TJS
11 h - Centre Dramatique National
Monsieur
du 21 novembre au 22 décembre

LA GRANDE MAISON
L'œuvre de l'opéra
du 19 au 20 octobre

BIABOYA ALORS ?
La plus terrible histoire du monde
Le Théâtre - Centre Dramatique National - Le Havre
du 5 au 9 janvier

WAGON-LIT
T.J.S. - Centre Dramatique National
Strasbourg
du 11 au 14 janvier

CARAMEL BLUES
Théâtre de la Gare - Genève
du 17 au 21 mars

LA LOCANDIERA
Nouveau Théâtre de Strasbourg
Centre Dramatique National - Strasbourg
du 26 au 30 mars

LA LEGENDE DE SIEGFRIED
HÉROÏQUE - Centre Dramatique National
Strasbourg
du 9 au 25 avril

LA POTION MAGIQUE
DE GEORGES BOUILLON
T.J.S. - Centre Dramatique National
Lyon
du 11 au 26 juin

HISTOIRE
D'UN PETIT MONSIEUR
T.J.S. - Centre Dramatique National
Lyon
du 11 au 26 juin

ABONNEMENT JEUNE PUBLIC
ABONNEMENT ADULTES
REVENDEMENT

TEL. 48 59 93 93

20, place Jean-Baptiste - 67000 MONTAUBAN
(Midi) - 1, rue de Montauban

DU 28 SEPT. AU 13 OCT.

LE
DECAMERON
DES
FEMMES

"époustouflant de virtuosité :
on rit aux larmes!"
TELERAMA

"rarement spectacle aura procuré
un tel plaisir : une merveille!"
BIBA

"jubilaire et plein d'humour,
des comédiennes épatantes."
7 A PARIS

"spectacle tendre et très drôle
qui cogne les cœurs."
LE MONDE

T.B.B. FR
46 03 60 44

THEATRE
DE LA
DANSE

Regine Chopinot
St-Georges
Grande Halle La Villette
du 21 au 31 janvier

Stephanie Aubin
Orphée, metteur en scène
Centre Georges Pompidou
du 26 au 30 mars

Odile Dubac et
Daniel Lantier
Créations pour le Ballet de
l'Opéra de Paris
Opéra Paris-Gaîté
15 mai

3 spectacles 200 F
Avec une invitation au
spectacle de
Michel Kelenenis
C'est un vaudeville!

Théâtre contemporain
de la danse
42 74 44 22

GAUMONT OPÉRA 14 h 15 - 19 h 45
GAUMONT PARNASSE 14 h 15 - 19 h 45
3 BALZAC Grande salle 14 h 30 - 20 h
SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS 11 h - 15 h 30 - 20 h

Grand Prix du Festival de Cannes 1991

Michel Piccoli • Jane Birkin • Emmanuelle Béart

La Belle Noiseuse

Mise en scène Jacques Rivette

avec Dominique Dancourt • David Burstein • Gilles Aron • et la main du peintre Bernard Dutoit

Scénario de Pascal Bonitzer, Christine Laurent et Jacques Rivette

14 au 27 octobre

FABLES
A FONTAINE
mise en scène
Laurence Février

146 81 38 67

هكذا من الأصل

هكذا من الازل

ECONOMIE

DE LA SEMAINE

par Brügger et les siens : Ab Koster dans le concerto pour cor, Eric Hoprich dans le concerto pour clarinette.

Opéra de Paris. Palais Garnier (le 28, 17 heures et 20 h 30 ; le 29, 11 h 30 et 17 heures). Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 250 F.

Dimanche 29

Ravel

La Valse, poème chorégraphique pour deux pianos

Mozart

Sonata pour deux pianos KV 448

Rachmaninov

Œuvres pour piano à quatre mains, 2^e suite, op. 17

Brigitte Engerer,

Pascal Rogé,

Bruno Rigout,

Georges Flécher,

Jean-Claude Fournier,

Michel Legrand,

Jacques Thibault (piano).

Faméole de pianistes par deux, sur un duo de clavier, pour un théâtre dansant réjouissant, dont la première valse est signée Ravel.

Châtelet. Théâtre musical de Paris. 17 heures. Tél. : 40-25-28-40. 50 F.

Lundi 30

Rossini

L'Échelle de soie, ouverture

Haendel

Glafiro Casare, extrait

Mozart

Alceste, opéra

Verdi

Œuvres, extraits

Messiaen

Messiaen

Messiaen Caballé (soprano),

Orchestre Colonne,

Bernard Haitink (direction).

Un récital avec orchestre de la grande espagnole, comment omettre de le conseiller ? Quête à envoyer nos lecteurs se heurter à des guides effrayants.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-89-73. De 50 F à 340 F.

Mardi 1^{er} octobre

Mendelssohn

Romances sans paroles pour piano, intégrale

Viktoriya Pozdnyakova (piano).

Pianiste russe qu'on a appris à apprécier à sa juste (et immense) valeur, à la faveur d'un certain « défilé » russe, Postnikov vient d'enregistrer deux sonates de Chostakovitch (l'une pour violon, l'autre pour alto) avec Shlomo Mintz. La firme Erato attend d'elle, dans les années à venir, des intégrales Janáček et Glazounov. On ne l'attendait pas dans les Romances sans paroles, mais c'était une erreur : son enregistrement pour Melodya paraît en France sous l'étiquette Vogue. Révélation nécessaire d'une œuvre fort longue (2 CD) et un peu ingrate ?

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Holliger

Scardaneli-Zyklus, pour flûte, petit orchestre, bande et chœur mixte

Aurélien Niquet (flûte),

London Voices,

Ensemble Modern,

Terry Edwards,

Holger Holliger (direction).

Début de la grande rétrospective Holliger du Festival d'Automne. Inspiré du compositeur suisse par les poèmes qu'Éliade composa à la fin de sa courte vie, mais dans sa « folie », sous le pseudonyme de Scardaneli, un cycle des saisons sur des harmonies placées. Un monument, ne serait-ce que par ses

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Holliger

Scardaneli-Zyklus, pour flûte, petit orchestre, bande et chœur mixte

Aurélien Niquet (flûte),

London Voices,

Ensemble Modern,

Terry Edwards,

Holger Holliger (direction).

Début de la grande rétrospective Holliger du Festival d'Automne. Inspiré du compositeur suisse par les poèmes qu'Éliade composa à la fin de sa courte vie, mais dans sa « folie », sous le pseudonyme de Scardaneli, un cycle des saisons sur des harmonies placées. Un monument, ne serait-ce que par ses

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.



The Psychedelic Furs à l'Elysée-Montmartre

Jazz

Junior Cook

Rythmique de luxe (Olivier Hutman, Ricardo Del Fra, Sangoma Everet). C'est le premier signe de piste. Le second, c'est le lieu, la Villa. Au programme, le ténor de Pensacola, Florida, né en 1934, Junior Cook. Il ne vient pas si souvent à Paris. Tour à tour pupitre de Horace Silver, Dizzy Gillespie et Blue Mitchell (grand quintet), on le retrouve à la Berkley School on aux côtés de Bill Hardman. Le saxophone tel qu'on l'aime : pas de premier plan, pas généraliste non plus, dans cette position d'entre-deux qui manque forcément le grand public et qui n'échappe jamais aux musiciens.

De 25 au 28. La Villa, 22 heures. Tél. : 43-28-60-00.

Trio René Urtreger

Le trompettiste le plus accompli de l'heure, Le Jazz, entièrement dans la musique, tenacement rivé à l'idée du jazz qu'il modifie toujours, et l'un des ses découvreurs, Urtreger, en trio. Reaux esprits s'abstiennent. Le Montana est un vrai club de jazz, mal fréquenté, égaré, tunnelier, sera comme une chapelle : l'équivalent des grands cafés littéraires d'autrefois. Pour la perfection du bonheur, le pianiste n'a pas très bon caractère.

Les 27 et 28. Le Montana, 22 h 30. Tél. : 45-48-63-08.

Rock

Woodentops

Les Woodentops, groupe minimaliste qui permettait aux intégristes rock de se laisser aller à leurs penchants pour le mignon et le ciselé sans avoir à acheter de disques des Carpenters, se sont reformés. Etait-ce bien la peine ? Réponse à l'Elysée-Montmartre.

Le 27. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

Psychedelic Furs

Groupe romantique sombre apparu dans le sillage du punk, les pelages psychédéliques viennent de resurgir à la surprise générale, et aussi à la grande joie de ceux qui aiment les guitares tournoyantes, les chansons complexes et les ambiances d'apocalypse individuelle, toutes choses plutôt au goût du jour.

Le 28. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 100 F.

A Night of Interference

Des DJ qui sont aussi des musiciens vont essayer de transformer l'Espace Ornano en boule de cristal musicale, un moment où l'on entendra le futur. Avec Keith LeBlanc, de Tackhead, Tim Simonon, de Bomb The Bass, DJ Spike et Ultra Marine, pour jeter des passerelles entre genres (rap, house, ragga-muffin...), destructurer, manipuler, créer.

Le 28. Espace Ornano, 19 h 30.

Whitney Houston

Après avoir annulé les concerts prévus au printemps pour cause de guerre du Golfe, même si celle-ci était finie depuis plusieurs semaines, Whitney Houston, qui a sûrement envoyé des équipes de déminage en éclaircur, arrive enfin à Paris. Elle est belle, sa voix fait des merveilles, et il le faut bien étant donnée l'insignifiance constante de son matériel. Si la qualité entrain dans les critères du Livre Guinness des records, Whitney Houston pourrait viser un titre dans la catégorie « gléchis ».

Le 1^{er} octobre, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Location Fnac. 180 F.

proportions (150 minutes) pour découvrir la face cachée - la composition - d'un artiste surtout connu comme hantiboîte, et quel !

Opéra-Comique. Salle Favart, 20 h 30. Tél. : 42-88-88-83. De 50 F à 140 F.

Régions

Mulhouse

Klaus Huber

Passion profane

Suzanne Otto (mezzo-soprano),

Théopold Meyer (ténor),

Kurt Widmer (baryton),

Arturo Tamayo (direction).

Le Musée du chemin de fer de Mulhouse est régulièrement annexé par le festival MulMus pour y installer de grandes « machines », locomotives d'un foisonnant programme. Cette Passion profane, oratorio s'inspirant de poèmes écrits dans des prisons, aux quatre coins du monde, caractérise l'inspiration, généralement spirituelle et humaniste, d'un compositeur suisse mal connu en France. Elle ne nécessite pas moins de trois chefs d'orchestre. Elle sera donnée en première française après sa création, en 1981, par le Festival de Hollande.

Le 28. Musée du chemin de fer, 21 heures.

Straasbourg

Dillon

Sortilèges

James Dillon,

Amund Angster (clarinette),

Jean-Paul Celis (cornemuse),

Gay Fitch,

Emmanuel Séjourné (percussions),

Claire Gauthier (flûte),

Francis Kuber (soprano),

Bernard Winkler (alto),

Ensemble Accroche-Note.

Portrait en trois premières françaises et une création d'un compositeur écossais de quarante-quatre ans, celui que les festivals d'avant-garde s'arrachent désormais. Visiblement marqué par la culture rock et ses origines celtiques, autodidacte certes, mais savant, philosophe à ses heures, penseur pour le moins impénétrable, Dillon compose une musique libre et forte, dont la complexité formelle n'écrase ni la liberté de ton ni la violence quasi hooligienne.

Le 26. Conservatoire, 20 h 30. Tél. : 88-75-19-58. 80 F.

Radulescu

De Emerge Ultimate Silence, pour 34 voix d'enfants

Amy

Missa cum jubilo pour quatuor vocal, chœur d'enfants, chœur mixte et orchestre

Nicola Munteanu (soprano),

Katharina Ciesinski (mezzo),

Jules Best (ténor),

René Schärer (basse),

Orchestre philharmonique de Strasbourg,

Chœur de l'Orchestre national de Lyon,

BBC Singers,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

Melina de Coker,

du 4 au 27 octobre

FABLES LA FONTAINE

mise en scène Laurence Février

LES GEMEAUX/SCEAUX

(1) 46 61 36 67

théâtre de la bastille

DU 17 SEPT AU 13 OCT A 21H

DIM 17 H - RELÂCHE LUNDI

JE SUIS

de Valère NOVARINA

avec

Aude BRIANT

Roséliane GOLDSTEIN

Laurence MAYOR

Michel BAUDINAT

André MARCON

Daniel ZNYK

FESTIVAL D'ARTS DE PARIS 1991

DU 24 SEPT AU 20 OCT A 19H30

DIM 15H30 - RELÂCHE LUNDI

LEGEREMENT SANGlant

de Jean-Michel RABEUX

avec

Claude DEGLIAME

Manuela GOURARY

Jacques MAZERAN

Emmanuelle TERTIPIIS

43 57 42 14

76, RUE DE LA ROQUETTE 75011 PARIS

MUSIQUE DU 11 AU 20 OCTOBRE

Lambert Wilson chante

LOCATION : 49 80 18 88

FNAC, VIRGIN MEGASTORE

cratell

CINZANO

et l'ANNIVERSAIRE DE SMIRNOVA

de Lioudmila Pétouchevskaïa

WISSENGER

STEPHAN MELDEGG

JUSQU'AU 10 NOVEMBRE

théâtre 13 45 08 02 22

METRO BLANCHE

Nouveau département du théâtre contemporain de la danse, le centre d'information et d'orientation du danseur s'adresse à tous les danseurs professionnels, sans distinction de disciplines artistiques.

les services proposés s'organisent autour de trois axes principaux :

les droits sociaux

la formation

la reconversion

Renseignements 42 74 58 61

ARTS

Nouvelles expositions

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. À l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le Musée Munch d'Oslo, Orsay propose un cycle norvégien : concerts et films.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 heures, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Du 26 septembre au 5 janvier 1992. 30 F.

Portrait de l'artiste (1600-1890)

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos pères et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Habsoldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-89-84-63. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Du 25 septembre au 9 novembre.

Paris

Guillaume Apollinaire

Des gravures, des dessins, des livres et des documents à l'occasion de l'exposition de la bibliothèque de Guillaume Apollinaire, miraculeusement conservée jusqu'à aujourd'hui, et rachetée par la Ville de Paris en 1990.

Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon, 24, rue Pavée, Paris 4^e. Tél. : 42-74-44-44. Tous les jours, sauf dimanche, et jours fériés de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 octobre. 15 F.

En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent une images prises dans toutes sortes de bateaux : barques, péniches, paquebots ou porte-avions, fixées à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Brassai.

René-Jacques, Manuel Esclusa ou Jorge Ribalta.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

Kilims d'Anatolie

On peut ne pas être amateur de tapis, mais... Ceux-ci sont anciens, tissés serrés, avec soin, et riches en motifs et couleurs. Ils viennent d'une importante collection américaine (la collection Coy Jones au Musée des beaux-arts de San Francisco), qui se promène en Europe pour la première fois.

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. Tél. : 40-51-38-38. Tous les jours, sauf lundi, de 13 heures à 20 heures. Jusqu'au 23 novembre. 20 F.

El Lissitzky

L'œuvre d'un combattant, qui fut une figure majeure de l'avant-garde en Union soviétique dans les années 20. Au temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire rimer art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-27. Tous les jours, sauf lundi et jours fériés, de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre. 50 F.

Livres du connétable, bibliothèque d'Anne de Montmorency

Le Musée de la Renaissance d'Ecrouen se lance dans les expositions temporaires. En réunissant des ouvrages ayant appartenu au connétable de Montmorency. Des raretés présentées dans le décor restitué depuis quelques années de la riche bibliothèque du château.

Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen, Ecrouen, 95440. Tél. : 39-90-04-04. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 15. Jusqu'au 16 décembre.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eût le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Sur-tout quand on nous promet plus de cent feuilles en tous genres (déjà !), dont certaines n'ont encore jamais été exposées au public.

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Sophie Calle

L'attrait et la peur de l'inconnu, le désir de l'autre, l'attente de la rencontre, et la perte, mais aussi la séduction et la transgression, inspirent les jeux rituels, réglés et vécus comme un piège par cette artiste désormais bien connue aux États-Unis, qui expérimente sa vie comme une aventure secrète et tout à fait singulière.

Sophie Calle, rétrospective - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris XVI^e. Tél. : 47-23-81-27. Jusqu'au 13 octobre.

Patrick Faigenbaum et Günther Forg

Vampirisés dans leur palais par un archéologue de l'imagerie, les descendants des grands familles italiennes amorcent une plongée vertigineuse dans l'au-delà. Fixant les liens qui unissent les êtres à leur milieu, ces vues énigmatiques, plus rêvées que réelles, s'opposent à la froideur objective des portraits de l'Allemand Günther Forg.

Patrick Faigenbaum et Günther Forg - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Tél. : 47-23-81-27. Jusqu'au 13 octobre.

Galleries

Tony Cragg

Poussé, semble-t-il, par un goût inventé pour les matériaux les plus divers, pauvres comme la terre ou riches comme le marbre, le sculpteur anglais Tony Cragg bouge et se renouvelle tout le temps, depuis dix ans. C'est appréciable, même si parfois on trouve moins bonne tournure à ses œuvres.

Galerie Crouzet-Robelin Sama, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 octobre.

1981-1991

La galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 32, rue de la Verrerie, avec ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degottex, Tinguely, Ailland, Pincemin, Bonillon, Rebecca Horn. Les œuvres ont été triées sur le volet et l'accrochage est assez subtil pour que, justement, on ne pense pas à un accrochage.

Galerie de France, 32, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 19 octobre.

Gottfried Honegger

Du cercle et de l'angle droit, du tableau-relief et du monochrome : le Suisse Gottfried Honegger (né en 1917) est resté, contre vents et marées, un presque mystique de l'abstraction géométrique pure et dure. Aujourd'hui on lui en sait gré.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles, Paris 3^e. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fasciner et d'effrayer, à remuer sa terre, sa mémoire, son histoire personnellement, en grand, en sombre, en fabricant d'immenses tableaux chargés de matières brûlées, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb. Qu'on n'oublie pas.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-08-33. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

Marcelle Loubchansky Peintre tchiste salué dans les années 50 par André Breton et Charles Estienne, Marcelle Loubchansky est morte à Paris en 1988, injustement oubliée.

Galerie Carole Brinsaud, 25, rue de Penthièvre, Paris 8^e. Tél. : 42-56-40-90. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 octobre.

Gerhard Richter

Peindre encore et toujours, en peignant toutes sortes d'images de la peinture : paysages, nus, portraits, brossages gestuels, monochromes... En maître du genre ou de la discipline picturale. L'exposition propose une série récente de grandes toiles abstraites de l'artiste allemand.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

Jacques Villon

Une quarantaine de peintures de 1940 à 1960. Des paysages mythologiques, équilibrés, aux couleurs claires, inspirés par les séjours en Gascogne ou en Normandie. Quelques portraits aussi, dont un petit autoportrait brisé comme un miroir des dernières années.

Galerie Louis-Carré, 10, av. de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-82-57-07. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 2 novembre.

Régions

Angers

Jagoda Buic

Depuis plusieurs années, la ville qui abrite la *Tenture de l'Apocalypse* a trouvé le bon fil en exposant largement des artistes contemporains s'exprimant à travers des formes tissées. Par exemple la Yougoslave Jagoda Buic qui, à partir des années 60, a largement contribué au renouvellement du langage de la tapisserie.

Musée Jean Lurcat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100. Tél. : 41-87-41-08. Tous les jours, sauf lundi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Chartres

Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Emile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 28, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et des Allemands. Et le Musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 88000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

MAILON
Centre Culturel de Strasbourg

L'Exercice de la Bataille
de André Tordj

musée et scène, André Tordj, scénariste, François Kiefer, musicien, Jean-Louis Béraud, directeur, Emmanuel Art, vidéo, scénario, Théâtre Nelson, Luc Bess, Denis Anst.

avec
Philippe Quirou, Michel Goussier, Gregory Clavet, Muriel Boudet

du 26 septembre au 6 octobre
à 20 h 30 et à 19 h 30

24 septembre - 26 octobre

Judd
Sculptures

Galerie Lelong
13, rue de Téhéran, Paris 8^e

24 septembre - 26 octobre

Thursz
Peintures

Galerie Lelong
13, rue de Téhéran, Paris 8^e

17 septembre - 28 octobre

Herbert Rottenberg
Monique Zobernig
René Gaspard

Hôtel des arts
Fondation des arts, 11 rue Berryer, 75005 Paris
Téléphone 1-42 56 71 71

DU 20 AU 29 SEPTEMBRE 1991
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE
ILE DE CHATOU
PRES DE PARIS, ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU
TOUS LES JOURS DE 10 H A 18 H
ORGANISÉE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCASION.
TEL : 47 70 88 78

17 heures, sauf mardi. Visite sur R.V. au 88-41-02-29. Jusqu'au 1^{er} décembre. 46 F.

Dijon

Henri Matisse

Le Musée Matisse de Nice, en pleine rénovation, est fermé jusqu'en 1992. Pourquoi, dans ce temps de travail, ne pas faire profiter de sa belle collection, particulièrement riche en dessins ? 180 feuilles de toutes les époques, sont en effet conservées à Cimex. Dijon en présente un choix, mais aussi des peintures et des gouaches découpées.

Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-62-70. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 6 octobre.

Lyon

L'amour de l'art, Première Biennale d'art contemporain

L'objectif de cette Première Biennale de l'art contemporain, à Lyon, est de mieux faire connaître la création d'aujourd'hui en France. Pour ce faire, ses organisateurs, Thierry Raspail et Thierry Prat, ont vu large, généreusement, et choisi de présenter dans la Halle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'ELAC, soixante-neuf expositions particulières d'artistes jeunes et vieux, connus et inconnus. Eclectique, la prestation ne manque pas de vitalité.

Halle Tony Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

Moriatis

Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agitée. Des voyages, des coups de cœur, du discours. Beaucoup de curiosité, de prises de positions raisonnables, amusées. Et pas mal d'emprise un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce routier

non routinier, est l'inventeur du nouveau réalisme ?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-88-88. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Nancy

Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragois Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne française. La flamme énorme du cubisme bouleverse l'art qui se manifeste en Europe centrale. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition tchèque permet de confronter des œuvres de Gris, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Benes, Capak, Filla, Prochazka ou Gut-freund.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Poitiers

James Turrell

Un Américain qui, depuis vingt ans, à travers ce qu'il appelle des « environnements sensoriels », dans lesquels on entre à tâtons, cherche à mettre la lumière à portée de main. Rien n'est donné d'emblée, il faut accommoder. Ou, comme à Poitiers, se mettre en maillet, et plonger dans une piscine. Qui sait, pour gagner le ciel.

Confort moderne, 185, faubourg de Pont-Neuf, 89000. Tél. : 49-48-08-08. Tous les jours, sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breuerette. Sélection « Photo » : Patrick Rogier.

AVANT PROGRAMME

TDN
THEATRE
DANCE
91-92
CDN NICE COTE D'AZUR

KALYI JAG
Musique des « Biganes » Hongrois

LE SOUPER
Jean-Claude Brisville/Jean-Pierre Miquel

LA NUIT VENITIENNE
Musée/Léonidas Strapataskis

GAUDEAMUS
Sergueï Kalédine/Lev Dodine

APERGHIS

ROBERTO ZUCCO
Bernard-Marie Koltès/Bruno Boëglin

LE GRAND BAIN
Thierry Vincent

BOUJENAH/ELLE ET MOI

LE TEMPS ET LA CHAMBRE
Bohno Strauss/Patrice Chéreau

MYSTIFICATION
Diderot/Jacques Weber

LA CONTREBASSE
Patrick Süskind/Philippe Ferran

VOLTAIRE/ROUSSEAU
Jean-François Préval

BALLET FRANKFURT/WILLIAM FORSYTHE

LA PASSION SELON G. H.
Clarice Lispector/Alain Neddam

RECITS D'UN JEUNE MEDECIN
Mikhail Boulgakov/Etienne Pommeret

L'ECOLE DES FEMMES
Molère/Jean-Luc Bouté

ARTHUR H.

QUATRE HEURES A CHATILA
Jean Genet/Alain Milkan

MARILYN MONTREUIL
Jérôme Savary/John Buncu/Diane Tell

LA CARESSE
Philippe Faure

LYON OPERA BALLET/ANGELIN PRELJOCAY
Romeo et Juliette

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL NICE COTE D'AZUR
Direction Jacques Weber / 93 13 90 90

مكتبة من الأصل

هكذا من الامل

ECONOMIE

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Schumann

Les deux trios piano
Jean Hubert (piano), Henri Marckel (violin),
Paul Tortelier (violoncelle).
Paul Tortelier est mort le 18 décembre
dernier. L'école de cet homme
qu'Erato lui dédie aujourd'hui - réédit-
ion d'un enregistrement de 1960 - se
situe forcément de tristesse et de nos-
talgie. D'enthousiasme sans partage
aussi, et les sentiments n'y sont pour
rien cette fois. Il règne au long de ces
deux trios un climat de complicité
joyeuse, de pure et simple camaraderie
qui fait oublier, aussitôt passées, les
très légères fluctuations d'intonation du
violoncelle.

Splendeur absolue des deux mouve-
ments lents, si différents, mais égale-
ment angoissés et angoissants : Schu-
mann et ses ruptures de style et de ton,
unifiées par l'engagement d'interprètes
tout à leur « conversation ».

1 CD Erato 2282-45726-2.

A. R.

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 27.
Concerto pour clarinette et orchestre.
Jean-Claude Penver (piano), Michel Lethiec
(clarinette), Orchestre de chambre
d'Avignon, Jean-Jacques Kantorow
(direction).

Les deux derniers concertos de Mozart
réunis sur un même disque : l'idée est
séduisante et n'avait, semble-t-il,
jamais été mise en pratique. Séduisante
et justifiée : la même mélancolie, les
mêmes couleurs légères éclatent ces
deux œuvres si proches. Séduisante et
justifiée, car les interprètes les jouent
ainsi, sans hausser le ton, avec des
phrases tournées vers l'intérieur, des
sonorités presque éteintes parfois.
Jean-Claude Penver n'attaque pas le
finale du *Vingt-Septième Concerto* avec
cet entraînement un peu naïf qu'il met
tant de ses confrères. Michel Lethiec
préfère un son « pur » au vibrato très
« Dame aux camélias » que tant de cla-
rinetistes cultivent pour faire expres-
sion.

A part une ou deux interventions
hasardeuses des cornistes, l'Orchestre
de chambre d'Avignon épate par la
parfaite tenue de son quatuor à cordes.
Il y a rien d'étonnant à cela. Le violo-
niste Jean-Jacques Kantorow en est le
directeur artistique et Alexandre Brus-
ilowky le premier violon.

1 CD Lyrita CD 107. Distribué par Wotro
Music.

Berlioz

Symphonie fantastique
Orchestre de chambre de Camerun romain
et des France-Juifs.

Orchestre symphonique de Baltimore, David
Green (direction).
Voilà le disque-type que l'on n'écoute
ni même pas, si l'on n'était prévenu

de la révolution menée par Zinnman à
Baltimore, aux États-Unis. Révolution
dont Franco-Musique s'est fait l'écho, il
y a deux ou trois ans, tout au long d'un
« Matin des musiciens » consacré, par
Jean-Pierre Derrien et Christian Zoch-
arias, aux temps chez Mozart et Bee-
thoven. Révolution dont les solistes
invités là-bas portent la bonne parole
de loin en loin.

L'Orchestre de Baltimore serait devenu
l'un des meilleurs orchestres d'outre-
Atlantique. En plus d'une perfection
technique typique des formations *made
in USA*, il témoignerait de cette culture
du son, de cette musicalité que l'on ne
reconnait qu'aux orchestres européens
(beaucoup de chefs d'orchestre affir-
ment cela sans pouvoir l'expliquer de
façon rationnelle. Peut-être n'est-ce
qu'une vue de l'esprit).

Intéressé, donc, on écoute ce CD.
D'abord parce que les prises de son de
l'école sont souvent excellentes (ce dis-
que ne faillit pas à la règle). Ensuite,
parce que l'on se demande si une nou-
velle *Fantastique* peut encore faire
ressusciter l'a ravagée au rang de
« saucisson » des concerts symphoni-
ques. Zinnman et son orchestre font
dresser l'oreille. Et comment ! Par une
approche qui n'est ni échevelée (à la
Charles Münch) ni moderniste (à la
Bozza), par un travail remarquable sur
l'articulation, sur les phrases qui ont
cette élégance distanciée, cette netteté
que priment Berlioz lui-même, mais qui
si peu de chefs ont cultivée. Un travail
si soigné que l'on a l'impression que
l'on redécouvre cette symphonie.

1 CD Telarc CD 80271. Distribué par
Média 7.

A. L.

Rock

Guns n' Roses

Use Your Illusion I
Use Your Illusion II

Voilà : deux heures et demie d'écoute.
La production de Guns n' Roses ces
deux dernières années, livrée en deux
albums, qui sortent simultanément
mais sont vendus séparément. La car-
rière météorique du groupe a pour
l'instant plus ou moins épargné la
France. Mais, aux États-Unis, Guns
n' Roses a développé autour de sa musi-
que et de son image une mythologie
synchrétique qui unit la sensualité des
Rolling Stones, le gigantisme de Led
Zepplin, les tendances suicidaires des
Stooges, aux chiffres de vente des
Eagles. *Appetite for Destruction*, le pre-
mier album du groupe, s'est vendu à
14 millions d'exemplaires.

Les deux tomes de *Use Your Illusion*
donnent à entendre tout ce qui fait la
grandeur du groupe : son appropriation
dans complexe de l'histoire du hard
rock, son respect total pour ses tra-
ditions et ses rituels. Et tout ce qui fait
ses faiblesses : la confusion entre com-
plaisance et expérimentation (surtout
sur le volume II, qui tient plus du mar-
ché aux puces que de l'album
commercial), la provocation imbecile (les
insultes prodiguées à leurs détracteurs
sur *Get in the Ring*, le sixième de *Back
Off Black*) et un penchant pompi-
er (*November Rain*). Reste que le
volume I est certainement le meilleur
disque de hard rock sorti depuis long-
temps et que le volume II n'est pas
exempt de moments brillants.

Geffen/Uni Suicide GED 24420 et GED
24415. Distribué par BMG.

Texas

Mother's Heaven
Le deuxième album fatidique après le
succès inattendu de *Scoundrel*, début
tonitruant d'un groupe d'Écosse qui
aurait voulu naître entre Mississippi
et Rio Grande. *Mother's Heaven* va



Paul Tortelier enregistrait Schumann en 1960.

résolument de l'avant, trouvant au pas-
sage quelques recettes inédites - pas
forcément réussies - comme le gospel-
house de *Why Believe in You*. Les
musiciens de Glasgow tournent réso-
lument le dos aux tentations du rock FM
qui gâchaient en partie leur premier
disque.

Mais *Mother's Heaven* est un disque
bizarrement fichtu, extrêmement mono-
tone dans sa première partie, qui
enchaine les temps moyens et lents
sans trop varier la couleur instrumenta-
le. Et surtout Sharteen Spiteri et
Johnny McElhone ne sont pas encore
les grands auteurs dont Texas aurait
besoin pour laisser définitivement sa
marque. Tout espoir n'est pas perdu :
Mother's Heaven montre avant tout
que le groupe a d'autres ambitions que
de vendre beaucoup de disques.

Mercury-Phonogram 848 578-2.

Tin Machine

Voici *Tin Machine II*, ni persistance
dans l'éclectisme ni redondance en race
canopée. Les frères Sales (basse et bat-
terie), Reeves Gables (guitare) font tou-
jours autant de bruit, avec la même
virtuosité froide et frénétique. Mais
David Bowie ne fait plus tout à fait
semblant de surgir des gorges d'un club
punk du Bowery. Il a retrouvé un peu
de sa mémoire et avec elle un peu de
ses talents d'écriture. *You Belong to
Rock'n'roll*, *Baby Universal*, renvoient
à des époques lointaines, où Bowie
écrivait sans peine, charmant sans
effort. Mais chez Tin Machine cette
facilité semble feinte. Le dilettantisme
général de David Bowie est tombé, vic-
time des années, et l'on dirait que
toutes les transfusions musicales n'y
pourraient rien.

London/Victoria 828 272-2.

Pixies

Trompe le monde

Même s'il est difficile de prétendre ici
avoir raison au sujet d'un disque qui porte
ce titre, on s'engagera sans crainte : les
Pixies ont encore réussi leur coup. *Trompe
le monde*, disque raisonnablement court
(40 minutes), concis et varié, atteint de
nouveaux sommets dans la bizarrerie sau-
vage et charmante qui a toujours été le
signe particulier des Pixies.

L'originalité du groupe tient d'abord dans
la conjonction d'influences tout à fait
contradictoires : la pop instrumentale du
début des années 60 avec ses grosses gui-
tares ronflantes, le punk et ses déchire-
ments (auquel les Pixies semblent dire
adieu dans *Sad Punk*, autoprofane gai-
ment assumé).

ment assumé), le rock américain com-
mercial même. Le tout est passé à la mou-
linette de l'imaginaire de Black Francis,
musicien et auteur irrationnel, allergique à
la cohérence. Il peut délier une blague à
Gustave Eiffel ou verser dans le non-sens
absolu. Black Francis prétend que sans lui
les Pixies ne seraient rien, mais la récipro-
que est sans doute vraie.

La frappe sauvage de David Lovering, le
ronronnement métronomique de la basse
de Kim Deal et surtout les guitares de
Joey Santiago (à chaque fois qu'on évoque
le jeu de Santiago, on est obligé de tirer
ses comparaisons du vocabulaire de la
coutellerie : affûté, tranchant, lame de
rasoir, etc.), maintiennent le chant et les
textes de Black Francis dans le domaine
de l'Intelligible sans jamais le banaliser.

4AD 30872. Distribué par Virgin.

Th. S.

Musiques
du monde

I Muvrini

A Voce Rivolta

Au printemps dernier, le groupe le plus
populaire de Corse profitait d'un pas-
sage au Théâtre de la Ville de Paris
pour enregistrer un album aux studios
Davout. *A Voce Rivolta* (A tue-tête)
représentait les idées qui sous-tendent la
musique, parfois
émphatique, des Muvrini (les mou-
lons) : l'hôte corse le *Trompe de clair
soleil et de lumière bleue*. J'ai l'hôte
corse aux couleurs de rochers, harcelés
par les vents et les vaines promesses, les
montagnards enracinés à la terre, la
liberté, l'espoir...

Gian Franco Bernardini, auteur-com-
positeur et chanteur de grand talent,
père du groupe avec son frère Alain,
modèle le style des Muvrini au gré des
influences croisées de la Corse
moderne : charme à l'italienne et voix
de velours (DJ, chanson d'amour mili-
tante), entièrement paysan nourri par
polyphonies insulaires (*Paghjella*),
avec des comparses venus de l'école de
polyphonie du village natal des frères
Bernardini, charisme aux accents ten-
dus (*Tu m'as campé*, ode à l'espoir
et à la gloire de Tiansanmen, sur fond
d'accordéon dansant). Synthés et arran-
gements sont parfois limités, dignes
d'un semblant de rock méditerranéen.
en équilibre instable sur les cimes dan-
gereuses de la variété popiste. Mais la
guitare acoustique, l'accordéon sont là
pour compenser l'effet-masse.

I Muvrini, après leur départ de la mai-
son de disques corse Ricordu, il y a
quatre ans, s'étaient courageusement
autoproducts, en jouant sur les prêts
baucariers et le soutien du public. Les
ventes sur l'île et sur le continent s'en
portèrent d'autant mieux. Aux détours
des couloirs de Davout, ils ont rencon-
tré les chevaliers de la world-music du
label Island, dont ils ont rejoint l'écar-
rie. L'album sera ainsi bientôt com-
mercialisé sous le label-frère Mango, avec
un lancement international à la clé. En
attendant d'autres mélanges.

1 CD PMO IMDC 10.

V. Mo.

Chanson

Atlantique

Trampolino

Vingt-quatre ans, fille d'une styliste de
mode célèbre, Atlantique - c'est, paroli-
sant son vrai nom - s'est essayée aux 100 tours à
succès (*Je n'aime personne*, *Poussée par le
vent*), avant d'envisager la sortie d'un
album, un vrai. Voici donc *Trampolino*,
drôle d'objet sympathique. Atlantique a
écrit ses classiques - Jane Birkin pour le
feeling (*Il n'y a qu'un paradis*), France
Gall pour l'acidité (*Tu parais*) - et ses
modernes, - Louise Féron pour la voix
haute et le style « nouveau rock suave »,
Elisabeth Anati pour la naïveté décidée
(*Dans ton monde*). Pas franco-française
pour un sou, Atlantique s'est aussi embar-
quée pour les mélodies du folk irlandais
(*Incubine*, A. W. O. L. avec violons,
guimbarde et chœurs, dont Carl Freder-
icks), les cassures de la voix du blues amé-
ricain, avec *slide-guitars* à l'appui
(A. C. Beau Blues, en anglais, *Strip-tease de
garçon*, en français).

Philippe Bourgois signe les textes et la pro-
duction de l'album, avec Slim Pezin qui a
écrit les musiques, certaines prometteuses,
ou se profile une Atlantique qui serait elle-
même, déglutissant mais sage, électrique
mais réservée, nourrissant des rêves de
femme en se faisant des promesses d'ado-
lescente. Un personnage à base de fragilité
à fleur d'inconscient (*J'ai peur d'un baiser
comme d'un coup de canif*). Je le
fais, de jeux d'enfant solitaire (*Les
idées qui courent dans ma tête*, c'est mon
trésor, dans ma cachette, des fois ça brille,
des fois c'est rien...), de gracieuse ambiante
(*J'attends la vie*, Je suis si petite que je
compte en secondes. *Es-tu ce que j'ai vu
paradis*, *Es-tu ce que j'ai vu des spaghettis*...).

1 CD Philips 510 018. Distribué par Pho-
nogram.

V. Mo.

UNE ÉDITION JOAN SUTHERLAND CHEZ DECCA

La voix du siècle

LES lyricomanes français ne l'appellent que « la
Divine », tant il est vrai que le chant de Joan
Sutherland a longtemps échappé aux contin-
gences matérielles. Tant il est vrai que la soprano
a tenu à confier le meilleur de son art au disque - rien
que le meilleur. Tant il est vrai qu'aidée par son mari,
le chef d'orchestre Richard Bonynge, elle a mis en prati-
que le meilleur de ce que la musicologie peut enseigner
à une chanteuse, choisissant ses éditions avec soin,
poussant le luxe (et le risque) jusqu'à rendre hom-
mage à telle ou telle légendaire artiste du siècle passé
dont les innovations, les cadences avaient été soigneu-
sement notées.

A la vérité, Joan Sutherland est l'une des rares chan-
teuses dont les idées sur le chant ont été à la hauteur
de ses possibilités vocales. Son apport à la renaiss-
sance du bel canto est peut-être plus important que ne
le fut celui de Maria Callas. La chanteuse grecque ne fit
que suivre un instinct musical exceptionnel, quand la
soprano britannique retrouvait de façon raisonnée les
secrets d'un art du chant mis à mal par le verisme et
l'enfure vocale caractéristiques d'un style wagnérien
qui connut son apogée dans les décennies 30, 40 et
50. Des défauts, la voix de Joan Sutherland n'en man-
que pas (son point le plus faible : une articulation

lourde dans toutes les langues), mais ils sont contreba-
lançés par une technique parfaite qui permet à la chan-
teuse de plier une voix égale du grave à l'aigu, aux
exigences des rôles qu'elle aborde.

Decca réédite trois disques compacts qui témoi-
gnent de cet art du chant quasi unique en ce siècle.
Enregistrés entre 1961 et 1982, c'est à peine s'ils
exposent l'évolution d'une voix sur laquelle les années
eurent peu de prise (au studio tout au moins : Suther-
land a fait ses adieux à la scène en octobre 90, à
Sydney, dans les *Huguenots* de Meyerbeer, après qua-
rante ans de carrière). Mais Dame Joan était tout de
même plus à l'aise psychologiquement dans certains
rôles. L'égérie, la douceur, la virtuosité allée lui conve-
naient mieux que la noirceur (même si ses scènes de la
folie) sont stupéfiantes.

ALAIN LOMPECH

* 3 CD Decca 421 881-2 (*The Age of Bel Canto*, avec
Marilyn Horne, extraits d'opéras de Puccini, Haendel,
Bononcini, Boieldieu, Rossini, Weber, Bellini, Donizetti);
421 883-2 (*Tribute to Jenny Lind*, extraits d'opéras de
Bellini, Donizetti, Mozart, Meyerbeer, Verdi, Rossini);
421 882-2 (*Command Performance*, extraits d'opéras de
Weber, Massenet, Meyerbeer, Leoncavallo, Verdi,
Rossini).

CORIDA ET CLAUDE MARTINEZ PRESENTENT

Gipsy Kings

Kings

AU ZENITH

30 SEPTEMBRE

1^{er} et 2 OCTOBRE

20 h 30

Neuville album "ESTE MUNDO" disponible en CD/cassette/EP • COLUMBIA

LOCATION CLEMENTINE • FNAC • VIRGIN • 36 15 CHÉRIE FM

VOTRE TABLE CE SOIR

Ambiance musicale • Orchestre - P.M.E. • prix moyen des repas - J. H. • ouvert jusqu'à 1 heure.

DINERS

RIVE DROITE

L'ALSACE AUX HALLES 42-36-74-24 DE NUIT COMME DE JOUR : Charcuteries, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, selon particularités au 1^{er} étage.

TY COZ 48-78-42-93/34-61 ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. LE SOIR • Menu de 120 F TTC

AU PETIT RICHEL 47-70-68-68/47-70-66-50 23, rue Le Peletier, 9^e F. dim. soir, 9 h à 15 h MENU GOURMAND 2 180 F. Vin compris et sa carte traditionnelle. Brumant hôte d'honneur et de fruits de mer. Salons particuliers, dans un cadre de 1800, Parking Drouot.

LES CHANTS DU PIANO 42-62-02-14 10, rue Lambert, 18^e F. dim. soir, 10 h à 12 h Michel DERBANE, COUPE D'OR DU BON GOUT FRANÇAIS, vous invite à décou-
vrir sa nouvelle carte d'automne.

RIVE GAUCHE

NOUVEAUX LES GAULOIS 46-33-46-01 à 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

LE MAHARAJAH 43-54-26-07 L'INDE SUCCULENTE au 72, bd St-Germain, 5^e M^{me} Maubert, T.L.J. NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., accès jusqu'à 1 h. CADRE LUXUEUX. Env. 160 F. Climatiseur.

YUGARAJ (Salle climatisée) 43-26-44-91 14, rue Dauphine, 6^e SPÉCIALITÉS INDIENNES. • De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. • Christian Millau (Claude-Millau).

RESTAURANT THOUMIEUX 47-05-49-75 Spécialité de caviar et de caviars au caviar de caviar. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. soir continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

Thierry Smiths
Eros éditrice
Centre Georges Pompidou
du 18 au 21 octobre

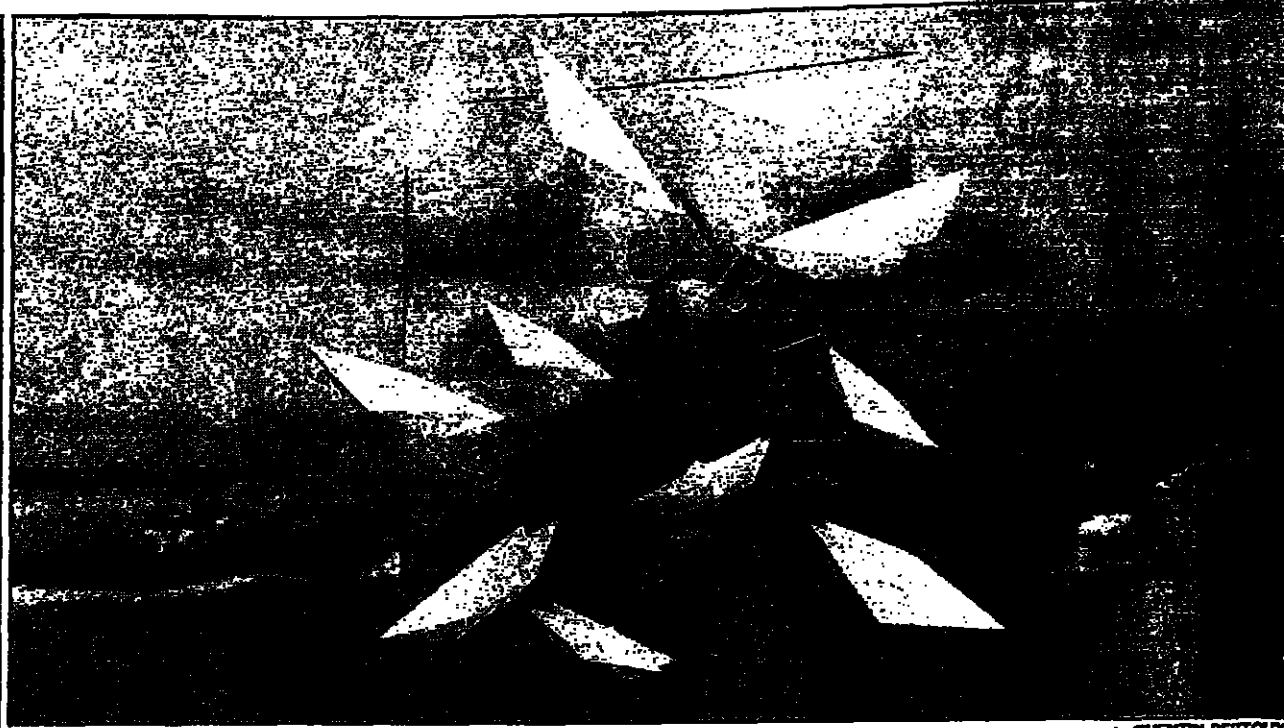
Christian Bourgois
L'opéra lyrique
Théâtre de la Bastille
du 18 au 23 décembre

Marcine Martigue
Lola Montes
Centre Georges Pompidou
du 3 au 5 avril

3 spectacles 200 F
Avec une invitation au
spectacle de
Michel Kelenemis
C'est un vaudeville !

Théâtre contemporain
de la danse
42 74 44 22

FESTIVAL



Eloge du vent, de l'eau
d'un art de vivre où le spectacle
ne serait pas coupé de la vie.
Banquets festifs dédiés à la chasse,
au baroque et à la création :
l'esprit du Nord souffle sur Octobre en Normandie.
La chorégraphe Laura de Nercy
de la compagnie Roc in Lichen
aura besoin de tout l'équilibre acquis
à danser à la verticale
pour ne pas céder au vertige.
Les Normands ont décidé de montrer qui ils sont,
loin des clichés et des archétypes.
Quand on a inventé le calvados et le camembert,
on ne peut pas être tout à fait comme tout le monde :
rendez-vous pour vérifier de visu
à Rouen, à Dieppe et au Havre.

OCTOBRE EN NORMANDIE, RENDEZ-VOUS CHORÉGRAPHIQUE ET MUSICAL

Danser grand large

Octobre en Normandie aura-t-il le même succès qu'Avril au Portugal ou que Paris in the springtime ? Il aura fallu quatre ans à Laurent Langlois, directeur du Festival d'été de Seine-Maritime, qui change aujourd'hui d'appellation et d'orientation, pour convaincre ses tutelles que l'idée même de festival, de soleil, de farniente et de consommation de spectacles, constituait un contresens avec ce qu'il appelle « l'identité normande ». Rouen n'est pas Avignon. Ni Dieppe ni Le Havre, les deux autres villes qui accueillent ce riche rendez-vous de la danse et de la musique.

JE ne me présente pas avec une pomme sur la tête et un pot de crème à la main pour discuter du bien-fondé de ma démarche, dit Laurent Langlois, jeune directeur d'Octobre en Normandie. Être normand est une réalité historique, géographique. La fierté des Ecossais pour leur pays saute aux yeux quand on assiste au Festival d'Edimbourg. Nous, on nous a trop répété que Rouen et la Normandie étaient le pot de chambre de la France pour arborer notre fierté d'une manière trop voyante, mais elle existe. Parler d'identité culturelle normande n'a rien à voir avec le folklore.

Existe-t-il vraiment une identité régionale qui ne soit pas autre chose qu'une accumulation d'images passées, de clichés pour syndicat d'initiative ? Une des réponses pourrait être Flaubert. Mais on sent rapidement qu'il a eu le tort d'écrire *Madame Bovary*, véritable préjudice moral pour la Normandie. Il n'y a que les enfants du pays pour savoir trahir avec autant de justesse. Alors, on recule prudemment pour tomber d'accord avec Eugène Boudin, né à Honfleur : « Boudin n'aurait pas pu peindre ses tableaux à Arles. Le tremblé de la lumière est bien celui de nos côtes. Ses nuages possèdent la densité de ceux que l'on voit au-dessus du Havre, et ses plages ont des galets, pas du sable fin. On ne se sent

pas normand dans les éclairages d'été, mais dans la brume, la pluie fine, face aux défilantes d'une tempête, harnaché de bottes et d'un ciré. »

Selon Laurent Langlois, la réalité normande s'exprime dans son histoire et dans sa situation géographique. Robert le Diable, Guillaume le Conquérant, la victoire de Hastings du 14 octobre 1066, les Vikings qu'on appelait les Normands, les gens du Nord. Des héros, bons pour l'image de marque, qui autorisent à parler de « norditude ». « Je souhaite qu'Octobre en Normandie devienne une vitrine de la création en Europe du Nord, en évitant les programmations que l'on retrouve à l'identité de Madrid à Oslo. »

Pour donner à sa manifestation un fumet à nul autre pareil, Laurent Langlois a eu l'idée d'associer la cuisine aux spectacles sous forme de banquets, mis en scène et en images par les artistes eux-mêmes. Il a passé commande à l'Orchestre de Göteborg, qui vient pour la première fois en France, d'un banquet où le harem sera roi. Karine Saporta prépare un « banquet baroque » dont le décor sera signé Jean Bauer. « Quand on connaît le rapport que Karine Saporta entretient avec la nourriture, le résultat risque d'être intéressant. Elle ne mange presque jamais, mais quand elle le fait, elle dévore. » A la compagnie Roc in Lichen a été confié le soin de mettre au point un « banquet de chasse ». Quelques informations ont filtré : il y aurait des chiens de meute et une projection d'images d'Alain Fleischer envoyées directement sur les spectateurs qui auront été au préalable équipés de miroirs qui réfléchiront sur les murs un travail intitulé *la Femme au miroir*. La compagnie Grand Magasin mijote un hymne à la crème fleurette. On dégustera leurs recettes inventées pour l'occasion à la cantine du Collège Fontenelle, autre écrivain né à Rouen en 1657. Edouard Lock, chorégraphe canadien rock, hésite entre une potée Maria Chapdelaine ou un tagine à la dieppoise, après tout il est né au Maroc.

« J'ai eu envie d'un rendez-vous qui fasse la part belle aux odeurs, aux goûts. Renouer avec l'idée festive et en finir avec le traditionnel spectacle de 20 h 30. Ménager des possibilités de nouvelles rencontres du public avec les créateurs. Les banquets sont mis en spectacle, ils sont la continuation du travail des artistes invités. Je désire aussi présenter les créateurs différemment. Par exemple, nous avons coproduit la Princesse de Milan, de Karine Saporta : nous le présentons avec l'Orchestre de Basse-Normandie, car cette pièce a été conçue dans un rapport particulier avec la musique vivante. Par ailleurs,

Karine Saporta est une personnalité ouverte sur le monde : nous présentons ses photos à la FNAC, nous montrons Prospero's Book de Greenaway qui a engendré la chorégraphie.

« Octobre en Normandie se veut l'expression d'un climat, d'une sensibilité. Sa thématique se situe autour des relations de la musique et de la danse. Et qu'on se le dise : seule la création du vingtième siècle nous intéresse. »

Laurent Langlois et son équipe sont persuadés que les « étrangers » sont les mieux placés pour parler de la Normandie. Ainsi ont-ils passé trois commandes : des chroniques normandes à la compagnie Grand Magasin, « jamais plus longues que quinze minutes car François Hiffier et Pascale Martin ont l'art de savoir faire court et percutant, alors pourquoi leur demander le sempiternel spectacle d'une heure ? » Figures imposées : la chaîne qui du pommier mène au fruit, au cidre, au calvados, celle qui de la vache va au beurre, à la crème, au pont-lévy et au camembert ; sans oublier la chaîne climatique : celle des gros nuages poussés par le vent d'ouest, du crachin, du vert gras du bocage, des jours où la brume ne se lève pas... Rendez-vous est pris notamment pour une « Chronique de brume », à six heures trente, à l'Abbaye de Boscherville. Avis aux amateurs car, dit-on là : « Brouillard du matin n'atteint pas le pèlerin. » Une deuxième commande a été proposée au photographe Quentin Bertoux autour du mot « octobre », et une troisième au plasticien flamand Gorick Lindermans pour une installation intitulée : *Le Nord, l'Europe et le monde*.

On est presque étonné qu'Hervé Robbe et Kenneth Kvarnström (Finlandais, établi en Suède) arrivent avec une simple chorégraphie. Quasiment les mains dans les poches ! Quand on lui demande si la création de Roc in Lichen, les *Honneurs du pied*, en collaboration avec Alain Fleischer, est un spectacle érotique, Laurent Langlois frémit à cette idée « qui ne lui a pas traversé la tête un seul instant ! ». Apprenons donc au lecteur, qui ne chasse pas à courre toutes les fins de semaine, que « les honneurs du pied » est un rituel de la vénérie : quand la chasse est terminée, les pieds de l'animal tué sont coupés, noués et offerts à l'hôte. La compagnie Roc in Lichen s'est inspirée pour ce travail de la série photographique *Happy Days*, d'Alain Fleischer, variation avec femme nue et objets, en hommage aux grands hommes. La chorégraphie sera-t-elle une version post-normande des « Chasses du Comte Zoroff » ?

« Je ne suis pas entièrement satisfait de la pro-

grammation danse, car j'ai prospecté en vain en Allemagne. Cette année, les chorégraphes d'Octobre en Normandie sont ceux avec lesquels nous travaillons depuis que j'ai pris la direction de la programmation du Festival d'été en 1983, avec Jean-François Lemarchand, qui a quitté l'équipe en 1989. Pour 1992, nous avons de vastes projets avec la compagnie de l'Esquisse qui est installée au Havre. Cette manifestation est conçue pour les Normands. En choisissant le mois d'octobre, nous voulons attirer les jeunes qui, en juin, sont en période d'examen. »

« Ce retour vers une réflexion sur le fond me paraît actuellement inévitable. Nous l'avons menée en petit comité : avec Daniel Maillard, plasticien qui travaille à Rouen, avec Roland Schoer, directeur du service culturel du Musée d'Orsay, et avec François Bergot, conservateur du Musée des beaux-arts de Rouen, actuellement rénové dans des tons de gris-bleuté par André Putman. Tous les trois m'ont aidé à métamorphoser le Festival d'été en Octobre en Normandie... Je suis un visuel plus qu'un intellectuel, je suis aussi un terrien. Je viens de la campagne, à l'est de Rouen. Le bruit des galoches, les galets gris qui volent à Yelette par jour de vent, ces sons et ces images me touchent. Je me nourris de poisson, j'adore faire la cuisine et je mets de la crème dans tout ! ... Je voudrais que la force et la rudesse de la nature de cette terre normande soient palpables dans nos choix. Et réussir si c'est possible une sorte de lecture contemporaine de notre identité. »

Que tous ceux qui ont des idées toutes faites sur les Normands, donc erronées, méditent cette phrase de Stendhal : « Les esprits sont précoces en Normandie » (Lamiet). Ce choix régionaliste préfigure probablement les manifestations culturelles à venir. Avec près de 10 millions de budget, il serait dommage qu'Octobre en Normandie ne soit pas à la hauteur d'ambitions qui sont grandes.

DOMINIQUE FRÉTARD

* Octobre en Normandie, du 1^{er} au 31 octobre. Chorégraphes invités : Karine Saporta, Edouard Lock, Laura de Nercy et Bruno Dizié, Hervé Robbe, Kenneth Kvarnström, Stéphane Petronio et Michael Clark. Orchestres invités : Philharmonie de Munich, Berliner Sinfonie Orchester, Orchestre national de France et Orchestre symphonique de Göteborg. Quatuors invités : Issys, Quadro, Keller, Artis et Arditi.

* Renseignements : à Rouen, tél. : 35-70-04-07. A Dieppe, tél. : 35-82-04-43. Au Havre, tél. : 35-21-41-21.

مكتبة من الأصل

حکومت من الاصل

ÉCONOMIE

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

31. Les comptes de la Poste se dégradent
31. Le carcé à pûsurs à remplacer la feuille de soins

38. Marchés financiers
39. Bourses de Paris

BILLET

Mme Aubry appelle le secteur de la formation professionnelle à se mobiliser

En venant inaugurer les Entretiens Condorcet, à la Cité des sciences de la Villette jusqu'au 27 septembre, Mme Aubry, ministre du travail, avait deux objectifs : faire le bilan des années de formation professionnelle, au moment où un projet de loi de réforme va être présenté au Parlement, et fixer les « enjeux pour demain » devant le milieu de la formation professionnelle et expliquer sans tarder ses conceptions.

Dans son discours, prononcé en présence de M. Jacques Guyard, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, de M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, et surtout de M. André Leigneul, secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire, inventeur de ces rencontres annuelles et son précurseur sur ce dossier, Mme Aubry ne mâcha pas ses mots et, une seule

Aux Entretiens Condorcet

Mme Aubry appelle le secteur de la formation professionnelle à se mobiliser

fois, évoqua le crédit-formation individualisé (CFI). La formation doit, a-t-elle rappelé, permettre à tous les jeunes et aux demandeurs d'emploi adultes d'acquiescer une qualification et de « détenir les compétences et les savoirs de base » pour pouvoir évoluer. Il faut analyser les besoins et connaître les aptitudes, « l'un des défis majeurs » étant celui de « la qualification des quelques 2 millions d'actifs qui n'ont aucune qualification reconnue ». L'effort doit aussi porter sur l'insertion des jeunes sans qualification, alors que 120 000 sortent chaque année sans diplôme du système scolaire.

Ensuite, et selon une orientation qui lui est chère, la formation doit, selon Mme Aubry, accompagner et anticiper l'évolution des compétences dans l'entreprise. Il faut faire bouger « les organisations du travail et les salariés en même temps », a-t-elle répété, en

soulignant que l'accord interprofessionnel et la future loi s'orientent dans ce sens, « évidemment mais tout de même ».

Dans un dernier volet, elle a alterné critiques et appels à la mobilisation des professionnels de la formation, qui, avec 90 milliards de francs de dépenses, est devenue « un secteur économique à part entière ». Il est temps de structurer l'offre, d'opérer des fusions et des regroupements au sein des 17 000 organismes. « Vous devez valoriser ce que vous faites » et « développer votre capacité à exporter », a insisté Mme Aubry, qui réclame « une politique qualité », a reproché aussi le manque de professionnalisme de certains et le peu d'efficacité d'un système lourd et complexe. Mais elle a avoué également que l'Etat avait sa part de responsabilité.

Au conseil des ministres

L'Etat définit son plan d'amélioration de l'apprentissage

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et M. Martine Aubry, ministre du travail, devaient présenter au conseil des ministres, le 25 septembre, une communication consacrée à un plan en faveur de l'apprentissage. D'ici à cinq ans, le nombre d'apprentis en formation et de jeunes accueillis par les dispositifs de formation en alternance (contrats de qualification et contrats d'adaptation, notamment) devrait doubler, augmentant de quatre cent mille pendant cette période.

Dans l'immédiat, l'Etat consacrera 200 millions de francs supplémentaires à l'amélioration de la filière de l'apprentissage et vingt mille places nouvelles seront créées. Dans le projet de budget 1992, on prévoit de dépenser 23 millions de francs pour développer, à la suite du rapport Deconnot, la formation des ingénieurs par la voie de l'apprentissage.

Le contenu de cette communication avait été largement divulgué le 19 septembre par M. Edith Cresson, lors de son intervention à la manifestation « jeunes-industrie » organisée par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières). Le premier ministre avait présenté les grandes lignes d'une réforme de l'apprentissage (le Monde du 21 septembre) qui s'intègre dans « le plan Matignon », aux côtés du plan PME/PMI.

D'autre part, et ainsi qu'ils l'avaient promis de longue date, les partenaires sociaux se rencontreront le 31 octobre pour aborder à leur tour la négociation sur l'apprentissage. Ensuite, et d'ici la fin de l'année, les discussions reprendront dans le cadre d'une table ronde, dont M. Aubry a annoncé la tenue, le 24 septembre, lors de l'ouverture des « entretiens Condorcet ».

Le débat sur l'immigration et le travail clandestin

En quête d'efficacité

Suite de la première page

Il s'agit, d'une part, de l'obligation faite à l'employeur de délivrer à tout salarié un document attestant de son embauche dans des conditions régulières. En toute occasion, la personne interrogée devra présenter ce document, alors que, jusqu'à présent, un employeur pouvait prétendre qu'il n'avait pas eu le temps d'inscrire son salarié sur le registre du personnel ou, encore, que celui-ci se trouvait momentanément entre les mains du comptable. Ainsi, espère-t-on, la fraude sera plus aisément démontable.

La deuxième mesure porte sur l'aggravation des peines encourues. Désormais, les employeurs de travailleurs clandestins pourront se voir confisquer, en plus des produits directs de l'infraction, ce qui est déjà prévu dans la loi, les produits indirects, c'est-à-dire « les biens acquis grâce aux revenus tirés de l'infraction ». Ils risqueront l'interdiction d'exercer leur profession pour une durée de cinq ans et, s'ils sont étrangers et condamnés, d'être interdits de séjour sur le territoire français pendant dix ans, à moins de rentrer dans les catégories qui ne sont pas expulsables.

En outre, les sanctions prévues sont toutes renforcées. Pour certains délits, des peines de prison sont instituées, quand elles n'existaient pas. Pour d'autres, le maximum encouru est porté de un à deux ans, et à quatre ans en cas de récidive. Le niveau des amendes est relevé à 200 000 francs pour le délit de marchandage ainsi que pour celui de prêt de main-d'œuvre à but lucratif.

Ceux qui aident à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'étrangers en France seront aussi davantage punis, la peine d'emprisonnement maximale étant portée de deux à cinq ans, en plus de la confiscation des produits directs ou indirects et de l'interdiction d'exercer « la profession à l'occasion de laquelle l'infraction a été commise ». Les étrangers qui participent de ce trafic pourront être interdits sur le territoire, et les immigrés clandestins, eux, devront toujours être en mesure de présenter des documents attestant de leur situation et seront passibles d'une peine de six mois à trois ans d'emprisonnement.

Une dernière disposition est précisée, qui existait déjà. Elle concerne la responsabilité du donneur d'ordre qui doit demander à un sous-traitant ayant recours au travail clandestin de se mettre en règle. Sinon, indique le texte, il pourra être tenu solidairement responsable des « dettes sociales, fiscales et parafiscales » de cet employeur.

ALAIN LEBEAUCHE

Opération de contrôle dans deux foyers de la Sonacotra

Une opération de contrôle, effectuée mardi 24 septembre par quatre cents policiers et douze huissiers de justice dans deux foyers de la Sonacotra des Yvelines, à La Verrière et à Elancourt, a permis le recensement de 361 locataires clandestins, soit un taux de surpopulation de plus de 50 %. A 5 h 30, des cars de CRS avaient pris position à la sortie des deux foyers, de 388 chambres à La Verrière et de 270 à Elancourt.

Une ordonnance de la première vice-présidente du tribunal de grande instance de Versailles, M. de Givry, en date du 28 juin dernier, leur donnait mission de contrôler, à la demande de la Sonacotra, le nombre et l'identité des occupants : 1 021 personnes, alors que ces foyers ne disposent que de 658 chambres individuelles pour travailleurs célibataires ; 129 d'entre elles étaient en famille, dont de nombreux enfants et des bébés logés dans de mauvaises conditions d'hygiène. Pour 117 autres, la clandestinité était double : clandestinité dans le foyer et clandestinité sur le territoire français.

« Ces gens-là ont été placés en garde à vue dans l'attente d'une procédure de rétention, puis de reconduite à la frontière », a précisé le préfet des Yvelines,

M. Jean-Pierre Delpont, qui a ajouté que « cette opération était prévisible de longue date et n'est en aucun cas en relation avec l'actuel débat médiatique sur l'immigration ».

Pour les familles comme pour les « surlocaitaires » isolés, sont recherchées des solutions de logement légal. Les communes, la Sonacotra et une association pour le logement en Ile-de-France examinent les cas un par un. En attendant, le maintien dans les lieux des locataires clandestins a été décidé en vertu d'un « suivi social » de ces immigrés. Pour ceux qui sont entrés clandestinement en France, ce sera l'expulsion dans les prochains jours.

Trente-deux d'entre eux, qui n'ont pu faire état ni de leur identité ni de titre de séjour, ont comparu, mardi 24 septembre, devant les cinquième et sixième chambres correctionnelles du tribunal de Versailles, mais cinq ont été remis en liberté en raison d'erreurs dans les procédures. Les trois autres ont été remis en liberté en raison d'erreurs dans les procédures. Les trois autres ont été remis en liberté en raison d'erreurs dans les procédures.

PASCALE SAUVAGE

Les grands patrons européens réclament « une politique commune » pour la main-d'œuvre étrangère

Dans leur rapport intitulé « Remodeler l'Europe », les quelque cinquante grands patrons regroupés dans la Table ronde des industriels européens, parmi lesquels les présidents de Philips, Siemens, Société Générale de Belgique, Fiat, Volvo ou Lyonnaise des eaux-Dumez, consacrent plusieurs passages au problème de l'immigration, réclament « une politique commune ».

« L'Europe occidentale exerce une force d'attraction grandissante pour les candidats à l'immigration en raison de l'image positive que donne la perspective du marché unique, écrit-il. Outre cet attrait géographique, la disparition du rideau de fer, les pressions démographiques des pays d'Afrique et la recherche d'un supplément de main-d'œuvre par une économie en expansion (notamment par nos propres valeurs) font redoubler un afflux massif et constant de citoyens en provenance de pays voisins ».

Des voix se sont élevées pour réclamer une politique européenne commune visant à endiguer ou au moins à réguler ce flux. « A court terme, indiquent-ils, l'intégration est le seul moyen de résoudre le problème des immigrés déjà établis en Europe occidentale. A plus long terme, la politique d'immigration de l'Europe doit s'efforcer de traiter le problème à la source ».

La stratégie qu'ils proposent tient en quatre objectifs :
- créer des conditions socio-économiques qui incitent les candidats à l'émigration à rester chez eux ;
- assurer aux produits des pays d'origine le libre accès des marchés européens ;
- créer en Europe occidentale des emplois qui ne nécessitent pas d'immigration permanente ;
- élaborer une politique européenne commune d'immigration légale, instaurant un quota annuel d'entrées fixe ou variable.

L'aménagement de la « double peine »

Depuis plus d'un an, les animateurs du comité contre la « double peine » (1) promènent leur colbre de colloques en conférences de presse. Ils ont dit, souvent crié : malgré leur enrôlement en France, des centaines d'étrangers sont délogés chaque année du territoire français. Certains ont été élevés en France, d'autres y travaillent depuis des années, la plupart laissent derrière eux une famille. Cependant, malgré ces attaches, la loi ne les protège pas de certaines interdictions du territoire. « Pour la même peine, un étranger est plus sévèrement condamné qu'un Français, explique l'un des responsables de ce comité fondé en 1990. En plus de la peine de prison, il reçoit une deuxième peine : il doit quitter le pays où se trouvent son histoire, son travail et sa famille. Ces éloignements sont vécus comme de véritables bannissements ».

Les lacunes des textes sur les stupéfiants

Il existe pourtant, en France, des étrangers dits « protégés » : ceux qui résident en France depuis au plus l'âge de dix ans, ceux qui y résident « habituellement » depuis plus de quinze ans ou « régulièrement » depuis plus de dix ans, ceux qui sont mariés depuis au moins six mois à une Française, ou les parents d'enfants français résidant en France. Recensés à l'article 25 de l'or-

donnance de 1945 sur les étrangers, ils ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une reconduite à la frontière.

Les textes présentent toutefois une lacune : en matière de stupéfiants, qu'il s'agisse de trafic ou d'usage, aucun étranger n'est plus « protégé ». Les tribunaux peuvent donc prononcer dans ce cas des interdictions du territoire temporaires ou définitives. Des étrangers vivant en France depuis des années, des parents d'enfants français, des jeunes élevés en France depuis leur plus jeune âge, sont ainsi renvoyés vers leur pays d'origine chaque année. « La plupart reviennent en France pour revoir leur famille... comme clandestins, note-t-on au comité. Comment leur demander alors de s'intégrer ? »

Le gouvernement a décidé au mois de juillet de mettre fin à cette situation (le Monde du 12 juillet). La texte présenté mercredi 25 septembre au conseil des ministres est clair : il sera désormais impossible, en matière de stupéfiants, de prononcer des interdictions du territoire pour les étrangers dits « protégés » (2). Dans ce domaine, le gouvernement se contente d'anticiper l'entrée en vigueur du nouveau code pénal : le livre II, qui a été adopté par les deux Assemblées, prévoyait déjà de telles dispositions.

Les animateurs du comité contre la « double peine », qui ont été reçus à deux reprises par le

garde des sceaux, M. Henri Nallet, se félicitent de ce geste du gouvernement. Leur combat, disent-ils, n'est pas terminé pour autant. Ils demandent aujourd'hui la disparition de la dernière possibilité d'expulsion pour les étrangers « protégés » : l'urgence absolue. En cas de « nécessité impérieuse pour la sécurité publique », tout étranger majeur peut être expulsé de France, qu'il soit « protégé » ou non. « Ces dispositions sont appliquées plus souvent qu'on ne le croit, explique l'un des responsables du comité, et pas toujours pour les motifs graves qui sont prévus par les textes. Il faut que les étrangers qui ont toujours vécu en France soient épargnés par cette menace ». Le comité contre la « double peine » demande également l'abrogation des arrêtés d'expulsion « faibles » signés de 1988 à 1988 et une grâce collective pour tous les étrangers protégés « chassés » de France ces dernières années.

ANNE CHEMIN

(1) Comité national contre la double peine, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 45-33-41-95.

(2) Le texte présenté au conseil des ministres reprend les catégories évoquées à l'article 25 à l'exception des étrangers titulaires d'une carte d'accueil du travail ou de prestations de maladies professionnelles servies par un organisme français dont le taux d'incapacité est égal ou supérieur à 30 %.

Cinq propositions des élus de la région Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile-de-France a formulé cinq propositions pour rénover le système d'apprentissage, à la veille du conseil des ministres du mercredi 25 septembre consacré à ce thème. Le président du conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR), et M. Christian Cambon, vice-président (UDF) chargé de la formation professionnelle et de l'emploi, se sont étonnés, lundi 23 septembre devant la presse, que le gouvernement « ait omis » d'associer les régions à sa réflexion, alors qu'elles ont compétence en ce domaine où certaines ont beaucoup innové et investi. Ainsi, le conseil d'Ile-de-France aura-t-il consacré 2 milliards de francs, de 1989 à 1993, à ce qu'il considère comme l'une de ses priorités.

Actuellement, la moitié des offres d'emplois proposées par les PME dans la région ne trouvent pas preneurs. Pourtant, près de 100 000 jeunes, dont 65 000 n'ont aucune qualification, y sont sans travail. Or, 88 % des jeunes Franciliens qui sortent d'apprentissage obtiennent un emploi qualifié. Pour rendre plus efficace le dispositif de formation en alternance, le conseil régional d'Ile-de-France a fait cinq propositions :

- L'Etat devrait commencer par transférer aux régions les sommes qu'il consacre aux stages réservés aux jeunes et à la rénovation de l'apprentissage (10 milliards de francs).
- Pour que les filières d'apprentissage soient proposées plus systématiquement et clairement aux jeunes concernés, l'Etat devrait renoncer au monopole de l'orientation et accepter que les partenaires sociaux, les chambres de métiers et de commerce ainsi que les régions lui soient associés.
- Les régions, plus proches de la vie économique, devraient pouvoir octroyer diplômes et homologations.
- L'agrément du « maître d'apprentissage unique » devrait être étendu à l'entreprise entière.
- Les rémunérations doivent être harmonisées, car il est « aberrant » que le jeune en formation par un contrat de qualification (sans diplôme à la clé) touche plus d'argent qu'un stagiaire en contrat d'apprentissage. Cette situation « pénalise une formation de qualité et un diplôme national reconnu ».

Ch. V.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

A la réunion de l'OPEP

L'Arabie saoudite refuse toute discipline pour sa production de pétrole

« Allez-vous demander un quota de 8,5 millions de barils par jour ? » - « Ce n'est pas un quota mais un niveau de production. » - « Ce niveau est-il formellement approuvé par les autres ministres de l'OPEP ? » - « Personne n'a à approuver ce que produit l'Arabie saoudite... » Alors que tout le monde attendait une réunion rapide et relativement tranquille des treize principaux exportateurs de pétrole, la « petite phrase » du ministre saoudien du pétrole, M. Hisham Naser, lancée devant la presse quelques heures avant l'ouverture de la séance officielle, mardi 24 septembre à Genève, a plongé l'ensemble des participants dans une perplexité navrée.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

C'est un avertissement sérieux que le royaume saoudien a ainsi lancé d'entrée de jeu à ses partenaires. Car refuser tout quota et toute discipline de production revient de fait à nier l'existence même de l'organisation, dont la principale raison d'être, depuis bientôt dix ans, consiste à maîtriser collectivement le rythme d'extraction pétrolière afin de soutenir les prix. La plupart se refusent toutefois d'envisager le pire. C'est une position de négociation, assurent les observateurs, non l'annonce d'une rupture radicale.

Tactiquement, la position saoudienne se justifie parfaitement : sachant que la demande adressée à l'OPEP ne devrait guère dépasser, selon les experts, 24 millions de barils/jour au quatrième trimestre, sachant aussi que le Koweït et l'Irak pourraient ensemble extraire jusqu'à

1,2 million de barils/jour, la part laissée aux onze autres membres au cours des prochains mois serait nettement moins élevée que leur production actuelle - 21,8 millions de barils/jour environ au lieu de 23,6. Si elle se conforme aux usages du cartel, l'Arabie saoudite devrait donc logiquement accepter de réduire sa production (aux environs de 8 millions de barils/jour, contre 8,4 millions actuellement) pour faire place à l'Irak et au Koweït.

Mais, ce faisant, le royaume s'engageait dans un processus dangereux. Car si le « sacrifice » ainsi consenti est mineur en cette période de forte demande, il risque de devenir de plus en plus lourd au début de l'an prochain, lorsque la consommation saisonnière chutera tandis que l'Irak et le Koweït retrouveront peu à peu des niveaux d'extraction normaux. A terme, d'ici à un ou deux ans, le royaume risquerait donc de voir sa part ramenée progressivement au niveau d'avant la guerre du Golfe, soit environ 5,5 millions de barils/jour. C'est manifestement ce qu'il refuse.

L'Arabie saoudite prône donc une augmentation, même théorique, du plafond global de production, destinée à faire place à l'Irak et au Koweït sans sacrifice de sa part, espérant ainsi établir un principe pour le futur et faire admettre que son niveau de production ne sera, en tout état de cause, pas affecté à l'avenir.

De là à refuser toute discipline, il y a un pas. La technique saoudienne avait, en tout cas, mercredi, réussi à déplacer la discussion. « Le débat sur le plafond est devenu un débat sur le niveau de production de l'Arabie saoudite », affirmait, dans la matinée, un délégué algérien tandis que les ministres, réunis à huis clos, essayaient de s'entendre sur une solution de compromis. La plupart s'attendaient, à la mi-journée, à un accord très rapide. Le marché pétrolier, lui, en tout état de cause, ne se souciait guère des débats de l'OPEP, plus préoccupé par la montée des tensions entre les États-Unis et l'Irak, qui continuait de pousser les cours à la hausse.

VÉRONIQUE MAURUS

Conséquence des scandales financiers

Quatre maisons de titres japonaises sont sanctionnées

Les quatre grandes maisons de titres japonaises (Nomura, Nikko, Daiwa et Yamaichi), ayant dédommagé des clients pour leurs pertes boursières, viennent d'être sanctionnées. Elles sont écartées temporairement du marché de placement des emprunts d'État. « Pour le mois à venir, ces firmes vont se voir interdire le placement des obligations d'État japonaises », a annoncé, mardi 24 septembre, le ministre des finances, M. Yutaro Hashimoto, devant une commission parlementaire. Parallèlement, M. Hashimoto

a révélé que les quatre grandes maisons de courtage avaient indemnisé leurs meilleurs clients entre avril 1990 et mars 1991 pour un nouveau montant de 43,5 milliards de yens (1,8 milliard de francs).

Jusqu'ici, le montant et les bénéficiaires de ces pratiques boursières déloyales, dont la révélation est à l'origine des scandales financiers à répétition de l'été dans l'archipel, n'étaient connus que pour la période s'achevant en mars 1990 et pour 128 milliards de yens (5,7 milliards de francs).

La BERD va aider le développement des secteurs privés polonais, tchécoslovaque et hongrois

LONDRES

correspondance

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a annoncé, mardi 24 septembre, les trois premiers projets conçus par sa banque d'affaires au profit des secteurs privés polonais, tchécoslovaque et hongrois.

A la fois banque de développement et banque d'affaires, la nouvelle banque Est-Ouest, dirigée par M. Jacques Attali, s'était, jusqu'à présent, surtout préoccupée des opérations de sa section développement centrées sur la remise en état des grandes infrastructures (transport, énergie...). Or, selon les statuts, les 12 milliards de dollars de capital dont dispose la BERD doivent être consacrés, pour 60 %, à des projets du secteur privé. La BERD vise à instiller l'économie de marché dans les pays de l'Est pour consolider leur virage démocratique.

Cette tâche incombe à la Merchant Bank, la banque d'affaires de l'établissement de Leadenhall Street, qui a dévoilé mardi ses trois premiers projets.

En association avec la NMB Bank, Postbank Group (Pays-Bas), la BERD a créé une agence financière (Agency Line), dotée d'un capital de 100 millions de dollars, destinée à aider au financement des PME-PMI dans les pays de l'Est. La Pologne, où la NMB possède une joint venture avec la Banque Handlowy, devrait être le premier bénéficiaire de l'assistance de cette nouvelle agence. D'autre part, la BERD a investi 10 millions de dollars dans la société d'investissement tchécoslovaque, un fonds national destiné à soutenir les entreprises petites et moyennes non cotées en Bourse. La gestion de ce fonds sera assurée par la maison de courtage londonienne Robert Fleming. Enfin, l'European Bank a prêté dix mil-

lions de deutschemarks à une firme hongroise d'emballage récemment privatisée.

D'après les rumeurs courant dans la City, ce premier train de mesures est loin d'avoir fait l'unanimité au sein du conseil d'administration de la BERD. Les représentants américains et japonais, notamment, ont exprimé leur déception devant la majorité de ces interventions. Les Européens qui, avec 51 % du capital, sont largement majoritaires, ont toutefois obtenu gain de cause pour concentrer les efforts de la Merchant Bank sur les PME-PMI. La charte constitutive de la BERD interdit d'ailleurs toute prise de participation majoritaire ou de contrôle dans une entreprise. La City a réagi de manière très mitigée à cette annonce.

MARC ROCHE

Après la mort de l'armateur de Hongkong

La Chine a rendu un hommage exceptionnel au milliardaire Yue Kong Pao

PÉKIN

de notre correspondant

Toute forteresse communiste qu'elle se veuille encore, la Chine a rendu un hommage exceptionnel à un de ses enfants milliardaires, le célèbre Sir Yue Kong Pao, détenteur d'une des plus grosses fortunes de la colonie britannique, décédé le 23 septembre à Hongkong à l'âge de soixante-trois ans (le Monde du 25 septembre).

M. Deng Xiaoping en personne et les plus hauts dirigeants actifs du régime de Pékin ont adressé des messages de condoléances à sa famille, mettant en valeur « les

contributions remarquables de Pao à la prospérité et à la stabilité de Hongkong sur le long terme » et son « soutien enthousiaste à la modernisation de la Chine ».

Y.K. Pao était originaire du port de Ningbo, ville située au sud de Shanghai qui se targue d'avoir donné à la Chine un nombre élevé de riches marchands, même si ceux-ci se sont exilés pour fuir le communisme, comme Y.K. Pao, qui, né d'une famille pauvre, avait gagné Hongkong en 1949 pour y fonder ce qui allait devenir une des plus grosses compagnies maritimes du monde.

La raison pour laquelle Pékin se montre si contrit de sa disparition

tient à ce que Y.K. Pao, qui entretenait des relations personnelles étroites avec M. Deng Xiaoping, avait activement contribué à l'ouverture économique de la Chine ainsi qu'à la mise en forme juridique du plan du patriarcat chinois pour réintégrer la colonie ultracapitaliste sous le giron du continent communiste, tout en lui garantissant sa survie commerciale et financière. Au moment où cette promesse suscite des doutes croissants dans la population hongkongaise, la mort de ce géant des affaires à la chinoise est une pierre de plus dans le jardin de M. Deng.

F. D.

Partez en Amérique avec les meilleurs.

Tous les hommes d'affaires rêvent de voyager aux U.S.A. sans encombre. Avec American Airlines et American Express, vous êtes sur la bonne voie.

Un service reconnu dans le monde entier. Vous comprendrez pourquoi à bord de nos vols transatlantiques, notre service international Flagship a été primé. Repas et vins délicieux y sont servis par un personnel attentif et chaleureux. Si vous choisissez de voyager en Première Classe ou en Classe Affaires, vous bénéficiez de nombreux avantages réservés aux V.I.P. L'extrême confort de nos fauteuils recouverts de cuir et de laine d'agneau est un exemple parmi d'autres.

Un service international 24 h sur 24. Acceptée quasiment partout dans le monde, votre carte



American Express est une compagnie inestimable lors de vos voyages. En cas de perte ou de vol, une assistance permanente vous permettra de la remplacer en toute urgence sur un simple coup de fil. Où que vous soyez dans le monde, il y aura toujours un bureau American Express tout proche.

Un réseau de correspondances inégalé. American Airlines assure 200 vols hebdomadaires au départ de l'Europe vers les États-Unis.

Mais qu'en est-il une fois arrivé aux U.S.A. ? Aucune autre compagnie aérienne ne dessert chaque jour autant de villes américaines. Grâce à un réseau de correspondances très important, American Airlines relie plus de 250 destinations en Amérique du Nord, au Canada, au Mexique, aux

Caraïbes, en Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans le Pacifique. Partout où va American Airlines, la carte American Express sera la bienvenue. Elle est reconnue dans les meilleurs restaurants, les plus grands hôtels et magasins sur tout le territoire américain.

American : le N° 1 du voyage. Lors de votre prochain voyage d'affaires, choisissez le bon numéro ! American Airlines et American Express.

American Airlines Cards

هكذا من الأصل

حکومتی اداروں

ÉCONOMIE

SERVICES

Après un bénéfice de plus de 1 milliard de francs en 1990

Les comptes de la Poste se détériorent

Les comptes de la Poste se détériorent : alors que l'établissement avait enregistré 1,33 milliard de francs de bénéfices en 1990 (contre 1,58 en 1989 et 2,48 en 1988), il serait tout juste à l'équilibre en 1991. Et début d'année, on prévoyait un bénéfice de 55 millions de francs.

Selon les indications données au conseil d'administration, mardi 24 septembre, le résultat se situerait entre plus et moins 100 millions de francs. La marge d'erreur s'explique notamment par les incertitudes sur la rémunération de la Caisse nationale d'épargne et des chèques postaux, tant que le contrat de plan avec l'Etat n'est

pas signé. Sur les huit premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires du courrier a augmenté de 5 % par rapport à la même période de 1988 : un chiffre inférieur de 1,4 % aux prévisions en raison du ralentissement économique et du retard de la hausse du prix du timbre (espérée par la Poste au 1^{er} juillet et obtenue à la mi-août).

Pour les services financiers, l'encours de l'ensemble des produits d'épargne (400 milliards de francs) a progressé de 1,2 % (5,8 milliards) : la baisse des livrets A et B (10 milliards) est compensée par la progression des Sicav (15 milliards).

L'assurance-maladie à l'heure de la monétique

La carte à puce supplantera bientôt la feuille de soins

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a annoncé, mardi 24 septembre à Strasbourg, la création, « dans les tout prochains mois », d'un Groupement d'intérêt public (GIP) qui doit constituer un premier pas vers la généralisation, à partir de 1995, de l'utilisation des cartes à mémoire pour le remboursement des dépenses de santé. M. Bianco, qui s'exprimait lors des « Journées de l'assurance-maladie » de la Caisse nationale d'assurance-maladie

(CNAMTS), a indiqué que ce groupement associera l'Etat, la Mutualité française, les sociétés d'assurances, les professions de santé et les caisses nationales d'assurance-maladie. Il permettra de mettre au point une carte unique dont seront dotés les 200 000 médecins libéraux et pharmaciens. Courant 1992, les mêmes partenaires lanceront un autre groupement pour la création d'une carte à puce - baptisée Vitale - destinée, cette fois, aux assurés auxquels sera attribué un code confidentiel.

Déjà expérimentés, notamment à Boulogne-sur-Mer et à Saint-Na-

zaire, les instruments monétiques vont peu à peu supplanter les 800 millions de feuilles de soins traitées manuellement chaque année. Les membres des professions de santé équipés d'un terminal pourront saisir les données nécessaires puis les transférer aux réseaux informatiques des caisses de Sécurité sociale et des organismes de couverture complémentaire. Le remboursement de l'assuré comme la rémunération du praticien seront effectués immédiatement. La généralisation de ce système - qui devrait nécessiter un investissement total de 2,3 milliards de francs - débutera à partir de 1995 et s'étalera sur au moins cinq ans.

Dans un premier temps, la carte Vitale ne sera utilisée que pour les opérations de paiement mais, à terme, elle contiendra des informations de caractère médical. D'ores et déjà, le Conseil de l'Ordre des médecins a été associé au groupement d'intérêt public.

Selon les dirigeants de la CNAMTS, le développement de la monétique ne représente pas une menace pour l'emploi. Entre 1995 et l'an 2000, celle-ci verra disparaître près de 10 000 postes de travail (sur un total de 75 000 salariés actuellement) mais quelque 13 000 départs en retraite sont prévus pour la période correspondante. Cependant, la caisse nationale estime indispensable d'orienter une part importante de son personnel vers les « nouveaux métiers » centrés sur la maîtrise des dépenses et une meilleure gestion du système de soins.

Une politique de régulation de l'assurance-maladie qui reste néanmoins à inventer. « Le système produit du gaspillage. Nous devons réaliser un effort extraordinaire pour établir de nouvelles règles du jeu », a reconnu M. Bianco. S'il estime que les discussions en cours avec les professions médicales « avancent à une vitesse satisfaisante », le ministre a réaffirmé qu'il « ne se laissera pas mener en bateau » et que les accords devront avoir été signés avant la fin de l'année prochaine.

JEAN-MICHEL NORMAND

INDUSTRIE

Montedison a cédé sa participation dans Ja/Mont

Le chimiste italien Montedison poursuit sa stratégie de recentrage. Le groupe phare de l'empire Ferruzzi a annoncé, lundi 23 septembre, qu'il avait cédé pour 827 millions de dollars, soit près de 5 milliards de francs, sa participation de 50 % dans Ja/Mont, une société commune créée en 1989 avec le géant américain James River. L'acquéreur est la société financière Cragotti and Partners, une structure installée au Luxembourg, qui dispose déjà d'intérêts dans le secteur du papier et qui n'est pas totalement étrangère au groupe Ferruzzi.

CORRESPONDANCE

Precisions du Crédit lyonnais

A la suite de l'article que le Monde (daté mardi 24 septembre) a consacré au procès de Wilmington, qui oppose le Crédit lyonnais à M. Parretti au sujet de la direction de MGM-Pathe, M. François Gillet, directeur général adjoint du Crédit lyonnais, nous a fait part de deux observations :

« La première concerne Sealion. Le débour par Méliès de fonds prêtés par Sealion à Pathe communication n'est pas dû à une erreur de montage - Sealion avait décidé de prêter à Pathe et non pas à Méliès, ce qui était son droit - mais au fait que M. Parretti a néanmoins voulu compter ces fonds comme une souscription de Méliès au capital de Pathe. Si, en avril, le Crédit lyonnais Bank Nederland a accepté de remonter une partie de sa dette au niveau de Méliès, c'était parce qu'une solution de ce problème était l'une des conditions du sauvetage de MGM.

« Mon second commentaire porte sur la demande de remboursement de 113 millions de dollars de Factoring unifié en 1990 par un groupe italien avec MGM. Si le principe de ce remboursement constitue bien, comme vous l'écrivez, une incertitude, en revanche, il n'est pas juste d'écrire que j'ai « reconnu » les faits devant le tribunal du Delaware, car la vérité est qu'ils nous avaient été cachés au moment de la signature de notre accord, ce dont nous avons fait grief à M. Parretti dès que nous en avons eu connaissance. »

REPÈRES

CONSUMMATION

Baisse de 4,6 % pour les produits manufacturés

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 4,6 % en août par rapport à juillet, annulant la progression sensible enregistrée en juin (+2,4 %) et en juillet (+2,6 %).

Sur un an (mai-août 1991 comparé à mai-août 1990), la consommation est restée exactement au même niveau. Mais si l'on compare le niveau moyen atteint en juillet-août 1991 au niveau moyen du premier semestre de cette année, la progression est de 1,4 %.

En juin et juillet, la progression des achats de biens durables et de textiles avait été forte avant de retomber. Les immatriculations d'automobiles avaient atteint 175 000 en juillet (après « correction des variations saisonnières »), ce qui était supérieur aux mois précédents, avant de redescendre en août au niveau moyen du premier semestre (188 000).

PECHE

Fin du conflit à Saint-Malo

Les trois chalutiers de la société de Saint-Pierre-et-Miquelon Interpêche (dominée par des capitaux espagnols) qui étaient bloqués à Saint-Malo depuis deux semaines ont pu reprendre la mer à la suite d'un accord conclu entre M. Fernand Laborde, président de l'entreprise concurrente maquino Compasche, et M. Jean Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer (nos dernières éditions du 25 septembre).

Le gouvernement s'est engagé à soutenir financièrement Compasche jusqu'à la fin de l'année, car l'entreprise ne dispose plus de quotas de morues au large de Saint-Pierre-et-Miquelon. L'affaire est en instance devant le Conseil d'Etat. Des aides pourraient aussi être attribuées pour favoriser des campagnes expérimentales de pêche dans des zones nouvelles. Une table ronde devrait réunir le 26 septembre les représentants des deux entreprises, les élus et les deux ministres (forêts) MM. Jean-Yves Le Drian et Louis Le Penec (DOM-TOM).

CONJONCTURE

Les consommateurs américains n'ont pas confiance

L'indice de confiance établi chaque mois aux Etats-Unis - après enquête auprès de 5 000 ménages - par le principal organisme de recherche du patronat américain (le Conference Board) a baissé de 4,6 % en septembre après avoir déjà reculé de 2 % en août.

Les consommateurs américains sont moins optimistes sur la situation actuelle et sur l'évolution à venir, a indiqué la Conference Board qui a ajouté que ceux qui s'attendent à un rebond de l'économie d'ici la fin de l'année seront probablement déçus. Les dépenses de consommation sont en effet le principal moteur de la croissance économique.

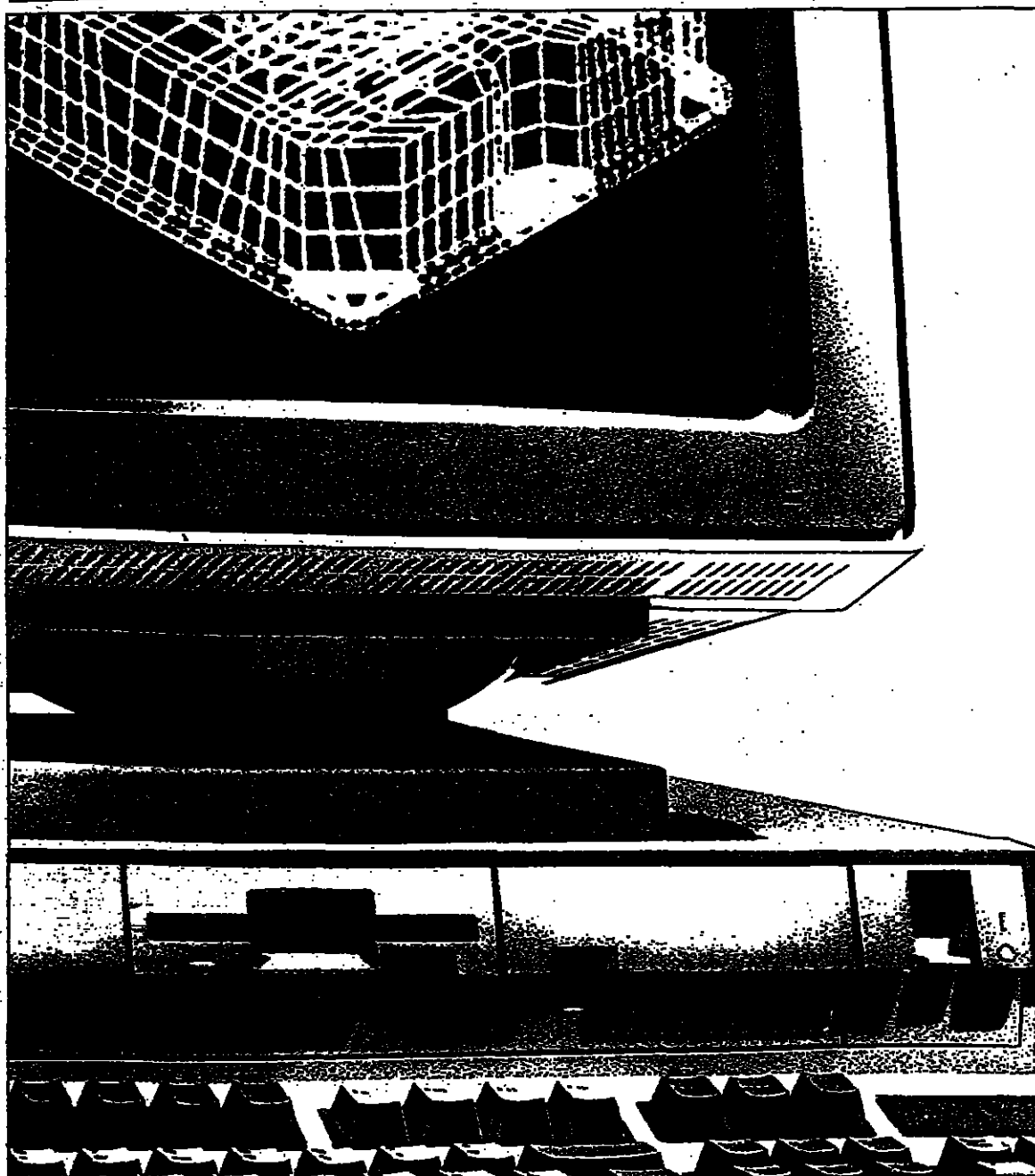
DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

EN BREF

■ M. Bérégovoy et PUEM. - Le danger d'une UEM (Union économique et monétaire) à deux vitesses « est aujourd'hui totalement écarté », a déclaré, mardi 24 septembre, M. Pierre Bérégovoy au cours de son point de presse hebdomadaire. Grâce au triple principe - pas de droit de veto, pas d'obligation, pas de discrimination - inscrit dans le traité qui pourrait être signé avant la fin de l'année, le ministre de l'économie et des finances estime que désormais aucun pays ne pourra être écarté a priori et que s'il n'est pas prêt à entrer dans l'UEM, il pourra bénéficier « d'une période transitoire et de dérogations ».

■ Agriculture : accord en vue entre CEE et Etats-Unis sur le corn gluten feed. - La CEE et les Etats-Unis sont sur le point de se mettre d'accord pour régler un différend vieux de plusieurs mois sur les exportations américaines de corn gluten feed (un dérivé du maïs pour l'alimentation du bétail) bloquées dans les ports européens, a annoncé le 24 septembre le commissaire européen, M. Ray Mac Sharry. Les ministres de l'Agriculture des Douze se sont mis d'accord sur la teneur maximale en matières grasses et en amidon acceptée dans ce produit pour que celui-ci puisse entrer sans droits de douane dans le Marché commun.



Dans plus de 100 pays, des dizaines de milliers d'entreprises ont choisi de placer leur gestion, leur savoir et leur développement sous le signe d'IBM, géant mondial de la technologie informatique. Et c'est sous le signe du Lion, l'enseigne du Groupe Generali, géant mondial de l'assurance, qu'IBM a choisi de s'assurer. Tournés l'un comme l'autre vers le progrès et l'innovation, il était logique que GENERALI et IBM se rencontrent un jour.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Equité, Fédération Continentale, Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assistance.

Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

La Direction Informatique de SOCOTEC, leader du Contrôle Technique Construction (2.800 personnes dont 1.150 ingénieurs et cadres), recherche un

Ingénieur de haut niveau

(X. Ponts, Mines, Centrale, Doctorat de Mathématiques...)
Intéressé par le développement de **CALCULS DE STRUCTURES** par la méthode des éléments finis.
Des connaissances en informatique ainsi qu'en mécanique des milieux continus sont requises pour ce poste, directement lié aux théories et recherches récentes.
Vous aurez à concevoir et à écrire de nouveaux logiciels de calcul, à définir des modules supplémentaires aux logiciels de calcul de structures déjà existants.

Ingénieur génie civil

(INSA, ESTP...)
de formation génie civil, débutant ou ayant une première expérience professionnelle de type bureau d'études. Nous vous confierons le calcul de structures complexes en B.A., B.P. et C.M à l'aide de puissants logiciels.
Ce poste, en liaison directe avec le terrain, nécessite des qualités personnelles de contact et de suivi du service.
Sylvie LAGRAVE vous remercie de lui envoyer votre dossier sous référence 91.11 au 3, avenue du Centre - les Quadrants 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



SOCOTEC

MARSEILLE

BANQUE REGIONALE
recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat retenu sera chargé de la Direction de l'Agence et d'un bureau rattaché. Il sera directement responsable du développement (dépôts-crédits particuliers et professionnels), ainsi que de la gestion de l'Agence. Une expérience de la fonction est souhaitée.

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence 6045/M au Crédit Mutuel Méditerranéen - Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel



la Mairie de RUEIL MALMAISON

(67.000 habitants Seine-Saint-Denis - RER 15 min de Paris)
Pour renforcer l'équipe de Direction actuellement composée d'un Secrétaire Général et d'un Secrétaire Général Adjoint recherche

Secrétaire Général Adjoint

Chargé de la coordination et du développement des services Jeunesse et Sports, Enseignement, Action Sanitaire et Sociale, Emploi Formation et Développement Économique.

Homme d'écoute et de dialogue, vous prouverez un réel esprit d'équipe. Homme de gestion, vous saurez faire preuve d'efficacité et de pragmatisme dans vos décisions.

CADRE A, vous avez acquis au cours de vos expériences une bonne connaissance des secteurs mentionnés et une réelle pratique du Management.

Logement de fonction.

Pour ce poste, adresser lettre manuscrite + CV + photo à : M. le Maire, Service du Personnel, 13, Bd Maréchal Foch 92501 Rueil Malmaison cedex.

LA VILLE D'AVIGNON

RECRUTE

UN CADRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE

pour assurer la prospection, le marketing et les promotions économiques de la Ville dans un environnement défini.

ATTRIBUTIONS :

- assurer la coordination entre les différents partenaires économiques locaux.
- Renforcer le réseau de relations avec les partenaires institutionnels.
- Prendre en charge les relations avec les cabinets d'immobilier de l'entreprise.
- Participer à la commercialisation des zones d'activité.
- Organiser la promotion et la communication économiques.
- Participer à la définition d'outils économiques et à leur élaboration.

Les demandes (lettre manuscrite + CV) devront être adressées, avant le **31 Octobre 1991**, à
Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - 84000 AVIGNON.

Directeur de l'Agriculture et de l'Espace Rural

Sud Ouest

Il aura pour mission de mettre en œuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation ingénieur (de préférence IGEF) : de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 11/846 LM à notre conseil Françoise BARS!



CENTOR EMPLOI
26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

Gérer un Centre de Formation Européen

Responsable administratif

Nous sommes une filiale particulièrement dynamique du 1^{er} groupe mondial de santé.

Notre programme de développement nous amène à créer en France un centre européen de formation chirurgicale.

Outre la responsabilité de l'administration de notre centre, vous serez l'interlocuteur privilégié des chirurgiens que nous accueillons et les guideriez dans leurs sessions de formation.

Entouré d'une équipe de techniciens, vous veillerez à la bonne marche de notre établissement.

De formation supérieure, une première expérience d'administration et de management dans un univers médical vous a permis de valoriser vos qualités personnelles : goût de l'autonomie, sens relationnel et dynamisme.

Celles-ci alliées à votre maîtrise de l'anglais vous sont indispensables pour réussir à ce poste.

La polyvalence de cette mission, la variété de vos interventions vous permettront d'évoluer par la suite au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Claude Jacquemain - Cursus Conseil 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



La formation en alternance : Epanouir tous les talents

Telle est depuis de nombreuses années la vocation de cet organisme paritaire national, spécialisé dans la formation initiale destinée aux métiers du Bâtiment.
Sa mission prioritaire : contrôler, assister, conseiller les établissements de formation, optimiser les méthodes et outils pédagogiques mis à leur disposition. Un programme ambitieux, à l'heure de la revalorisation de ces métiers !

Conseiller Pédagogique

Expression française

Principalement dans le domaine de l'expression écrite et orale en français vous assurerez :

- le suivi, le conseil et la formation auprès des différents enseignants ;
- l'élaboration de projets de formation ;
- les études et la mise en œuvre de programmes que vous aurez bâtis.

Votre profil : une solide formation universitaire (lettres) et une expérience d'au moins cinq ans de l'enseignement. Mais nos exigences porteront aussi sur vos aptitudes à communiquer, organiser, animer, former. Ce poste qui implique des déplacements, comporte une rémunération attractive et divers avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 1088 M à notre Conseil ALGOE, 8 Parvis de Saint Maur, 94100 Saint Maur.

MEMBRE DE SYNTIC



ALGOE MANAGEMENT

Nous souhaitons intégrer au sein de nos équipes de PARIS et de PROVINCE,

- JURISTES CONFIRMÉS EN DROIT DES SOCIÉTÉS
- FISCALISTES EXPÉRIMENTÉS

Dynamisme, efficacité, sens des contacts, constitueront des atouts indispensables.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo, prétentions et souhaits géographiques à : FIDAL - Mme LECLERQ - 26 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.



FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

CONSEILLER TECHNOLOGIQUE EN ENVIRONNEMENT

Le Centre régional d'Innovation et de Transfert de technologie (CRITT) en chimie d'Ile-de-France recrute

CONSEILLER TECHNOLOGIQUE SPÉCIALISÉ EN ENVIRONNEMENT

Le conseiller aura pour mission de promouvoir l'environnement auprès des PMI franciliennes, notamment celles du traitement de surface. Après analyse de la situation de l'entreprise et des problèmes évoqués, il proposera des solutions : mise en relation avec des experts en environnement, évaluation environnementale, aides régionales en faveur de l'environnement, etc. Le conseiller participera également aux actions régionales concernant l'environnement au niveau technique et/ou financier.

Le poste convient à un ingénieur ou équivalent possédant une formation en chimie et en environnement. Le candidat devra posséder une capacité d'analyse rapide et un goût des contacts avec des milieux très divers.

Le poste est à pourvoir immédiatement. La rémunération dépendra de la qualification et d'une première expérience éventuelle.

Contact : CRITT CHIMIE ILE-DE-FRANCE
11, rue Pierre-et-Marie-Curie
75005 PARIS
Tél : 43-25-40-26

Lyon Consultant-Formateur MANAGEMENT COMMUNICATION

Cabinet en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les domaines du management, de la communication et de la qualité de service.

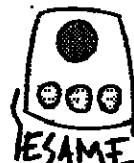
Notre fort développement nous conduit à renforcer notre équipe (12 personnes) et à rechercher un nouveau collaborateur.

A 30-35 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Université, Ingénieur...), vous êtes un professionnel de la formation en entreprise passionné par l'animation.

Pour réussir devant un public de cadres, managers, techniciens ou ingénieurs, vous êtes autonome, créatif et capable de vous adapter à notre culture et à nos méthodes.

Nous sommes très exigeants sur la qualité de nos prestations et ambitieux pour notre avenir. Si vous l'êtes aussi, adressez-nous votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. JS516/MO.

SESAME CONSEIL, 26 rue Louis-Blanc, 69006 Lyon.



SESAME

BANQUE FILIALE - BANQUE NATIONALISÉE

recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

RÉDACTEUR

avec spécialisation Droit Immobilier
Expérience nécessaire

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à :
PHILIPPE RENOU
15, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris

GROUPE DE PRESSE

recherche

UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME

(réf. C415)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

M^{me} ARBUS, 12, villa Croix-Nivert - 75015 Paris

La Régie publicitaire du
quotidien Le Monde et
de ses publications
périodiques recherche



2 CHEFS DE PUBLICITE EMPLOI

Ils seront chargés, auprès d'une clientèle de 1001 d'Entreprises, d'Agences de Communication spécialisées et de Cabinets de Recrutement, d'un rôle d'information et de VENTE, s'inscrivant dans la stratégie du Monde qui est d'être le lieu privilégié de la communication "Entreprises/Cadres et Dirigeants", ou ce qui concerne l'EMPLOI.

Ces postes sont à pourvoir au sein d'une équipe vivante et très professionnelle. Ils s'adressent à de jeunes DIPLOMÉS (Bac + 4 : formation COMMERCIALE et ECONOMIQUE) ayant une première expérience d'1 à 2 ans dans l'un des trois secteurs concernés, leur ayant permis d'être confrontés à l'univers de l'EMPLOI. Ils seront grands lecteurs de la Presse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence 6069, à l'attention de Madame Françoise Hugues, Le Monde Publicité SA, 15-17 rue du Colonel Pierre Avia, 75002 Paris Cedex 15.

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة الأصل

Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

EXPERTISE COMPTABLE - CONSEIL

Le prestige, la formation et l'environnement international de Price Waterhouse (audit, expertise, conseil) pour construire l'avenir dans un cadre multidisciplinaire.

Manager

Expert comptable diplômé, vous avez 6 à 10 ans d'expérience acquise en cabinet et/ou entreprise. Nous vous confierons l'animation d'une équipe, afin d'offrir à nos clients l'ensemble des services et prestations dans les domaines de la comptabilité et de la gestion, tels que "reporting" mensuel, consolidation, assistance de gestion auprès de PME/PMI, etc... Vos qualités relationnelles seront un atout pour le développement de la clientèle. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

CPS France membre de
Price Waterhouse

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV sous réf. 1109/H à
Pierre LEMAHIEU - 14, rue Lincoln - 75008 PARIS.

Entreprise
agro-alimentaire
d'Alsace-Lorraine.
(350 personnes,
600 MF de C.A.)
fortement orientée
vers l'exportation,
recherche son

Secrétaire Général

Vous serez chargé de l'organisation,
de la gestion administrative et
financière et de l'informatique.

Pour ce poste à responsabilité, vous
êtes issu d'une école supérieure de
commerce et pouvez justifier d'une
solide expérience en entreprise.

Merci d'envoyer dossier de
candidature à CIBORG,
6 place d'Estienne d'Orves,
75009 Paris.

Notre Agence Départementale de Conseils
et d'Etudes auprès des collectivités locales
recherche un

Responsable de Département Gestion et Aménagement

- Il animer une équipe pluridisciplinaire
de 6 consultants.
- Il assurera la promotion de son équipe
auprès des collectivités locales.
- Il suivra la réalisation des actions sur le terrain.
Vous avez une formation supérieure EAC + 4/5,
Grandes Ecoles ou Universités.
Vous connaissez parfaitement le fonc-
tionnement des collectivités locales.
Vous avez l'habitude de manager des
équipes et des projets et de gérer un budget.

Envoyez votre candidature à notre Conseil :
Mr PLAGNOL - Société COREFOR
574, rue de Chambord
73000 CHAMBERY
Téléphone : 79.62.52.14.

INGÉNIEUR - AM - ENSI - INSA...

PME performante - 100 p. - Le Mans, travaillant
pour l'équipement automobile (transformation
de matières plastiques) crée, dans le cadre de
son développement un nouveau poste de

Chef de Projet

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la gestion
des projets "nouveaux produits", qu'il pilotera depuis la définition
du besoin-client jusqu'à l'optimisation en production, et ce, en
liaison tant avec le Commercial qu'avec les Méthodes, la
Production et la Qualité.

Ingénieur généraliste, à dominante mécanique ou matériaux, de 2 à 3
ans d'expérience industrielle, vous avez, si possible, déjà mené à bien
un certain nombre d'actions globales et souhaitez pouvoir mettre en
pratique votre créativité dans une structure en développement et à
taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous
réf. 750 à J.M. LEGRAND - CPT - 3 Bd René Levasseur
72000 Le Mans.

Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération

ORSTOM

Recrute par voie de concours (femmes et hommes), pour ses programmes
scientifiques en France et à l'étranger (toutes régions) :

- 5 INGÉNIEURS DE RECHERCHE de 2^e classe (BAC+5) ;
- 8 INGÉNIEURS D'ÉTUDES de 2^e classe (BAC+3,4,5) ;
- 5 ASSISTANTS INGÉNIEURS (BAC+2) ;
- 10 TECHNICIENS DE LA RECHERCHE de 3^e classe (BAC...) ;
- 3 ADJOINTS TECHNIQUES DE LA RECHERCHE de 2^e classe (CAP, BEP, BEPC) ;
- 1 AGENT TECHNIQUE DE LA RECHERCHE de 2^e niveau (qualification professionnelle) ;
- 1 CHARGÉ D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2^e classe (expérience catégorie A de la fonction publique) ;
- 2 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 2^e classe (BAC+3...) ;
- 6 SECRÉTAIRES D'ADMINISTRATION DE LA RECHERCHE de 3^e classe (BAC...) ;
- 6 ADJOINTS ADMINISTRATIFS DE LA RECHERCHE de 2^e classe (CAP, BEP, BEPC...).

Vous pouvez retirer vos dossiers de candidature ou obtenir toutes
informations au Bureau des Concours de l'ORSTOM :
213, rue La Fayette, 75010, PARIS - Tél. : 48-03-78-02.

La clôture des inscriptions est fixée au 22 octobre 1991 à 17 heures.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC BORDEAUX

recrute, dès que possible

INGÉNIEUR D'ÉTUDES EN GÉNIE CLIMATIQUE ET ÉLECTRIQUE

- Niveau bac + 4 ayant une expérience professionnelle.
 - Rémunération au 1^{er} échelon : 7 400 F net par mois.
- Changement d'échelon après titularisation et progression assurée
en fonction de l'ancienneté.

Possibilité de logement de fonction sur le campus de l'université à
l'issue de l'année de stage.

Envoyer CV et références sous n° 8378
MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. Col.-Pierre-Avia 75002 Paris Cedex 15.

PME AGROALIM. FILIALE US

cherche pour Evry (91)

CHEF COMPTABLE/FINANCIER

Anglais exigé, expér. nécessaire
Rémunération motivante

Envoyer CV + photo s/réf. 902 à FCCA,
11, rue de Madrid, 75008 Paris

LA PUISSANCE ET L'IMAGINATION

HOBART

La référence mondiale
- Qualité, Technologie, Gamme -
pour l'équipement professionnel
de grande cuisine et
grande distribution.

INGÉNIEUR LOGICIEL MICRO POUR UN PROJET EUROPEEN

Jeune ingénieur, vous allez développer et adapter une
nouvelle génération de systèmes de pesage - emballage -
étiquetage automatique destinée au secteur de la grande
distribution.

C'est une équipe à constituer autour d'un projet européen
dirigé par la France et vous permettant d'exploiter toutes vos
compétences en PC, micro processeurs, langage C, bases de
données et aide de communication.

Un bon départ dans un groupe mondial N° 1 en Europe.

Merci d'adresser votre dossier à :

Cie HOBART - DRH
BP 68 - 77312 MARNE LA VALLÉE
Cedex 2.

Chef de cabinet

Vous avez en charge le travail de
cabinet classique d'un homme
politique très impliqué dans la
vie municipale d'une grande
métropole, mais surtout vous
aurez la responsabilité du suivi
d'un dossier spécifique
important correspondant à un
véritable enjeu politique qui
implique : • une réflexion
générale, • l'étude de dossiers et
leur mise en application, • la
communication et la promotion,
• les contacts et la négociation
avec les leaders politiques et
fonctionnaires de la région.
Vous êtes diplômé
d'études supérieures
(Sciences Po - DESS

de Communication...)
Vous avez une expérience de
Responsable de Communication
Institutionnelle, Directeur de
Cabinet, Conseiller Technique...
Le poste implique : • un sens
politique sûr, l'expérience de la
communication, une bonne
capacité relationnelle et
diplomatique et le goût pour la
formulation et l'écriture.
Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer votre candi-
dature, sous réf. 1065/LM, à
Bernard Krief Recrutement,
BP 186-07, 75326 Paris
Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

jeune

JURISTE FISCALISTE

Rattaché au directeur financier, vous serez
intégré à une équipe pluridisciplinaire très
professionnelle. Vous interviendrez principalement
dans les domaines suivants : fiscalité et droit
des sociétés, droit des contrats. Vous coordon-
nerez l'intervention de nos conseils extérieurs.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité
(Maîtrise ou DESS), vous souhaitez valoriser
une première expérience de quelques années
acquise en entreprise ou en cabinet. La maîtrise
de l'anglais serait un plus.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous
réf. 454 à MEDIA - 50/54, rue de Billy
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX,
qui transmettra.

Débuter dans les Ressources Humaines

Paris - Notre Société (1400 pers.), filiale d'un Groupe
industriel de notoriété mondiale, occupe une place de tout
premier plan dans le domaine des techniques de pointe,
notamment dans les équipements de communication. Pour
accompagner notre forte croissance, nous élargissons notre
Direction des Ressources Humaines et recherchons un
jeune cadre.

En étroite collaboration avec les directions opérationnelles,
vous organiserez et participerez activement au recrutement
de nos collaborateurs, principalement ingénieurs et cadres.
Vous prendrez en charge l'ensemble de la formation
(analyse des besoins, définition du plan et suivi du budget).
Vous disposerez assez rapidement d'une large autonomie
d'action. Jeune diplômé de l'enseignement supérieur
(formation type Droit, Scs Po, ESC, CELSA), vous êtes
motivé par cette fonction. Vous souhaitez vous impliquer
dans la vie d'une entreprise dynamique qui saura vous
confier des responsabilités variées et évolutives. Sens de
l'organisation, jugement rigoureux, disponibilité et qualités
relationnelles seront vos meilleurs atouts. Anglais
souhaité. Merci d'adresser votre candidature sous réf.
E.269M à notre conseil OBERTHUR CONSULTANTS,
49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

Communication en Ressources Humaines

Entrer chez Austin Knight France, c'est d'abord se pénétrer d'un état
d'esprit pour apporter à nos clients les solutions multi-médias
personnalisées pour le recrutement et la fidélisation de leurs collaborateurs.
C'est aussi disposer des moyens matériels et humains pour se poser en réel
partenaire des entreprises. C'est enfin bénéficier de l'expérience et de la
solidité du leader mondial de la Communication de Ressources Humaines,
Austin Knight Ltd.

Chef de Pub / Développement

25-28 ans, votre expérience agence ou support vous a permis d'acquies-
sance de solides bases commerciales à votre formation littéraire... ou linéaire...
votre formation commerciale. Dynamique et ouvert, on admi-
conscience de vos brefs et la pertinence de vos recommandations...
en charge une partie du développement de notre structure, vous serez
également faire preuve de rigueur et d'un sens aigu du relationnel. Des
qualités sont les vôtres! Vous les mettez à la pratique de l'anglais...
Alors faites-le savoir en adressant votre candidature (lettre + CV) à :
Ramid Lamrani - Austin Knight France - 8, rue Magellan - 75001 Paris.

Austin
Knight

Dans le cadre des activités de son service animation, la
MAISON DE LA CULTURE DE LOIRE-ATLANTIQUE

recrute un

ASSISTANT DE DIRECTION

chargé de la coordination générale de ce service, avec
responsabilité administrative et financière.
De formation supérieure, il aura acquis une expérience réussie
dans le domaine de la communication (des connaissances et un
intérêt dans le secteur radiophonique seraient un atout).

Merci de faire parvenir, avant le 30 septembre 1991, votre CV
avec lettre manuscrite et prétentions à :

Monsieur le directeur de la MCL
BP 25 - 44001 NANTES CEDEX 01

SOCIÉTÉ ALLEMANDE

PARIS 15^e

recherche une

ASSISTANTE DE DIRECTION

de langue maternelle française, parfaitement bilingue allemand,
pouvant justifier d'une réelle expérience d'au moins dix ans en
secrétariat de direction.

La maîtrise de TTX Word 3 Windows serait souhaitée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et CV sous référence
n° 8386.

LE MONDE PUBLICITÉ
15/17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75002 Paris Cedex 15

R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مكتبة من الأصل

صكنا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

• Le Monde • Jeudi 26 septembre 1991 35

Responsable de Département
Gestion et
Aménagement

Biens d'équipement industriel

Responsable export

Prendre en charge la commercialisation d'équipements industriels de combustion très réputés, selon une démarche "sur mesure", sur les principaux marchés d'exportation (Moyen et Extrême-Orient, Amérique latine...).

• analyse du marché • implantation de réseaux • élaboration d'offres technico-commerciales • négociation des contrats.

C'est la mission que vous propose cette société performante (160 MF de CA dont 30 % à l'export, 190 personnes), filiale d'un important groupe industriel français (5,5 Mds de F de CA).

Agé de 30 ans minimum, ingénieur de formation, vous justifiez d'une première expérience, acquise idéalement dans la vente d'équipements thermiques à l'export.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé en proche banlieue parisienne et nécessite de nombreux déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous référence 541 C, à notre Conseil Alphée à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. (1) 42.94.21.34.

Chalon-sur-Saône en Bourgogne
Agglomération de 100 000 habitants



RECHERCHE L'ADJOINT(E) AU DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez au moins deux ans d'expérience de la communication dans le secteur public ou privé, un esprit créatif, dynamique et rigoureux, de solides qualités rédactionnelles. Une connaissance de la rédaction et de la mise en page d'un journal sera un atout supplémentaire.

VOS MISSIONS :

- assurer le secrétariat de rédaction du journal municipal mensuel,
- prendre en charge l'organisation d'événements de relations publiques,
- participer à la politique de communication.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations à :
Dominique PERREAUX, Député-Maire de Chalon-sur-Saône
R.P. 92 - 71321 CHALON SUR SAÔNE Cedex

GROUPE les Echos

Notre groupe de presse (800 MF - 400 salariés) est bien connu.

jeune A&M, Mines, ECP..., venez participer au développement de notre imprimerie

Nous modernisons nos moyens de production à la Plaine-Saint-Denis en investissant 50 MF dans une unité de routage. Venez aux côtés du directeur de l'imprimerie piloter ce projet : vous rédigez les spécifications, négociez avec les fournisseurs, supervisez les travaux, mettez en route...

Si, en 2 ou 3 ans, vous avez acquis une bonne expérience des travaux neufs ou de la maintenance dans une industrie lourde (chimie, sidérurgie, ciment, papier...) et si vous entendez concilier technique et management,

écrivez à L. NEUMAN, consultant (réf. 5773LM)

"Carrières d'Ingénieurs"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - NANTES - STRASBOURG
LYON - GRENOBLE - TOULOUSE

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MARKETING INTERNATIONAL

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES QUALITATIVES

pour terrains qualitatifs, analyses de documentaires, conseil.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Niveau doctorat (ou équivalent) dans l'une des disciplines suivantes : anthropologie symbolique, sémiotique, sociolinguistique, ethno-méthodologie, sciences cognitives.
- Motivation pour l'étude et l'analyse du changement socioculturel.
- Deux à quatre ans d'expérience dans la recherche qualitative appliquée au marketing de grande consommation.
- Parfaitement trilingue (anglais plus une autre langue européenne, allemand de préférence).
- Poste à pourvoir à Levallois-Perret.

Nous souhaitons faire adresser les candidatures sous référence au journal et nous vous demandons de bien vouloir les renvoyer à l'adresse suivante :

RISC International France
22, rue du Président-Wilson,
92300 LEVALLOIS-PERRET.

LA VILLE DE MONTREUIL-SOUS-BOIS

(Seine-Saint-Denis)

100 000 habitants

recrute pour son service Enseignement :

1 CHARGÉ (E) D'ÉTUDES

Qui aura pour mission :

- la mise en place d'un observatoire des nouvelles filières de l'enseignement ;
- de mener une étude prospective sur la carte scolaire ;
- de conduire une réflexion sur les rythmes scolaires ;
- l'aménagement des équipements scolaires.

De formation BAC + 3 minimum, votre intérêt pour l'enseignement vous permettra d'être force de proposition et de mener à bien réflexion et action avec l'ensemble de vos partenaires (services municipaux, corps enseignant, parents d'élèves).

Adresser candidature, CV à Monsieur le Député-Maire,
Mairie de Montreuil, 93105 Montreuil Cedex.

ORGANISME PROFESSIONNEL, recherche son

SECRETAIRE GENERAL

- Pour la PROMOTION COMMERCIALE et la GESTION au sein d'une petite équipe dynamique, dans un SECTEUR PORTEUR.
- Homme-femme jeune, actif(ve), sens de la communication.
- FORMATION : gestion d'entreprise DESS, école supérieure de commerce, ingénieur + IAE ou équivalent. Anglais. Quelques années d'expérience souhaitables.

Envoyer CV (photo) et présentations à :
Président de l'A.T.E.E., 47, av. Laplace - 94117 Arcueil Cedex.

CENTRE DE RECHERCHE

recrute pour son centre de Montpellier

UN RESPONSABLE DE SON SERVICE DOCUMENTATION ET BIBLIOTHÈQUE CENTRALES

Diplôme en documentation et formation scientifique impératifs. Capacité d'organisation et d'animation pour encadrer équipe importante. Maîtrise de l'anglais indispensable. Expérience internationale souhaitée.

S'adresser à CIRAD/IST
BP 5635 - 34032 MONTPELLIER CEDEX 1.

GRANDE ENTREPRISE NATIONALE

recherche
pour renforcer l'équipe d'OPÉRATEURS SUR MARCHÉS
de sa Direction Financière à Paris

JEUNE DIPLOMÉ (E)

niveau BAC + 5
débutant ou possédant expérience
Anglais courant

Ecrire au Monde Publicité sous N° 8391
16/17 rue du Colonel-Pierre-Avix, 75002 Paris cedex 15.

VOUS ÊTES UN EXCELLENT

LEADER D'ÉQUIPE

Vous êtes un homme ou une femme passionné d'animation. Vous avez la capacité de gérer et diriger un village de vacances. Vous êtes disponible géographiquement. Vous êtes très motivé.

Rencontrons-nous,
nous sommes une société de tourisme en plein essor.
Env. CV avec photo indispensable
au MONDE PUBLICITÉ sous N° 8389
15/17, rue Col.-Pierre-Avix, 75002 Paris Cedex 15.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES DEUX-SEVRES

ART DE TRANSMETTRE LE MESSAGE

Chargé(e) de communication de la CCI des Deux-Sèvres...

A vous de mettre en forme son message à l'attention de ses diverses cibles externes et internes, d'assurer la cohérence et la pertinence de son image, d'assurer son influence auprès de l'environnement économique. Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (BAC + 4/5), votre culture générale fera la différence. Vous maîtrisez les relations publiques, l'expression écrite et montrez d'indéniables qualités d'animateur. L'idéal serait une expérience consultative dans les milieux de la communication... Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. et présentations) à Sophie Becquet-Lheriteau - BP 5 - 17002 La Rochelle Cedex.

SOPHIE BECQUET-LHERITEAU
CONSEIL EN RECHERCHE ET SÉLECTION DU PERSONNEL

LE CIL AVENIR ENTREPRISE

Dans le cadre de son développement et de son expansion
recherche

UN RESPONSABLE DE SERVICE

Mobilisé, diplômé de l'enseignement supérieur. Il possède une bonne maîtrise de l'anglais. Expérience souhaitée : gestion des ressources humaines ou sensibilisation à la mobilité du personnel en France et à l'étranger. Atouts : dynamisme, mobilité, autonomie, ainsi qu'un esprit d'équipe et un excellent sens relationnel.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) à AVENIR ENTREPRISE à l'attention de M. Philippe LEBLANC, 23, av. de Grande, 75010 Paris.

GRANDE ADMINISTRATION

(Paris)

recherche

2 RÉDACTEURS

de haut niveau
pour études relatives aux finances locales et participation à la gestion d'importantes crédits budgétaires. Formation Bac + 4 droit public ou finances publiques ; spécialités de préférence collectivités locales. Goût pour analyse financière, utilisation informatique, rédaction. Adaptation au travail en équipe. Débutants acceptés.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo sous N° 8390
au Monde Publicité,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avix, 75002 Paris Cedex 15.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux inté-
ressés les documents qui leur ont été
confiés.

CENTRE D'ÉTUDES DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

Pour activité d'ÉTUDES ET DE CONSEILS TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES FRANCE ET CEF.

Formation scientifique (physique-chimie-thermique) de niveau : Bac + 2
+ expérience professionnelle ou BAC + 5 débutant.
Connaissances en micro-informatique souhaitées.
Anglais obligatoire. Autres langues appréciées.

Envoyer lettre de candidature manuscrite + C.V. + présentations à :
C.I.T.E.P.A. - 3, rue Henri-Heine, 75016 PARIS.

ÉDITIONS MASSON

recherchent

ASSISTANT ÉDITEUR H/F

Pour assurer la mise au point des manuscrits scientifiques en liaison avec les auteurs.

Formation scientifique supérieure, bonne maîtrise de la langue et aptitude à la relecture et à la correction.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo aux Éditions MASSON,
120, bd Saint-Germain, 75280 PARIS CEDEX 06.

Nous vous informons
du changement d'adresse
de DOMINIQUE BARRÉ S.A.
et vous invitons à noter la
nouvelle composition de notre équipe

PDG : Henri MANCEAU
Consultant : Dominique BARRÉ
Psycho-grapho : Brigitte SEBERT

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
LE RODIN
26 rue Louis-Blanc 69006 Lyon
Tél : 78.24.00.73 Fax : 72.75.03.17

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Document publié avec le support technique spécial de la MAIRIE de Paris

NOUS LES HÔTES, DE FRANÇOIS TOUREL

LE MONDE PUBLICITÉ



حکذا من الاجل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
4 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage	18, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 000 + 1 553 7 920	5 PIÈCES 123 m², 1 ^{er} étage 2 parkings	19-21, rue Salneuve LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	12 528 + 1 100 9 290	3 PIÈCES 69 m², 5 ^e étage	COURBEVOIE 42, terrasse de l'Isa AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	4 274 + 1 391 3 345
5 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 49 m², 3 ^e étage parking	11, rue Tournesol GCI - 40-16-28-70	5 734 + 593	6 PIÈCES 187 m², 1 ^{er} étage	113, avenue de Villiers LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	28 442 + 1 500 20 748	4 PIÈCES 94 m², 1 ^{er} étage	COURBEVOIE 333, bd Saint-Denis CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 200 + 570 4 734
6 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 25 m², Rez-de-chaussée	3-5, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 290 + 542 4 483	STUDIO 28 m², 3 ^e étage	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	3 052 + 589	STUDIO 40 m², 1 ^{er} étage	NEUILLY 39, rue Parmentier AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 700 + 640 2 632
8 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES DUPLEX 97 m², 5 ^e étage possibilité parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 300 + 2 297 10 296	4 PIÈCES 49 m², 2 ^e étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42 bis, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 000 + 1 376 4 320	4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage terr. 54 m², park.	NEUILLY 20 bis, bd du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68	4 027 + 470 10 971 + 1 235
11 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	Home Plaza HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	5 PIÈCES 102 m², 5 ^e étage parking	POISSY 7, avenue des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	4 498 + 1 274 3 519	3 PIÈCES 62 m², 4 ^e étage possibilité parking	NEUILLY 223, av. du Général-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 986 5 403
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	Home Plaza HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	MAISON 6 PIÈCES 134 m² garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	10 557 + 7 601 1 209	3 PIÈCES 87 m², 1 ^{er} étage	NEUILLY 5, rue du Général-Lanrezac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 830 + 1 600 5 907
14 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 88 m², 5 ^e étage balcon, cave, park.	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 900 + 891 6 333	PAVILLON 5 PIÈCES 110 m² Garage	VERNEUIL 27, allée George-Sand AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	5 432 + 358 4 058	4-5 PIÈCES Immeuble neuf 110 m², 7 ^e étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 250 + 1 638 5 940
4 PIÈCES DUPLEX 103 m², 10 ^e étage balcon, cave, box	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 400 + 1 032 8 824	2 PIÈCES Immeuble neuf 47 m², rez-de-ch. parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 500 + 632 3 240	4 PIÈCES Immeuble neuf 92 m², 5 ^e étage parking	SÈVRES 11, av. de la Division-Leclerc SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 350 + 1 384 5 292
4 PIÈCES 97 m², 4 ^e étage 2 parkings	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	9 780 + 703 7 328	3-4 PIÈCES Immeuble neuf 82 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 100 + 1 072 5 112	3 PIÈCES 71 m², 1 ^{er} étage parking	VANVES 107, rue Sadi-Carnot SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 680 + 877 4 090
4 PIÈCES 94 m², 1 ^{er} étage 2 parkings	199-201, avenue du Maine LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	10 500 + 782 7 830	4-5 PIÈCES Immeuble neuf 108 m², 1 ^{er} étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 200 + 1 435 6 824	94 - VAL-DE-MARNE		
16 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 74 m², 4 ^e étage cave	83, avenue Foch AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	9 800 + 750 8 831	4 PIÈCES Immeuble neuf 82 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 100 + 1 072 5 112	3 PIÈCES 69 m² rez-de-chaussée	CRÉTIL «Le Sallentaire» GFC - 42-07-94-18 (heures de bureau)	4 174 charges comprises
3-4 PIÈCES 127 m², 4 ^e étage	67-69, avenue Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	18 400 + 1 987 13 248	4 PIÈCES 102 m², 4 ^e étage balcon parking	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 830 + 1 500 6 483	3 PIÈCES 76 m², 1 ^{er} étage terrassé parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 1-5, av. du Docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	6 876 + 860 5 310
8 PIÈCES 211 m², 3 ^e étage	22, rue Raynouard DE VINCI - 40-78-01-73 Frais de commission	24 322 + 3 600 20 789	92 - HAUTS-DE-SEINE					
8 PIÈCES 224 m², 9 ^e étage	22, rue Raynouard DE VINCI - 40-78-01-73 Frais de commission	26 880 + 4 000 22 953	2 PIÈCES 54 m² rez-de-chaussée	BOULOGNE 81, rue Escudier PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 400 + 729 4 698	4 PIÈCES 91 m², 3 ^e étage terrassé parking	LE KREMLIN-BICÊTRE 23-25, av. de Fontainebleau LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	6 871 + 620 5 289
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5-6 ^e étage box	4, rue Fédéric-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 970 + 1 105 18 378	3 PIÈCES 82 m², 1 ^{er} étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	6 500 + 650 4 950	4 PIÈCES 87 m², 2 ^e étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	9 080 + 1 070 6 421
17 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 40 m², 2 ^e étage	120, avenue de Wagram PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	5 400 + 790 5 794	STUDIO 41 m², rez-de-ch. parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	4 800 + 525 3 850	4 PIÈCES 96 m², 5 ^e étage 2 balcons parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-14-65 Frais de commission	9 772 + 886 7 328
			2 PIÈCES 55 m², jardin 26 m² parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 200 + 550 5 800	95 - VAL-D'OISE		
			2 PIÈCES 55 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 1, rue Pasteur PRÉBAIL - 45-27-06-37 Frais de commission	4 178 + 584 4 460	PAVILLON 149 m², garage	CERGY 5, clos de Mandellieu AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	9 032 + 544 6 427
						5 PIÈCES 93 m², rez-de-ch. parking	ENGHIEN 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 000 + 1 143 5 040

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
VOS
RENDEZ-VOUS

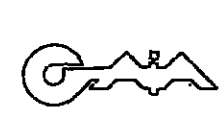
IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 800 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



MARCHÉS FINANCIERS

Début décembre

Modification technique des systèmes de cotation à la Bourse de Paris

M. Jean-François Théodore, président de la Société des Bourses françaises (SBF), a présenté mardi 24 septembre la nouvelle organisation de cotation des titres qui, dès le 2 décembre, seront subdivisés en trois catégories. Cette répartition répond au souci de la SBF d'accroître la liquidité du marché, de mettre en place un mécanisme de formation des prix adapté aux caractéristiques des valeurs et enfin de réduire les coûts de fonctionnement des intermédiaires.

Pour atteindre ces objectifs, la SBF a réparti les actions françaises en trois groupes en fonction de leur liquidité. Les groupes 1 et 2 incluent les valeurs à forte et moyenne chalandise (réglement mensuel, comptant et second marché). Le groupe 3 comprend, pour sa part, les valeurs de faible liquidité (essentiellement comptant et second marché). Chaque catégorie disposera de règles de marché bien spécifiques, tant sur les horaires de cotation, les écarts de cours autorisés, les seuils de réservation, M. Théodore a précisé « qu'il s'agit d'une classification, dont le but est de donner à chaque titre, sur la base de critères techniques, un mode de cotation adapté à ses caractéristiques ». Toutefois cette classification ne se substitue ni à l'inscription juridique des valeurs ni à la répartition des titres en fonction de leur mode de règlement-livraison (RM ou comptant).

Le président de la SBF a aussi annoncé le lancement prochain d'un contrat d'option longue (deux ans de type européen) sur l'indice CAC 40 pour répondre à la demande des investisseurs qui, en quête d'une couverture ou d'une stratégie à long terme, se voyaient dans l'obligation de « rouler » leur position d'une échéance à l'autre puisqu'ils ne disposaient pas

Neuf banquiers inculpés dans l'affaire Nasa électronique

M^{me} Edith Boizette, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, a inculpé les 10 et 18 septembre de « complicité d'emploi de moyens ruseux » neuf banquiers, dont un ancien responsable de la banque Paribas aujourd'hui à la retraite. Il est reproché aux banquiers d'avoir accordé à la société Nasa électronique, spécialisée dans la vente d'appareils vidéo et électroniques, des crédits hors de proportion avec la santé financière de l'entreprise. Les moyens ainsi utilisés ont permis à la société Nasa de cacher sa situation financière avant de déposer son bilan. Les banques étaient, semble-t-il, au courant de la mauvaise situation de la société, étant donnée la durée de leur soutien financier. Au début de 1991, la maison-mère de Nasa, Fiveville, filiale de Paribas, a été condamnée par le tribunal de commerce de Paris à verser 468 millions de francs pour les fautes de gestion commises par Nasa électronique. Cette dernière, pour avoir de la trésorerie, jonglait sur les dates de valeur des chèques émis et reçus.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CANAL+ D'INFORMATIONS

RÉSULTATS SEMESTRIELS

Le Conseil d'Administration réuni le 20 septembre sous la présidence d'André ROUSSELET a arrêté les comptes du premier semestre 1991. Les résultats consolidés du groupe se résument ainsi :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1991	1 ^{er} semestre 1990	% Variation
Chiffre d'affaires :			
• abonnements	2863	2543	+12,6
• publicité et parrainage	160	155	+ 3,2
• autres biens et services rendus	453	408	+11,0
Chiffre d'affaires total	3476	3106	+11,9
Résultat d'exploitation	1063	937	+13,4
Résultat financier	13	-24	N.S.
Résultat des sociétés mises en équivalence	-210	-72	+192,8
Résultat net part du groupe avant résultat exceptionnel	560	516	+8,5
Résultat net part du groupe après résultat exceptionnel	710	504	+40,8

La croissance du résultat net avant résultat exceptionnel, mais après prise en compte de 210 millions de charges ou titre des nouvelles activités mises en équivalence, à l'étranger ou dans le câble, s'établit à 8,5 %.

Par ailleurs, un profit exceptionnel d'un montant de 146 millions a été comptabilisé à l'occasion de l'ouverture du capital du Studio Canal+, ce qui explique l'évolution du résultat après résultat exceptionnel.

Les excellents résultats commerciaux obtenus actuellement en Espagne, Allemagne et Belgique, avec des recrutements pour l'ensemble de ces trois pays d'environ 15 000 abonnés par semaine, permettront de réduire le montant des charges liées aux filiales dès le second semestre 1991.

En France, l'activité continue à progresser de façon satisfaisante. Au 31 décembre 1991 le nombre de foyers abonnés devrait être supérieur à 335 000 avec environ 550 000 nouveaux abonnés et 200 000 annulations.

Sur cette base, le chiffre d'affaires abonnements serait de 5,8 milliards de francs, en progression de 11,5 % par rapport à 1990. La croissance des recettes publicitaires devrait être supérieure à celle du premier semestre, soit 5 % sur l'année. D'après les estimations portant sur les filiales consolidées, le chiffre d'affaires consolidé total devrait s'établir à 6,9 milliards de francs, en hausse de 12,5 % sur 1990.

Compte tenu de l'importance du résultat exceptionnel, la Société devrait extérioriser moins de produits financiers que l'année précédente et les plus-values latentes à fin 1991 retrouveront un niveau voisin de celui atteint à fin 1989. Dans ces conditions, le résultat consolidé connaîtrait une progression de l'ordre de 15 %.

Information actionnaires : 3615 CPLUS Rubrique "Cour".

CANAL+ LA TELE PAS COMME LES AUTRES

NEW-YORK, 24 septembre ↑

Fermé

Wall Street a repris du terrain mardi 24 septembre après une première partie de séance en baisse, des achats de fin de trimestre d'investisseurs institutionnels ayant apporté une certaine vitalité au marché. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 029,07, en hausse de 18,56 points (soit un gain de 0,62 %). Quelque 170 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des titres en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse dans un rapport de quatre contre trois : 868 contre 671 ; 547 titres sont restés inchangés.

La publication, au cours de la matinée, par le Conference Board, de l'indice de confiance des consommateurs américains — en net recul pour la troisième mois consécutif — a naturellement pesé sur les cours. L'annonce par le constructeur automobile Ford d'une forte baisse de ses ventes de voitures à la fin septembre est venue confirmer que les dépenses de consommation, qui consistent à aller soudainement à la recherche de l'activité économique, restent toujours anémiques.

Toutefois, le gainage trimestriel de leurs portefeuilles par les investisseurs institutionnels a encouragé un redressement de dernière heure.

VALEURS	Cours de 23 sept.	Cours de 24 sept.
Alcoa	64 7/8	63 3/4
AT&T	28 1/8	28 1/8
Boeing	48 3/4	48 3/4
Chrysler	18 3/8	18 3/8
Chrysler Bank	44 7/8	44 7/8
Eastman Kodak	44 7/8	44 7/8
Exxon	58 5/8	58 1/2
General Motors	38 3/4	38 3/4
General Electric	69 1/4	69 1/8
IBM	104 5/8	105 7/8
ITT	58 1/2	58 1/2
McDonald	65 1/4	65 1/4
Pfizer	65 1/8	64 1/4
Schlumberger	62 1/4	62 1/4
Union Carbide	125 1/4	125 1/4
Union Carbide	22 1/2	21 7/8
Union Carbide	45 1/4	45 1/4
Wang	22 1/2	22 1/2
Xerox	58 3/8	58 1/2

LONDRES, 24 septembre ↓

Effritement

Les valeurs se sont effritées, mardi 24 septembre, à la Bourse de Londres, sur un marché sans direction, perturbé par les difficultés politiques du gouvernement conservateur, la tension internationale et la baisse de Wall Street. Après avoir gagné près de cinq points au cours de la séance, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 2,9 points à 2 576,6, soit un repli de 0,11 %. Les échanges ont été modérés à 441,2 millions d'actions, contre 345 millions la veille.

La fièvre spéculative s'est estompée, et les gestionnaires de portefeuilles ne sont pas parvenus à trouver de bonnes raisons d'acheter.

FAITS ET RÉSULTATS

First Union seppelle 2 800 emplois après le rachat de Southeast Bank. Environ 500 emplois vont être supprimés avant la fin de l'année alors que First Union prendra la direction de Southeast Bank, établissement saisi par les autorités bancaires de Floride après quatre trimestres consécutifs de pertes totalisant près de 500 millions de dollars (environ 3 milliards de francs). Quelque 3 300 emplois de plus seront supprimés dans le courant de 1992, à prévoir le porteur de First Union, au fur et à mesure de la mise en place de la nouvelle structure issue du rachat qui fera de First Union la deuxième banque de Floride. First Union, dont le siège est à Charlotte (Caroline du Nord), et Southeast Bank, basée à Miami, emploient 13 000 personnes au total, dans 561 succursales de Floride. First Union souhaite faire passer les effectifs de la nouvelle entité à 10 300 personnes, employées dans 442 succursales.

Salomon Inc. prévoit une charge exceptionnelle pour malversations. Salomon Inc. a annoncé mardi 24 septembre son intention de prélever une importante charge exceptionnelle sur ses bénéfices du trimestre en cours pour couvrir les frais de justice et les amendes encourus par les malversations dont sa filiale, Salomon Brothers, s'est rendue coupable sur le marché américain des bons du Trésor. Le groupe new-yorkais a précisé que ses actifs sont tombés approximativement à leur niveau de 1990, entre 103 milliards de dollars (environ 605 milliards de francs) et 110 milliards, après un sommet à 150 milliards à la fin 1991. Cette chute est due à la mise en œuvre d'un plan impliquant la vente d'une partie du portefeuille d'actions obligataires de la firme pour financer ses opérations, en raison du relèvement du coût du crédit du groupe après le scandale. Les principaux firmes de notation financière ont en effet dévalué la qualité du crédit de Salomon.

Nord-Est (Paribas) s'attend à des pertes en 1991. Le groupe diversifié Nord-Est filiale de Paribas, devrait enregistrer une perte sur l'ensemble de l'exercice 1991, que l'entreprise attribue à une « crise d'adhésion » consécutive à la multiplication par six de son chiffre d'affaires en six ans. Contrairement à ses attentes, Nord-Est a enregistré au premier semestre une perte nette (part du groupe) de 36 millions de francs, alors qu'il avait été bénéficiaire de 40 millions au cours des six pre-

PARIS, 25 septembre ↓

Mauvaise

Deuxième séance de repli mercredi à la Bourse de Paris. Après une ouverture en hausse (+0,28 %) dans la séance qui a formé des plates extra-ordinaires, la tendance s'est lentement dégradée. À la mi-journée, les valeurs françaises abandonnaient 0,31 % dans un marché moyennement actif. En début d'après-midi, le repli n'était plus que de 0,17 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, l'indice CAC 40 a subi une baisse de 0,25 % sur son niveau de la veille.

Selon les opérateurs, les achats étrangers, qui expliquent principalement la hausse de ces derniers jours semblaient se tarir. Du côté des valeurs, les courants d'échanges représentant 1,3 milliard de francs ont été échangés la veille, 1,9 milliard de francs au terme des transactions. CSE était en tête des plus fortes baisses avec un repli de 8 %. Suez s'effondrait à 2,5 % pour 56 000 titres en raison de mauvaises résultats semestriels et d'informations selon lesquelles le ministre des finances se méfierait du forçage de M. Gando, président du groupe, sur la dossier de la privatisation partielle, ce qui pourrait entraîner un report de l'opération.

TOKYO, 25 septembre ↑

Hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de mercredi 25 septembre en hausse. Les opérateurs, cette séance gagnante, ont le premier jour de la Bourse du second semestre de l'exercice budgétaire consigné comme un succès psychologique pour le marché. L'indice Nikkei a gagné 24,72 points, soit 1,04 % à 2 357,42. Les échanges ont été estimés à 400 millions de titres.

« Logiquement, les cours devaient monter après la clôture des comptes des entreprises, mais le volume est décevant et le marché obligataire se calme », a commenté un participant. Le recul du marché obligataire et la faiblesse du yen ont d'ailleurs mis fin à la hausse au cours de l'après-midi.

VALEURS Cours de 24 sept. Cours de 25 sept.

Alco 1130 1130

Budgétaire 1130 1130

Canon 1530 1530

Fuji 2550 2550

Honda Motor 1540 1570

Marubeni 1550 1570

Mitsubishi 1570 1570

Sony Corp. 5330 5340

Toshiba 1550 1610

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3810	3800	Imtech/Hellera	820	820
Amis Associates	280	280	Imtech/Computer	158 80	157 80
B.A.C.	130	130	I.P.S.M.	88 50	88
Banque Paribas	814	814	Long Intest.	237 70	244
Bolton (L)	382	380	Locat.	70 10	71
Bolton (L)	212	212	Merc. Comm.	101	101
CAL-der (C.C.I.)	915	907	Mol.	149	149
Calson	385	400	Publ. Filippini	400	409
Cand	683	706	Rasi	609	609
C.E.G.E.P.	140	140	Rhone-Alp. Eau (L)	321	321
C.F.P.I.	238 50	235	S.H.M.	188	188 50
C.N.I.M.	983	983	Select Invest (L)	102 50	102 50
Codan	272	273	S.M.T. Geop.	404 18	405 80
Condom	865	863	Sepa	274	283
Cosma	177	176	Sepa	372	369 10
Dalton	424 80	424 80	Thermor H. L.	285	285
Dalton	1189	1189	Unilog	204	204
Datsun Worms Co	380	380	Val et Co	81 30	80
Deurey	595	517	Y. St-Louis Group.	870	876
Dowell	310	310			
Dofin	152	158 10 d			
Edison Bullfin	238 90	238 50			
Emp. Propul.	275	275			
Fluor	139 80	136			
Frontparis	151 20	130			
GFF (group. L)	165 10	165			
Grand Lire	438	438			
Group. L	195	195			
Group. L	720	720			
Group. L	988	988			
I.C.C.	228	228			
Idem	123	120			

LA BOURSE SUR MINUTEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 24 septembre 1991
Nombre de contrats : 70 420

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dax	184,38	184,82	184,82
Préfixé	184,38	184,82	184,82

Options sur notional	Options d'achat	Options de vente
PRIX D'EXERCICE	Déc. 91	Mars 92
107	0,70	1,13 - 0,80

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Septembre	Octobre	Novembre
Dax	1 887	1 981	1 987
Préfixé	1 887,58	1 982	1 987,58

CHANGES

Dollar : 5,7160 F ↓

Le dollar a clôturé en légère hausse le mercredi 25 septembre à Tokyo, à 135,22 yens, contre 132,97 yens la veille. À Paris, le billet vert était en légère baisse à 5,7160 francs au fixing du mercredi, contre 5,7195 francs à la cotation officielle de la veille.

	24 sept.	25 sept.
FRANCFORT	1,6782	1,6788
Dollar (en DM)	1,6782	1,6788
TOKYO	132,97	133,22
Dollar (en yen)	132,97	133,22

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (25 sept.)	New-York (24 sept.)
9 1/4 - 9 3/8	9 1/4 - 9 3/8	9 1/4 - 9 3/8
5 1/4	5 1/4	5 1/4

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	23 sept.	24 sept.
Valeurs françaises	123	123
Valeurs étrangères	115,1	115,6
Indice général CAC	496,94	495,32
Indice CAC 40	31-12-81	31-12-87
Indice CAC 40	1 885,23	1 885,23

NEW-YORK (Index Dow Jones)

	23 sept.	24 sept.
Industriel	3 010,51	3 029,87
LONDRES (Index Financial Times)	23 sept.	24 sept.
100 valeurs	2 579,5	2 576,6
30 valeurs	2 086,5	2 089,4
Midi d'Or	159,1	161,3
Fonds d'États	87,52	87,52

FRANCFORT

	23 sept.	24 sept.
Dax	1 614,16	1 626,63
TOKYO	24 sept.	25 sept.
Nikkei Dow Jones	2 357,42	2 357,42
Indice général	1 797,62	1 812,85

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	1 ^{er} MOIS	2 ^{es} MOIS	3 ^{es} MOIS
+ les	+ les	+ les	+ les
\$ E.U.	5,7235	5,7255	5,7255
Yen	163,463	163,498	163,498
Yen (100)	4,2995	4,3026	4,3026
DM	3,4862	3,4884	3,4884
Florin	3,0322	3,0341	3,0341
PS (100)	16,5280	16,5380	16,5380
PS	1,6990	1,6910	1,6910
PS (1 000)	1,6551	1,6585	1,6585
PS	9,9360	9,9423	9,9423

TAUX DES EUROMONNAIES

	5 1/4	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8
\$ E.U.	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
Yen	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
DM	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
PS (100)	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
PS	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
PS (1 000)	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
PS	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RTL

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Mardi 25 septembre
Jean-Pierre de Morza
Éditeur

Jeudi 26 septembre
Guy Nénot,
président de l'Institut de développement
des industries agricoles et alimentaires
« Le Monde Agreste »
data du 27 septembre publie une
enquête sur l'industrie agro-alimentaire

مكتبة من الأصول

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 25 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 49

Règlement mensuel																													
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compagnies	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%					
4081	CLESA	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	4081	4080	4080	...	
850	BLUP	850	850	...	850	850	850	...	850	850	850	...	850	850	850	...	850	850	850	...	850	850	850	...	850	850	850	...	
1680	Cluyen, T.P.	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	1680	1680	1680	...	
1380	Robinet T.P.	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	1380	1380	1380	...	
1070	Robinet Post. T.P.	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	1070	1070	1070	...	
946	Robinet T.P.	946	946	...	946	946	946	...	946	946	946	...	946	946	946	...	946	946	946	...	946	946	946	...	946	946	946	...	
886	Alph. H.	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	
886	Al Hagnin	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	886	886	886	...	
806	Alphon-Alberton	806	806	...	806	806	806	...	806	806	806	...	806	806	806	...	806	806	806	...	806	806	806	...	806	806	806	...	
776	ALSP	776	776	...	776	776	776	...	776	776	776	...	776	776	776	...	776	776	776	...	776	776	776	...	776	776	776	...	
2320	Agrop. Hain.	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	2320	2320	2320	...	
1500	Agf. Sol. Com. Hain.	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	1500	1500	1500	...	
226	Amor. H. M. Hain.	226	226	...	226	226	226	...	226	226	226	...	226	226	226	...	226	226	226	...	226	226	226	...	226	226	226	...	
950	Am. Ind. Ch. M. Hain.	950	950	...	950	950	950	...	950	950	950	...	950	950	950	...	950	950	950	...	950	950	950	...	950	950	950	...	
167	Belle	167	167	...	167	167	167	...	167	167	167	...	167	167	167	...	167	167	167	...	167	167	167	...	167	167	167	...	
127	Bel-Espagnol	127	127	...	127	127	127	...	127	127	127	...	127	127	127	...	127	127	127	...	127	127	127	...	127	127	127	...	
775	Bel. Investiss.	775	775	...	775	775	775	...	775	775	775	...	775	775	775	...	775	775	775	...	775	775	775	...	775	775	775	...	
750	Bel. Ind. Hain.	750	750	...	750	750	750	...	750	750	750	...	750	750	750	...	750	750	750	...	750	750	750	...	750	750	750	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind. Hain.	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	625	625	625	...	
625	Bel. Ind.																												

COMPTANT

(sélection)

VALEURS	% du port.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 9,967/77	121 20	3	CLM	1039	1037	Mag. Magasin	182	182
Emp. Etat 9,967/78	100 50	3	CLT/RAEM 85	2600		Mag. Magasin	885	700
10,005 74/84	302 85	2 62	Colonat	98 10	99 10	Metall. Polytech.	595	
Emp. Etat 10,448/83	305 20	3 20	Colong	258		Mors	98 10	99
Emp. Etat 12,25 84	323 75	11 70	Cogit	325	330	Navigant (M&)	210	210
Emp. Etat 11% 85	114 60	6 51	Comptrol	611	612	Opteng	323	
10,265 86 88	104 25	5 92	Couillon	4730	4710	Ortel (D)	361	358
OAT 10% 82/85	105 80	3 20	Cy Lion Alcantar	420		Orpex-Denvelin	919	
OAT 8,5% 12/1987	104 30	7 76	Comptrol	920		P&H International	1255	
OAT 8,5% 12/1987	104 30	7 76	Congr. J&H Proc.	35 75		Palm. Monrovia	805	809
Emp. 10,30% 1985	1802		Crdt. G&H Ind.	241	239	Parifinanc	858	848
PTT 11,25 85	105 25	8 39	Cd Unilever Ind.	490		P&H (CP)	160	167
CF 10,30% 86	101 10	6 29	Daewoo	112 10		P&H France	254	254
OFF 10,25% new 90	340 70	5 43	Danlopy	850	850	P&H Océania	245 10	245 10
OM 10 % 1979		5 37	Degussa	1695	1650	Parifinanc Invest.	394 90	375 10
OM Repart 5000F	99 45	2 13	Dalson Valgus	1858	1720	Perfil Capital	745	
OM Paribas 5000F	99 45	2 13	Eden Borm	1340	1380	P&H Habitat	1734	1682
OM Soc 5000F	99 40	2 13	Eco Barmis Vidy	2415	2380	Protheco (P)	1030	
OM 11,5% 85	101 12	3 22	Em. Vitrol	303	308	Publicis	815	813
OM 14,62 5000F	99 92	2 13	Enr	265	264	Rochefortian	112	111
OM 9 % 88	99 75	7 23	Electro-Fin	774		Roméo	260	265
OM 14,62% (de 85)	107 60	3 78	Electro-Design	315	320	Rongier	412	407
OM FCL 9% 100			Est. Mag. Par	4200	4200	SACER	400	400
.....			Est. (ex. Barmis)	1800	1900	S.A.F.A.A.	155	
.....			Financière	245		S.A.E.I.C. Alger	277	40
.....			F.I.P.P.	140		SAPY	1330	1330
.....			F.M.A.C.	1858	1898	Sega	370	370
Alcatel 6 % jan. 90	805		Financ. (C&)	591		Ses. Dominique (P.)	118	114 50
Elf 6 % jan. 85	776		Fin. Lyonnais	585	582	Sofina (M&)	608	640
Thomson 8,25 86	841		Fin. Lyonnais	512		Suissamer M.	188	
						S.C.A.P.	198	

SICAV (sélection)

(sélection)

24/9

LEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission prix incl.	Rachet net	VALEURS	Emission prix incl.	Rachet net
Etrangères											
N. Sic.	611	611	A.A.A.	1069 05	1033 22	Fulcrum	888 29	864 87	Pais Genov.	61602 10	61602 10
Aluminium	106	109	Acilioni	220 24	214 35	Fracton	26 89	27 59	Piemonte Ind.	10899 99	10899 13
San Marino	135 90	135 90	Agroprom	818 61	783 38	Paci-Francon	10692 50	10731 53	Priv. Econom.	112 53	111 42
San Marino	140		Amegh-gar	7632 78	7339 21	Fracton	5082 55	5059 88	Priv. Associazioni	27682 88	27682 88
San Marino	175		Amplifica	845 28	826 49	Fracton	1346 21	1353 38	Profesori	1105 82	1075 65
San Marino	740		Assicur. Court. T.	6757 33	6757 33	Genilioni	13899 98	13830 53	Quattro	191 90	128 99
San Marino	404	602	Assicor	133 12	133 12	Gen. Associazioni	170 09	165 32	Ravenna	835 84	859 84
San Marino	2900	2900	Assicor	369 79	369 79	Gen. Associazioni	131 44	131 44	Ravenna	538 81	538 81
San Marino	148		Audioc	160 16	122 11	Gen. Associazioni	130 49	130 49	Ravenna	5338 55	5338 55
San Marino	700		Audioc	1715 82	1682 18	Gen. Associazioni	111594 78	105446 49	Ravenna	1147 16	1133 21
San Marino	604	602	Audioc	161 02	154 09	Gen. Associazioni	13899 39	13172 48	San Marino	844 45	844 45
San Marino	2900	2900	Audioc	7423 45	7423 45	Gen. Associazioni	64 96	52 12	San Marino	10560 58	10560 58
San Marino	90 80	90 80	Audioc	126 82	121 97	Jupico	169 87	163 76	San Marino	233 82	222 93
San Marino	11 50		Audioc	126 82	121 97	Jeunepagne	272 78	268 73	San Marino	765 21	730 51
San Marino	790		Audioc	118 05	112 97	Laffita America	240 23	230 60	San Marino	525 61	519 46
San Marino	137		Audioc	111 11	111 97	Laffita Europe	240 23	230 60	San Marino	525 61	519 46
San Marino	301		Audioc	43 31	43 14	Laffita Export	280 77	250 14	San Marino	538 81	538 81
San Marino	23 20		Audioc	126 82	121 05	Laffita France	312 57	259 83	San Marino	14049 44	13962 47
San Marino	476		SSO Audioc	111 68	108 33	Laffita Inseval	228 53	219 21	San Marino	496 83	477 53
San Marino	193		Capitalis	5929 92	5923	Laffita Japan	413 38	396 53	San Marino	1842 34	1842 34
San Marino	445		Capitalis	8063 89	8074 08	Laffita Oligo	157 90	132 28	San Marino	13175 96	12917 61
San Marino	207	207	Capitalis	1234 51	1216 22	Laffita Romania	197 95	188 88	San Marino	1309 47	1309 47
San Marino	313		Capitalis	26 72	26 02	Laffita Tokyo	1473 94	1380 94	San Marino	715 50	701 97
San Marino	127 60		Compositor	1218 17	1218 17	Laffita Tokyo	2120 35	2117 17	San Marino	1740 31	1737 70
San Marino	92 50		Compositor	3290 40	3298 47	Laffita Tokyo	18117 79	18117 79	San Marino	672 22	662 64
San Marino	25 90		Compositor	367 44	346 88	Laffita Tokyo	6670 42	6467 14	San Marino	1076 10	1052 56
San Marino	310	310	Compositor	498 44	476 18	Union Association	11529 72	11529 72	San Marino	429 05	417 57
San Marino	23 50		Credit Mutual Capital	1215 70	1191 85	Union Association	27754 55	27695 54	San Marino	1472 10	1408 71
San Marino	81		Diana	1255 21	1227 61	Union Association	9118 90	9100 94	San Marino	888 13	869 71
San Marino	10 10		Diana	875 21	837 97	Union Association	2167	2100 94	San Marino	418 79	407 58
San Marino	372 40		Diana	1054 06	1054 06	Union Association	2474 99	2474 99	San Marino	576 25	576 25
San Marino	472	489 90	Diana	254 30	243 36	Union Association	1657 43	541 19	San Marino	430 08	430 08
San Marino	257 30		Diana	1052 42	1038 87	Union Association	170 16	165 05	San Marino	1224 28	1188 60
San Marino	28 10		Diana	130 91	127 27	Union Association	169 73	161 56	San Marino	1042 41	1021 97
San Marino	159 90	159 90	Diana	2421 82	2385 94	Union Association	10059 92	9938 03	San Marino	337	324 82
San Marino	238 40	238 40	Diana	2226 65	2161 91	Union Association	5408 29	5408 29	San Marino	1399 06	1399 06
San Marino	5 00		Diana	425 53	413 14	Union Association	6548 23	6548 23	San Marino	1267 46	1267 46
San Marino	26	26 90	Diana	8627 90	8627 90	Union Association	6548 23	6548 23	San Marino	576 25	576 25
San Marino	108		Diana	3700 99	3700 99	Union Association	7694 03	7694 03	San Marino	2153	2149 02
San Marino	236		Diana	2288 67	2288 67	Union Association	12743 68	127 18	San Marino	913 44	782 15
San Marino	78 30		Diana	3018 23	2996 25	Union Association	154 82	147 96	San Marino	1329 21	1287 37
San Marino	27 50		Diana	2167 20	2167 20	Union Association	2633 09	2633 09	San Marino	1069 09	1037 95
San Marino	3000		Diana	277 73	265 05	Union Association	1612 08	154 21	San Marino	5818 87	5891 22
San Marino	10 20		Diana	3373 05	3373 05	Union Association	122 80	116 52	San Marino	621 26	615 11
San Marino	108		Diana	277 73	265 05	Union Association	267 78	267 78	San Marino	621 26	615 11

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix	COURS 25/6	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Banque (1 int.)	5 718	5 718	5 450	5 550
Banque (2 int.)	5 776	5 776		
Allemagne (100 dm)	340 780	340 780	328	348
Angleterre (100 £)	252 300	252 300	16	319
Payes-Bas (100 fl)	302 350	302 350	251	311
Italie (1000 lire)	8 524	8 558	2 250	2 470
France (100 fr)	96 110		53	53
Gr. Bretagne (1 £)	5 828		5 550	10 380
Belgique (100 francs)	91 064		80	10 380
Suisse (100 S)	91 000		378	387
Suède (100 kr)	99 480		378	387
Norvège (100 kr)	97 000		378	387
Portugal (100 esc)	46 423		40 900	49 900
Espagne (100 pes)	5 399		5 150	5 700
Pologne (100 zlot)	5 357		5 550	5 700
Canada (1 \$ can)	5 033		4 900	5 300
Japon (100 yens)	4 302		4 150	4 350

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 25/9	La- cote
Or fin (à la barre)	84800	85000	Par
Or fin (en lingot)	84800	85200	Par
Napoleon (20f)	372	376	Se
Pièce Fr (10 f)	360		S.E.
Pièce Suisse (20 f)	386	388	S.T.
Pièce Suisse (10 f)	476	496	U.S.
Souverain	2076	2076	Wa
Pièce 20 dollars	1030	1040	
Pièce 10 dollars	561 25		
Pièce 5 dollars	2430	2440	
Pièce 10 francs	387	390	

Hors-cote

Bro. Eagle...	310		Spanish Coast Term...	685 02	853 02	Pa
...	110	113	Spanish Crossroads...	1777 77	1726 30	Pa
Agustine...	49 80		Spanish Industries...	59 42	82 87	Pa
...	180		Spanish ...	63367 27	63367 27	Pa
my Mill...	978		Spanish Long Term...	197 87	182 57	Pa
...	370		Spanish Long Term...	1252 14	1252 14	Pa
...	300		Spanish Long Term...	196 73	191 46	Pa
...	425		Spanish Promises...	13682 81	13651 18	Pa
...	1400		Spanish Trust...	1089 03	1069 94	Pa
...	86		Spanish Unit...	1306 42	1273 58	Pa
...	20		Spanish Values...	453 27	441 14	Pa
...	80		Spanish ...	7220 80	7210 43	Pa
...	65		Gulf Coast exp...	7020 49	7050 53	Pa
...	475		Gulf Coast exp...	872 90	853 30	Pa
...	210		European Leaders...	1087 19	1055 82	Pa
...	237		Europe...	1217 97	1198 26	Pa
...	350		Savo Gen...	6788 03	6523 11	Pa
...	135		Powder...	13466 39	13466 39	Pa
...	207	238 0	France-gas...	9886 63	9515 03	Pa
...	781		France-gas...	242 29	238 38	Pa
...	1410		France Index: Slow...	112 19	108 81	Pa
...	355		France Investors...	343 31	334 94	Pa
...	240		France Oil...	472 14	467 47	Pa
...	208		France ...	464 35	460 83	Pa
...	2000		France ...	110 59	107 37	Pa
...	206		France ...	1226 94	1153 53	Pa
...	1116		France-Australia...	33 29	33 29	Pa
...	353	363	Frucht-Capit...	39 48	38 90	Pa
...	330		Frucht Court...	153361 42	133651 42	Pa
...	180		Frucht...	231 81	224 10	Pa
...	380	1260	Frucht-Span...	32 73	31 93	Pa

c : coupon detached - o : offer - d : drop detached - d :

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

FINANCIERE
Renseignements :
46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

1. _____

- entre les titres de Marie Brunet -

GENERAL INFORMATION

© 2005 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 258: 101–108

CULTURE

ARCHITECTURE

Défense de la TGB

L'Association des amis de la Bibliothèque de France répond à la lettre ouverte qui mettait en cause sa conception

Après l'envoi d'une lettre ouverte au président de la République signée de cent personnalités culturelles et universitaires, qui critiquait à la fois la nature des choix architecturaux et techniques et la manière dont ils ont été effectués (le Monde du 25 septembre), l'Association des amis de la Bibliothèque de France contre-attaque.

Préside par M. Jacques Morizet, ambassadeur de France, l'association - qui compte au sein de son comité d'honneur Jean Auroux, Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Maurice Couve de Murville, Pierre Mauroy, Costa-Gavras, Michèle Cotta et Alain Delon - s'étonne de voir « méconnaître ou mésestimer le travail mené et les précautions prises par l'établissement public constructeur et ses tutelles » et affirme qu'il s'agit de problèmes déjà résolus.

L'association s'interroge : « Les éminents signataires du manifeste, historiens, romanciers ou hellénistes, en savent-ils plus sur le langage, la mécanique verticale ou la climatisation que les archi-

tectes, les ingénieurs et les techniciens choisis pour conduire le projet en raison de leur compétence, de leur expérience et de leur réussite sur d'autres chantiers en France et partout dans le monde ? »

En réponse aux critiques techniques concernant les tours, elle rétorque que « la mécanique verticale a fait ses preuves dans le transport automatisé », que la climatisation est dotée d'un système de secours qui « palliera immédiatement toute défaillance du système principal », et que son coût ne « dépassera pas 0,3 % du coût total de fonctionnement ».

« Depuis plus de deux ans, disent encore les défenseurs de la TGB, le travail mené par Dominique Perault et l'établissement public n'a cessé de démontrer le caractère fonctionnel d'un projet spectaculaire, bon, destiné à conserver et offrir dans les meilleures conditions le trésor intellectuel de la nation. Réduire un projet de cette nature à un conflit entre les mérites comparés du monte-charge et du tapis roulant est indigne des enjeux intellectuels, des ambitions sociales et des innovations techniques dont il est porteur. »

MUSIQUES

Deux disparitions

L'éditeur Mica Salabert

On apprend la mort de Mica Salabert, grande figure de l'édition musicale française et mécène de nombreux compositeurs de son temps. Fondée à Paris, en 1886, par Édouard Salabert, reprise entre 1894 et 1916 par son fils Francis, la maison de la rue Chauchat avait édité de nombreuses œuvres (Ph. Phi, Ciboulette) ce qui lui avait permis de graver les partitions des jeunes compositeurs de l'époque : Milhaud, Poulenc, Ibert, Enesco, Enrichi par le rachat de nombreux catalogues (celui de Rouart Lerolle avec l'œuvre d'Ernest Satie, notamment) le fonds comptait après la guerre 350 opérettes, 800 partitions symphoniques et 80 000 chansons (celles de Trenet et certaines d'Edith Piaf, en particulier), sans oublier un très grand nombre de publications à

usage pédagogique (dont les éditions critiques Cortot) ; en 1946 Salabert ouvre une succursale à New-York.

Succédant à son mari, mort dans un accident d'avion en 1946, Mica Salabert va prendre les commandes entre 1946 et 1981, orienter les activités de la maison vers une aide aux compositeurs d'avant-garde (Xenakis, Malac, Takemitsu, la nouvelle école roumaine, Luis de Pablo...) et vers un soutien éclairé aux festivals de Royan, de la Rochelle ou de Metz. Son départ de la rue Chauchat allait coïncider avec les premières grosses difficultés de « l'empire » Salabert, dont les éditions britanniques Virgin et italiennes Ricordi se partageant l'exploitation depuis l'an dernier, aux côtés des actionnaires majoritaires de la fondation Salabert.

Le metteur en scène

Jacques Karpo

Directeur de l'Opéra de Marseille depuis 1975, Jacques Karpo est mort dans la nuit du 23 au 24 septembre. Il aurait eu cinquante et un, au mois prochain. Né à Toulouse, formé au piano et au violoncelle à New-York, à la mise en scène à San Francisco (notamment aux côtés

de Jean-Pierre Ponnelle), il complétait sa carrière de directeur artistique à l'Opéra de Marseille par de nombreuses mises en scène en France et à l'étranger. On lui doit notamment la création scénique française du *Christophe Colomb* de Darius Milhaud.

CINÉMA

Lever de rideau

Il n'y a pas que des salles qui ferment, même au Quartier latin. Il y en a qui ouvrent, ou rouvrent. Le 2 octobre, ce sera le Saint-Michel, carbonisé par une poignée d'intégristes qui n'aimaient pas un film qu'ils n'avaient pas vu (*Derrière l'antenne du Christ*, de Scorsese). Avec la sollicitude des pouvoirs publics, il s'offre un grand coup de neuf.

Mais dès le 25 septembre, c'est le Panthéon, rebaptisé Europe Panthéon qui, quarante-quatre ans après son inauguration, a célébré sa rénovation. C'est là que le grand producteur Pierre Braunberger, qui fut le propriétaire, « inventa » les projections en version originale. Avec son nouvel écran, sa nouvelle installation sonore, ses nouveaux fauteuils et sa nouvelle façade, la vieille salle a aussi modifié son nom, pour signifier qu'elle serait désormais consacrée uniquement aux films européens.

► Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel (5^e), 43-25-59-47.
► Europe Panthéon, 13, rue Victor-Cousin (5^e), 43-54-15-04.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mercredi 25 septembre.

UN ARRÊTÉ

— du 17 septembre 1991 relatif à l'introduction des langues régionales des pays mosellans et des langues régionales d'Alsace au baccalauréat professionnel.

PARIS EN VISITES

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres vieux logis parisiens », 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris Autour).

« 13^e arrondissement : la place d'Italie avec la mairie et le grand écran », 14 heures, devant la mairie, place d'Italie.

« Un palais des années 30 : le palais de Chaillot, son jardin et ses statues », 15 heures, devant le Musée de l'Homme, place du Trocadéro (Monuments historiques).

« De Popincourt à la rue de Lappe », 14 h 30, métro Saint-Ambroise (Paris pittoresque et insolite).

« La quinzième siècle à la cour d'Urbino et de Mantoue », 14 h 30, musée du Louvre, à la « Victoire de Samothrace » (Le Cavalier bleu).

« L'Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. C. Lacroix).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'itinéraire du Parisien curieux qui décou-

Naissances

— M. Georges TOUPEL et M^{me}, née Jeanne Stempowska, ont la joie d'annoncer la naissance de leur dixième petit-enfant,

Arsène, le 17 septembre 1991, chez Frédéric et Catherine Boy.

Moulin des Avendies, 60200 Clairoux.

Fiançailles

— M. Daniel DRUON et M^{me}, née Catherine Tardieu de Marsac, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leur fille

Cécile avec Eric DELAVALLÉE, le 14 septembre 1991.

Décès

— Tous les amis de Jean et Lucia ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean CATHALA, (Le Monde du 24 septembre.)

— M^{me} Lella Senati-Geiger, et M. Jean A. Chénasse, ses parents, M. Eric Geiger, et M^{me} Guyline Guidice-Chénasse, ses beaux-parents, Le général et M^{me} André Chénasse, M^{me} Julia Panceri, ses grands-parents, Valérie et Marc Geiger, Hadrien Flammang, ses demi-frères et sœur, M. et M^{me} Christian Bouthors et leurs enfants, Ainsi que l'ensemble des familles Catholinesau, Guerrier, Lacoste, Pancrazi, Paturzo, L'équipe des Films de l'Édit ART-TV, L'équipe de MAP-TV (INA), Ses amis du théâtre, de la musique, de la danse, du cirque et de la télévision, ont l'immense douleur de faire part du décès, dans sa vingt-neuvième année, de

Laure Emmanuelle CHÉRASSE, auteur, metteur en scène de théâtre.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 27 septembre 1991, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}, où l'on se réunira.

Elle sera suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part. 54, rue de Bassano, 75008 Paris.

— M^{me} René Derangère, son épouse, M^{me} Denise Bonnaudet, sa fille, Ses petits-enfants, M^{me} Germaine Redonnet, sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René DERANGÈRE, survenu à Saligny, le 16 septembre 1991, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée, le mercredi 18 septembre, à Saligny.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille. 19, Grande-Rue, 89100 Saligny.

THÈSES
Tarif Étudiants
50 F la ligne H.T.

François FENAL

nous a quittés le 20 septembre 1991.

Ses nombreux amis et collègues s'associent à la douleur de Simone, sa femme, de ses enfants, de sa famille.

Chaleur humaine, imagination, générosité, suscitaient autour de lui affection et attachement.

Cadre d'entreprise, journaliste, consultant, François était connu et apprécié des milieux coopératifs et de la distribution.

Nous gardons de lui un souvenir plein de vie.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Simone FRIGERIO, née Lefèvre, critique d'art, chevalier des Arts et des Lettres, survenu le 2 août 1991, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Selon sa volonté, les obsèques religieuses ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— Grenoble. Toulouse. Paris.

Jean-Pierre Manin, François Lawrence, Jean-Jacques Lawrence, Et leurs familles, font part du décès de

M^{me} Yvonne LAWRENCE, née Manin, survenue à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le mardi 24 septembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration du Cercle de recherches et d'action pédagogiques (CRAP, Cahiers pédagogiques), Le Comité de rédaction des Cahiers pédagogiques, ont la tristesse de faire part du décès de

Raymond LECERF, professeur d'arts plastiques, illustrateur des Cahiers pédagogiques, survenu à Lyon, le 19 septembre 1991.

A sa femme et à ses enfants, ils renouvellent l'expression de leur amitié.

CRAP, 5, impasse Bon-Secours, 75011 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Christian MOREUX, ancien président du Journal de la marine marchande et de Marchés tropicaux, officier de la Légion d'honneur, survenu le 21 septembre 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année, à Neuilly-sur-Seine.

De la part de M. Etienne Moreux, son frère, et M^{me} Des familles Moreux, Fabre, Bouy, Mauny, Marque, Jacobacci et Glachant.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 28 septembre, à 10 heures, en l'église de Grimaud-Village (Var), suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Une messe sera dite à sa mémoire, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, sa paroisse, le vendredi 4 octobre, à 15 heures.

277, rue Turenne, 33000 Bordeaux.

Né en 1902, Christian Moreux était le fils de René Moreux, qui fonda en 1919 l'hebdomadaire d'économie maritime le Journal de la marine marchande et en 1945 l'hebdomadaire

du Châtelet, devant la fontaine (Paris, Autour).

« Le château de la reine Blanche, l'hôtel de Julienne et l'hôtel Scipion Sardin », 16 heures, 17, rue des Gobelins (D. Bouchard).

« La Salpêtrière, de Manoir, Lescaur, à Sigmund Freud », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital (P.-Y. Gallet).

« L'atelier d'un tailleur de cristal », 15 heures, 84, quai de Jemmapes. (Tourisme culturel).

17, avenue d'Alma, 20 heures : « Rainer-Maria Rilke et Maurice Maeterlinck », par C. David (Goethe Institut).

23, rue François-Miron, 19 h 30 : « L'œuvre de Daniel Pons », par J. Mouttapa (Librairie Les100clefs).

CARNET DU Monde

d'économie africaine *Marchés tropicaux et méditerranéens*, ainsi que plusieurs revues mensuelles complémentaires. De 1947 jusqu'à son décès en 1957, René Moreux fut conseiller de l'Union française (MRP) et avait été élevé en 1955 à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

Succédant à son père en 1957 comme président-directeur général des sociétés éditrices des revues qu'il avait lui-même contribué à développer notamment, Christian Moreux bénéficia d'une grande audience dans les milieux maritimes, jusqu'à son départ en retraite en 1984. Par ailleurs, il fut, pendant près de quinze ans, le maître de Boisbasset, dans les Yvelines, où son action sociale fut exemplaire.

Condolescences

— En souvenir du chef d'escadrons

Pierre BLANCHET, mort au combat le 14 août 1944, dans les rangs de la 2^e DB, au cours de la bataille de Normandie.

Le général d'armée Jean Simon et les Français libres s'associent à la douleur de la famille à l'occasion du décès de

Pierre BLANCHET, journaliste grand reporter, tué en mission en Croatie.

Anniversaires

— Pour le onzième anniversaire du décès du

général d'armée africaine Martial VALIN, compagnon de la Libération, ainsi que pour les

Aviateurs français libres, une messe sera célébrée en la chapelle de l'Ecole militaire, Paris-7^e, le vendredi 4 octobre 1991, à 18 heures.

France. USA.

Il y a cinq ans,

Cili OSTER

nous quittait.

Sa famille et ses amis se souviennent.

— En ce cinquième anniversaire du rappel à Dieu de

Glenn SOUHAM, officier de l'Ordre de la Liberté, membre du conseil consultatif du président des États-Unis,

une pieuse prière est demandée à ceux qui l'ont aimé, ce digne de prières avec les messes qui seront célébrées à son intention en France, aux États-Unis et en Suisse.

« You can be sure that Glenn's spirit of compassion, cooperation and commitment will long be remembered by all who knew him »

Ronald Reagan, President of the United States of America, The White House, Washington DC, October 8, 1986.

« Vous pouvez être certains que les qualités de Glenn, et parmi celles-ci son esprit de charité, de coopération et de dévouement, resteront présentes longtemps dans la mémoire de tous ceux qui l'ont connu. »

Ronald Reagan, président des États-Unis d'Amérique, La Maison Blanche, Washington DC, le 8 octobre 1986.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-88-28-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Absents et adhérents : 50 F

Communiqués divers : 95 F

Thèmes étudiants : 50 F

AUTOMOBILE

Voitures de vitesse

On avait beaucoup reproché à la Calibra d'Opel, lors de sa sortie il y a plus d'un an, d'avoir toutes les lignes d'une voiture de sport sans en posséder ni le cœur ni les entrailles. La fille allemande de la General Motors a quelque peu rectifié le tir en présentant la semaine dernière, à Francfort, une version particulièrement musclée de son coupé.

Outre la transmission sur les quatre roues, voici que nous arrive, chose toute nouvelle dans cette firme d'outre-Rhin, la suralimentation. Il s'agit, en fait, du groupe-moteur déjà sur différents modèles de la marque - et notamment sur la plus rapide des Astra, la GSi - qui font en même temps leur apparition sur les marchés européens (le Monde du 10 septembre). Mais ici la turbine, dont le carter a été intégré au collecteur d'échappement donne une poussée d'un autre ordre au 4 cylindres à 16 soupapes. Il en découle une puissance à plein régime (5 600 tours) de 204 chevaux, soit 54 chevaux de plus que sur l'Astra.

Avec une vitesse maximale fixée à 245 km/h, une allure depuis belle lurette interdite en

France, l'Opel Calibra 1600 turbo rejoint les voitures de série les plus puissantes telles que BMW, Audi ou Mercedes, les fournissant, dotées toutefois de moteurs plus importants (8 et 12 cylindres) et d'un limiteur d'allure - on les en remercie - à 250 km/h.

De la même façon, Porsche a présenté sur son stand, à Francfort, sa version 368, une nouvelle venue dans la gamme, dont le compteur indique que l'aiguille peut aller flirter aux environs des 300 km/h. Pour autant, la vitesse maximale est donnée par le constructeur pour 252 km/h en système, car la boîte est fournie avec six rapports... par souci d'économie. En effet, une grande vitesse soutenue entraîne des consommations qui sont à la hauteur des prix demandés pour de tels engins...

Quoi qu'il en soit, on ne peut que constater combien, alors que tout annonce une limitation générale de la vitesse automobile en Europe, certaines marques continuent de considérer que la puissance d'une voiture est un gage de progrès.

C. L.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5615

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Peuvent être frottées avec un savon. — II. Susceptible de nous distraire. — III. Grande bataille au dix-neuvième siècle. — IV. Crie. Un groupe d'éléments. — V. Permet de déterminer la date des nouvelles lunes. — VI. Partie d'un lustre. Des perles sur le front. — VII. Est parfois en forme. Agit en homme. — VIII. Rivière. Instruments du hasard. — IX. Permet d'aller au fond des choses. — X. Comme parfois un propriétaire. Ne peut donc pas attendre. — XI. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. Certains sont longs.

VERTICALEMENT
1. Bon quand chaque chose est à sa place. Vierge quand elle est au berceau. — 2. Note. Massif. Point de départ. — 3. Peut-être devenu très lourds quand on a beaucoup d'effets. — 4. Poussait à la sortie. Bien rongé. — 5. Animaux dont on ne peut pas dire qu'on ne peut pas les sentir. Pronom. — 6. Utile quand on veut projeter quelque chose. Pas acquiescée. — 7. Civil, à la mairie. On lui prend son duvet. — 8. Une charge qui ne fatigue pas. Ve zvez tout. — 9. Exécute. Accommodés pour que les reliefs deviennent plats.

Solution du problème n° 5614

Horizontalement : I. Palmiers. — II. Abolument. — III. Rte. N6. — IV. Emu. Albi. — V. Nés. Us. — VI. Fuma. — VII. Hâtelette. — VIII. El. Ouni. — IX. Signets. — X. Eta. Et. — XI. Epée. Tus.

Verticalement : 1. Parenthèse. — 2. Abima. Alité. — 3. Lotus. Gp. — 4. M. Péon. — 5. Mra. Uva. — 6. Emble. — 7. Ré. Isatis. — 8. Snob. — 9. Intérêts.

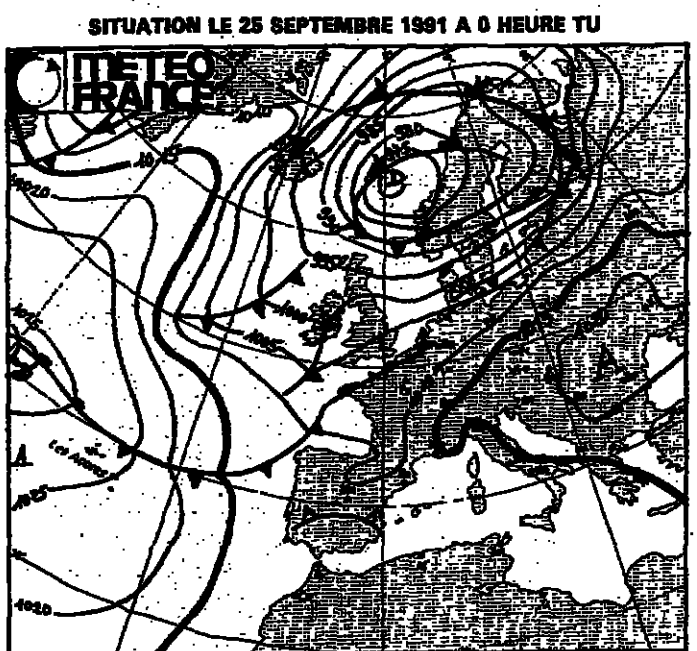
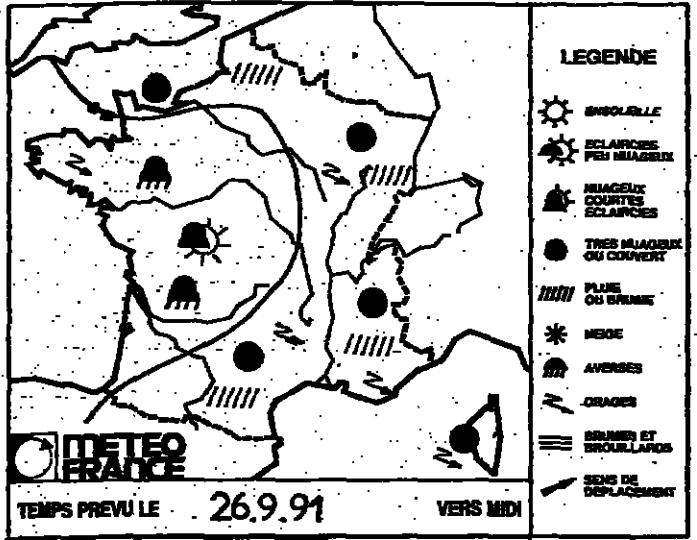
GUY BROUET

فكر من الأصل

هكذا من الوجل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 26 septembre 1991
Pluies fortes, orages, averses



Vendredi : pluie au Sud-Est et à l'Ouest. En Corse, la journée débute sous la pluie et les orages. Les précipitations cesseront l'après-midi et on verra le soleil.

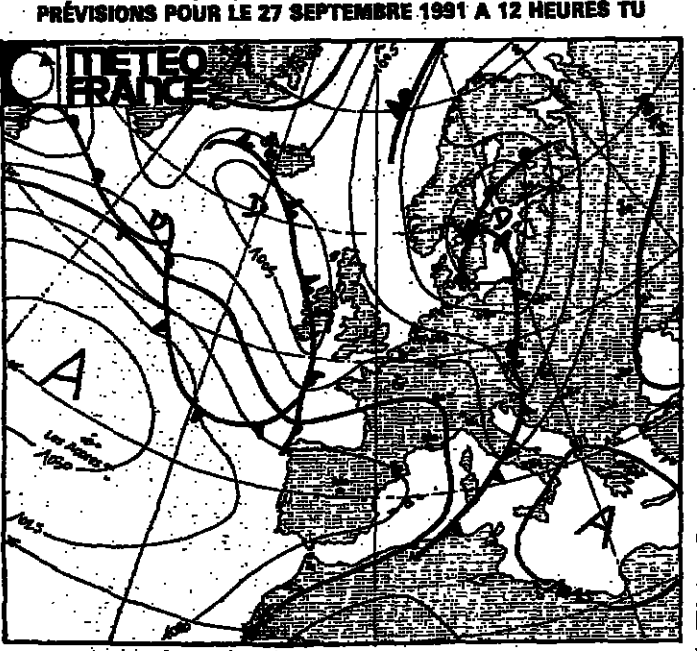
Dans le Sud et l'Est, les pluies d'Alpes, des pluies orageuses persisteront le matin. Le soleil se montrera l'après-midi.

En Bretagne, puis en Normandie et dans les pays de l'Oise, le vent du sud se renforcera, annonçant la pluie.

Les précipitations prendront un caractère orageux l'après-midi. En Bretagne, le soir, quelques coins de ciel bleu, mais aussi des averses. Partout ailleurs, cocktail de nuages et de courtes éclaircies. Attention aux brumes et brouillards le matin.

Les températures seront comprises entre 7 degrés et 19 degrés sur les régions du nord-ouest, et de 10 degrés à 13 degrés le plus souvent, elles atteindront 16 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales s'élèveront de 18 degrés sur la pointe de la Bretagne à 24 degrés près de la « grande bleue ».



TEMPÉRATURES - maxima - minima et temps observé le 24-9-1991 à 18 heures TU et le 25-9-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				ÉTRANGER				ÉTRANGER			
ALGER	26	18	D	TOULOUSE	19	15	N	LOS ANGELES	29	19	D
BARCELONE	26	21	P	TUNIS	25	19	P	LUXEMBOURG	16	15	P
BORDAUX	25	19	C	PORT-SAÏD	29	24	D	MADRID	28	17	A
BRESCIA	20	15	P					MEXICO	31	25	A
BREST	19	12	P					MONTREAL	17	7	C
CAEN	22	16	P					MOSCOW	14	7	N
CHERBOURG	22	16	P					NAGORI	26	13	N
CLEVES-PO	22	16	P					NEW-YORK	23	15	C
DIJON	22	14	N					OSLO	15	12	D
GENÈVE	22	13	D					PALMA-DE-MAJ	22	21	D
LILLE	20	15	P					PARIS	22	19	D
LIMOGES	21	16	P					ROME	26	21	O
LIVON	22	17	D					SINGAPOUR	31	24	C
MARSEILLE	27	20	D					STOCKHOLM	18	13	D
NANCY	19	17	C					SYDNEY	19	16	N
NANTES	20	17	P					TOKYO	26	13	A
NICE	25	20	D					TUNIS	27	20	A
PARIS-MONT	20	16	C					VARSOVIE	18	13	D
PAU	23	19	C					VENISE	24	17	D
PERPIGNAN	21	18	C					VIEILLE	20	12	D
RENNES	21	17	C								
STRASBOURG	22	14	D								

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

PIERRE GEORGES

Mauvaise presse

La presse a mauvaise presse. La démocratie est en mauvaise santé. Presse et pouvoir sont dans un bateau, l'information tombe à l'eau. Il vaut mieux en rire qu'en désespérer. Bruno Masura, en connaisseur, avait un jour titré un ouvrage d'humeur : *La télé rend fou, mais je me soigne*. Cela s'est encore vérifié, mardi, sur Antenne 2. Pour suivre la projection de *Broadway Mews*, excellent film sur les ragas de plateau, Daniel Biallanzaco proposait un débat sur les rapports tumultueux entre la presse et le pouvoir.

Un sujet grave, sérieux à tout le moins, et dont il n'aurait pas été superflu de parler sérieusement. Seulement voilà, dès qu'un micro est ouvert, une caméra braquée, un bloc-notes prêt, la tentation devient trop forte, l'envie trop pressante, la vulgarité trop alléchante. Bernard Tapie et François d'Aubert, en dignes représentants de la nation, se sont offert un petit « round » tout en délicatesse. « *Pauvre mec, vous êtes un triste mec* », dira le député de Marseille et de gauche au député de la Mayenne et de droite. « *Vous faites de la démagogie à l'état pur, vous manipulez des enfants, c'est une honte, un scandale* », avait dit le second au premier.

C'était, on en conviendra, fort intéressant et parfaitement de nature à réconcilier l'électeur avec la chose politique. Un participant, Jean-Claude Guillebaud, fit remarquer à M. d'Aubert, qu'à sa place et à s'entendre ainsi traiter de « pauvre mec », il aurait, lui, quitté le plateau. En effet, M. d'Aubert, ou M. Tapie d'ailleurs, auraient pu le faire. Mais, devant l'écran, l'idée s'est imposée, pure chimère, qu'il faudrait bien un jour que les journalistes eux-mêmes brisent là.

C'est la presse est malade — les sondages le disent, les tirages le prouvent. — elle l'est d'abord de n'être souvent plus que le tambour de cette mauvaise musique. Elle l'est de n'être que haut-parleur pour « petites phrases », relais pour plan médias, chiron pour le coup politique ou le coup tordu du jour, de la semaine ou du mois.

Que l'on comprenne bien. Il ne s'agit pas là d'exonérer les médias de leurs propres errements, de cette tendance à la surinformation précipitée qui n'est jamais qu'une version boulimique et dangereuse de la sous-information. Les dérapages existent, qui méritent réflexion et supposent remèdes. Mais quand un avocat de Carpentras, parlant de l'affaire, évoque « *le couple maudit du pouvoir et de la presse* », on enrage de penser qu'il puisse avoir raison...

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 25 septembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
20.50 Variétés : Sacré soirée.	19.00 Sport : Football. Championnat d'Europe des nations : Islande-Espagne, en direct.	21.00 Documentaire : Sartre contre Sartre.
22.50 Magazine : En quête de vérité. L'affaire Delphine Bouley.	21.05 Cinéma : La mort était au rendez-vous. ■ Film italien de Giulio Patroni (1987). Avec Lee van Cleef, John Phillip Law, Anthony Dawson.	22.40 Cinéma : Cria Cuervos. ■■ Film franco-espagnol de Carlos Saura (1975).
0.00 Spécial sports : Football. Championnat d'Europe des nations : URSS-Hongrie, en direct de Moscou.	22.55 Flash d'informations	0.25 Court métrage : Le Drame du taureau.
1.40 Journal, Météo et Bourse.	23.05 Cinéma : Daddy nostalgie. ■ Film français de Bertrand Tavernier (1990). Avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure.	FRANCE-CULTURE
A2	LA 5	20.30 Antipodes.
20.45 Téléfilm : Des cornichons au chocolat.	20.50 Histoires vraies : Nuits d'enfer. Une jeune fille sombre dans la prostitution.	21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.20 Magazine : Direct.	22.30 Débat : Quand les ados vous disent M...	22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Au pays des quatre saisons : l'été (3).
23.30 1. 2. 3. Théâtre.	23.35 Série : Hitchcock présente.	22.40 Les Nuits magnétiques. Les noms en personne. 2. L'identité défigurée.
23.35 Magazine : Musiques au cœur de toutes les musiques.	0.05 Journal de la nuit.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Pierre Ostende (La Neveu chronique).
0.40 Journal et Météo.	M 6	0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
FR 3	20.35 Téléfilm : Les vampires n'existent pas.	FRANCE-MUSIQUE
20.45 Magazine : La Marche du siècle. Vocation : chercheur. Invité : Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. Journaliste, directeur général du CNRS : Edouard-Emile Baulieu, inventeur de la pilule abortive. Bernard Chavassus, généticien à l'INRA ; Gérard Mégie, climatologue ; Anne-Marie Aleyrac, chercheuse à l'IFREMER ; Michel Crozon, physicien des particules au CNRS.	22.20 Téléfilm : Le Procureur et l'Assassin. Double meurtre dans une villa californienne. 0.05 Six minutes d'informations.	20.30 Concert (donné le 29 mai 1991 lors du Festival de Schwazingen) : Requiem en si bémol majeur (extrait) de M. Haydn ; Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix, pour solistes, chœur et orchestre, de J. Haydn, par le Bach Collegium de Stuttgart et le Geschington Kantorei de Stuttgart, dir. : Helmut Rilling.
22.20 Journal et Météo.	0.05 Magazine : Dazibao.	23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct du Luthéal-Saint-Germain à Paris. La Quatrième de Michel Edelin, flûtiste, avec Alain Jean-Marie, piano, François Machell, contrebasse, Simon Goubert, batterie.

Jeudi 26 septembre

TF 1	CANAL PLUS	LA SEPT
16.15 Feuilleton : Riviera.	20.10 Divertissement : La Classe.	17.35 Série : Les Années coup de cœur.
16.40 Club Dorothée.	20.45 Cinéma : Un dimanche à la campagne. ■■ Film français de Bertrand Tavernier (1984). Avec Louis Dux, Sabine Azéma, Michel Aumont.	18.05 Série : Mission Impossible.
17.25 Série : 21 Jump Street.	22.20 Journal et Météo.	19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
18.15 Jeu : Une famille en or.	22.45 Téléfilm : Miracle en Alabama. Une enfant aveugle, sourde et muette reprise en main par une jeune femme obstinée.	19.54 Six minutes d'informations.
18.45 Feuilleton : Santa Barbara.	0.20 Musique : Carnet de notes.	20.00 Série : Cosby Show.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.	FRANCE-MUSIQUE	20.35 Cinéma : C'est pas moi, c'est lui. ■■ Film français de Pierre Richard (1979).
19.45 Divertissement : Le Sébaste Show (et à 0.00).	13.35 Cinéma : Un cri dans la nuit. ■■ Film américain de Fred Schepisi (1988). Avec Meryl Streep, Sam Neill, Dale Reeves.	22.15 Série : Le Voyageur.
19.50 Tac-O-Tac, Journal, Tiercé, Loto sportif, Météo et Tapis vert.	15.30 Documentaire : Les Allumés...	22.40 Téléfilm : L'île aux serpents. Pour ceux que la vue des reptiles n'incommode pas.
20.50 Série : Navarro. Une dispute juridique de conséquences...	16.00 Cinéma : Daddy nostalgie. ■■ Film français de Bertrand Tavernier (1990). Avec Dirk Bogarde, Jane Birkin, Odette Laure.	0.15 Six minutes d'informations.
22.25 Magazine : Ex libris. Invité : Sébastien Japrisot (Un long dimanche de fiançailles) ; Jean Dutoit (Forêts de femmes) ; Régine Deforges (Notre temps) ; Arthur (Mon école busconnière) ; Entretien avec Katharine Hepburn (Ma vie, mes histoires de ma vie).	18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.30	0.20 Magazine : Dazibao.
23.30 Magazine : Télévision.	18.30 Ça cartoon.	0.25 Boulevard des clips.
0.05 Journal.	18.50 La Top.	LA SEPT
A 2	19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Catherine Lara.	16.45 Documentaire : Salsa opus 1. New-York : le son.
15.40 Variétés : La Chance aux chansons. Hommage à Tino Rossi. Avec Anny Gault, Enrique.	20.30 Cinéma : L'Autrichienne. ■■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1990). Avec Ute Lempert, Patrick Chesnais, Daniel Mesguich.	17.45 Documentaire : Sea Coal.
16.10 Série : Drôles de dames.	22.00 Flash d'informations.	18.50 Flash d'informations (et à 20.00, fin des programmes).
17.00 Magazine : Gliss.	22.10 Cinéma : Cocoon, le retour. ■■ Film américain de Daniel Fauré (1988) (v.o.).	19.10 Documentaire : L'Anthropographe. 2. La saison du brame.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.	0.05 Cinéma : Pilotes de charme. Film américain, classé X, de Michael Craig (1990). Avec Ashlyn Gere, Rayne, Mike Homer.	20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
18.35 Magazine : Défendez-vous.	1.30 Super Model of the World.	21.00 Magazine : Avis de tempête.
18.50 Série : Mister T.	LA 5	22.55 Musique : Christian Zacherias joue Scarlati à Séville.
19.15 Jeu : Question de charme.	16.20 Tiercé à Maisons-Laffitte.	FRANCE-CULTURE
19.45 Divertissement : La Caméra indiscrette.	16.50 Youpi ! L'école est finie.	20.30 Avignon 91. Pop Wuh, fragments du Livre des anciens Mayas choisis et traduits par Anny Amboni, à la chapelle Sainte-Claire.
20.00 Journal et Météo.	18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.	21.30 Profils perdus. L'Ecole de Rochefort (2).
20.40 INC.	19.05 Série : Kojak.	22.40 Les Nuits magnétiques. Les noms en personne. 3. Après le nom.
20.45 Magazine : Envoyé spécial. Goussé : le secret du bonheur, de Pavel Louguine.	20.00 Journal et Météo.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Alain Bonfand (Le Malheur : Jan Voss).
22.05 Cinéma : Faux témoins. ■■ Film américain de Curtis Hanson (1987). Avec Steve Guttenberg, Elizabeth McGovern, Isabelle Huppert.	20.40 Journal des courses.	0.50 Musique : Coda. Texte de nuit.
0.05 Magazine : Mieux et encore Bravo. Chardine Courtes : la saumache.	22.35 Téléfilm : Scénario mortel. Un avocat machiavélique.	FRANCE-MUSIQUE
1.05 1. 2. 3. Théâtre.	0.05 Magazine : C'est tout comm.	20.30 Concert (en direct de l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux) : Prélude, fugue et postlude pour orgue en si mineur, de Beethoven ; Choral pour orgue BWV 727, Prélude et fugue pour orgue en si mineur BWV 864, Cantate BWV 186, de Bach, par Georges Guillard, orgue, Agnès Mellon, soprano, John Elwes, Philippe Cantor, ténors, l'ensemble vocal Camerata Saint-Louis, dir. : Georges Guillard et l'Ensemble baroque de Limoges, dir. Christophe Colin.
1.10 Journal et Météo.	0.25 Journal de la nuit.	23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore : la génie artisanal. Œuvres de Gesualdo, Janacek, Machaut, Borodine, Weiss, Ives, Hume, Castillon, Cras, Nietzsche, Wessengrund, Adorno, Boito.
FR 3	M6	
14.30 Magazine : Carné vert. Pindt, de Jean-Marie Hosette.	15.40 Magazine : 6° Avenue. (et à 17.25, 18.00).	
15.00 Traverses (rediff.).	17.00 Jeu : Zygomusic.	
16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.		
17.30 Jéf.		
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.		
18.30 Jeu : Questions pour un champion.		
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.		
20.00 Un livre, un jour. Nous les filles, de Marie Rouanet.		

La commission d'enquête sur le financement des partis

Vive polémique entre le PS et le RPR

La troisième séance publique de la commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a été suspendue, mardi 24 septembre, à la suite d'une polémique entre le groupe socialiste et certains députés de l'opposition, membres de cette commission. M. Jean-François Deniau (UDF) a fait savoir, le même jour, qu'il démissionnait de ses fonctions de président de la commission d'enquête, en raison d'un désaccord avec la majorité de ses membres sur l'interprétation des pouvoirs d'investigation de la commission.

Existe-t-il encore une limite à ce suicide collectif des parlementaires et de l'institution qu'ils sont censés représenter ? La question se pose depuis la première audition publique de la commission

d'enquête sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (le Monde des 19 et 20 septembre). Mardi 24 septembre, la volonté semblait claire de saborder définitivement cette commission.

En fin de matinée, un communiqué du président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, ouvre une première brèche. « Qui a peur de la commission d'enquête parlementaire sur le financement politique », demande ingénument ce communiqué, accusant les députés de l'opposition de « jouer la carte de l'obstruction » en refusant toutes les propositions d'auditions qui leur sont faites. « Prompt à présenter les modalités de financement du PS, la droite souhaite que les citoyens continuent d'ignorer les siennes », affirme M. Auroux.

A 15 heures, deuxième alerte : dans les sous-sols du Palais Bourbon où se réunit la commission, le vice-président, M. Pierre Mazeaud (RPR), donne lecture aux membres présents de la lettre adressée par M. Jean-François Deniau (UDF) au président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, dans laquelle il l'informe de sa démission de ses fonctions de président de la commission d'enquête parlementaire.

Le motif officiellement invoqué est un désaccord intervenu entre M. Deniau et la majorité des commissaires sur l'interprétation des pouvoirs d'investigation conférés par l'article 141 du règlement de l'Assemblée nationale aux commissions d'enquête. M. Deniau souhaitait une interprétation « positive » de cet article, afin de pouvoir évoquer des affaires actuellement sous procédure judiciaire. Lors de leur dernière réunion, à huis clos, la majorité des membres de la commission, toutes tendances politiques confondues, ont souhaité s'en tenir à une conception plus restrictive, en soulignant que les députés ne pouvaient s'ériger en juges.

Incapacité chronique

Au-delà de cette divergence juridique, M. Deniau n'a sans doute pas souhaité assumer plus longtemps la présidence d'une commission qui a déjà fait la preuve, en deux séances publiques, de son incapacité chronique à se saisir dignement et sereinement de la question du financement des partis et des campagnes.

L'opportunité du maintien de la représentation UDF au sein de cette commission avait d'ailleurs été évoquée au cours du bureau politique du Parti républicain, jeudi dernier, et certains de ses membres s'étaient interrogés sur une éventuelle collusion entre le RPR et le PS pour saborder cette commission.

C'est bien en effet entre les membres de ces deux groupes que se joue la partie. M. Robert Par-

draud (RPR), saisissant le prétexte du communiqué de M. Auroux, demande une suspension de séance. M. Mazeaud, totalement oublieux de l'impartialité et du calme qui conviennent à un président, s'enflamme à son tour et dénonce des déclarations qui, selon lui, « violent le secret des délibérations de la commission ».

Le ton monte entre les députés RPR et PS. Exigeant des excuses de M. Auroux devant le bureau de l'Assemblée nationale, M. Mazeaud lève la séance. Conséquence immédiate : pour la deuxième fois, l'audition de M. Dominique Perben, trésorier de la campagne de M. Jacques Chirac, est reportée.

Cette fois, il revient aux commissaires socialistes de s'indigner de ce « sabotage » et de lancer quelques menaces : « Si l'opposition continue ce jeu, nous révélerons la liste des personnes dont nous avons demandé les auditions et qui ont été refusées ». On murmure notamment les noms de quelques responsables d'entreprises

de travaux publics et de grandes surfaces commerciales... De son côté, M. Auroux se défend d'avoir voulu jouer la provocation avec son communiqué. Il a seulement souhaité « tonifier » les travaux de la commission, affirme-t-il.

Cerise sur le gâteau, M. Deniau donne dans la soirée le coup de grâce au radeau parlementaire en proposant la « suppression des privilèges judiciaires des députés et des ministres », qui devraient comparaître devant la cour d'assises ou la chambre correctionnelle, comme de simples citoyens.

De là à accrédiiter la thèse, répandue par quelques-uns, qu'ils sont « tous poutres », il y a, bien sûr, un pas que l'ensemble des députés membres de la commission et son ex-président ne voudraient, pour rien au monde, être accusés d'avoir franchi...

PASCALE ROBERT-DIARD

Selon « le Canard enchaîné »

Des élus CDS auraient touché des pots-de-vin sur les implantations de grandes surfaces

Dans son édition du mercredi 25 septembre, le Canard enchaîné affirme que le CDS a supervisé l'implantation des hypermarchés durant la période de cohabitation. « Quelques semaines avant de gagner les élections législatives de mars 1986, écrit ce hebdomadaire, les trois principaux partis qui allaient gouverner - le RPR, le Parti républicain et le CDS - avaient procédé à ce qu'un ancien trésorier de la formation chiraquienne a joliment nommé un « Valta des pots-de-vin ». Il fut décidé que, pour les autorisations d'ouverture des grandes surfaces, ce serait désormais les centristes du CDS qui feraient la loi ».

Selon le Canard enchaîné, la responsabilité de cette tâche aurait particulièrement incombé à M. François Froment-Meurice, secrétaire national du CDS. L'hebdomadaire reproduit une lettre à l'en-tête du CDS, datée du 13 novembre 1986, adressée par M. François Froment-Meurice à M. Pierre Lacour, sénateur centriste de Charente, un des représentants du CDS à la Commission institutionnelle d'urbanisme commercial (CNUC), chargée de délivrer les autorisations de création de grandes surfaces.

Dans cette lettre, M. François Froment-Meurice fait part des souhaits des élus du parti pour l'implantation de grandes surfaces à

Reims, Cherbourg et Pau. Interrogé par les enquêteurs du Canard enchaîné, M. Froment-Meurice explique qu'il se bornait à « recueillir pour chaque dossier les avis de nos élus pour s'assurer que la CNUC ne prenne pas de décisions contraires aux intérêts du CDS ». Il ne conteste pas le fait que « de l'argent ait pu être versé » mais affirme qu'il n'en a « jamais vu la couleur ».

« Quelques-uns se sont remplis les poches », ajoute M. François Froment-Meurice, mais la majorité des autres, qui ont touché des pots-de-vin en espèces, les ont remis intégralement à leur parti, alors qu'ils auraient pu se servir au passage.

Dans un communiqué publié mardi 24 septembre, la direction du CDS estime que les documents cités par le Canard enchaîné « ne prouvent rien ». « Les faits évoqués, explique ce communiqué, concernent une époque où aucune loi n'assurait un financement légal aux partis politiques. C'est d'ailleurs pourquoi le CDS a milité ardemment pour un financement clair des partis et pour une limitation des dépenses électorales. C'est ainsi qu'on a voté la loi du 11 mars 1988 et du 13 janvier 1990. Le CDS en applique scrupuleusement les dispositions et est prêt à supporter tous les contrôles ».

Les Journées parlementaires du PS

M. Mauroy invite les formations politiques à débattre d'une réforme du mode de scrutin

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a ouvert mercredi matin 25 septembre à Paris les Journées parlementaires de son parti. Après avoir appelé les parlementaires à « retrouver le langage de la mobilisation », il a affirmé :

« Nous ne pouvons être ceux qui en permanence portons la critique contre nous-mêmes (...). Le gouvernement d'Edith Cresson est en place. Il est notre gouvernement. Nous le soutenons, et j'ajoute que nous en sommes bien plus que solidaires : nous en sommes correspondants ».

M. Mauroy a souhaité « de l'ambition, de l'audace, de l'innovation » dans la lutte contre le chômage. Rappelant d'autre part les « violentes critiques » adressées

à la politique étrangère de M. Mitterrand, le premier secrétaire du PS a affirmé : « Le président de la République peut compter sur un soutien clair et entier du Parti socialiste ».

Enfin, M. Mauroy a évoqué une éventuelle réforme du mode de scrutin. « Je considère comme essentiel que ce problème soit posé et effectivement débattu, a-t-il dit. Je propose que l'ensemble des formations politiques représentées au Parlement sachent se retrouver pour fixer en commun les grandes règles du jeu démocratique (...). J'en prends l'initiative en leur écrivant dès la clôture de ces journées parlementaires ».

Insee

la référence au bout des pages...

LES PERSONNES AGEES

Qui sont ces 11 millions de personnes qui ont dépassé 60 ans ?

165 pages - Prix 72 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Passez la monnaie!

COMME tu y vas, Yves Charrat ! Ecrire un bouquin intitulé la République corrompue, a-t-on idée ! T'es jaloux, hein, c'est ça ? T'as fait de la tautologie alors que le père Nucci, ton ministre de l'époque, un pote à Feia, se prélassait sous les lambris dorés de l'hôtel de Lassay. T'as pas le seul, à la tentation, tu l'avoues. Et t'as pas fini de payer. Normal. Tout le monde peut pas sortir blanchi de la machine à laver le linge sale du Parlement. Merci la lessive Amnistie aux enzymes gloutons.

Tu vois, moi, je suis pas comme toi. J'étais revêtu en l'air ce matin dans le Canard que ces pauvres laissés-pour-compte de centristes s'en sont mis plein les poches eux aussi en autorisant ou pas l'ouverture de grandes surfaces en province, grâce à un « Valta des dessous-de-table » conclu entre les partis de droite pendant la cohabitation.

Il nous l'avait pas dit, ça, ce cachotier de Leclerc, dimanche, à « l'heure de vérité ». Il s'est contenté de dénoncer le scandale sans dresser la liste, elle serait trop longue, de tous ceux, à

droite, à gauche et au milieu, qui remplissent leurs caisses dans les hypermarchés privilégiés, par ici la monnaie, au détriment des autres. Carrefour ? D'accord. Auchan ? Pas d'accord. Ils auraient vraiment bien tort de pas abuser de la situation, nos élus.

Vous ne voudriez pas non plus que la commission d'enquête sur le financement des partis aille mettre son nez dans des pots-de-vin qui les ont tous arrosés. Ça serait d'un indécrot ! Non, c'est vrai, de quoi je me mêle ? Suffit d'arrêter la galerie en se refusant d'adhérer à un règlement aux petits oignons. L'intérêt d'aller au fond des affaires faisant déjà l'objet de vagues poursuites judiciaires. C'est à ça que ça sert, les files d'attente genre Gaudin. A faire l'impasse sur Urbain et au Palais-Bourbon !

Pas tous, les Français ! Ne ont compris le coup. Au lieu de se précipiter aux urnes, les jours d'élection, pour permettre à leurs représentants de s'enrichir sur leur dos, ils font de la politique en s'inscrivant en masse au PA, le parti des Abstentionnistes. Il y a pas de raison que ce soient toujours les mêmes qui en profitent !

En visite en Grande-Bretagne

M^{me} Cresson annonce des indemnités pour les agriculteurs britanniques

Le premier ministre français, M^{me} Edith Cresson, a annoncé, mardi 24 septembre à Londres, que la France allait indemniser les agriculteurs britanniques dont les carcasses d'agneaux à destination du marché français avaient été brûlées par des agriculteurs français la semaine dernière, à Cherbourg.

M^{me} Cresson a déclaré après son entrevue avec le premier ministre britannique, M. John Major, que le gouvernement français n'avait pas cautionné ces attaques « choquantes ». Le premier ministre français a toutefois fait remarquer que les agriculteurs français avaient, eux aussi, des revendications qui ne pouvaient être sous-estimées.

M^{me} Cresson et son homologue britannique ont également passé en revue, au cours d'un entretien de trois heures, les problèmes en suspens concernant l'union politique européenne, dont le traité devrait être signé en décembre à Maastricht (Pays-Bas). « C'est une erreur (...) de penser que nous sommes hostiles à tout pouvoir

pour le Parlement européen », a déclaré John Major, à l'issue de la rencontre. M^{me} Cresson a ajouté que la France avait une position similaire. Londres et Paris sont opposés, en principe, à une extension trop importante des pouvoirs du Parlement européen ; une idée farouchement défendue par l'Allemagne. Pour la petite histoire, le premier ministre français a été reçu par son homologue britannique, juste après l'acte shakespearien Sir Ian McKellen, un ardent défenseur de la cause homosexuelle. Cette visite « va confirmer nos priorités pressenties », a-t-il plaisamment déclaré allusion à d'anciennes déclarations de M^{me} Cresson, selon lesquelles le quart des Britanniques mâles seraient homosexuels. - (AP, Reuters)

Pour déménager en 1995 à Roissy

Air France vend son siège à la MGEN

C'est la MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale), la première mutuelle de France par le nombre de cotisants, qui rachète, pour la somme de 1,6 milliard de francs, l'immeuble de la gare Montparnasse où se trouve le siège de la compagnie Air France. Les locaux représentent une superficie de 30 000 mètres carrés et hébergent 1 600 agents d'Air France, qui déménageront, en 1995, sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle.

Depuis son arrivée à la tête de la compagnie nationale, M. Bernard Allati a été persuadé de la nécessité de quitter cet emplacement, qui lui valait, comme il le répète, « d'être le seul président d'une compagnie aérienne dont les bureaux surplombent des voies de chemin de fer ».

L'opération approuvée le 25 septembre par le conseil d'administration de la compagnie nationale, aura le mérite d'apporter des liquidités à Air France, qui en manque, et de symboliser son recentrage sur les activités aériennes.

Dès janvier 92 étudiez aux USA

Dans une grande université de Californie ou du Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Agées : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 67, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre (1) 47-48-89-19.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

L'Etat et la culture : « Pas d'œuvre sans pratique », par Roger Chartier ; « Assouvissement ou émancipation ? » par Danièle Salenave ; Une réplique de Marc Fumaroli : La place de l'esprit dans la cité..... 2

L'intervention

franco-belge au Zaïre..... 3

La crise yougoslave..... 4

La colonisation dans les territoires occupés

Un plaidoyer de M. Shamir..... 8

Les élections législatives partielles

« Les cinq bouleversements du système politique », par Jérôme Jaffré..... 10

Les élections régionales

M. Julien Dray (PS) candidat dans les Alpes-Maritimes face à M. Le Pen..... 10

Renseignement militaire

Le général Heinrich chargé de mettre en place la nouvelle direction..... 12

Priorité à la recherche

Des crédits en progression de 7 % dans le projet de budget 1992..... 16

EDUCATION • CAMPUS

• L'enseignement sous l'œil de l'OCDE • Les socialistes corrigent leur copie • Délicate mise à flot pour l'université de La Rochelle • Point de vue : « A quel point l'école ? » par Jean-Pierre Obin..... 13 à 15

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

• Fontevraud, patrimoine et musique • Questions autour d'une restauration • La première saison musicale de l'abbaye • « Rembrandt, le maître et son atelier », une exposition à Berlin • La sélection de la semaine..... 17 à 28

SECTION C

Production pétrolière

L'Arabie saoudite refuse toute discipline..... 30

La carte à puce

Elle remplacera bientôt la feuille pour le remboursement des dépenses..... 31

Services

Abonnements..... 16
Annonces classées..... 32 à 37
Automobile..... 40
Carnet..... 40
Marchés financiers..... 38-39
Météorologie..... 41
Mots croisés..... 40
Radio-Télévision..... 41

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1991 a été tiré à 530 466 exemplaires.

مكتبة من الأصل